



# L'AMÉRIQUE LATINE

---

Ouvrage collectif coordonné par  
Sébastien Hardy et Lucile Medina-Nicolas

EDITIONS  
DU TEMPS

*Questions de géographie*  
*Collection dirigée par Vincent Moriniaux*

# L'AMÉRIQUE LATINE

---

**Collectif coordonné**  
**par Sébastien Hardy et Lucile Medina-Nicolas**

Anne-Laure AMILHAT-SZARY  
Xavier ARNAULD DE SARTRE  
Denise DOUZANT-ROSENFELD  
Martine GUIBERT  
Sébastien HARDY  
Anne-Peggy HELLEQUIN  
Sonia LEHMAN-FRISCH  
Lucile MEDINA-NICOLAS  
Laetitia PERRIER-BRUSLÉ  
Nathalie RAYMOND  
Jean-Marie THÉODAT  
Guy THUILLIER  
Jean-Christian TULET

**EDITIONS**  

---

**DU TEMPS**

Illustration de couverture :

Fête patronale de Diriamba (Nicaragua). Chaque année, devant l'église se mêlent procession religieuse et folklore du théâtre dansé. Des personnages déguisés, portant des masques d'Indiens et d'Espagnols, font revivre au milieu de la foule la rencontre des deux peuples lors de la conquête (cliché L. Medina-Nicolas, 1999).

ISBN 2-84274-332-6

© éditions du temps, 2005.  
22 rue Racine, Nantes (44).

Catalogue : [www.editions-du-temps.com](http://www.editions-du-temps.com) - Portail : [www.edutemps.fr](http://www.edutemps.fr)

Tous droits réservés. Toute représentation ou reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans autorisation préalable (loi du 11 mars 1957, alinéa 1 de l'article 40). Cette représentation ou reproduction constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal. La loi du 11 mars 1957 n'autorise, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part, et, d'autre part, que les analyses et les citations dans un but d'exemple et d'illustration.

# Table des matières

<i>Avant-propos</i> .....	5
---------------------------	---

## GÉOPOLITIQUE ET RECONFIGURATIONS TERRITORIALES

<i>Géopolitique et frontières en Amérique latine</i> Anne-Laure Amilhat-Szary .....	11
<i>Les enjeux de l'intégration en Amérique centrale</i> Lucile Medina-Nicolas .....	34

## DES ESPACES RURAUX CONTRASTÉS

<i>Amérique latine :</i> <i>la plus forte croissance de production agricole au monde</i> Jean-Christian Tulet .....	55
<i>Les systèmes agro-pastoraux des Pampas sud-américaines</i> Martine Guibert .....	79
<i>Développement durable et modernisme en Amazonie :</i> <i>l'impossible alliance ?</i> Xavier Arnauld de Sartre .....	93

## LES VILLES, ENTRE ESPOIRS ET DIFFICULTÉS

<i>Villes et urbanisation : un continent urbain</i> Guy Thuillier .....	113
<i>Les villes portuaires d'Amérique latine</i> Anne-Peggy Hellequin .....	132
<i>Environnement urbain des capitales centraméricaines</i> Sébastien Hardy .....	152

## LES ÎLES, DES TRAJECTOIRES À PART ?

<i>Mutations cubaines</i> Denise Douzant-Rosenfeld .....	179
<i>Une identité insulaire en partage : Haïti et la République dominicaine</i> Jean-Marie Théodat .....	203

DE NOUVEAUX ENJEUX RÉGIONAUX

*Le gaz en Amérique du Sud.*

*Fossoyeur ou promoteur de l'intégration régionale ?*

Laetitia Perrier-Bruslé ..... 227

*Le tourisme : prisme d'observation*

*de quelques réalités latino-américaines passées et présentes*

Nathalie Raymond ..... 246

*Les États-Unis : l'autre Amérique... latine ?*

Sonia Lehman-Frisch ..... 264

# Avant-propos

Le but de cet ouvrage n'est pas de proposer une synthèse qui serait l'équivalent d'un cours type de CAPES/Agrégation sur l'Amérique latine. La ligne directrice suivie aborde volontairement cette question de géographie aux concours par le biais d'un certain nombre de contributions qui éclairent chacune à leur manière les grandes thématiques incontournables de l'analyse du monde latino-américain actuel. Enseignants et chercheurs, souvent les deux, ont été sollicités ici pour présenter sous une forme très synthétique leurs travaux, dans le but que cet ouvrage atteigne bien l'utilité dont il se veut porteur. L'ouvrage fournit donc des entrées concrètes à ce qu'est l'Amérique latine aujourd'hui, issues de travaux de recherches récents, mais aussi forcément partiels et, peut-être même, polémiques. De ce point de vue, l'ouvrage s'adresse aussi aux lecteurs qui s'intéressent à l'Amérique latine dans une perspective qui n'est pas forcément celle des concours de recrutement de l'enseignement secondaire. Ces contributions sont en effet autant d'exemples très variés qui apportent une connaissance plus approfondie de l'espace latino-américain.

Les étudiants qui préparent les concours n'ont souvent pas le temps de se plonger dans la lecture de thèses ou d'ouvrages de recherche spécialisés. Ces contributions sont donc réunies ici avec l'idée qu'elles illustreront à bon escient leurs copies, pour étayer leur démonstration. Ceci implique, bien entendu, que ces exemples soient replacés dans un contexte plus général. Nous vous invitons donc fortement à lire des ouvrages plus généraux traitant de l'Amérique latine. Nous vous conseillons également de vous reporter aux publications récentes des Editions du temps dans la même collection *Questions de géographie*. Par exemple, les contributions d'Alain Musset, « Mexico : les ambiguïtés d'une mégapole » et d'Alain Vanneph, « La très grande ville latino-américaine », in E. Dorier-Aprill (coord.), *Les très grandes villes dans le monde*, 2000 ; celle de Jean-Christian Tulet, « L'agriculture montagnarde dans les Andes du Venezuela », in E. Bordessoule (coord.), *Les montagnes*, 2002 ; ou encore celle de Jean-Claude Thouret et Frédéric Léone, « Aléas, vulnérabilités et gestion des risques naturels », in V. Moriniaux (coord.), *Les risques*, 2003.

Nous vous rappelons également que les jurys de concours n'évaluent pas une accumulation irréfléchie de connaissances sur une question. Ils sont très attentifs à la capacité de raisonnement géographique. Or, celle-ci ne s'acquiert pas sur une année. Elle implique, entre autres, le « décloisonnement » des connaissances, c'est-à-dire l'utilisation de manière efficace des savoirs acquis dans d'autres cours, tout au long d'un parcours d'études, dans le but de construire une démonstration de géographie. C'est donc dans une logique démonstrative que les contributions ont été réunies dans cet ouvrage. L'ouvrage organisé en cinq chapitres répond en effet à une approche des réalités latino-américaines actuelles.

## **L'Amérique latine, quel espace d'étude ?**

Que recouvre l'expression « l'Amérique latine » ? Cette expression au singulier, datant du XIX<sup>e</sup> siècle, d'origine géopolitique, masque la diversité de plus de 30 États continentaux ou insulaires, éparpillés dans des aires régionales fortement diverses et comprises entre les parallèles 55°Sud et au moins 33°Nord, avec des dynamiques que l'on peut imaginer très différentes. Et pourtant, des problématiques communes traversent cet espace et justifient encore aujourd'hui l'appellation d'Amérique latine. Certaines questions géopolitiques, économiques et sociales sont au cœur des enjeux actuels, d'autant que des changements fondamentaux de paradigmes contribuent à infléchir les perspectives. Cette situation n'est certes pas spécifique à l'Amérique latine, mais certains processus s'y singularisent. L'analyse des formes spatiales souligne ainsi à la fois la singularité latine due à un héritage historique qui fait lien, et en même temps les spécificités nationales ou régionales. Les enjeux sont globaux, régionaux et/ou spécifiquement insulaires, liés au processus général d'intégration actuel, ou à des questions plus caractéristiques comme celles des frontières, de l'énergie, aux changements en cours dans les espaces ruraux, aux innovations socio-spatiales dans les villes, etc.

Le premier chapitre a privilégié les recompositions politiques, économiques et sociales et leurs conséquences territoriales à long terme, pour comprendre les configurations actuelles. La première contribution s'attache au renouvellement des enjeux géopolitiques à l'échelle du sous-continent latino-américain dans son ensemble (Amilhat-Szary), où l'insertion dans la globalisation conduit aujourd'hui à la recherche d'une alternative continentale à la domination états-

unienne. Un second regard à l'échelle d'une sous-région, ici l'isthme centraméricain, permet de saisir un exemple de configuration régionale, où processus d'intégration régionale relancé, différends frontaliers persistants et interrogations autour de la signature d'un accord de libre-échange avec les États-Unis suscitent bien des débats (Medina-Nicolas). Les chapitres suivants proposent une série d'approches centrées sur des territoires plus spécifiques. L'analyse des espaces ruraux en fait ressortir les multiples contrastes. Les recompositions rurales apparaissent fort complexes selon l'échelle d'approche : mondiale et locale (Tulet). Leurs nuances ressortent dans l'analyse à moyenne et grande échelle des systèmes agro-pastoraux du cône Sud (Guibert) et des fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne (Arnauld de Sartre) et elles interrogent la diversité des sociétés latino-américaines. À ces problématiques répondent celles des espaces urbains, de l'échelle urbaine régionale aux quartiers. Les villes d'Amérique latine sont aujourd'hui les territoires de vie d'une grande partie des Latino-Américains (Thuillier), mais elles se distinguent de celles du reste du monde par des problèmes spécifiques. Les plus anciennes, souvent historiquement portuaires, disposant d'un riche patrimoine, doivent composer avec les nécessités de la modernité (Hellequin), tout en faisant face aux transformations de leur environnement grâce à des innovations sociales (Hardy). Mais, l'Amérique latine est également caraïbe et l'insularité y imprime une marque originale. Cuba demeure une île emblématique à bien des égards, ce qui n'interdit cependant pas des mutations profondes (Douzant). L'île Quisqueya (Hispaniola pour les Européens) se démarque aussi de manière forte par son parcours. Séparée politiquement en deux entre Haïti et la République dominicaine, elle n'en demeure pas moins une, par les multiples échanges de part et d'autres des frontières supposées (Théodat). Le dernier chapitre réunit des contributions qui abordent quelques-uns des nouveaux défis qui se posent à l'Amérique latine. Ils concernent d'une part l'énergie (Perrier-Bruslé) : les fortes tensions au niveau mondial trouvent un écho au sein des Amériques. Le tourisme, d'autre part, observé depuis l'Amérique latine, révèle également les changements en cours dans ce secteur clé de l'économie latino-américaine, notamment par les processus de différenciation socio-spatiale spécifiques à l'Amérique latine (Raymond). Enfin, la dernière contribution souligne, pour alimenter le débat, combien la limite septentrionale de l'espace d'étude est floue. Elle montre le profond processus en cours de « latinisation » des États-Unis et d'« états-unisation » au sud du Rio Grande (Lehman-Frisch), interrogeant par là la pertinence d'une déli-



mitation stricte de l'Amérique latine. Tout au long de ces chapitres, le pluriel de l'expression semble donc s'imposer, révélant différentes facettes de la latinité.

*Lucile Medina-Nicolas et Sébastien Hardy*

**GÉOPOLITIQUE  
ET RECONFIGURATIONS  
TERRITORIALES**



# Géopolitique et frontières en Amérique latine

**Anne-Laure Amilhat-Szary**

Université Grenoble I

Pourquoi et comment lier géopolitique et frontières ? Ce qui nous intéresse ici n'est pas de retracer l'histoire du tracé de la carte politique de l'Amérique latine mais de nous attacher aux « raisons, acteurs, effets des tracés, interactions externes et internes que les dirigeants des États et les peuples des frontières nouent autour d'elles, discours ou représentations qui les accompagnent ou les étayent<sup>1</sup> ». Cela semble d'autant plus intéressant que surgit d'emblée un paradoxe souligné par M. Foucher : les discours géopolitiques ou du moins placés sous l'égide de la « geopolítica » sont nombreux en Amérique latine, alors que le niveau des tensions internationales y est plutôt réduit, « cette production idéologique traduit[sant] une certaine objectivation des pratiques spatiales des États ». L'Amérique latine contemporaine doit se lire comme l'héritage parfois conflictuel de la colonisation ibérique et du substrat indigène, mais surtout comme le legs d'États relativement récents, qui se sont formés avant que ne prenne forme la Nation. Cela y explique en partie la force du nationalisme, celui-ci se fondant en grande partie sur le territoire considéré comme substrat du sentiment national. À l'heure de la globalisation, le mouvement d'intégration continentale a pris une place importante sur ce continent, et ses spécificités peuvent être lues à l'aune de ces processus identitaires tout autant que politiques ou économiques.

---

1. M. Foucher, 1988, p. 48-49.

## **L'État, les frontières et la Nation**

### **L'héritage colonial, fondement discuté des États indépendants**

#### ***Le partage du monde par des puissances, au nom du Roi et de l'Église***

Le découpage du « nouveau monde » est effectué par ceux qui viennent de s'en déclarer propriétaires : la conquête a été menée au nom des rois, ceux-là régnant du fait de Dieu. C'est donc à la loi divine que l'on s'en remet pour officialiser la prise de possession et les titres de propriété qu'elle implique. Dès le retour en Espagne de C. Colomb (mars 1493), la portée de sa découverte est telle que les rois d'Espagne et du Portugal qui ont tous deux participé à l'aventure sentent qu'ils n'ont pas les moyens de régler, seuls et à distance, le partage des fruits de la conquête. Ils décident donc d'en appeler au Pape pour gérer leur différend. C'est au pape Alexandre VI qu'il revient d'avoir proposé une représentation linéaire du partage de ce monde qui existe enfin, même s'il est encore plat : il sera divisé en deux par une ligne imaginaire qui passe à 100 lieues à l'est des Açores et du cap Vert (positionnée sur le méridien du 20<sup>e</sup> degré de longitude ouest). Cette résolution papale sert de fondement au Traité temporel signé à Tordesillas le 7 juin 1494.

La première géopolitique du « Nouveau Monde » est celle de la rivalité entre les puissances ibériques. La localisation du méridien dit de Tordesillas est en fait plus favorable aux Portugais que la ligne papale initiale : elle est située 270 lieues plus à l'ouest que dans le premier texte (à 370 lieues du cap Vert). Il semblerait que les connaissances géographiques de ces derniers, tant livresques que sur le terrain, leur ait permis de prendre cette avance. Leur avancée se poursuit par la conjonction d'un semis de missions jésuites accompagnées de forts pour les défendre (le « traité des limites et conquêtes » signé à Madrid en 1750, et renégocié à San Ildefonso en 1777 légalise cette avancée).

Le processus d'appropriation est long, du fait de l'étendue du territoire livré aux appétits de colons peu nombreux. Ce n'est qu'en 1500 que Pedro Alvares Cabral prend effectivement possession du Brésil au nom du Portugal et que, lors de son deuxième voyage (1501-02), Amerigo Vespucci reconnaît le partage papal en déclarant la Patagonie et les terres australes propriétés de la couronne d'Espagne. Les Espagnols ne parviendront à faire la jonction entre leurs possessions atlantiques et pacifiques qu'en 1537. Le nom du nouveau continent n'appa-

raît d'ailleurs qu'en 1507 dans un livre, sur une carte de M. Waldseemüller en 1512, en honneur à A. Vespucci.

### ***La trace de la puissance : le maillage***

Les possessions espagnoles furent divisées en vice royautes dès l'aube du 16<sup>e</sup> siècle : celle de Nouvelle Espagne d'une part (avec Mexico pour capitale) qui s'étendait sur l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et les Antilles, celle du Pérou d'autre part (organisée autour de Lima et s'étendant sur l'Amérique du Sud que l'on faisait remonter au Panama inclus). Cette organisation fut complétée à mesure que la prise de possession du continent s'intensifia : deux nouvelles vice-royautés furent créées au détriment de celle du Pérou, celle de Nouvelle Grenade (capitale Bogota) et celle du Rio de la Plata (Buenos Aires). Côté portugais, le souci administratif fut plus tardif et ce ne fut qu'en 1549 que la charge de gouverneur général fut créée, affecté en résidence à Salvador de Bahia. Lorsqu'il fut remplacé par un vice-roi en 1763, la capitale fut transférée à Rio de Janeiro.

L'interprétation courante de l'histoire coloniale ibérique a participé à construire une représentation des découpages de l'espace dans le Nouveau Monde comme étant d'une grande stabilité. Elle découlerait du principe affirmé lors des indépendances (au Congrès d'Angostura de 1819, réuni sous présidence de Bolivar) de ne pas remettre en cause le maillage antérieur. L'injonction « *uti possidetis* » (comme vous possédez, ainsi vous posséderez) est de fait plus floue qu'il n'y paraît. On pense souvent que les frontières latino-américaines sont le legs direct du découpage de l'espace continental réalisé par les empires ibériques. Si les capitales des nouveaux États sont souvent les anciens centres du pouvoir colonial, il n'en va pas de même pour leurs périphéries. Une analyse de détail<sup>1</sup> révèle qu'en fait seulement 30 % des frontières internationales reprennent des tracés antérieurs au 19<sup>e</sup> siècle, 10 % étant postérieurs à l'ouverture du canal de Panama (1914). Cela implique donc que la grande majorité d'entre elles (60 %) ont été définies entre ces dates : leur négociation est postérieure aux indépendances et résulte d'ajustements menés par les nouveaux États plutôt que de l'héritage colonial.

Ce décalage est lié à plusieurs facteurs. Le premier est lié à l'enchevêtrement des limites coloniales, caractéristiques de l'ancien régime : des limites de nature différente (administratives mais aussi religieuses ou judiciaires, les *audiencias*) coexistaient sans se superposer. Le

---

1. Chiffrage réalisé par M. Foucher.

deuxième s'explique par le fait que la hiérarchisation du découpage colonial fut loin d'être toujours respectée : les limites de référence pour l'application de l'« *uti possidetis* » *de jure* furent souvent des lignes de partage de sous-entités du territoire espagnol (vice-royautés, audiences, capitaineries générales, provinces, *gobernaciones* et *comarcas*). Le troisième facteur repose sur le fait que ces limites coloniales étaient rarement déterminées sur le terrain par un bornage précis, et reposaient sur une connaissance cartographique très limitée encore à l'aube du 19<sup>e</sup> siècle. Le quatrième, et non des moindres, est constitué par l'exception brésilienne : toutes les dispositions que nous venons de décrire ne s'appliquent pas en effet aux possessions portugaises qui ont connu un processus de colonisation / décolonisation spécifique. La détermination des frontières des États issus de l'Empire espagnol et du Brésil a reposé sur une adaptation pragmatique des principes décrits ci-dessus, connue sous le nom d'« *uti possidetis* » *de facto*. La négociation se fit sur la base des lieux effectivement occupés par les Portugais, qui avaient largement étendu leur zone d'influence dans le bassin amazonien.

### ***Une phase intérimaire : la vie éphémère d'ensembles confédérés***

Il est important de garder en mémoire que la dissolution des empires ne se traduit pas par l'émergence immédiate des États qui forment la carte de l'Amérique latine contemporaine. On assista en effet à une phase intermédiaire au cours de laquelle diverses tentatives de regroupements fédéraux plus ou moins éphémères virent le jour. D'une certaine façon, ces projets rejoignaient des idéaux intégrationnistes exprimés avant même la fin de l'Empire espagnol, et purent s'exprimer de façon plus constructive dans la partie portugaise du continent.

La dislocation de l'Empire espagnol est la conséquence directe de la vacance du trône provoquée par l'invasion de la péninsule Ibérique par Napoléon, mais paradoxalement, le maintien de l'unité du Brésil aussi. Une majeure partie de la bourgeoisie créole allait saisir là l'occasion de se débarrasser d'une tutelle qui grevait son développement économique. La restauration sur le trône de l'absolutiste Ferdinand VII ne fit qu'accélérer la consommation de cette rupture, débouchant sur les combats devant mener aux indépendances définitives. Le sort de l'Empire portugais est lié à des réactions divergentes dans une situation similaire : voyant son royaume occupé par les troupes napoléoniennes, le prince régent décida de quitter Lisbonne pour Rio, dont il fit la capitale du royaume uni du Portugal, du Brésil et de l'Algarve. La crise

passée, il rentra à Lisbonne laissant son fils diriger le Brésil rendu au rang de simple colonie, ce qui déplaisait fort à la bourgeoisie locale. Ce dernier proclama en 1822 l'indépendance de la colonie sans que son père Jean VI n'ait les moyens de contrecarrer ce projet, et il la transforma en empire (s'autoproclamant son premier empereur sous le nom de Pedro 1<sup>er</sup>), lequel dura jusqu'au renversement de Pedro II en 1899 marquant l'avènement de la République.

Les grands héros des guerres d'indépendance avaient pour leur part une vision intégrationniste du devenir du continent, exprimée par Simon Bolivar dès 1815 dans sa « Lettre de la Jamaïque ». Dans un premier temps, on vit naître des ensembles confédérés que l'on peut mentionner du nord au sud :

- les Provinces Unies d'Amérique centrale (ou République fédérale centro-américaine, composée du Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica),
- la Grande Colombie (composée de la Nouvelle Grenade et du Venezuela),
- la Fédération péruvo-bolivienne.

Des projets de niveau supérieur ont ainsi vu le jour, tel celui d'une Confédération andine qui aurait agrégé la Grande Colombie, l'Équateur, et la fédération péruvo-bolivienne. Le plus célèbre ne vécut que le temps d'un congrès, convoqué à Panama en 1826 par Bolivar. Trois ans après la proclamation de la doctrine Monroe, y constituait-il une réponse ?

Les confédérations éclatèrent sous les rivalités des bourgeoisies urbaines qui avaient mené les luttes pour l'indépendance. Les contours des États correspondent donc à une stabilisation des rapports de force économiques et politiques datée. Le processus d'éclatement aurait pu même aller plus loin : le général bolivien Santa Cruz voulait ainsi diviser le Pérou en deux (une partie Nord qui aurait eu pour capitale Lima, une partie Sud organisée autour de Cuzco) dans le but d'attirer le Sud affaibli sous l'orbite bolivienne et de donner à son pays la maîtrise des régions densément peuplées de l'altiplano. On peut simplement retenir que les projets intégrationnistes font partie de l'identité latino-américaine, liés au substrat politico-culturel commun du continent : au cours de l'histoire des deux derniers siècles, ils interagissent constamment avec le processus de construction nationale.



## **Des frontières disputées mais peu de conflits internationaux**

### ***Divisions faciles mais démarcations complexes et longues***

Le découpage de l'Amérique latine en États a posé beaucoup moins de problèmes que celui d'autres continents dans la mesure où il s'agissait de départager des espaces peu occupés. M. Foucher nous rappelle que le continent ne comptait au début du 19<sup>e</sup> siècle que 20 millions d'habitants sur 22 millions de km<sup>2</sup> : plus de 85 % des frontières ont été tracées dans des zones de très faible densité (1 ou 2 hab./km<sup>2</sup>).

Trois quarts des frontières du continent prennent appui sur des supports naturels (fleuves surtout et lignes de crête). Les rivières ont cependant constitué les grands axes de pénétration du continent (Uruguay, Rio Grande), ce qui explique que certaines n'aient pu être reléguées dans la position périphérique de support frontalier (telle l'Amazonie qui a structuré l'espace portugais). Cette prédisposition à vouloir asseoir l'ordre politique sur l'ordre naturel était loin de garantir des processus de démarcation simple : de nombreux problèmes de talwegs émergèrent, on peina à situer les lignes de crête (par exemple entre les bassins fluviaux de l'Amazonie / Orénoque). Paradoxalement les montagnes andines furent d'autant moins considérées comme une barrière qu'elles avaient constitué le cœur de l'espace précolombien : les Andes ne séparent qu'à partir de 1776 (création de la vice-royauté de la Plata).

Du fait qu'il intervenait dans des zones peu peuplées et mal connues, le processus de démarcation et de bornage fut d'autant plus complexe, d'où la prise de conscience assez précoce de la différence à établir entre présence *de jure* et *de facto*. La notion d'occupation stratégique du territoire est ancienne : elle conduisit à établir des avant-postes, comme la fondation de Punta Arenas dès les années 1840 au bout de la Patagonie, et à tenter d'établir un semis de points d'ancrage au plus près du tracé théorique des lignes frontalières. C'est dans cette logique qu'essaimèrent les missions jésuites amazoniennes dans la période coloniale ; elle fut ensuite théorisée par les géopoliticiens de ce pays qui produisirent au début du vingtième siècle la thèse des « frontières vivantes », lignes à faire vivre par la présence humaine, même forcée, pour confirmer leur validité.

Bien qu'établie selon le modèle européen de la ligne diplomatique, ou « border », le mode de découpage politique du continent repose également sur la prise en compte de dynamiques pionnières du type nord-américain, selon le modèle de la « frontier » de Turner. Le conflit entre

Pérou et Équateur l'illustre : il concerne la frontière amazonienne de ces deux pays. Après la guerre de 1941-42, un traité (protocole de Rio) avait été signé pour les départager autour d'une ligne de crête. Des foyers de colonisation le long de ce tracé avaient été multipliés par les deux parties, avec enrôlement forcé de jeunes hommes indigènes de la zone, mais la démarcation restait inachevée sur 78 km. La découverte de la source de la rivière Cenepa dans cette zone de la cordillère du Condor a relancé les débats sur le tracé « naturel » de la ligne et conduit à la réouverture des hostilités en 1995-96. Un accord définitif a été signé à Brasilia en 1998 et le bornage effectué en 1999.

***Le découpage définitif : quelques guerres et indépendances ultimes***

À la suite des arrangements conclus lors des indépendances, quelques conflits internationaux ont conduit à la retouche de la carte politique du continent à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ils traduisent l'évolution de la puissance sur le continent : poids des États-Unis qui gagnent vers le sud au détriment du Mexique ou de l'Amérique centrale et caraïbe, rivalité entre les grands pays atlantiques que sont Argentine et Brésil pour le contrôle de l'hinterland, émergence du Chili comme puissance économique sur la côte Pacifique. Il s'agit pour la plupart de conflits pour l'appropriation de ressources territorialisées, sauf dans le cas de la Guerre dite de la Triple Alliance (1864-1870) qui vit Brésil, Argentine et Uruguay s'unir contre l'émergence d'une nation hispano-guaranie, héritière des réductions jésuites prospères : le Paraguay s'en trouva bien réduit.

Les guerres internationales menées à cette époque touchèrent de plein fouet les pays « internes », comme le Paraguay ou la Bolivie, qui se firent arracher des morceaux de territoire. La Bolivie perdit tout d'abord son accès à la mer (guerre du Pacifique – 1879-83 – dans laquelle elle a malencontreusement entraîné le Pérou contre le Chili). Elle fut ensuite amputée d'une grande superficie amazonienne dont s'empara le Brésil en pleine fièvre de l'hévéa (perte de l'Acre en 1903-04). Le Paraguay l'attaqua enfin pour tenter de compenser ses pertes de la guerre précédente, l'entraînant dans une guerre très coûteuse en hommes pour les deux parties, qui aboutit à l'annexion du Chaco par le Paraguay... même si on n'y a jamais trouvé le pétrole imaginé. Certains événements sont corrélés à ces guerres : l'Argentine put s'emparer assez aisément de la Patagonie au détriment du Chili... Les troupes ennemies étant alors occupées sur le front de la guerre du Pacifique.

Les dernières frontières tracées correspondent à des créations de nouveaux pays nés de la décolonisation des « poussières d'empires de l'aire caraïbe<sup>1</sup> ». Treize indépendances tardives font que des « vingt Amériques latines<sup>2</sup> », pays membres de l'ONU en 1950, on est passé à 33 États composant l'ensemble latino-caraïbe au début du 21<sup>e</sup> siècle.

## **Des tracés frontaliers aux négociations transfrontalières**

### ***Des frontières peu hermétiques***

La délimitation des États composant le Nouveau Monde établie, les frontières latino-américaines ont fonctionné selon des spécificités propres, les différenciant des modèles européen et nord-américain sur lesquelles elles étaient fondées. Les États naissants possédaient bien peu de moyens pour contrôler effectivement les territoires dont ils étaient dotés et sur lesquels tout était à construire. Les lignes arbitraires tracées entre eux ne furent donc que rarement des obstacles infranchissables. Les zones frontalières constituèrent dans bien des cas des zones-refuges pour les populations indigènes ou pour les activités illicites (ce qui a permis le développement de la culture de la coca dans le Chaparé bolivien par exemple). Dans les Andes, les contacts anciens ont évolué lentement, réactivés localement par des recompositions régionales : les échanges entre l'Argentine ou la Bolivie et le nord du Chili ont été très nombreux pendant toute la phase d'exploitation des nitrates du *Norte Grande*, lequel fonctionnait comme une enclave mieux reliée aux pays investisseurs qu'à sa capitale Santiago, et qu'il fallait malgré tout nourrir (échanges de bétail, de fruits et légumes, mais aussi de main-d'œuvre). Les autorités fermaient les yeux sur ces flux, au nom de la nécessité économique et malgré des situations politiques tendues comme pouvait l'être celle du Chili et de la Bolivie (qui aujourd'hui encore n'entretiennent pas de relations diplomatiques).

Ce n'est que de façon récente que ces frontières se sont fermées. La période où toute la région a été dominée par des dictatures (années 1970-80) marque sans doute le moment de plus grande tension géopolitique continentale. Le contexte de guerre froide explique le regain de conflictivité sur un certain nombre de lignes, avec intervention de guérillas basées chez les puissances voisines (Amérique centrale notamment). En d'autres points du continent, c'est l'exaltation des nationalismes qui a conduit à des situations difficiles : en 1979, centenaire de la guerre du Pacifique, les armées chilienne et bolivienne étaient posi-

---

1. J.-P. Deler 2000.

2. Titre du livre de M. Niedergang paru en 1969.

tionnées face-à-face, et c'est à cette occasion que la frontière fut minée, hypothéquant les mobilités traditionnelles dans la zone.

Les transitions démocratiques et la chute du mur de Berlin ont contribué à la réouverture de ces frontières : les négociations politiques se sont multipliées depuis à toutes les échelles territoriales pour faire vivre localement l'idée d'intégration. De nombreux « comités de frontière » ont vu le jour qui permettent de réunir régulièrement les élites des régions transfrontalières et de construire progressivement un espace politico-économique commun. Le chemin est long cependant entre la rhétorique (importance des négociations frontalières dans les politiques d'aménagement du territoire sur tout le continent) et la mise en œuvre, car dans le même temps les contrôles aux frontières (identitaires, phytosanitaires, etc.) ont gagné en efficacité !

### *Des coopérations exemplaires*

Dans ce contexte, si on est loin des Euro-régions, on note toutefois la réalisation de projets de coopération transfrontalière de grande ampleur. Le plus célèbre et le plus ancien déjà est le projet hydro-électrique d'Itaipu, dont la construction a débuté dans les années 1970, en partenariat entre Brésil et Paraguay. La production d'énergie est partagée entre les deux pays : dans les faits, elle est destinée avant tout au marché brésilien auquel le Paraguay vend le surplus qu'il ne consomme pas. L'impact sur ce pays a été immense, et Itaipu en est devenue la deuxième ville. La frontière avec l'Argentine étant proche, la zone est entrée dans une dynamique tri-frontalière importante.

De façon remarquable, des « comités de frontières », événements réunissant les acteurs décisionnels de régions limitrophes à échéances régulières, se sont multipliés le long de diverses dyades depuis une dizaine d'années. Ils marquent au niveau régional la volonté de relayer des dynamiques globales ou nationales. Les projets qui en émanent prennent parfois du temps pour se concrétiser. L'exemple de la dynamique insufflée par la perspective de la construction de « corridors bi-océaniques » est intéressant à ce titre. Surgie au début des années 1990, cette figure territoriale a servi à structurer les initiatives transfrontalières de façon multiscale. Il s'agit de projets d'infrastructures routières et ferroviaires devant permettre de consolider des itinéraires permettant de relier les deux façades océaniques du continent. Certains (Buenos Aires / Valparaiso) fonctionnaient d'ores et déjà ; d'autres étaient à tracer, notamment pour ce qui concernait la traversée des Andes. On a ainsi vu se mobiliser acteurs privés et publics du ni-

veau local au national, dans une logique d'établissement de réseaux transnationaux, pour promouvoir tel ou tel « corridor ». Ces initiatives ont été bien relayées par les pouvoirs centraux et les instances décisionnelles, permettant la construction rapide de nouveaux tronçons (col de Jama entre Nord-Ouest argentin et Grand Nord chilien), et ont donné lieu à la mise en place d'une instance continentale, l'IIRSA (Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale de l'Amérique du Sud).

## **La quête de la nation**

### ***Des républiques inégalitaires***

La domination coloniale s'était traduite par une structuration raciale de la société du Nouveau Monde, séparant les Espagnols et leurs descendants (dits « créoles ») des populations aborigènes (dites « indiennes »), le statut des métis étant pendant les premiers siècles des plus aléatoires (non pris en compte dans les recensements jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, malgré leur rôle social et économique grandissant), sans compter la séparation d'avec les esclaves noirs importés d'Afrique, nombreux sur la façade Atlantique et dans les Caraïbes.

Les revendications d'indépendances et les combats contre les forces loyalistes ont été surtout le fait des créoles qui voyaient dans l'émancipation une condition plus favorable à leur position économique : le mot d'ordre fut la liberté commerciale, pas l'égalité. Les Indiens qui bénéficiaient de statuts spécifiques destinés à assurer leur protection<sup>1</sup> ont souvent compris ce jeu de pouvoir et combattu au côté des forces loyalistes. Les bourgeoisies créoles étaient cependant marquées par la culture des Lumières et une idée d'homme nouveau est perceptible dans les constitutions des nouveaux États. Les nations à construire seront fondées sur le métissage, le fait de « blanchir la race » devant permettre l'égalité à terme de tous les citoyens. En attendant, l'esclavage est aboli, l'égalité proclamée. La mise en place de conditions censitaires comme préalable au vote (obligation d'alphabétisation et de propriété) réduisit cependant d'emblée la communauté politique, d'autres modalités venant encore réduire les droits des Indiens : en Bolivie

---

1. Dans les colonies d'exploitation que furent les territoires d'Amérique latine, les indigènes représentaient une force de travail, dont l'identité importait peu, si ce n'est que privée de ce substrat, ces derniers déclinaient et disparaissaient. Les Espagnols ont donc mis en place un système qui liait exploitation de la main-d'œuvre et devoirs du propriétaire terrien : au côté des grands domaines, des terres furent données aux indigènes, dites « réductions » : une façon de les assigner à tribut (et de les christianiser) tout en permettant qu'ils maintiennent leurs pratiques coutumières, notamment la gestion communautaire de la terre.

par exemple, l'égalité était acquise de droit à tous les citoyens, mais des obligations de tribut et de corvées maintenues pour les Indiens. Une des conséquences les plus néfastes des Indépendances pour les populations originelles fut la suppression de leur droit à un statut collectif pour la propriété de la terre : on leva rapidement l'interdiction d'achat de terres indigènes, ce qui conduisit à la disparition rapide des communautés qui y vivaient.

*Une reconquête politique de l'« ethnicité »*

Malgré l'évolution politique et économique des États latino-américains au 19<sup>e</sup> siècle, les populations minoritaires ne sont pas rayées de la carte. Certains groupes minoritaires parviennent à maintenir leurs modes de vie en s'isolant dans des zones périphériques peu accessibles (montagnes et forêts tropicales), et même en ville, les identités se transforment sans disparaître. Le point de vue des populations dominantes se transforme au début du 20<sup>e</sup> siècle, allant vers de nouvelles formes de valorisation culturelle, le passé précolombien étant annexé à l'histoire nationale. Dans les chants patriotiques, l'Indien apparaît de plus en plus souvent comme le fondement du peuple national. L'anthropologue mexicain Manuel Gamio, publie l'ouvrage fondateur *Forjando la patria* en 1916 et procède dans le même temps aux fouilles archéologiques du monumental site de Teotihuacan, l'apport de ses recherches archéologiques participant à la réinvention de la nation. Il inaugure un demi-siècle d'indigénisme, c'est-à-dire de « politiques menées en faveur des indigènes, mais non dirigées par eux », selon G. Aguirre Beltrán (directeur de l'Institut indigéniste interaméricain, dans un discours de 1967). Ce changement de paradigme coïncide avec la transformation du projet national : les élites libérales sont remises en cause avec la crise des années 1930, il s'agit de construire un État fort qui pourra réduire les inégalités. Dans ce contexte, les Indiens ou les noirs sont assimilés à des paysans / ouvriers / employés, les solutions à leurs problèmes cherchant à évacuer les facteurs culturels. L'organisation d'un premier Congrès de l'indigénisme interaméricain qui se tient à Patzcuaro (Mexique) en 1941 illustre la puissance de ce mouvement comme ses limites.

À partir des années 1980, une « conscience ethnique » apparaît de façon explicite, débouchant sur la structuration de formes d'action nouvelles, soutenues par les ONG et l'Église notamment, ce qui fera dire au dirigeant de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur) que cette décennie perdue pour l'économie continen-

tales est une décennie gagnée pour les Indiens. Elle aboutira à l'émergence d'une nouvelle catégorie sociopolitique, celle de l'ethnicité. Les mouvements indigènes changent de nature : après avoir lutté contre la domination, puis contre l'exploitation, ils vont orienter le combat contre la discrimination et pour la prise en compte des minorités en tant que sujets politiques. Il s'agit, comme le disait la leader zapatiste Ana Maria, d'être reconnus « égaux parce que différents ».

### ***Les nouvelles formes de revendication nationale***

La structuration politique de ces acteurs sociaux d'un type nouveau a conduit à de profonds changements dans la forme de l'État-Nation en Amérique latine. Dans les années 1990, la plupart des Constitutions ont été amendées (sauf au Guatemala et au Chili), dans le sens de la reconnaissance officielle du caractère multiculturel de la Nation. Ces mesures novatrices ont devancé les grands documents internationaux : il n'y a que l'OIT qui mentionne le droit des peuples indigènes dans ses conventions (inscription dès 1957, mention de droits spécifiques en 1988 dans la Convention 169).

Les revendications ethniques se sont pour une grande partie cristallisées autour de la question territoriale, c'est-à-dire sur le statut de la propriété. Dans de nombreux pays du sous-continent, le caractère collectif de la propriété foncière est réaffirmé, tout en respectant son caractère culturel (il ne s'agit plus, comme dans les années 1960, de tenter d'assimiler communauté et coopérative comme cela avait été le cas lors de la réforme agraire en Équateur en 1964). Il existe bien sûr des exceptions liées au contexte libéral qui domine par ailleurs (démembrement autorisé des *ejidos* au Mexique). Dans ce contexte, les descendants des populations indiennes bénéficient d'un *a priori* dont les noirs sont souvent privés. Des études menées en Colombie ont montré que les différentes minorités n'ont pas bénéficié de la même façon des mesures récentes de discrimination positive. Au risque de ne pas savoir mettre en valeur leur identité « afro-colombienne », les noirs peuvent être relativement exclus de ces mesures.

Les revendications ethniques ne peuvent être séparées de leur contexte : C. Gros<sup>1</sup> propose une double clé de lecture des mesures territoriales prises en faveur des minorités. Il pense en effet que si l'État néolibéral a aussi rapidement accepté ces concessions territoriales, c'est qu'elles s'inscrivent dans le sens des décentralisations qu'il mène par ailleurs, mêlant démocratie participative et allègement des char-

---

1. Christian Gros, 2003.

ges de l'État central. C'est cela qui expliquerait la multiplication de ces transformations de l'organisation des territoires nationaux, selon une déclinaison « light » des projets d'autonomie des minorités. Cela permettrait par ailleurs d'éviter des autonomies de type « hard » qui, au-delà du territorial, revendiquent des libertés politiques plus fortes (comme au Chiapas).

Des similitudes dans le processus de formation, un besoin de distinction, mais des évolutions politiques parallèles expliquent que le processus d'intégration soit complexe, et qu'il ait en quelque sorte accompagné pendant deux siècles la construction de l'État-Nation. À l'heure de la transformation du statut de l'État, il connaît des modifications profondes et une accélération de l'intégration ?

## **Un processus d'intégration qui se complexifie**

### **Identité continentale vs panaméricanisme ?**

#### *Les débuts du panaméricanisme*

L'idée d'intégration continentale n'est pas nouvelle en Amérique latine, l'examen de la formation historique du territoire a montré qu'elle faisait partie intégrante de son identité. Au-delà du romantisme des rêves bolivariens, elle a donc connu des avatars complexes, tant en matière politique qu'économique. Loin de l'idée que l'on se fait traditionnellement d'un sous-continent soumis à son voisin états-unien (« Si loin de Dieu, si près des États-Unis » disait Porfirio Diaz du Mexique qu'il a gouverné de façon quasi continue de 1876 à 1911), le panaméricanisme n'est qu'un volet des dynamiques méridiennes qui ont traversé l'Amérique latine.

On lit généralement dans un texte fondateur du président américain James Monroe datant du 2 décembre 1823 les fondements de la « doctrine » éponyme. Dans ce discours, il interpelle les puissances européennes : toute intervention dans les affaires du continent américain sera comprise par les États-Unis comme une menace. Malgré cette affirmation, dès l'origine, le panaméricanisme fut plutôt conçu comme l'expression d'une influence, sans aucune obligation de réciprocité : tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, les États-Unis ne se sont mobilisés que pour asseoir leurs intérêts en Amérique latine. Ainsi, et à l'exception de quelques situations conflictuelles en Amérique centrale, les États-Unis sont très peu intervenus dans le processus de traçage des frontières latino-américaines. De façon similaire, ils n'ont pas bougé pour venir



en aide aux pays nouvellement indépendants lors des agressions subies par ces derniers, comme l'occupation par la Grande-Bretagne du Belize en 1824, ou des Malouines / Falklands en 1832. Ils ont par ailleurs rapidement pris leurs marques sur l'espace qui s'étendait au sud de leur territoire : acquisition de la Floride en 1819 suite à leur intervention, annexion d'une portion importante de territoire mexicain en 1847, puis de Porto Rico en 1898 (après la guerre contre l'Espagne qui leur a aussi permis de s'adjoindre Hawaii et les Philippines, ainsi qu'un contrôle sur Cuba), sans compter les multiples prises d'intérêt des entreprises états-uniennes dans le jeu économique latino-américain (leur intervention au Panama en 1903 leur ouvre le contrôle sur le canal à construire).

### ***Le panaméricanisme au service de la sécurité***

Le panaméricanisme tel que nous l'entendons souvent ne serait en fait que son interprétation récente, qui date de la fin de la suprématie économique britannique en Amérique latine (les investissements de la Grande-Bretagne sur le sous-continent passent de 754 millions de livres en 1938 à 245 en 1951) et de l'entrée dans la guerre froide consécutive au deuxième conflit mondial (au cours duquel tous les pays du continent ont fini par s'aligner contre les puissances de l'axe). Les États-Unis ont alors développé une politique continentale basée sur la sécurité, refusant dans les années 1950 des demandes d'intégration économique émanant du Sud. Elle s'est traduite par la création en 1948 de l'OEA (Organisation des États américains, dont l'ancêtre fut l'Union panaméricaine fondée en 1890). Il s'agissait de fait de la première alliance défensive, basée sur le Traité interaméricain d'assistance réciproque en cas d'agression signé en 1947 (soit quelques mois après plan le Marshall, mais deux ans avant l'OTAN). « Seule instance géopolitique continentale à associer Sud et Nord d'un même fuseau géopolitique », son siège fut cependant localisé à Washington, ainsi que ses organes de fonctionnement.

Dans les faits, pendant cette période l'action états-uniennne a pris une forme très interventionniste. Pour arriver à leurs fins, ces derniers furent ainsi amenés à peser directement sur le devenir des régimes politiques latino-américains : financement de mouvements contre-révolutionnaires en Amérique centrale et en Colombie, participation à des coups d'État « préventifs » conduisant à l'installation violente de dictatures à partir de 1961 (dont le renversement de Salvador Allende par Pinochet en 1973 appuyé par Kissinger). La réaction se fit sentir

dès la fin des années 1970 : lors de la conférence de La Havane, en 1979, on trouvait onze États latino-américains dans le camp des non-alignés. Quelques années plus tard, au plus fort de la crise centraméricaines dans laquelle les États-Unis étaient partie prenante, les pays du continent tentèrent de chercher ensemble des solutions, ce qui passait par l'expression sur la scène internationale de positions divergentes de celles des États-Unis. Dès 1983 la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela se réunirent dans ce but sur l'île de Contadora (Panama). Rejoints en 1985 par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, ils purent former le « groupe des 8 », qui devint en 1986 une structure permanente sous le nom de « Groupe de Rio » (29 membres, excluant les États-Unis).

Côté nord-américain, l'interprétation des relations continentales ne commença à changer qu'à partir de la révolution cubaine. Quand Kennedy lança son « Alliance pour le progrès » pour permettre l'accroissement des investissements états-uniens au sud, en 1961, les questions économiques allaient peu à peu devenir prioritaires sur les enjeux sécuritaires, mais trop tard. La place avait été prise par les initiatives latino-américaines que nous allons détailler. L'absence des États-Unis dans les politiques économiques continentales fut notoire jusqu'aux années 1990, marquées par le slogan de G. Bush père : « trade not aid ».

## **La construction de l'intégration économique**

### ***Une histoire de regroupements peu efficaces, 1950-80***

Les accords économiques sur le continent latino-américains sont très nombreux et pour certains assez anciens, notamment pour ce qui concerne les textes bilatéraux (les seuls existant avant les années 1950, comme ceux qui unissaient Brésil et Uruguay dès 1936, Brésil et Argentine en 1940, Brésil et Chili en 1943). C'est sous l'égide de la CEPAL qu'ils vont se généraliser et changer de nature en même temps que d'échelle. La Commission économique pour l'Amérique latine existe depuis 1948 : c'est l'une des agences continentales fondées par les Nations unies, et sans doute celle qui fut la plus active. C'est en effet en son sein que fut définie la théorie de la substitution des importations, qui devait donner lieu à la formalisation dans les années 1970 de l'école de la dépendance. Pour remédier au sous-développement, il faut donc utiliser le protectionnisme mais aussi élargir les marchés domestiques, d'où l'idée d'appliquer une politique d'industrialisation pour la substitution des importations (ISI) à l'échelle continentale, qui

allait contre l'insertion dans un système d'échanges mondialisés et promouvait au contraire un recentrage et même une certaine autarcie de la région. L'intégration continentale apparaissait dès lors comme un outil de rationalisation de l'industrialisation des pays latino-américains, la réciprocité devant permettre à chacun une spécialisation bénéfique. Ce processus se structura autour de quatre pôles régionaux traditionnels qui malgré des résultats mitigés se maintinrent jusqu'à la crise de la dette qui isola les pays fragilisés et augmenta les difficultés d'articulation entre eux.

*1/ L'association latino-américaine de libre-échange – libre commerce (ALALE ou ALALC)*

Elle fut fondée en 1960 (traité de Montévideo) par les membres fondateurs que constituaient : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, auxquels se joignirent par la suite la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela. Sa taille justifiait une organisation originale : les pays furent divisés en trois groupes selon leur niveau de développement et leur poids économique, les groupes B et C n'étant tenus qu'à une obligation de réciprocité partielle (Groupe A : Argentine, Brésil, Mexique ; Groupe B : Uruguay, Chili ; Groupe C : les autres). Ses ambitions étaient démesurées au regard des rivalités entre les « grands » pays qui avaient une vision plus libérale, « commercialiste », des objectifs de l'Association et les « petits » dont l'objectif était plus « développementaliste » et protectionniste. L'augmentation des échanges constatée fut timide.

Elle fut remplacée en 1980 par l'ALADI (Association pour le développement industriel), traduisant une vision plus pragmatique de l'intégration (possibilité de négociations avec des pays tiers, notamment des pays développés, et d'accords bilatéraux entre pays membres) à travers un projet moins ambitieux (le rapprochement douanier étant abandonné). L'ALADI survit aujourd'hui comme « parapluie juridique permettant aux États membres de contracter des accords bilatéraux à côté de leurs engagements multilatéraux<sup>1</sup> », et dans une interprétation souple de ses principes (quand le Mexique intègre l'ALENA, il viole en effet l'article 44 de l'ALADI qui l'aurait obligé à accorder les mêmes avantages à tous ses membres).

*2/ Le marché commun centre-américain (MCCA)*

Il fut également conçu en 1960 (traité de Managua, « traité général d'intégration centraméricaine »). Ses cinq membres étaient constitués

---

1. S. Sberro 2001.

par le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador. Il s'agissait de fonder un marché commun (union monétaire, politique protectionniste) doté d'outils de planification régionale, d'une banque d'intégration. Les premières années furent couronnées de succès, avec le triplement des échanges, dont bénéficièrent surtout le Guatemala et le Salvador. Mais l'existence de cette institution ne permit pas d'éviter la guerre entre Honduras et Salvador. Les textes initiaux furent amendés en 1993 dans le but de fonder une union douanière (protocole du Guatemala).

### *3/ Le Pacte andin*

Il fut quant à lui créé en 1969 (le traité de Carthagène marquant l'aboutissement de négociations menées depuis 1966). Il réunissait la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili (qui le quitta en 1976), rejoints par le Venezuela en 1973. Ces derniers se sentaient marginalisés dans l'ALALC et souhaitaient pouvoir travailler ensemble sur des programmes sectoriels (spécialisation industrielle par pays), la réduction des droits de douane (et notamment la recherche d'un tarif extérieur commun négocié en 1995 seulement), et les conditions des IDE. L'initiative fut couronnée d'un certain succès, les échanges intra-zone étant multipliés par 9 en dix ans. Ce groupe se transforma en Communauté andine des nations (CAN) en 1988 pour favoriser l'émergence d'une zone de libre-échange (qui existe depuis 1992 seulement, et sans le Pérou) puis en Système andin d'intégration (SAI) en 1996 pour poursuivre la libéralisation du commerce (processus de réforme de Trujillo). L'ensemble souffre néanmoins de dynamiques centrifuges : au nord, Colombie et Venezuela ont négocié une zone de libre-échange avec le Mexique (Groupe des trois, 1991) alors qu'au Sud Bolivie et Pérou sont membres associés du MERCOSUR, le Pérou ayant signé des accords bilatéraux avec l'ALENA. Ce groupe compte aujourd'hui 100 millions d'habitants (deux fois moins que le MERCOSUR, mais 3,5 fois plus que le MCCA) et 250 milliards de dollars de PIB (trois fois moins que le MERCOSUR mais 6 fois celui du MCCA).

### *4/ La Communauté des Caraïbes (anglophone) ou CARICOM*

Née en 1973 (traité de Chaguaramas), elle fut fondée par quatre États rejoints ultérieurement par onze autres. Un certain nombre d'entre eux font aussi partie de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale.

***La deuxième étape du processus d'intégration économique :  
1985-2005***

Les processus d'industrialisation et de protection des économies continentales ayant révélé leurs failles, accentuées par la crise économique généralisée du continent au début des années 1980, on assista à une transformation des regroupements régionaux existant. De nouvelles entités virent le jour, sans pour autant que les ensembles mis au point dans la période antérieure disparaissent : ils survécurent au prix de leur transformation. Au niveau latino-américain, cela se traduit par la mise en place du MERCOSUR, à celui de l'Amérique du Nord par celle de l'ALENA. Ces alliances concomitantes devaient contribuer à refondre la géopolitique continentale.

*1/ Le MERCOSUR*

On assista tout d'abord dans les années 1985-90 à la multiplication d'accords économiques bilatéraux (14) et de baisse partielle des droits de douane (30) entre les pays de l'ALADI (ils étaient passés à 80 en 1997). L'un d'entre eux, signé en 1985 entre Brésil et Argentine (le PICE) préfigurait le MERCOSUR (déclaration d'Iguazu). Fondé par le traité d'Asunción (1991), ce dernier Marché commun d'Amérique du Sud entra en vigueur en 1995. Il était constitué de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Un certain nombre de pays ont pu acquérir le statut d'« États associés » (le Chili, la Bolivie et le Pérou), auxquels s'est joint maintenant le Venezuela, tandis que le Mexique demeure observateur jusqu'à la signature d'un TLC. Il se donnait comme objectif l'union douanière et la libre circulation des biens et des capitaux (celle des hommes étant à venir). Les échanges y furent multipliés par 4 entre 1991 et 1999, mais l'intégration y est lente. Il pèse aujourd'hui 220 millions d'habitants pour un PIB de 1 000 milliards de dollars. L'avenir du MERCOSUR dépend en grande partie de l'état des rivalités entre Argentine et Brésil, la crise argentine ayant renforcé la position brésilienne. Les négociations sur l'intégration des derniers associés sont liées à l'évolution des rapports de pouvoir à l'échelle continentale : pour Chavez, il s'agit d'alléger le volume des échanges avec les États-Unis au profit de ses nouveaux partenaires ; la question du Mexique est plus délicate car son insertion pourrait remettre en cause le leadership brésilien.

*2/ L'ALENA (ou NAFTA)*

C'est l'association régionale la plus puissante du continent avec 380 millions d'habitants et 8 000 milliards de dollars de PIB. L'accord sur

l'Association de libre-échange nord-américaine intervint en 1992, pour une entrée en vigueur du marché unissant Mexique, États-Unis et Canada en 1994 (année difficile pour le Mexique qui connut une grave crise monétaire suivie de la dévaluation du peso). Il se fixait le libre-échange comme horizon à quinze ans : ce fut chose faite avec le Canada en 1998 et pour l'essentiel avec le Mexique en 2003. Si la circulation des capitaux et des biens y est facilitée, celle des personnes demeure très restreinte. On n'y constate ni tarif extérieur commun ni politiques économiques partagées, néanmoins le traité recèle quelques dispositions spécifiques contraignantes comme une des dispositions de son chapitre 11 dite « Investor to State Dispute Settlement Process » (elle reconnaît aux entreprises le droit de poursuivre les États « au motif que des dispositions protectrices de l'intérêt public pourraient avoir comme effet la réduction de profits futurs » : le Canada a ainsi dû abroger une réglementation environnementale à la demande de la société chimique Ethyl Corporation). Les États-Unis ont proposé d'inclure cette clause dans les négociations de la ZLEA.

### **Les enjeux contemporains de l'intégration : rivalités et recherches de leaderships**

On a beau dénoncer régulièrement la « fiction géopolitique » que peut représenter l'union sud-américaine, celle-ci continue de représenter un futur possible et souhaitable par différents acteurs du sous-continent. Les périmètres qui se dessinent varient selon les objectifs politiques et sont à analyser dans cette perspective.

### ***Multiplication des accords bilatéraux***

La réalité des grandes zones d'intégration est loin de résumer tout le commerce continental : on constate beaucoup d'échanges entre des pays appartenant à des ensembles distincts Colombie / Brésil, Brésil / Mexique). Cela explique en partie que l'on assiste depuis la fin des années 1990 à la signature d'une nouvelle génération de traités : le plus souvent bilatéraux, ils ont un champ d'application sectoriel très spécifique, assorti de calendriers d'applications stricts, sur le mode de l'ALENA. Le Chili en a été particulièrement friand, signant directement avec la Colombie, mais aussi avec le Venezuela pour ce qui concerne la libéralisation du commerce et des investissements, avec la Bolivie sur la coopération énergétique, mais aussi avec le Canada en 1997, notamment pour ce qui concerne le secteur minier. Il mène des négociations avec l'ALENA mais aussi directement avec les États-Unis

ou l'UE. Le Mexique s'est également engagé dans un processus multipartenarial : avec la Bolivie en 1994, la Colombie et le Venezuela au sein du « groupe des Trois » en 1994, également, avec le Chili en 1998 (en remplacement de l'accord de 1992), avec le Costa Rica en 1994, avec le Nicaragua en 1997, avec le Guatemala en 2000.

Les accords négociés entre les pays latino-américains et d'autres ensembles régionaux puissants sont particulièrement remarquables dans ce cadre, notamment le traité signé entre le MERCOSUR et l'UE en 1998, suivi par celui qui lie l'UE au Mexique depuis 2000, un autre étant en négociation avec la CAN. Ils illustrent une volonté à la fois économique et politique, qui se traduit par une multipolarité croissante face à laquelle les États-Unis ne pouvaient rester sans réponse. Ils ont ainsi multiplié eux aussi récemment les initiatives bilatérales : accords signés avec le Chili en 2003, l'Amérique centrale en 2003, les pays andins en 2004.

Ce dernier, l'Andean Free Trade Agreement (Andean FTA) mérite d'être détaillé du fait des enjeux qu'il soulève : dans la mesure où les pays de la CAN sont dans l'ensemble beaucoup moins dépendants des débouchés états-uniens pour leurs exportations que le Mexique ou le Chili, ce qui est au cœur de la négociation ici n'est pas de nature uniquement commerciale. Cet accord a été négocié avec une partie des membres de la CAN seulement : l'Équateur, la Colombie et le Pérou uniquement, la Bolivie ayant signé pour sa part un accord de libre-échange avec le Brésil et le Venezuela chaviste n'étant pas un partenaire désirable aux yeux des États-Unis. L'Andean FTA est en fait la poursuite de l'« initiative andine » lancée au début des années 1990 par Bush père en vue de l'éradication de la Coca. Accompagnant l'effort militaire, il s'agissait alors d'un accord unilatéral de préférence commerciale et non de libre-échange qui devait durer 10 ans (jusqu'en décembre 2001) ; il fut renouvelé pour 4 ans (2002-06) sous une nouvelle dénomination plus explicite : Andean Trade Preferential Drug Eradication Act (ATPDEA). Dans ce cadre, les exportations vers les États-Unis du Pérou, de la Colombie, de la Bolivie et de l'Équateur ont connu une forte hausse après 1995, du fait de l'introduction de préférences commerciales pour les produits miniers et pétroliers, mais aussi textiles (Pérou, Colombie), et agro-industriels (Pérou, Colombie, Équateur). Les trois partenaires que représentent la Colombie, le Pérou et l'Équateur sont intéressés par la négociation de l'Andean FTA pour prolonger leurs avantages au-delà de 2006. D'autres initiatives nord-

américaines telles que la ZLEA les inquiètent en revanche, car elles pourraient faire disparaître ces préférences.

### **ZLEA vs CSAN ?**

Cette restructuration va au-delà des échanges commerciaux et tend à partager le continent en sous-blocs globalisés. Des initiatives plus globales concurrencent cette tendance, notamment deux projets d'intégration d'échelle supérieure, celle de l'ensemble latin ou celle des Amériques. Il s'agit tout d'abord de l'« Initiative pour les Amériques » lancée par G. Bush père (discours du 27 juin 1990), qui promeut une zone de libre-échange bi-hémisphérique (le sigle varie selon les langues : ZLEA ou ALCA) qui regrouperait 800 millions de personnes et 40 % du PIB mondial. Son lancement fut effectué lors du premier Sommet des Amériques (Miami, 1994) qui regroupait 34 pays, excluant Cuba sur un critère démocratique. Il fut suivi par les sommets de Santiago (1998), Québec (2001) et Monterrey (2004). L'enthousiasme initial se heurta à la diversité croissante des intentions politiques, et à la mise en forme de l'expression de formules alternatives. À partir de la rencontre de Québec, ce qui se passe dans les rues autour du Sommet importe tout autant pour l'Amérique latine que les négociations officielles. Cette opposition s'est structurée selon deux directions : une alternative libérale à l'échelle du sous-continent latino-américain et excluant les États-Unis d'une part, une approche critique d'autre part. Après la multiplication des manifestations anti-ALCA est venu le temps des contre-propositions : ainsi, avant la rencontre officielle de 2004, s'est tenue à Cuba la III<sup>e</sup> Rencontre hémisphérique contre la ZLEA, regroupant 1 230 représentants provenant de 35 pays, membres d'organisations sociales et politiques ; à l'initiative d'H. Chavez, y fut discutée la mise en place d'une ALBA, Alternative bolivarienne pour l'Amérique.

L'axe Chavez-Castro qui s'affiche de façon de plus en plus explicite perturbe la prospective continentale. Par son existence, il donne aussi du poids aux initiatives émanant du Brésil et visant à structurer une communauté latino-américaine au sens large. Celles-ci émanent d'un double positionnement stratégique de la part du président Lula : la volonté de prendre le leadership continental s'est affirmée depuis le sommet de l'OMC tenu à Cancún (2003) lors duquel ce dernier a pris les devants du G20 pour faire entendre la voix des agriculteurs du Sud dans les négociations mondiales.



Ces évolutions récentes ont abouti à une remise en cause importante du projet de ZLEA. Chaque pays latino-américain tente de tirer au mieux son épingle du jeu politico-commercial globalisé dans un mouvement double : multiplication d'accords bilatéraux et insertion dans des intégrations de plus en plus vastes, attitude qualifiée par certains auteurs de « néo-régionalisme ». Un premier accord a ainsi été signé entre la CAN et le MERCOSUR en 1998, suivi par un traité de libre commerce en 2004 (Cuzco) donnant naissance à la Communauté sud-américaine des nations (CSAN). Regroupant donc les membres du Marché commun du cône Sud (Mercosur) que sont le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, ceux de la Communauté andine des nations (CAN) formée de la Colombie, du Venezuela, du Pérou, de la Bolivie et de l'Équateur, auxquels se sont joints le Chili, la Guyana et le Surinam alors que deux autres États, le Mexique et le Panamá, y ont un statut d'observateur. Le fait que l'OEA souhaite se doter d'une charte sociale (proposition de Chavez devant prendre forme début 2006) après avoir adopté depuis 2001 une charte démocratique illustre aussi la progression de l'idée rénovée d'une intégration continentale pouvant servir de support à une construction identitaire et politique.

Face à ces initiatives, les États-Unis en sont donc revenus à la multiplication d'accords bilatéraux. Mais leur réponse est loin de se cantonner au champ diplomatique et commercial : le renforcement de la présence militaire des États-Unis est notoire sur le continent latino-américain, en Colombie bien sûr en appui au « Plan Colombie », mais aussi, de façon plus diffuse sur les frontières du Brésil, dans les pays qui lui sont limitrophes et notamment au Paraguay. La géographie de celle-ci est difficile à établir dans la mesure où l'on doit adjoindre à la carte des bases officielles de l'armée états-unienne celle des implantations de militaires appartenant à des corps privés (mercenaires) dont les derniers gouvernements ont beaucoup usé pour contourner le contrôle du Congrès sur leur action stratégique. Ce déploiement s'accompagne d'un fort mouvement de réarmement : il s'agit certes de rénover des arsenaux acquis en grande partie dans les années 1960-70 sous les gouvernements militaires, mais cela contribue à déstabiliser potentiellement une des régions qui, depuis un quart de siècle, a été parmi les plus calmes du monde.

Le jeu de frontières que nous venons de décrire dénote d'une assez grande stabilité sur le dernier siècle écoulé. Paradoxalement, un certain nombre d'entre elles restent vives et leur tracé continue de faire problème, susceptible d'adaptions futures. Ces lignes imaginaires sont

en effet le produit de jeux territoriaux complexes, et participent à leur tour d'une fonction symbolique dans la construction des nationalismes. D'une part, la reconnaissance récente de la multiculturalité des États latino-américains remet en cause les statu quo antérieurs et explique en partie la renégociation en cours des pactes nationaux et de leur expression territoriale. D'autre part, le rôle de l'État évolue et la place des dynamiques transfrontalières augmente. Enfin, l'insertion dans la globalisation se fait au prix de la recherche d'une alternative continentale à la domination états-unienne. Ces trois facteurs expliquent que depuis la fin de la guerre froide, les enjeux géopolitiques aient été profondément renouvelés sur le sous-continent latino-américain.

## **Bibliographie indicative**

- CUISINIER-RAYNAL, 2001, « La frontière au Pérou entre fronts et synapses », *L'espace géographique*, 2001 / n°3.
- DELER Jean-Paul, 2000, « Sur l'Amérique latine, miroir de la mondialisation », *Cahiers d'Outre-Mer* 53 (212), p. 305-316.
- DROULER Martine, 1999, « Frontières au Brésil, Changement de sens », *BAGF* 1999/3, numéro consacré aux frontières en Amériques, p. 250-259.
- FOUCHER Michel, 1991 [1988], *Fronts et frontières*, Fayard, 690 p.
- GROS Christian, 2003, « Demandes ethniques et politiques publiques en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n°48 / printemps 2003, dossier « Politiques et paradoxes de l'ethnicité ».
- HÉRODOTE, *Amériques, nations hispaniques*, n°99 / 4<sup>e</sup> trimestre 2000.
- SBERRO Stéphane, 2001, « L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sisyphe », *Pouvoirs* n°98, Éd. du Seuil, p. 19-61.
- *Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes, Revue de géographie alpine*, 2003, n°3.

## **Sites Internet donnant des informations sur l'actualité géopolitique de l'Amérique latine**

- Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL), <http://risal.collectifs.net/sommaire.php3>
- Observatoire des Amériques (cf. en particulier la Chronique des Amériques) : [http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/mot-obs.php3?id\\_mot=13](http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/mot-obs.php3?id_mot=13)

# Les enjeux de l'intégration en Amérique centrale

**Lucile Medina-Nicolas**

Université Montpellier III

L'Amérique centrale présente souvent l'image lointaine d'une zone « chaude » du globe, à la fois par les manifestations violentes de la nature et par les conflits militaro-politiques qui l'ont agitée jusqu'à il y a peu. Longue bande de terre tropicale de 2 000 kilomètres, étendue sur un peu plus de 500 000 km<sup>2</sup> et peuplée de près de 40 millions d'habitants, sa nature isthmique confère à l'Amérique centrale une configuration géographique et politique particulière. « Mosaïque de petits mondes<sup>1</sup> » du Guatemala au Panama, elle ne compte pas moins de sept États (tableau 1 et carte 1), même si la plupart des analyses en retiennent six, passant sous silence le Belize au profil très distinct des autres pays de l'isthme : indépendant depuis 1981 seulement, il est le seul pays anglophone de l'isthme et est davantage tourné vers la Caraïbe. Ce morcellement politique engendre un nombre important de frontières terrestres, avoisinant 960 km pour la plus longue entre le Guatemala et le Mexique et plus souvent de l'ordre de 300 km. La majorité des pays présentent une double façade maritime et sont séparés par une série de frontières terrestres en majorité parallèles. Un lien transversal unit cependant l'isthme dans toute sa longueur depuis les années 1960 : la *Carretera Interamericana*, section de la route Panaméricaine comprise entre les États-Unis et Panama, dont le nom mythique est lié à une fameuse course, qui a même inspiré un album BD de Michel Vaillant<sup>2</sup>.

Une certaine stabilité politique semble aujourd'hui acquise grâce au processus général de démocratisation, mais l'isthme connaît encore de nombreuses difficultés économiques et sociales. L'actualité régionale

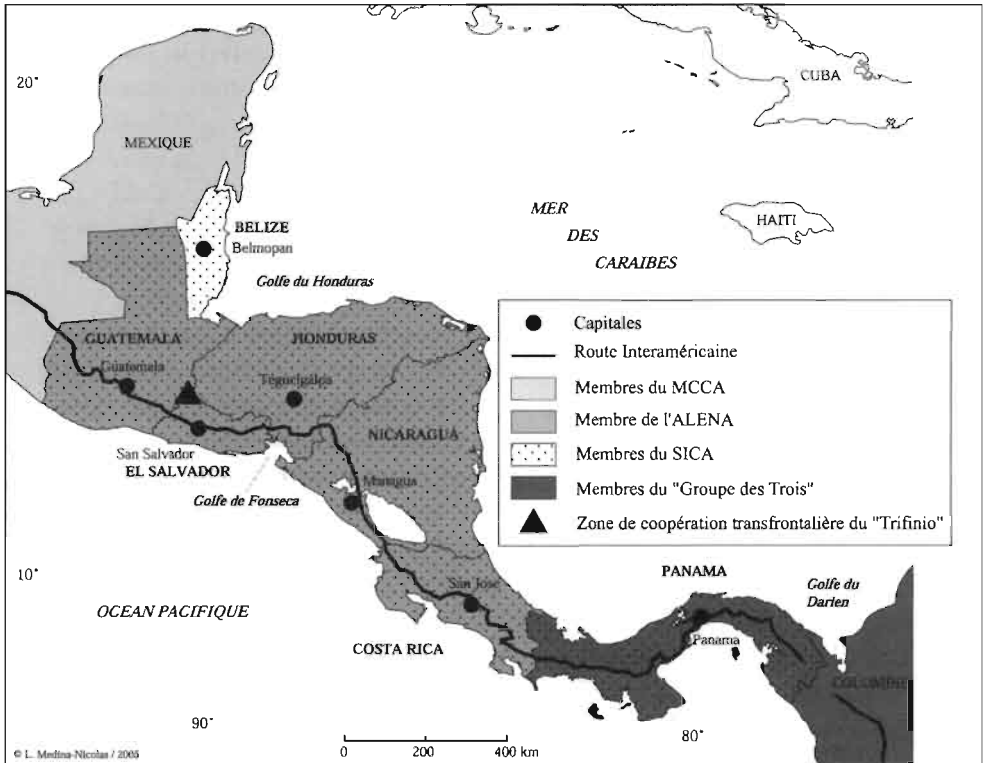
---

1. Musset, 1998.

2. Jean Graton, *Michel Vaillant. La trahison de Steve Warson*, éd. du Lombard, 1983. Cet épisode met en scène la Carrera Panamerica, qui avait lieu sur la section mexicaine de la route, avant que l'épreuve ne soit interdite en 1955 à la suite de nombreux accidents.

est agitée depuis 2002 par la signature d'un accord de libre commerce avec les États-Unis (CAFTA-DR).

**Carte 1. Divisions politiques et regroupements économiques de l'Amérique centrale**



Aborder la question du renforcement des liens économiques nécessite de s'intéresser au climat régional actuel d'une région d'un grand intérêt géostratégique et économique pour le voisin nord-américain. Dans la dernière décennie, les relations intrarégionales se sont normalisées, ravivant le processus d'intégration régionale après les désordres politiques et militaires des années 1980 qui avaient provoqué la fermeture des frontières. La persistance d'un certain nombre de différends frontaliers met cependant encore en péril un processus d'intégration régionale fragile malgré l'attention particulière portée aux coopérations transfrontalières. Les interrogations autour du traité de libre commerce réorientent cependant aujourd'hui les enjeux régionaux.

## Efforts de résolution et persistance de conflits depuis les années 1980

### La poudrière des années 1980

Le processus de démocratisation en marche dans les pays les plus déstabilisés dans les années 1980 a apaisé les crises internes et la plupart des tensions entre États. Cette période troublée reste cependant encore très proche : au Nicaragua, le gouvernement sandiniste n'a organisé (et perdu) des élections libres qu'en 1990, et les guerres civiles entre l'État et la guérilla au Salvador (Union révolutionnaire nationale guatémaltèque) et au Guatemala (Front Farabundo Marti de libération nationale) n'ont officiellement pris fin respectivement qu'en 1992 et 1996, mettant fin à douze et trente-six ans de conflit.

À partir des années 1970, des mouvements de guérillas ont en effet agité l'Amérique centrale. Les conflits sociaux se sont radicalisés en luttes politiques révolutionnaires auxquelles a répondu la répression étatique. Ce schéma s'est compliqué un peu partout par l'implication des États-Unis sur ce qu'ils considèrent comme leur *backyard* (arrière-cour), pour contrer l'immixtion de Cuba et de l'URSS. C'est ainsi que, dans les années 1980, l'Amérique centrale devient, selon l'expression consacrée, une véritable poudrière. En effet, les conflits internes ont débordé les cadres nationaux, impliquant un conflit qui devient rapidement régional et même international. Les espaces frontaliers se convertissent en *frentes* stratégiques militaires, répondant au modèle guévariste de guérilla qui consiste à allumer des « foyers » révolutionnaires dans les régions périphériques mal contrôlées.

En sus des guerres civiles, deux cas de conflits frontaliers se distinguent pendant la période allant des années 1960 aux années 1980 : l'affrontement armé Salvador-Honduras et le débordement de la guerre civile nicaraguayenne aux marges du territoire. Les années 1960 commencent pourtant par les efforts d'intégration des pays centraméricains au sein d'un marché commun, mais se terminent avec la célèbre guerre « du football » entre le Salvador et le Honduras. En juillet 1969, l'armée salvadorienne pénètre en territoire hondurien. L'offensive ne dure que cinq jours, mais durant plus d'un an des incidents armés vont continuer à éclater sur la frontière, le conflit faisant au total plus de 3 000 morts et 100 000 réfugiés. Appelée « guerre du football » en raison des tensions chauffées par la rencontre éliminatoire de la coupe du monde entre les deux nations en juin 1969, cette crise a des causes économiques et sociales plus profondes : le sort désavanta-

geux du Honduras au sein du Marché commun centraméricain et un contexte social tendu par une avancée paysanne depuis le Salvador plus peuplé<sup>1</sup>. C'est l'intensification par le gouvernement hondurien des expulsions de Salvadoriens qui provoque l'éclatement de la crise. Il faudra plus de dix ans de négociations ponctuées d'incidents frontaliers pour que les deux pays normalisent leurs relations.

Dix ans plus tard, c'est la guérilla menée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) qui prend appui sur la frontière hondurienne. Le renversement de la dictature de la famille Somoza en juillet 1979 et l'accession au pouvoir des Sandinistes engendre ensuite le développement d'une contre-révolution, qui va multiplier à nouveau les affrontements jusqu'en 1986. Les États-Unis de Ronald Reagan jouent un rôle central en soutenant les *contras* et en développant la pratique du « conflit de basse intensité » (l'objectif n'est pas d'intervenir directement, mais d'épuiser le gouvernement sandiniste par une guérilla incessante). De 1982 à 1986, on peut observer une détérioration progressive des relations entre le Nicaragua et ses voisins, notamment le Honduras, allié central du dispositif nord-américain et dont le territoire sert de camp de base aux *contras*.

Un dialogue régional ouvre peu à peu des perspectives d'apaisement. À partir de 1986, un système de réunions périodiques des présidents centraméricains est instauré. Le Costa Rica y jouera un rôle central, fort d'une démocratie enracinée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et de son président élu en 1986, Oscar Arias Sánchez, qui œuvre dans le sens d'une solution régionale au conflit en proposant le dénommé « Plan de Paix ». Cet accord phare, signé en 1987 par les cinq présidents centraméricains, est connu sous le nom d'*Esquipulas II* ou *Plan Arias*. Il entend œuvrer pour « établir une paix ferme et durable en Amérique centrale » et institue un Parlement centraméricain (PARLACEN) qui, même s'il reste un organe d'analyse et de recommandations, manifeste une volonté d'intégration politique. À la fin des années 1980, les États de la région entament ainsi un double processus de pacification démocratique et d'intégration économique régionale. Mais la marche vers celui-ci est lente. Les relations diplomatiques qu'entretiennent les voisins sont un élément déterminant et justement problématique de ce mouvement. Bien que moins nombreuses, des zones de conflit latent ou déclaré persistent encore des frontières guatémaltèques à la frontière

---

1. D'Ans André-Marcel, 1997.

colombienne, qui suffisent pour envenimer les relations régionales et retarder par là même le processus d'intégration.

### **Les différends frontaliers qui persistent au début des années 2000**

Ces dernières années, les frontières de l'isthme ont fait l'objet de recherches nouvelles, participant sans doute à la fois du contexte régional renouvelé et du regain d'intérêt mondial pour ce thème. La persistance de tensions explique cet effort de compréhension et de solutionnement des conflits.

L'étude du processus d'horogénèse montre la récurrence des conflits frontaliers qui ont surgi depuis l'indépendance de l'Empire espagnol en 1821. Pour chacune des frontières centraméricaines, la longue liste des traités et arbitrages internationaux se trouvant à leur origine montre la difficulté qu'ont eu les jeunes républiques à accepter conjointement des tracés définitifs, même si les conflits sont arrivés rarement jusqu'à l'affrontement armé. La majorité des traités et arbitrages limitrophes ont été signés entre 1850 et 1950. Ainsi, les relations aux frontières entre les États de l'isthme sont devenues d'une manière générale moins tendues dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Bien que fixées après des processus longs et disputés, les frontières terrestres de l'Amérique centrale sont pour l'essentiel stabilisées, du moins à petite échelle. Les déclarations conjointes réitérées par les présidents centraméricains depuis les années 1980 s'attachent à mettre en avant le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États comme un facteur déterminant de la paix dans la région. Cette insistance tend à montrer que la stabilité gagnée est précaire. D'une manière générale, l'intensité des tensions frontalières a baissé, mais plusieurs points de crispation persistent même si les problématiques ont changé. Il s'est produit un déplacement des disputes vers le domaine maritime, qui n'avait pas fait l'objet de règlements aussi précis que les frontières terrestres. Sur ces dernières, les tensions ont trait plutôt aujourd'hui à la démarcation même du tracé, dont l'imprécision conduit encore à des contestations mineures. Il n'en est pas de même des eaux territoriales qui font l'objet de litiges de souveraineté importants sur les deux façades océaniques. Nous présentons ici les principaux conflits qui ont agité ces dernières années.

### ***Guatemala-Belize***

Le seul contentieux territorial terrestre important subsiste entre le Belize et le Guatemala. Celui-ci n'a reconnu officiellement l'existence du Belize qu'en 1991 et a par ailleurs continué de réclamer la dévolution de 12 000 km<sup>2</sup> sur les 23 000 km<sup>2</sup> de territoire bélizéen, suscitant des heurts frontaliers entre militaires à plusieurs reprises. Les deux États ont signé en 2003 un engagement vers une résolution pacifiste de leur différend. Une série de propositions faites par l'OEA sert actuellement de base aux négociations.

### ***El Salvador-Honduras***

Plusieurs différends portent sur l'ensemble de la frontière terrestre, insulaire et maritime commune aux deux pays. Le plus ancien contentieux (fin du XIX<sup>e</sup> siècle) concerne l'accès au Pacifique dans le golfe de Fonseca, dont le Nicaragua, le Honduras et le Salvador sont riverains et pour lesquels cette grande baie présente un intérêt stratégique et économique fondamental. À ce différend s'est ajouté le litige sur six secteurs de la frontière terrestre, que les deux pays entretenaient depuis l'Indépendance et qui s'est envenimé dans les années 1960. En 1986, les deux pays se sont tournés vers la Cour internationale de justice de La Haye. La sentence rendue en 1992 a été défavorable au Salvador, les deux tiers des territoires en litige étant attribués au Honduras. Les tensions sont donc restées vives : confrontations, usurpations de propriétés, incidents entre patrouilles à la frontière. Un accord a malgré tout été signé par les deux pays en janvier 1998 pour régler le sort de leurs résidants dans ces territoires. Mais en 2002, le Salvador a tout de même demandé la révision de la sentence de 1992 concernant un des secteurs (Goascarán) attribué au Honduras, requête qui a été rejetée par la Cour.

### ***Nicaragua-Colombie et Honduras***

La plus grave détérioration des relations diplomatiques est survenue en 1999 à la suite de la ratification par le Honduras et la Colombie d'un traité de délimitation maritime, qui traduit la reconnaissance réciproque des prétentions territoriales colombienne et hondurienne dans la mer des Caraïbes. Le Nicaragua dénonce ce traité qui, selon lui, le déposséderait de 30 000 km<sup>2</sup> de plate-forme continentale et de l'archipel de San Andrés y Providencia, de grand intérêt économique (pêche et ressources pétrolières et gazières potentielles). La ratification de l'accord Honduras-Colombie a engendré des manœuvres mili-



taires dans la mer des Caraïbes et par contrecoup les tensions sur le golfe de Fonseca s'en sont trouvées réactivées. L'ensemble de la classe politique nicaraguayenne a accusé le Honduras de se prêter au jeu de la Colombie et d'aller contre les intérêts de l'intégration centraméricaine. Le Nicaragua a présenté en 2001 une requête devant la C.I.J. contre la Colombie et, en juin 2005, il a encore adressé une protestation à la Colombie accusée d'inviter des compagnies pétrolières à faire des explorations dans cette zone.

### ***Nicaragua-Costa Rica***

Le Nicaragua est le seul État qui parvenait au tour de force, au début des années 2000, d'être en conflit avec tous ses voisins. Avec le Costa Rica, le contentieux latent qui domine en toile de fond repose sur l'important courant d'immigration de Nicaraguayens vers le Costa Rica, que ce dernier ne parvient pas à maîtriser. Dans ce contexte de tension migratoire, la déclaration faite par une municipalité du sud du Nicaragua (Cárdenas), frontalière avec le Costa Rica, de son intention de demander son annexion à ce dernier a mis le feu aux poudres en 1998. La tension ainsi réactivée par cet épisode pourtant sans lendemain, a rebondi dans les semaines suivantes sur la question de la souveraineté du fleuve frontalier San Juan. Le point de controverse récurrent est le traité de 1858 qui reconnaît la souveraineté du Nicaragua sur la totalité du fleuve, mais autorise sa navigation au Costa Rica. Un différend d'un autre ordre, présent sur plusieurs frontières, vient encore s'ajouter. Il découle du réabornement pour la démarcation de la frontière, mené depuis 1993 par les Instituts géographiques des deux pays, qui provoque régulièrement confusions et protestations engendrées par des querelles de propriétés (accusations d'invasion de terres et destructions de propriétés). Depuis 2002, avec l'élection présidentielle d'Enrique Bolaños au Nicaragua et d'Abel Pacheco au Costa Rica, les relations diplomatiques sont en voie de normalisation, l'objectif affiché étant d'éviter les frictions au moment de soutenir une position unie face aux États-Unis dans les négociations de l'accord de libre commerce.

### ***Panamá-Colombie***

Cette frontière offre un autre exemple de sensibilité. Il ne s'agit pas d'une remise en cause de son tracé (traité de 1925), l'enjeu vient de la difficulté d'assurer la surveillance le long de 240 kilomètres de jungle peu accessible, le long desquels l'exode de paysans, les incursions de groupes armés et l'entrée de drogue colombienne affectent la région

frontalière panaméenne. La mise en application du « Plan Colombie » a encore augmenté les inquiétudes du Panama quant à sa capacité de se préserver d'un éventuel débordement du conflit colombien, en l'absence d'armée (démantelée à la suite de l'opération nord-américaine « Juste cause » en 1989 et remplacée par une simple force policière). La crainte du Panama de s'ouvrir davantage aux problèmes du voisin colombien explique que, encore aujourd'hui, la route Interaméricaine ne franchit pas la forêt du Darién. La construction des cent petits kilomètres manquants a été sans cesse remise à plus tard, par manque de volonté politique de la part du Panama. La conséquence est une rupture majeure dans la continuité du grand axe intercontinental et une limite aux communications non seulement avec la Colombie voisine, mais aussi avec le reste du sud du continent.

« L'intégration menacée » titrait en première page le quotidien nicaraguayen *La Prensa* en mars 2000. Une relation directe est établie entre les litiges qui persistent et la paralysie de l'intégration centraméricaine qui en résulte. L'Amérique centrale n'est pas en proie, comme d'autres régions du monde, à des affrontements directs (les altercations se limitent au plus à des « gesticulations » militaires ou des altercations entre propriétaires frontaliers). Pourtant il faut se rendre à l'évidence que, bien que rémittentes, les tensions frontalières continuent à occuper le devant de la scène et mettent à mal le processus d'intégration régionale qui reprenait un nouveau souffle dans les années 1990. En effet, la mesure de rétorsion quasi systématique dès que surgit un différend est jusqu'à présent la décision unilatérale de fermeture des postes frontières. Cet instrument de pression met ainsi constamment en péril la continuité des échanges. Une des conditions pour l'approfondissement de l'intégration centraméricaine est donc de mettre en œuvre un système de solutionnement des controverses et de resserrer les liens économiques internes.

## **Le processus d'intégration centraméricain**

### **Les vicissitudes du Marché commun centraméricain**

Le processus actuel d'intégration régionale, bien éloigné du rêve d'unité bolivarien, doit être replacé dans le contexte centraméricain des cinquante dernières années. C'est dans les années 1960 que s'est créé un premier Marché commun centraméricain (MCCA). Cette étape importante avait été précédée de la création de l'Organisation des

États centraméricains en 1951 (ODECA, transformée en SICA, Système d'intégration centraméricain, en 1991), inspirée de l'OEA. Avait suivi, au cours des années 1950, la signature de plusieurs traités facilitant le commerce intrarégional de certains produits par l'abaissement des tarifs douaniers. Cette évolution aboutit en 1960 à la signature du Traité général d'intégration économique centraméricaine par lequel est créé le MCCA. Engageant au départ le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua (le Costa Rica adhère en 1963), il entendait « unifier les économies des quatre pays et impulser le développement de l'Amérique centrale afin d'améliorer les conditions de vie de ses habitants » (préambule). Pour financer des projets régionaux, sont créés parallèlement le Secrétariat d'intégration économique (SIECA) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). Ce resserrement des liens entre les pays de l'isthme répondait aux pressions des États-Unis, au moment où les castristes prenaient le pouvoir à Cuba. L'intégration de pays avec des niveaux économiques sensiblement différents a cependant conduit à la sortie du Honduras en 1970. Parmi les autres défaillances, les plus fréquemment pointées sont : la stratégie de substitution des importations qui a entraîné la création d'une industrie peu en adéquation avec la région, la faiblesse du marché intérieur centraméricain, la fragilité et l'asymétrie des économies, la grande dépendance de l'extérieur laissant une faible marge de manœuvre aux gouvernements et la résistance des gouvernements de laisser une partie de leur souveraineté à des organismes supranationaux. Les années 1970-1980 voient donc se produire un relâchement des liens : dans le contexte d'une crise économique et politique générale, le commerce intrarégional a chuté (la part moyenne des exportations intrarégionales est passé de 23 % au milieu des années 1970 à moins de 15 % à la fin des années 1980<sup>1</sup> et les organismes d'intégration ont vu baisser leur capacité d'action.

La phase de relance qui s'est amorcée dans les années 1990 prend place dans un contexte régional et mondial renouvelé. Le processus d'intégration est présenté à la fois comme une stratégie indispensable dans le contexte actuel de la mondialisation des échanges commerciaux mais aussi comme un facteur essentiel de la stabilisation politique de la région. Il faut bien évidemment le replacer dans le mouvement général à l'œuvre sur le continent. Durant l'année 1991, où est mis en place le SICA, se constituent également le MERCOSUR et le Pacte andin. L'année suivante, c'est l'ALENA qui se met en place. Le

---

1. Porta Balladeres, 1997.

début des années 1990 signe aussi un élargissement du processus en Amérique centrale, puisque le protocole de Tegucigalpa (1991) élargit l'intégration au Panama et au Belize, qui font désormais partie du SICA. Depuis 1987, le commerce intrarégional a suivi un mouvement de récupération continu. Son importance reste cependant relativement faible, et il n'a pas retrouvé le niveau relatif qu'il représentait au début des années 1970 dans le total des échanges extérieurs des pays centraméricains. L'implication des différents partenaires centraméricains est en outre très diverse (tableau 1). Les économies septentrionales sont les plus liées par les mouvements commerciaux : le Guatemala et le Salvador effectuent à eux deux les deux tiers des exportations intrarégionales (données CEPAL, 2001). À l'autre extrême, on trouve le Honduras et le Panama qui commercent peu avec leurs voisins.

**Tableau 1. Indicateurs démographiques et économiques relatifs aux États d'Amérique centrale**

	Population (milliers)	Superficie (km <sup>2</sup> )	PIB / hbt (\$)	Part du commerce intrarégional (%) *	Part des E-U dans les import (%)	Part des E-U dans les export (%)	Indice de vulnérabilité au TLC **
Belize	256	22 960	6 164	-	14,0	12,4	-
Costa Rica	4 173	51 100	9 035	10,5	33,1	25,1	0,318
El Salvador	6 515	31 040	4 210	31,5	36,0	57,4	0,539
Guatemala	12 347	108 890	3 838	18,5	33,1	55,3	0,548
Honduras	6 941	112 090	2 562	10,0	51,3	65,3	0,566
Nicaragua	5 466	130 000	2 427	17,5	22,5	58,3	0,694
Panama	3 120	75 520	6 362	6,8	15,9	36,6	0,481

Données État du Monde 2005

\* On considère comme forte une proportion égale ou supérieure à 15 % du total. *Sinopsis del estado de la región*, Costa Rica, 2001. Ne faisant pas partie du MCCA, le Belize n'est pas concerné.

\*\* Indice de vulnérabilité devant les accords de libre commerce. Le Nicaragua est classé au premier rang des pays d'Amérique latine examinés, avec le plus fort indice. Le Costa Rica est 17<sup>e</sup> sur 18. Indice élaboré par le CLAES D3E (2003) (Gudynas, 2005, p. 47)

### **La coopération transfrontalière comme *instrument d'intégration***

Le processus d'intégration régionale est porteur de nouvelles opportunités territoriales. On peut légitimement envisager qu'une plus grande ouverture puisse transformer les marges frontalières, jusqu'à présent « délaissées sur le plan économique et social et sacralisées sur le plan symbolique<sup>1</sup> », en dépassant la vision classique des frontières

1. Musset, 1998.

comme objets de confrontation. Les instances régionales centraméricaines essaient en tout cas d'impulser l'idée que ces zones, pour l'heure encore marginalisées et souffrant d'un retard de développement préoccupant, peuvent devenir des lieux potentiels de développement.

### ***La formulation d'un programme de Développement durable frontalier***

Bien que la coopération transfrontalière en Amérique centrale soit une préoccupation qui s'affirme surtout au cours des années 1990, les débuts sont cependant plus anciens dans ce domaine, datant des années 1970. Le principal projet de développement transfrontalier de l'époque est le programme trinational proposé en 1976 par la BID aux gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Salvador, sur leur aire frontalière commune connue comme le *Trifinio*. Ce programme est celui le plus souvent cité pour l'Amérique centrale car c'est aujourd'hui un cas de coopération ancienne, qui plus est mobilisant trois pays. Il s'agit d'un projet né dans les années 1960 mais vite enterré, qui a resurgi dans les années 1970 pour manifester la volonté politique de pacification entre le Honduras et le Salvador et susciter une dynamique de coopération. Le parc naturel international *La Fraternidad* a vu le jour en 1974. Le périmètre des actions concerne aujourd'hui au total 670 000 habitants sur 45 municipalités frontalières (développement d'activités agricoles et d'élevage, changements d'usage du sol, mesures de protection des forêts, équipements...). La dernière signature de la Commission trinationale en avril 2005 porte sur l'exécution d'un programme d'eau potable, de sécurité alimentaire, d'assainissement (latrines) et de diversification des cultures dont va bénéficier une communauté villageoise salvadorienne de 150 personnes.

Dans le prolongement des accords régionaux de 1986, les vice-présidents centraméricains ont signé en 1988 un premier accord pour le Développement des aires frontalières. Mais 1995 constitue l'étape la plus importante dans ce domaine, avec la signature d'un document intitulé « Développement durable frontalier en Amérique centrale ». Le développement des zones frontalières y est envisagé explicitement comme un *instrument d'intégration*. Le texte de 1995 précise que « les projets de développement durable frontalier, en plus de poursuivre des objectifs de développement régional, ont été conçus comme des instruments pour renforcer les liens socio-économiques entre pays voisins et [qu'ils tendent à combattre la situation marginale socio-économique et politique dans laquelle se trouvent les aires de frontière ». Le texte de

1995 contient un inventaire de quinze projets, définissant de grandes lignes d'action sur toutes les frontières centraméricaines, du Mexique à la Colombie. Il faut souligner la pluralité des domaines d'application : collaboration des services publics frontaliers, facilitation des déplacements des travailleurs ou des populations frontalières, protection de l'environnement, etc. La gestion en commun des espaces frontaliers est cependant lourde d'enjeux et ardue à mettre en œuvre car elle consiste à concilier d'un côté l'ouverture des frontières et, de l'autre, leur surveillance problématique pour les États. La dynamique régionale impulsée depuis une dizaine d'années n'en a pas moins entraîné la signature d'une série d'accords binationaux de coopération transfrontalière. Les différentes frontières de l'isthme présentent cependant une large diversité de situations.

#### ***Le cas des frontières Nicaragua-Costa Rica et Costa Rica-Panama***

Ces deux frontières montrent deux modèles très différents de coopération transfrontalière au sein même de l'Amérique centrale : le Costa Rica et le Panama ont été parmi les pionniers, alors que le Nicaragua et le Costa Rica amorcent à peine un processus de coopération. La coopération entre le Costa Rica et le Panamá est institutionnalisée depuis vingt-cinq ans. Le premier traité de coopération a été signé en 1979 (avec, entre autres, la création du parc naturel international de *La Amistad*). Les deux pays ont positionné explicitement leur engagement comme une réponse politique sur la scène internationale, en référence au contexte centraméricain déstabilisé d'alors. Un deuxième traité de coopération a été signé en 1992 et ratifié par une loi-cadre dans chacun des deux pays, ce qui lui donne une assise stable. La mise en œuvre concrète de programmes bilatéraux est malgré tout délicate. Aux divergences de vues sur les priorités de la coopération, s'ajoute la faiblesse des crédits gouvernementaux dévolus à ces opérations, qui ne fonctionnent que grâce au financement d'organismes internationaux. Des fondations privées soutiennent également certains programmes, comme la fondation Together qui a récemment fait une donation pour la connexion au réseau Internet de toutes les municipalités frontalières.

La volonté de coopération entre le Costa Rica et son voisin du nord est restée longtemps en revanche au stade d'un discours formel. L'apaisement des relations intervenu depuis 2002 permet d'envisager plus sereinement la mise en œuvre des programmes en suspens (essentiellement gestion du tourisme, environnement et santé). Pour

l'heure, il n'existe pas encore d'accord binational de coopération transfrontalière, mais en septembre 2004, des représentants des autorités nicaraguayennes et costariciennes se sont réunis dans le but de « coordonner des projets de développement frontalier et gagner l'appui d'organismes internationaux<sup>1</sup> ». Ici ce sont bien plus les populations frontalières qui sont les artisans d'une coopération « par le bas », qui prend corps à l'échelle locale. La présence d'une communauté nicaraguayenne nombreuse au Costa Rica favorise les relations et une Confédération des gouvernements locaux frontaliers, réunissant les onze municipalités frontalières de la zone, a été créée en 2000 à l'initiative de la Funpadem (Fondation pour la paix et la démocratie). Le principal obstacle qui subsiste est la faible autonomie et donc la marge de manœuvre réduite des autorités municipales.

La volonté des instances d'intégration de promouvoir les coopérations à travers des programmes de développement transfrontalier est donc claire malgré les obstacles : la stabilité des frontières est cruciale pour la paix et la sécurité dans la région et elle est un élément essentiel de la réalisation des objectifs de démocratie et de développement consacrés dans l'accord d'Esquipulas II de 1987. Elle apparaît cependant un peu en retrait de l'actualité depuis deux ans, devant le climat survolté engendré par les ratifications du *Central American Free Trade Agreement and Dominican Republic* (CAFTA-DR).

## **L'actualité polémique : la ratification du Traité de libre commerce**

### **Des négociations aux signatures du CAFTA-DR**

Depuis deux ans, l'attention est focalisée dans toute l'Amérique centrale par la ratification de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, appelé le *Central American Free Trade Agreement and Dominican Republic* (CAFTA-DR). Les négociations ont en effet été lancées début 2003 et les gouvernements du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Costa Rica et du Nicaragua ont signé un Accord de libre-échange avec les États-Unis en mai 2004, auquel s'est jointe la République dominicaine trois mois après. Pour entrer en vigueur, l'accord doit être ensuite ratifié par les parlements nationaux. Le Salvador a été le premier pays à entériner cet accord (décembre 2004), suivi du

---

1. *La Prensa*, 30-09-2004.

Honduras (février 2005) et du Guatemala (mars 2005). Restent le Nicaragua, le Costa Rica et la République dominicaine qui retardent la ratification de l'accord pour des raisons diverses. En avril 2004, le Panama a entamé de son côté des négociations avec les États-Unis en vue de la conclusion d'un accord bilatéral de libre-échange du même type, qui s'ajoutera à ceux déjà en vigueur avec le Salvador et avec Taïwan. Par ailleurs, ce dernier pays a également rejoint en 2004 le « Groupe des 3 » constitué par le Venezuela, la Colombie et le Mexique. Ce mouvement n'est pas spécifique à l'isthme et doit être replacé dans le contexte général actuel d'une multiplication des négociations de TLC ces dernières années en Amérique latine.

### **Les éléments du débat en Amérique centrale**

Partout sur le continent, les négociations, et les signatures qui ont suivi, ont suscité de vives discussions sur les attendus de ces accords commerciaux (ZLEA en tête), confrontant des opinions différentes sur les bénéfices espérés ou au contraire sur les dangers auxquels se risquent les signataires. En Amérique centrale, les débats engagés par la présentation du Plan Puebla-Panama<sup>1</sup> en 2001 ont rebondi avec le CAFTA-DR et mettent au jour des questionnements d'ordre général et des problématiques propres à la région.

Dans le cadre de la promotion du CAFTA-DR, le gouvernement Bush a fait valoir les larges bénéfices que retireraient les partenaires de cet accord, à savoir la stabilité régionale, la démocratie et le développement économique. Le discours des partisans du TLC est que ce dernier sortira l'isthme de la pauvreté. Selon le PNUD, 80 % de la population centraméricaine présente un indice de développement humain insatisfaisant, les guerres civiles des années 1980 ayant encore affaibli la région. Or les pays qui ont réussi avec le plus de succès à réduire la pauvreté au cours de la dernière décennie ont présenté certaines caractéristiques communes parmi lesquelles une croissance économique élevée, une expansion des sources d'emploi et une baisse de l'inflation (*Informe sobre desarrollo humano en Centroamérica y Panamá*, PNUD, 1997). Les échanges commerciaux des États-Unis avec les six pays centraméricains signataires atteignent d'ores et déjà

---

1. Plan d'investissement présenté comme un « projet de développement durable et intégral » destiné au Mexique et aux sept États centraméricains, mais qui s'inscrit plutôt dans la mouvance des accords de libre-échange et prépare en quelque sorte la voie à la ZLEA. Ce « plan » a été accusé par beaucoup d'être une « recolonisation » (Braulio Moro, *Le Monde diplomatique*, déc. 2002) et Vicente Fox (président du Mexique), qui l'a annoncé, a été dénoncé comme simple prête-nom régional des États-Unis.



33 milliards de dollars en 2004 et l'accord laisse espérer une augmentation substantielle du volume d'échange. Il est clair que l'Amérique centrale (dont la croissance économique est de 4,4 % en 2004) cherche à stimuler son économie par l'intermédiaire de ce rapprochement avec son principal partenaire commercial (tableau 1). Le CAFTA-DR représente une opportunité pour le secteur des maquiladoras, les quotas d'exportation de textile vers les États-Unis augmentant de 2 à 5 %<sup>1</sup>. Le Honduras a d'ailleurs approuvé le premier l'accord en argumentant qu'il contribuera à sauver des emplois dans ce secteur.

**Photo 1**



*L'affiche placardée au Costa Rica dénonce le TLC comme l'« annexion » d'un État supplémentaire pour les États-Unis (cliché Sébastien Hardy, 2005).*

Nombre de Centraméricains s'inquiètent cependant des désavantages de cet accord commercial (photo 1). Les mobilisations ont été nombreuses partout dans la région pour dénoncer le CAFTA-DR, depuis l'annonce des négociations. Au Guatemala, l'opposition reste particulièrement vive même après la ratification par le Parlement (10 mars 2005). Depuis le début de l'année, des manifestations et des blocages

---

1. Dugas, 2005.

de routes secouent le pays, et la grève générale organisée le 14 mars 2005 a été brutalement réprimée par les forces de l'ordre.

Un premier motif général de mécontentement qui transparait nettement est l'absence de mise en débat public d'un accord que les gouvernements ont fait passer à un rythme accéléré (au Salvador, le texte n'a même pas été discuté au Parlement). L'opposition centraméricaine au traité est alimentée ensuite, bien évidemment, par l'exemple de la performance guère encourageante du voisin mexicain au sein de l'ALENA. Selon une étude de la Banque mondiale de 2003, l'ALENA a eu un impact positif sur le commerce, l'investissement étranger et les transferts technologiques, mais beaucoup moins sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois qualifiés. Les emplois créés dans les industries exportatrices auraient à peine compensé les emplois perdus dans l'agriculture suite à l'augmentation des importations<sup>1</sup>.

Ce sont ensuite les termes de l'accord par secteurs qui font l'objet de vives réactions. Avec l'ouverture aux investissements étrangers, les opposants craignent d'une part que le CAFTA-DR contribue à accélérer la privatisation des services publics (service d'eau potable, électricité et télécommunications, santé...). D'autre part, les deux secteurs les plus sensibles dans les négociations sont logiquement le textile et les produits agricoles. En effet, si l'on examine les exportations centraméricaines vers les États-Unis, on constate qu'elles sont peu diversifiées : 70 % proviennent des maquiladoras textiles et les 30 % restant consistent en produits primaires et agricoles<sup>2</sup>. Le texte de l'accord comporte en effet des mesures qui visent à sauvegarder les intérêts des fabricants de textile nord-américains. Quant au secteur agricole, dans une région où celui-ci emploie la moitié des travailleurs<sup>3</sup>, une bonne partie de la population craint que l'adoption du CAFTA-DR ne menace l'agriculture locale (volailles, lait, maïs...). Les producteurs nationaux centraméricains pourraient être gravement touchés par l'arrivée de produits alimentaires subventionnés en provenance des États-Unis.

Les détracteurs des TLC mettent donc le doigt sur les asymétries existantes entre les nations signataires et l'absence de mécanismes prévus pour les compenser. Le cas du CAFTA-DR est un exemple frappant de disproportion : le PIB de l'ensemble des pays centraméricains représente 0,5 % de celui des États-Unis et le revenu par tête est 19

---

1. Dugas, 2005.

2. Dugas, 2005.

3. La part de l'agriculture dans le PIB est de 58 % au Nicaragua, 41 % au Salvador, 47 % au Guatemala, 40 % au Honduras et 24 % au Costa Rica.

fois plus faible<sup>1</sup>. De plus, les règles de commerce établies sont elles-mêmes asymétriques puisqu'en réalité, tous les produits et services ne sont pas concernés par la libéralisation des échanges. Tandis que d'un côté, les États-Unis libéralisent les échanges dans les secteurs où ils sont compétitifs (ils demandent à leurs partenaires latino-américains d'ouvrir grand les portes de leurs marchés pour recevoir des produits manufacturés), ils maintiennent de l'autre des protections douanières et des systèmes de subventions pour les produits qui pourraient menacer leurs producteurs (le secteur agricole en est le meilleur exemple).

Les opposants aux TLC tels qu'ils sont proposés soulignent donc par là d'une manière générale les différences substantielles qui existent entre les propositions des TLC classiques et les processus d'intégration. Il s'agit bien de deux idées qui ne sont pas synonymes dans leurs objectifs<sup>2</sup>. Un processus d'intégration, même s'il promeut la formation d'une zone de libre-échange dans un « marché commun », porte en lui également une dimension politique qui va au-delà et qui est absente des objectifs d'un accord de libre échange, de même que des mécanismes d'assistance des économies les plus faibles en son sein.

## **Conclusion**

Si un stéréotype attaché à l'Amérique latine est bien son instabilité<sup>3</sup>, l'Amérique centrale a tout à fait illustré cette situation. Elle a cependant participé depuis au double mouvement général sur le continent, conjuguant à la fois un processus de réforme économique et une transition démocratique. Deux prix Nobel de la Paix sont d'ailleurs venus récompenser cet effort : Oscar Arias en 1987, l'instigateur costaricien du fameux plan de Paix, et Rigoberta Menchú en 1992, indienne guatémaltèque militant pour le respect des droits des populations indigènes. Aujourd'hui cependant, l'Amérique centrale est en proie à des interrogations diverses sur les partenaires et les modalités de rapprochement à privilégier, et sur le maintien de la cohésion à l'échelle de l'isthme. « Les voies du développement paraissent toujours aussi étroites et incertaines<sup>4</sup> », et l'Amérique centrale se retrouve face à des choix à faire pour assurer au mieux à la fois son développement économique et sa stabilité politique.

---

1. Gudynas 2005, CLAES D3E, 2003.

2. Gudynas, 2005.

3. Santiso, 2005.

4. Demyk, 2000.

## Bibliographie

- BATAILLON G., 1990, « Amérique centrale : entre violence et démocratie », *Hérodote*, n°57, pp. 211-238.
- D'ANS André-Marcel, 1997, *Le Honduras. Difficile émergence d'une nation, d'un État*, Paris, Karthala.
- DEMYK Michel et Noëlle, 1981, « Conflits frontaliers en Amérique centrale », *Les Phénomènes de « frontière » dans les pays tropicaux*. Paris, IHEAL, pp. 401-417.
- DEMYK Noëlle, 1998, « Vers un nouveau modèle d'intégration centraméricain », *Problèmes d'Amérique latine (L'Amérique centrale de l'après-guerre)*, n°30, juillet-septembre 1998, pp. 3-29.
- DEMYK Noëlle, 2000, « L'Amérique centrale : de la fragmentation géopolitique à la coopération régionale », *Historiens & Géographes*, n°372, oct. 2000, pp. 111-123.
- DONALSON J., PRATT M., 2004, « International Boundary Developments in 2003 », *Geopolitics*, vol. 9 n°2, pp. 501-530.
- DUGAS Sylvie, « Amérique centrale : le libre-échange inquiète », site de l'Association des États de la Caraïbe, mai 2005 ([www.asc.aec.org](http://www.asc.aec.org)).
- GIROT Pascal (coord.), 1994, *The Americas* (5<sup>e</sup> volume of the *World Boundaries serie*), London-New York, Routledge.
- GUDYNAS Eduardo, 2005, « Dos caminos distintos: tratados de libre comercio et procesos de integración », in ACOSTA A. y FALCONI F. coord., *TLC. Más que un tratado de libre comercio*, Quito, ILDIS-FLACSO, pp. 41-62.
- MARCHETTI Peter, MENDOZA René, 2005, « Centroamérica: El TLC: un fetiche que nos desempodera », *Envío Digital*, n°277, avril 2005 ([www.envio.org.ni](http://www.envio.org.ni)).
- MEDINA-NICOLAS Lucile, 2004, *Le dilemme des frontières en Amérique centrale : marges symboliques ou espaces en construction. Le cas des frontières Nicaragua-Costa Rica et Costa Rica-Panamá*, thèse de géographie ss dir. A. MUSSET, Paris X-Nanterre.
- "Méditerranée américaine", *Hérodote*, n°27, 1982.
- MUSSET Alain, 1998, *L'Amérique centrale et les Antilles*. Paris, Masson.
- PORTA BALLADERES Alvaro, 1997, *Nicaragua: Integración económica*, Centro de Exportaciones e Inversiones, Managua.
- SABORIO Silvia, MICHALOPOULOS Constantine, 1992, « Centroamérica en una encrucijada », *Revista de la Integración y del desarrollo de Centroamérica*, n°49, pp. 151-175.
- SANTISO Javier, 2005, *Amérique latine, révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Paris, éd. Autrement.



# DES ESPACES RURAUX CONTRASTÉS



# Amérique latine : la plus forte croissance de production agricole au monde

**Jean-Christian Tulet**

CNRS, UMR 5602 GEODE

Depuis le milieu des années 1980, en dépit d'une longue tradition de recherche sur l'Amérique latine dans les milieux francophones, force est de constater la baisse drastique des études concernant le monde rural sur cette partie du monde. Au nombre de 180 en 1985, les publications enregistrées dans les bases de données du « GIS Amérique latine » diminuent progressivement jusqu'en 1993, tout en se maintenant à un niveau relativement élevé (entre 130 et 150), pour s'écrouler ensuite. Il n'y a plus que 20 publications enregistrées en 2001<sup>1</sup> ! Aujourd'hui, le rural ne fait plus recette que pour les cultures illicites ou les catastrophes environnementales.

Et pourtant, le monde rural continue d'exister... Non seulement il existe, mais il prend un poids chaque jour plus important, en relation avec des transformations parfois radicales : la population du monde rural n'a jamais été aussi nombreuse et le dynamisme de la production agricole est tel qu'il se situe au premier rang mondial pour ce qui concerne la croissance de la production. Ces données, spectaculaires, traduisent des phénomènes assez peu étudiés, parfois complexes, parfois contradictoires.

## **Dimensions de la croissance**

La période postérieure à 1980 a souvent été qualifiée de « décennies perdues » à propos de l'Amérique latine. Cette généralisation ne tient absolument pas compte de l'évolution réelle du secteur agricole qui,

---

1. Tulet J.-Ch., 2005.



bien au contraire, a connu et connaît une croissance tout à fait remarquable<sup>1</sup>.

### **Maintien d'une population rurale très importante**

Selon les données de la FAO<sup>2</sup>, entre 1980 et 2003, la population latino-américaine a continué de croître très rapidement, passant de 357 millions de personnes à 543 millions. Les ruraux y prennent une part de plus en plus réduite, reculant de 35 % à 23 % du total. C'est ce phénomène qui peut laisser croire que les campagnes sont en cours de désertification. Bien au contraire, la prise en compte des chiffres en valeur absolue démontre que les habitants des campagnes n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui, en Amérique latine comme ailleurs dans les pays dits du « Sud ». La population rurale latino-américaine est passée de 97 millions en 1950 à 126 millions en 2003 (128 en 2000)<sup>3</sup>. Cette croissance concerne la très grande majorité des pays (figure n°1). Elle se manifeste de manière très nette en Amérique centrale où sa part dans la population totale est parmi les plus élevées. Elle concerne également le Mexique, malgré de très forts courants migratoires, ainsi que la plupart des pays andins et antillais. De même, le dynamisme démographique exceptionnel du Venezuela (accroissement naturel longtemps très élevé, auquel s'ajoute une immigration importante) lui permet de voir ses campagnes continuer à se peupler, avec pourtant 85 % de population urbaine. Cette croissance n'est quand même pas généralisée : le Brésil et les pays du Cône sud s'opposent au reste de l'Amérique latine. Depuis 1980, les recensements enregistrent au Brésil une désaffectation des campagnes particulièrement forte avec seulement 32 millions de ruraux en 2000. On peut y voir une conséquence de l'expulsion d'une partie des travailleurs agricoles vers les villes.

Aujourd'hui, l'accroissement naturel n'est plus assez vigoureux pour alimenter à la fois un fort courant migratoire et une croissance de la population rurale. Les campagnes latino-américaines devraient ainsi connaître une certaine diminution de leur population, à la différence d'autres pays du « Sud ».

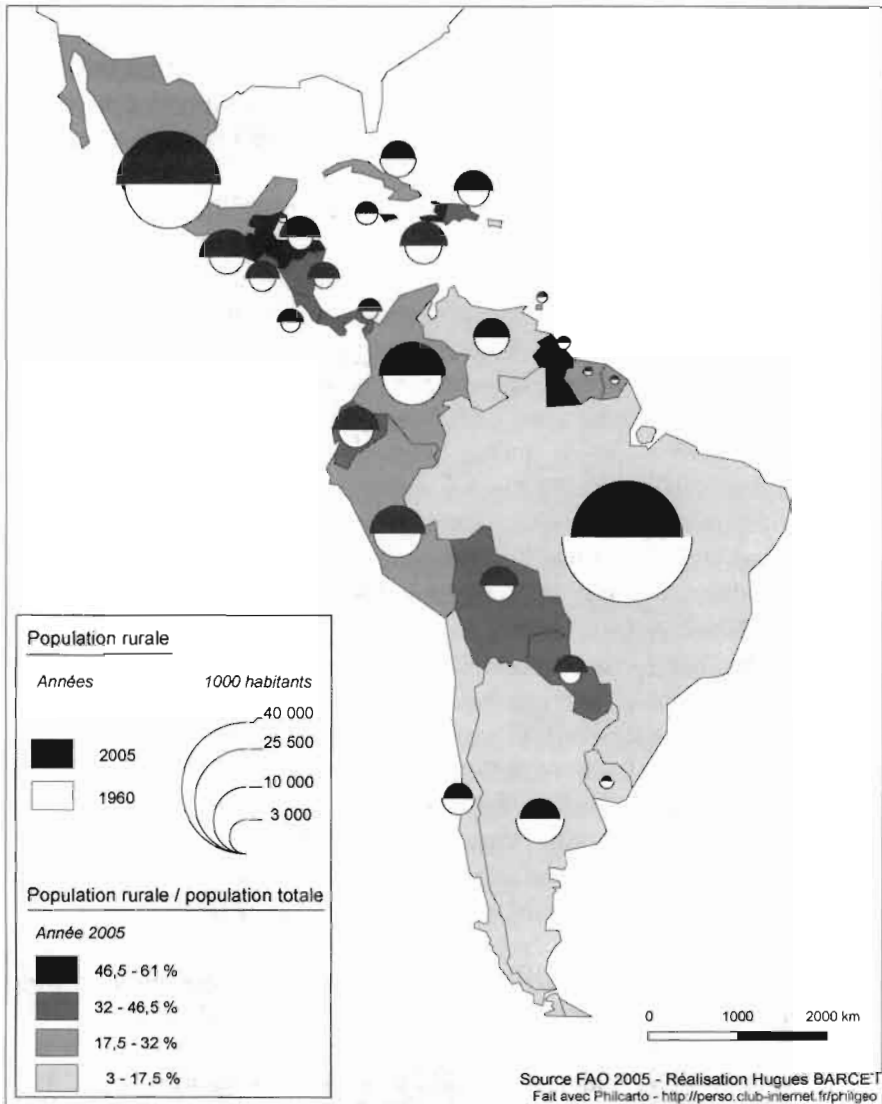
---

1. Tulet J.-Ch., 2002a : 21-41.

2. FAOSTAT. Sauf indication contraire, toutes les données chiffrées sont issues de cette base de données. Celles-ci incluent l'Amérique latine continentale et le monde Caraïbe.

3. Cette population est probablement plus importante que ce qui est rapporté par les statistiques. Une étude récente de la Banque mondiale considère que 42 % de la population latino-américaine est rurale, au lieu de 24 % ou 25 %.

**Figure n°1 : La place de la population rurale en Amérique latine**



Mais, contrairement à ce que l'on pense trop souvent, on est très loin d'observer la désertification des campagnes dans la plupart des pays du sub-continent. La croissance de la production agricole s'appuie sur de puissants contingents de population rurale.

## **Une croissance très importante de la production agricole sur une longue durée**

Selon les données de la FAO, en prenant pour base 100 la période 1989-1991, l'indice de production agricole de l'Amérique latine (tous secteurs confondus) est passé de 90 en 1985 à 119 en 1996, alors que l'ensemble du monde n'atteignait que 113. En 2001, la différence de dynamisme s'est davantage accentuée, avec un indice de 137,5 pour l'Amérique latine et 123,4 pour l'ensemble du monde. La différence de comportement apparaît encore plus spectaculaire dans le cas des céréales, où les données sont respectivement de 145 et 109,5 ou dans le cas de l'élevage, avec 144 et 123. Pendant toute cette période, la progression est quasi générale, très largement supérieure, en particulier, à celle de l'Amérique du nord « développée ». Les données les plus récentes démontrent que la même tendance se prolonge jusqu'à nos jours. La nouvelle référence proposée par la FAO comprend la période 1999-2001 (tableau n°1), ce qui a pour effet de limiter quelque peu les écarts. Néanmoins, l'indice de croissance s'élève à 114 en 2004 pour l'Amérique latine, ce qui la place toujours au premier rang (moyenne mondiale 110,1).

Une croissance forte pourrait s'expliquer par un volume initial faible, à partir duquel une augmentation même modérée des récoltes aboutit à des taux de croissance élevés. Ce n'est pas le cas de l'agriculture latino-américaine dont la production agricole a déjà atteint des niveaux tout à fait appréciables. La croissance touche la totalité des secteurs de production. Elle n'est pas liée seulement, comme on pourrait le croire, à celle de produits spécifiques très connus, du type soja ou viande bovine au Brésil, même si leur importance ne peut être sous-estimée.

Les évolutions nationales donnent toutefois une image plus contrastée, avec quelques pays dotés d'un dynamisme particulièrement élevé, ainsi le Brésil (indice 126), le Chili (112) ou la Colombie (110). D'autres pays atteignent des valeurs comparables, mais il s'agit parfois d'un phénomène de rattrapage après une période de difficultés. Il en est ainsi du Nicaragua (120) et de Cuba (109), ce dernier pays sortant peu à peu des années noires du « período especial » dans lequel il avait sombré après la fin de l'Union soviétique. De manière plus générale, l'ensemble caribéen se caractérise par des taux de croissance très modestes, au-dessous de la moyenne générale. Le reste de l'Amérique latine se situe dans la moyenne de croissance : là encore ceux qui témoignent d'une croissance un peu plus élevée sont ceux qui avaient

manifesté un peu moins de dynamisme pendant la période précédente, et vice-versa.

**Tableau n°1 : Indice de croissance de la production agricole en Amérique latine et dans le monde en 2004 (indice 100 pour la période 1999-2001)**

	Total Agriculture	Céréales	Cultures	Élevage	Prod. non alimentaire
Am. latine	114,3	112,4	115,3	112,9	125,0
Am. du Nord	107,4	114,3	110,9	102,4	119,0
Afrique	108,2	112,4	107,7	108,9	102,1
Asie	113,0	101,6	111,5	116,5	122,0
Europe occid.	100,5	110,6	102,8	99,7	88,3
Monde	110,1	107,2	110,8	109,1	116,6

Source : FAOSTAT

### **Des croissances sectorielles parfois spectaculaires**

Le tableau n°2 ne donne qu'un échantillon parmi les productions ayant connu une croissance importante. La plus spectaculaire concerne sans nul doute le soja, où l'Amérique latine occupe désormais une place tout à fait essentielle dans le monde, en détruisant le monopole dont bénéficiaient autrefois les États-Unis. En fait, l'essentiel de la production se situe dans deux pays : au Brésil, mais également en Argentine, où la production a triplé depuis 1990 (31 millions de tonnes). La production de viande bovine a également fortement augmenté, là encore surtout au Brésil où elle a plus que doublé depuis 1990 (7,8 MT en 2004). D'autres pays ont également connu une progression tout à fait remarquable, ainsi l'Équateur où la production a triplé en 25 ans (0,21 MT en 2004), le Mexique (1,5 MT en 2004), le Paraguay (0,2 MT), le Pérou (0,15 MT), pays qui ont doublé leur production en 25 ans. En revanche, avec un élevage en stagnation depuis plus de 25 ans, l'Argentine (2,7 MT en 2004) est désormais très largement supplantée par le Brésil. Le Brésil est également le responsable majeur de la croissance de la production de canne à sucre, avec les deux tiers de la production latino-américaine en 2004, en particulier du fait de la mise en place du plan pro-alcool qui a visé à substituer l'alcool de canne à l'essence dans la consommation des moteurs automobiles. Il reste toujours de très loin le principal pays dans la production d'agrumes, même si le Mexique a doublé sa propre production depuis 1990.

On remarque ainsi la place considérable prise par le Brésil dans un grand nombre de productions. En fait, la seule prise en compte de

quelques produits ayant connu des progressions particulièrement spectaculaires, survalorise la place de ce pays, où ces spéculations ont souvent été délibérément favorisées, parfois au prix d'avantages très onéreux, aux dépens d'autres productions. En réalité la croissance de la production agricole intéresse la plupart des pays latino-américains et elle est multiforme. La spécialisation agricole d'un pays sur une ou deux productions, dont il dépendait étroitement (café au Brésil, canne à sucre dans les Antilles, cacao et banane pour l'Équateur...) n'existe plus. Le temps des « Républiques bananières » est révolu, pour autant qu'il ait jamais existé, le café ayant été tout aussi important, voire plus important, que la production des bananes dans les pays ainsi qualifiés.

**Tableau n°2 : Évolution de quelques productions agricoles latino-américaines**

	1980 (1000 tonnes)	% prod. mondiale	2004 (1000 tonnes)	% prod. mondiale
Agrumes	19 434	31,8	35 369	32,5
Bananes	16 216	44,6	24 279	34,0
Café vert	2 986	61,8	4 582	55,0
Canne à sucre	358 526	48,7	537 508	43,0
Céréales	88 443	5,7	158 475	7,0
Graines de soja	19 814	24,5	86 644	42,4
Pomme de terre	10 489	4,4	16 254	4,5
Viande bovine	8 835	18,7	15 141	24,3

Source : FAOSTAT

## **Des potentialités considérables**

### **Sous-utilisation des ressources disponibles**

En Amérique latine, les limites physiques ne sont pas de même nature qu'en Asie ou en Afrique. Les déserts couvrent seulement un million d'hectares et ils sont, dans la plupart des cas, de dimension réduite, ce qui leur permet d'être facilement traversés. Par ailleurs, ils sont souvent assez proches de montagnes. Les piedmonts arides des Andes ont ainsi bénéficié de la mise en place d'oasis, grâce aux fleuves naissant dans la cordillère. Quant à certains espaces aujourd'hui couverts par des forêts denses humides (Amazonie ou forêts d'Amérique centrale), ils ont fait l'objet d'une mise en valeur non négligeable pendant la période précolombienne. Malgré cette absence de limitantes physiques majeures, les superficies exploitées ne couvrent qu'un fragment très modeste des terres disponibles, seulement 37 % de la surface

totale. Peu de pays font exception à cette règle. On les rencontre surtout dans les Antilles et dans certains pays d'Amérique centrale. De plus, ce taux d'occupation inclut tous les modes d'utilisation, y compris les plus extensifs, ainsi les parcours de troupeaux qui occupent d'immenses territoires. Si l'on ne prend en considération que les terres arables et les cultures permanentes (type café), la relation est infiniment plus faible, avec 8,3 % de la surface totale (France 35 %). Ainsi au Venezuela (912 000 km<sup>2</sup>, une surface comparable à celle de la France et de l'Espagne réunies), les plantations et les labours occupent seulement 3 millions d'hectares (six départements français).

La faiblesse de la superficie cultivée est aujourd'hui partiellement compensée par l'intensification des méthodes de travail. L'application d'engrais a fortement augmenté, passant de 7,5 millions de tonnes en 1980 (6,4 % du total mondial) à 11,4 millions en 2000 (8 %). Mais son usage demeure avant tout destiné à certains types de spéculation (caféiculture modernisée, cultures maraîchères...). L'exemple des tracteurs apparaît significatif des orientations qui demeurent. Leur nombre est passé de 1,1 million en 1980 (5 % du total mondial) à 1,7 en 2000 (6,5 %), ce qui, somme toute, reste encore très modeste. En fait, près de la moitié du parc est absorbé par le Brésil (800 000). Le reste se répartit principalement entre l'Argentine (300 000) et le Mexique (320 000). L'essentiel de la croissance de la production dans les autres pays s'est effectué par des moyens traditionnels (charrue attelée, travail humain) et, pendant longtemps, par l'augmentation du nombre des personnes actives. Cela ne signifie d'ailleurs pas que tous ces systèmes de culture soient restés archaïques. Au Venezuela, les nombreuses exploitations maraîchères de la Région andine (où la mécanisation poserait d'ailleurs quelques problèmes du fait des pentes et aboutirait à l'abandon de surfaces immenses) consomment d'énormes quantités d'engrais, tout en restant fidèles à l'araire traditionnelle. On peut même considérer qu'il s'agit là d'un calcul rationnel, en évitant l'importante dépense d'argent représentée par l'achat d'un tracteur et son entretien. Les bêtes de l'attelage, après les labours, sont envoyées sur des parcours de la haute montagne, sans que l'on ait trop besoin de se soucier d'elles. Par contre, dès qu'ils en ont les moyens, les producteurs investissent dans l'achat d'un véhicule tout terrain, qui leur permet de moins dépendre des intermédiaires.

## **Le développement des fronts de colonisation agricole**

La relation entre sous-utilisation de la ressource terre et présence de grands domaines constitue un phénomène bien connu. L'Amérique latine reste encore le continent où les inégalités d'accès à la propriété du sol sont les plus fortes. Les difficultés rencontrées par diverses tentatives de réforme agraire n'ont rien à voir avec le manque de terres cultivables. En 1978, selon l'Institut national de colonisation agraire et de réforme agraire (INCRA) du Brésil, plus de la moitié des 355 millions d'hectares possédés par les grands propriétaires étaient inexploités<sup>1</sup>. Cela laisse beaucoup de place potentielle pour les paysans sans terre. C'est pourtant la voie de la colonisation de terres nouvelles qui a été le plus souvent privilégiée.

La dynamique de ces fronts pionniers est avant tout le produit d'une demande qui ne peut être assouvie d'une autre manière. Dans le cas du Brésil, le contrôle de la terre par les grands propriétaires a été maintenu dans les années 1960 au prix de la prise du pouvoir politique par les militaires, en réponse à un projet de nationalisation des parcelles situées à proximité des routes. Les fronts pionniers ont ensuite été impulsés, puis favorisés comme une alternative aux réformes agraires. Ils ont aussi été conçus, en Amazonie comme dans un grand nombre d'autres cas, comme un moyen de mieux contrôler des espaces marginaux, sur lesquels la souveraineté nationale pouvait être discutée.

La mise en place et le déroulement du front pionnier obéissent à un scénario assez identique quelle que soit la région du monde, que ce soit en forêt de plaine ou sur des piedmonts montagnards. Il naît le plus souvent d'une action politique, avec la mise en place délibérée d'un plan de colonisation ou, dans certains cas de manière indirecte, par l'ouverture de pénétrantes dans la forêt (route, chemin d'exploitation forestier). Ce sont pratiquement toujours des petits paysans qui défrichent. Ils profitent de la saison sèche, ou tout au moins d'un répit dans les précipitations, pour couper les broussailles et les petits arbres qu'on laisse sécher avant d'y mettre le feu. Les cendres ainsi produites enrichissent un sol qui en a souvent bien besoin et permettent de cultiver pendant quelques années (riz pluvial, maïs...). Lorsque la fertilité s'épuise, le défricheur se trouve placé devant une alternative. Il « vend » le terrain ainsi défriché (ou il est obligé de le céder à plus puissant que lui) et il recommence un peu plus loin la même procédure de défrichement (certains en font un mode d'existence), soit il tente

---

1. Taïb E., Barros O., 1989.

d'accroître la surface de son exploitation, afin de s'établir de manière plus durable. Cette augmentation de la superficie est nécessaire en Amazonie, du fait de la médiocrité des terres. Elle est destinée à développer une activité pastorale. Une procédure d'extensification succède donc à la première phase du défrichement, relativement plus peuplée et intensive.

Certains pays latino-américains se distinguent par leur déforestation rapide<sup>1</sup>, ainsi le Mexique, avec une moyenne annuelle de 6 200 km<sup>2</sup>, la Colombie (8 900 km<sup>2</sup>), l'Équateur (3 400 km<sup>2</sup>), le Venezuela (2 400 km<sup>2</sup>). Il faut souligner l'ampleur du même phénomène dans les pays d'Amérique centrale. Malgré sa taille relativement réduite, le Nicaragua défriche 1 200 km<sup>2</sup> par an. Quant au Brésil<sup>2</sup>, on considère que la colonisation a porté sur 21 000 km<sup>2</sup> par an de 1978 à 1988. Elle a ensuite diminué pour reprendre plus de vigueur aujourd'hui. Le total accumulé dépasserait largement 500 000 km<sup>2</sup>, soit la surface de la France. Il faut rappeler que la déforestation la plus spectaculaire, celle de l'Amazonie brésilienne, n'a jusqu'à présent affecté que 10 % du massif forestier. On est donc encore loin de sa disparition définitive, ce qui n'est pas le cas, pourtant moins célèbre, des forêts du Sud-Est asiatique. D'autre part, la constitution de grandes propriétés après le passage du front de défrichement ne constitue pas toujours une fatalité, même si elle est très souvent la règle. On connaît de nombreux cas de création de nouvelles paysanneries, ainsi sur le piedmont andin du Venezuela, mais également au Brésil. Grands ou petits exploitants ont en commun leur mode d'exploitation extensif, avec de faibles niveaux de productivité. Mise à part la viande bovine au Brésil, les fronts pionniers ne sont pas responsables du développement de la production agricole latino-américaine et, malgré leur ampleur, ils ne modifient pas de manière radicale la sous-utilisation de son espace.

## **La consommation interne, un moteur de la croissance**

### **Une balance commerciale inégale**

En valeur, l'Amérique latine exporte le double de produits agricoles qu'elle n'en importe (63 milliards de US\$ contre 31,6 milliards). Là encore, le Brésil se distingue par une croissance énorme de ses ventes

---

1. Albaladejo Ch., Tulet J.-Ch., 1996.

2. Droulers M., 2004.



(8,7 milliards de US\$ exportés en 1990, près de 21 en 2003). D'autres pays ont également connu une forte progression, ainsi le Mexique (8,7 milliards de US\$ exportés en 2003), le Chili (1,4) ou le Pérou (0,8) qui ont triplé ou presque triplé leurs ventes depuis 1990. En fait, le sous-continent exportait déjà plus du double de ce qu'il importait en 1980. Sa part dans les exportations mondiales a d'ailleurs régressé, en passant de 13,7 % en 1980 à 12,1 en 2003.

Le bilan est également plus mitigé si l'on prend en compte le rapport entre le volume des productions et celui des exportations, avec une diminution relative parfois assez forte de la part vendue à l'extérieur. Dans le cas de la viande bovine du Brésil, un peu moins du huitième de sa production est exportée en 2003. Le même pays exportait 74 % de sa production de café en 1980 et 57 % en 2003. Le poids de l'ensemble latino-américain va d'ailleurs déclinant alors que cette spéculation l'identifie fortement : la part de ses exportations dans le négoce mondial du café est passé de 60,4 % en 1980 à 55,9 % en 2004. Ce n'est pas une exception. Ainsi, les ventes de banane de l'Amérique latine passent de 82 % du total en 1990 à 69 % en 2003. Non seulement l'Amérique latine absorbe l'essentiel de sa production de viande bovine, mais elle ne peut couvrir ses besoins en pomme de terre (tableau n°3), un de ses aliments de base, tout comme les légumes et bien d'autres aliments. Les hausses spectaculaires de la production ne se répercutent donc pas de la même manière sur les exportations. Le bilan positif de la relation entre exportation et importation des produits agricoles tient donc largement à la valeur relativement élevée des produits vendus par rapport à ceux qui sont achetés.

**Tableau n°3 : Évolution de la production, exportation et importation de viande bovine et de la pomme de terre en Amérique latine de 1990 à 2003 (1 000 t)**

	Viande bovine		Pomme de terre	
	1990	2003	1990	2003
Production	11 122	15 141	11 469	16 254
Exportation	915	1 770	31	72
Importation	344	661	205	287
Conso. locale	10 591	14 032	11 643	16 469

Source : FAOSTAT

### **Un considérable déficit en céréales**

Les conséquences d'une telle évolution se révèlent bien plus importantes dans le cas des céréales. Divers indices (tableau n°1) montrent

qu'il s'agit de l'une des productions ayant connu l'un des plus forts taux de croissance au monde depuis une vingtaine d'années. En terme de volume de production, la progression apparaît encore plus remarquable, que ce soit au niveau de l'ensemble de l'Amérique latine ou de divers pays (tableau n°4). Avec 32 millions de tonnes récoltées en 1990 et 64 en 2004, le Brésil se distingue une fois de plus par la croissance exceptionnelle de sa production. En fait, la politique du « produire plus pour exporter plus », de la période de la dictature militaire, avait favorisé les spéculations destinées à l'exportation aux dépens des cultures de base, à tel point que la situation alimentaire du pays s'était fortement dégradée<sup>1</sup>. Les progrès de la période récente correspondent ainsi à un phénomène de rattrapage.

**Tableau n°4 : Les plus fortes croissances de la production de céréales en Amérique latine de 1990 à 2003 (1 000 t)**

	1990	2004	Évolution	%
Argentine	20 123	34 212	+ 14 88	+ 70
Bolivie	792	1 340	+ 548	+ 69
Brésil	32 490	64 048	+ 31 558	+ 97
Chili	2 980	3 956	+ 975	+ 32
Paraguay	779	2 002	+ 1 223	+ 157
Pérou	1 778	3 388	+ 1 610	+ 90
Venezuela	1 874	3 670	+ 1 796	+ 96
Amérique Latine	99 083	158 475	+ 59 392	+ 60
Total Monde	1 951 673	2 264 030	+ 312 357	+ 16

Source : FAOSTAT

**Tableau n°5 : Bilan des exportations et des importations de céréales en Amérique latine en 2003 (1 000 t)**

	Importations	Exportations	Bilan
Amérique latine	42 358	22 506	- 19 852
Argentine	32	19 016	+ 18 984
Brésil	8 819	464	- 8 355
Chili	1 795	97	- 1 698
Colombie	3 570	55	- 3 515
Cuba	1 847	3	- 1 844
R. Dominicaine	1 246	5	- 1 241
Guatemala	1 039	33	- 1 006
Mexique	13 351	629	- 12 722
Pérou	2 354	19	- 2 335
Paraguay	16	1 019	+ 1 003
Venezuela	1 957	14	- 1 943

Source : FAOSTAT

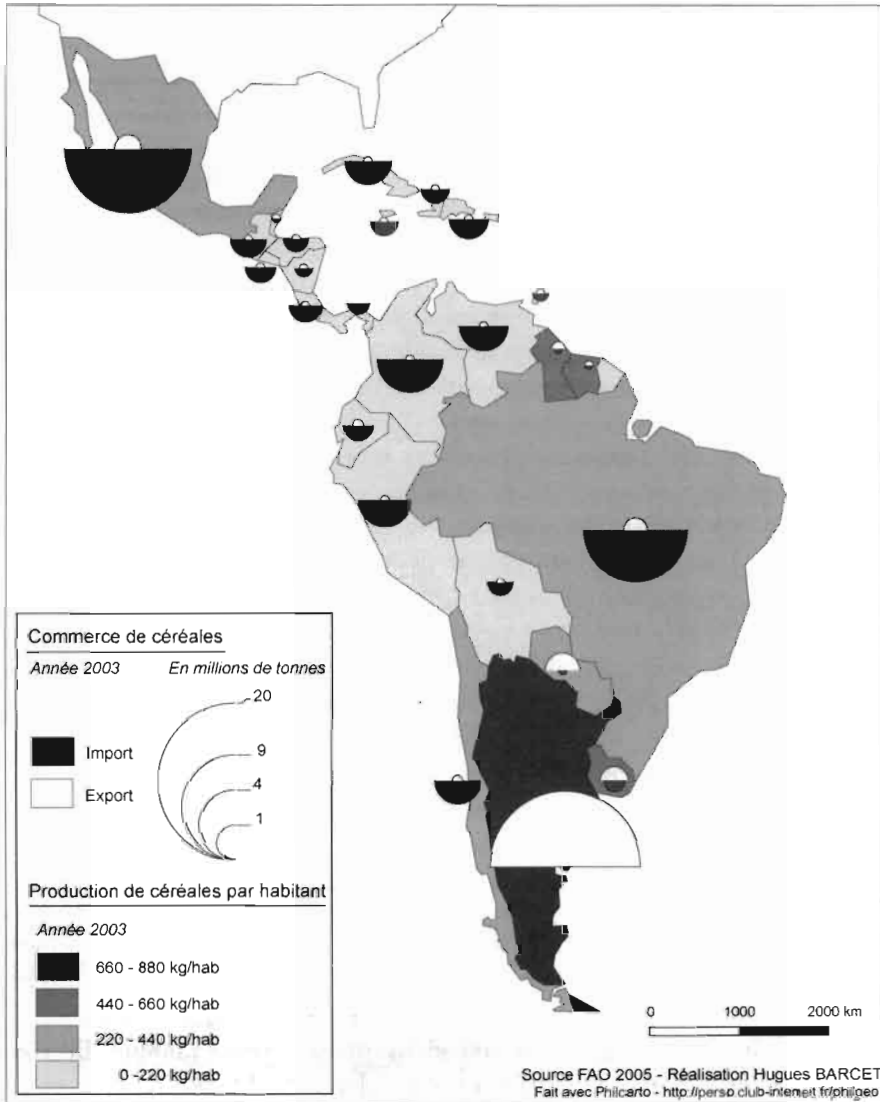
1. Taib E., Barros O., 1989.

L'Amérique latine a donc connu une croissance de sa production (+ 60 %), largement supérieure à celle de la moyenne mondiale (+ 16 %). Celle-ci n'est pourtant pas suffisante pour résorber un déficit pratiquement structurel. Seuls trois pays ont un solde céréalier positif (tableau n°4) : l'Argentine, avec près de 12 millions de tonnes de maïs et 6 millions de blé exportés, le Paraguay, tout nouveau venu (il n'exportait encore que 300 000 tonnes en 2000) et l'Uruguay avec un solde positif de 250 000 tonnes en moyenne, mais avec des importations en forte hausse (figure n°2). Si l'on fait abstraction des exportations argentines, c'est une quarantaine de millions de tonnes que le reste de l'Amérique latine doit importer, près du quart de sa consommation. Huit pays doivent acheter plus d'un million de tonnes à l'extérieur. Si le Brésil a un peu diminué sa dépendance (il importait plus de 10 MT en 2000), ce n'est guère le cas du Mexique, qui doit se procurer près de 42 % de sa consommation ! Cette situation doit être mise en relation avec la politique de libéralisation de ses échanges avec les États-Unis dans le cadre de l'ALENA, permettant aux céréales nord-américaines, très avantageées, de venir concurrencer la production locale. Dans ces conditions, il est presque surprenant que des céréaliculteurs mexicains puissent encore se maintenir. Ils sont pourtant encore des millions, certes parfois dans une situation d'extrême précarité. Leur survie tient en particulier aux aspects identitaires que revêt la culture du maïs dans ce pays<sup>1</sup>. Même si cela ne rémunère que très peu son travail, un paysan mexicain aurait beaucoup de mal à ne pas cultiver sa « milpa », sa parcelle de terre destinée au maïs. Au demeurant, sa récolte lui assure une relative sécurité alimentaire tout à fait appréciable dans les conditions locales. De plus, les farines de maïs en provenance des États-Unis, sont de moins bonne qualité pour le type de consommation exigée par la population mexicaine, en particulier pour la confection des « tortillas », les crêpes de maïs qui sont la base de la consommation familiale, comme le pain autrefois en France. Une partie de la population (pas nécessairement la plus aisée, les tortillas sont de toute manière peu onéreuses) accepte donc de payer plus cher une farine nationale qui procure des aliments avec le goût souhaité.

---

1. Barkin D., 2002.

Figure n°2 : Production moyenne par habitant et commerce des céréales en Amérique latine



De plus, les importations des grands États ne doivent pas dissimuler une situation de dépendance quasi généralisée : beaucoup d'autres pays de taille plus modeste acquièrent des quantités considérables de céréales. Le Mexique avec 129 kg de céréales importés, par personne et par an, est surclassé par le Panama (136 kg), la République dominicaine (142 kg), Cuba (163 kg), Trinidad et Tobago (156 kg), Costa Rica

(213 kg), Jamaïque (232 kg). Finalement Haïti, pourtant tristement célèbre pour ses pénuries, importe « seulement » 77 kg par personne et par an, moins que le Guatemala ou le Venezuela. Ces pays se trouvent en conséquence dans une situation de dépendance alimentaire relativement grave, avec tous les risques politiques que cela implique.

### **Développement d'un marché national**

La diminution relative des exportations et le recours à des importations massives de certaines productions résultent, bien entendu, de la hausse des besoins alimentaires. L'Amérique latine, pour la première fois, est devenue un grand marché local de consommation. À présent, les Latino-Américains sont bien plus nombreux qu'autrefois et ils vivent surtout dans les villes. Il leur est difficile de se procurer directement de la nourriture, malgré parfois quelques potagers, souvent difficiles à maintenir. Pendant les années noires de la décennie 1990, ils avaient prospéré dans les villes cubaines, y compris entre les immeubles des grands ensembles (Alamar à La Havane, par exemple). Dès que la situation s'est un peu améliorée, après 2000, ils ont commencé à disparaître, en particulier à cause de trop nombreux chapardages et d'une fertilité de la terre trop médiocre.

Il faut ajouter qu'une partie non négligeable de la population a incontestablement bénéficié d'une amélioration de son niveau de vie, ce qui se traduit par une augmentation et une diversification de sa consommation alimentaire. Dans certains cas, cette évolution est déjà ancienne. Cela fait fort longtemps que l'Argentine n'exporte plus guère de viande, le pays consommant tout ce qu'il produit. Il en est de même au Venezuela pour le café, qui couvre à peine sa consommation. Le Brésil absorbe également un tiers de son café, ce qui en fait le second consommateur au monde, après les États-Unis. On a vu que son énorme production bovine était principalement destinée au marché intérieur, comme bien d'autres de ses ressources.

La production nationale trouve donc un débouché majeur dans le pays lui-même. Cela est presque obligatoire pour les aliments dont la conservation est problématique, ainsi des légumes, le plus souvent transportés en frais. Bon nombre de produits conservent également leurs avantages lorsque les coûts de transport ou lorsque des soins particuliers (réfrigération) entraînent un enchérissement trop élevé pour les budgets familiaux. Ce n'est pas un hasard si les importations les plus massives concernent les céréales, dont le transport est facile et peu coûteux. À une époque où beaucoup de discours tendent à vouloir

tout expliquer par la mondialisation des échanges, on assiste donc à la création d'une économie agricole endogène, d'abord déterminée par les besoins nationaux, entraînant des recompositions productives de grande ampleur, dont les divers aspects demeurent trop peu analysés, lorsqu'ils ne sont pas totalement ignorés.

## **Quelques aspects de la recomposition productive**

### **La mise en place du complexe agro-industriel du soja au Brésil<sup>1</sup>**

En Amérique latine les politiques de développement agricole nationales ont ceci en commun qu'elles se détournent en général des paysanneries, plutôt tournées vers le marché intérieur, pour développer des formes de production à forte implication de capital, souvent destinées à développer les exportations. Cela est supposé être la voie du progrès socio-économique. Cette politique de développement s'est fortement exprimée par la création de complexes agro-industriels. Ces caractéristiques essentielles sont : « tendance à l'intégration des différentes phases de la chaîne alimentaire, forte incorporation au marché mondial, logique de concentration-exclusion et domaine d'action fortement totalisateur<sup>2</sup> ». Si l'on suit cette définition, il s'agit d'un système assez proche de celui qui a été promu dans les pays industrialisés à partir des années 1950, avec l'intégration de ceux qui étaient des « paysans » dans une nouvelle logique. Avec toutefois une différence de taille : en Amérique latine, cette « intégration » ne concerne qu'une minorité de producteurs.

On rencontre d'assez nombreux exemples de complexes agro-industriels en Amérique latine : ainsi la fruticulture au Chili, divers systèmes maraîchers au Mexique, le plan pro-alcool au Brésil<sup>3</sup>... On peut toutefois considérer que le modèle reste celui du soja au Brésil, qui a obtenu des résultats particulièrement spectaculaires, alors qu'il n'existait pas de tradition de culture avant les années 1970. Le gouvernement brésilien choisit de favoriser cette spéculation dans le but explicite de développer une agriculture technicisée produisant pour

---

1. Bertrand J.-P., Laurent C., Leclerc V., 1983 ; Théry H., 2004.

2. Chonchol J., 1995 : 285.

3. Dans ce dernier cas, même au Brésil, les résultats sont plus que discutés, en particulier parce que la récolte de la canne à sucre et sa transformation en alcool obligent à des transports très importants et provoquent ainsi de fortes dépenses d'une énergie que ce plan était censé devoir économiser. Ce plan pro-alcool est toutefois responsable de l'extension de la culture de la canne à sucre sur des centaines de milliers d'hectares. À présent plus d'un million de véhicules fonctionnent avec de l'alcool de canne ; il est trop tard pour faire... machine arrière.

l'exportation. La culture du soja s'insère dans une chaîne de production dont elle n'est qu'un des éléments. Il lui faut en amont des intrants en grande quantité, des semences sélectionnées, des engrais et pesticides de divers types, des machines agricoles... En aval, il faut mettre en place des usines de trituration nécessaires à la fabrication de l'huile et des tourteaux. En développant la sojiculture on peut espérer provoquer des effets d'entraînement très au-delà de la simple activité agricole, tout en permettant à l'État de favoriser la catégorie d'entrepreneurs agricoles de moyenne dimension qu'il juge seule à même d'investir et de se moderniser. La conjoncture est favorable pendant cette période : elle se situe dans les suites de « la guerre du poulet » entre les États-Unis et l'Europe. Les premiers accusent les seconds de concurrence déloyale sur les volailles. Ils décrètent alors un embargo sur leurs exportations de soja, un des aliments de base des élevages intégrés européens. Ces derniers cherchent donc des solutions alternatives, ainsi qu'une diversification de leur approvisionnement. Cela se traduit par une forte demande internationale pour ce type d'aliment. Sur le plan intérieur, en 1975, de très fortes gelées ont détruit les caféières situées les plus au sud, au Paraná en particulier. Elles provoquent la ruine de milliers de petits producteurs qui sont obligés de vendre leur propriété et de quitter leur région (on les retrouvera jusque sur les fronts pionniers amazoniens du Rondônia). Les propriétaires les plus aisés en profitent pour accroître la surface de leur exploitation. Celle-ci peut ainsi atteindre la taille nécessaire à un système mécanisé de production blé/soja en rotation (quelques centaines d'hectares).

La panoplie des mesures est commune à tous les systèmes agro-industriels que l'on a voulu promouvoir. Le gouvernement brésilien soutient les entreprises qui doivent intervenir dans la filière, avec des crédits dont les taux d'intérêt sont inférieurs à l'inflation. Au producteur, il garantit la vente de sa récolte avec une marge attractive de bénéfice. Il met en place un système de prix de « soutien » différentiel suivant les produits agricoles, très incitatifs pour le soja. Entre 1968 et 1972, ces prix de soutien s'élèvent à 54 % du prix pour le riz, 102 % pour les haricots noirs et 340 % pour le soja. Les débouchés sont favorisés par un ensemble de primes et d'incitations fiscales, en particulier à l'exportation, et par un système de taxes et détaxes dans le pays lui-même. L'huile de soja, inconnue auparavant, devient ainsi la moins chère du Brésil, elle s'est assurée aujourd'hui le quasi-monopole du marché. Cette politique a rencontré un énorme succès. On estime que

le soja était cultivé en 1960 sur moins de 200 000 ha. En 1980, il couvre 8 millions d'hectares, avec une production de plus de 15 millions de tonnes, soit 16 % des terres labourables disponibles.

Les effets d'entraînement ont été tels qu'ils ont dépassé les frontières du pays pour se diffuser dans les pays voisins (tableau n°6), Paraguay, Bolivie et surtout Argentine<sup>1</sup>. En 2004, l'Amérique latine assure 42 % de la production des graines de soja dans le monde (24 % en 1980). Cette production assure aujourd'hui des rentrées très importantes de devises aux pays producteurs. Au-delà de cet énorme succès, on peut toutefois s'interroger sur les coûts (sociaux, financiers...) impliqués par une politique aussi sélective de développement productif. Il serait bon de connaître, même approximativement, les énormes dépenses occasionnées par une telle politique (pas seulement les dépenses directes, mais les dégrèvements, détaxes, primes, etc.), pour apprécier les bénéfices réels. À notre connaissance, cette évaluation n'a jamais été tentée. Faut-il rappeler que ces pays sont asphyxiés par une énorme dette extérieure, et que le coût de telles opérations n'y est probablement pas étranger.

**Tableau n°6 : Évolution de la production des graines de soja en Amérique latine de 1980 à 2004 (1 000 t.)**

	1980	1990	2000	2004
Brésil	15 155	19 897	32 734	49 205
Argentine	3 500	10 700	20 200	31 500
Paraguay	537	1 794	2 980	3 583
Bolivie	47	232	1 231	1 670
Total A. Latine	19814	33 699	57 437	86 644
Total Monde	81 039	108 453	161 405	204 266

Source : FAOSTAT

### **Vers la fin du latifundisme traditionnel**

Le complexe agro-industriel apparaît souvent comme la voie royale pour les changements économiques et sociaux du monde rural latino-américain. Il faut donc souligner qu'il ne s'agit absolument pas de la seule modalité de changement de ce monde rural. En libérant des forces productives autrefois paralysées, la diminution du poids de structures agraires sclérosantes est probablement plus directement responsable de la croissance de la production agricole. Le latifundio ne peut pas être simplement identifié à la grande propriété. S'ils couvrent l'un

1. Guibert M., 1999.



et l'autre de vastes extensions de terres, la première est en symbiose avec le minifundio. Le latifundio, qui peut être assimilé à l'hacienda en Amérique latine, ne cultive qu'une partie de ses terres, avec des méthodes souvent traditionnelles, un faible investissement en capital, une faible productivité de la terre. Il est peu spécialisé dans une production. Le propriétaire « est surtout intéressé par l'obtention d'un revenu global qui lui garantisse l'accomplissement de ses obligations sociales plutôt que la génération d'un profit capitaliste<sup>1</sup> ». Il retire de ses terres plus de pouvoir et de considération que d'argent. Une amélioration de ce système par le propriétaire lui demanderait des investissements en capital et en travail qui lui sont peu concevables. Pendant longtemps, la tendance a donc été de tout maintenir à l'identique, avec une production agricole médiocre, stagnante, engendrant la pauvreté parmi les ouvriers agricoles et les minifundistes. Ce système ne procure du travail à ces derniers que de manière saisonnière. En contrepartie d'un lopin de terre, ils bénéficient d'une protection de type paternaliste, à condition de respecter les règles imposées par le maître de la terre (vote politique dirigé, prestations de travail peu ou pas rémunérées, achats dans la boutique de l'hacienda...).

L'immobilisme prolongé dans lequel les campagnes ont longtemps été plongées a dérivé pour une bonne part de cette situation. Le maintien de ce système implique un contrôle de la terre et de la population. L'exode rural et l'alternative d'un emploi en ville, même précaire, même mal payé, l'ont rendu obsolète. D'ailleurs, beaucoup de descendants de latifundistes ont également suivi le chemin des villes, où leurs relations et les moyens dont ils disposent leur procurent des possibilités nouvelles d'enrichissement. Ce phénomène s'est exprimé très clairement au Venezuela, où les grandes propriétés ont fortement régressé : elles occupaient la moitié de la surface appropriée en 1972 et seulement 30 % en 1997-1999<sup>2</sup>. Cette diminution provient de la vente de parcelles, de partages entre héritiers. Elle peut également résulter d'une occupation clandestine par des « occupants » qui, lorsqu'ils justifient de dix ans de présence, peuvent obtenir un titre de propriété. Cela ne signifie pas que la grande propriété extensive soit vouée à la disparition. Dans le même Venezuela, les « hatos », grandes exploitations d'élevage situées dans la grande plaine du Llano, ne semblent pas près de disparaître. Dans ce milieu très dur à tous égards, on y rencontre encore des rapports de production et des relations sociales

---

1. Chonchol J., 1995 : 273.

2. Tulet J -Ch, 2002a : 32.

très comparables à ce qui existait autrefois. Mais l'attachement quasi organique des ouvriers agricoles à l'exploitation a disparu, ce qui n'est pas un détail. Par ailleurs, beaucoup de ces « hatos » sont devenus des pays « naisseurs » pour un élevage bovin extensif (les conditions physiques locales ne permettent souvent que cela). Les bêtes sont ensuite acheminées vers des pays d'embouche pour leur engraissement. On ne se trouve plus dans le système quasi autarcique du latifundio traditionnel.

### **Les ambiguïtés du grand domaine<sup>1</sup>**

Le grand domaine se différencie du latifundio par une fonction très différente, il produit pour un marché. L'analyse de sa mise en place et de son fonctionnement démontre qu'il n'existe aucune espèce de « nécessité » économique dans sa création. Dans le cas des grandes propriétés caféières, il y a d'abord le contrôle, la subordination d'une masse importante de main-d'œuvre : population indienne au Guatemala, esclavage puis colonat au Brésil. La pérennisation de ce rapport de domination constitue une condition déterminante de la reproduction de ces grandes exploitations. Dans le cas contraire, elles disparaissent, ce qui s'est déjà produit dans de nombreux pays (Antilles autrefois, Colombie aujourd'hui).

Il n'existe pas d'économie d'échelle dans la caféiculture<sup>2</sup>. La variété « arabica », principalement cultivée en Amérique latine, demande des conditions physiques que l'on rencontre approximativement entre 600 et 1 500 mètres d'altitude. La mécanisation est rendue difficile par la nature du terrain montagnard (seule exception très récente : les zones de plateau brésilien où la récolte est mécanisée dans le cadre de grandes exploitations). La quantité de main-d'œuvre est ainsi proportionnelle au nombre d'hectares cultivés. Une plantation de 100 ha exige 10 fois plus d'ouvriers agricoles qu'une de 10 ha... En fait, elle en demande davantage puisque le recrutement et la gestion d'un personnel abondant suppose un encadrement important. Le grand planteur ne tire donc aucun bénéfice de sa taille. Bien au contraire, celle-ci constitue un handicap redoutable, surtout en période de bas prix, lorsque les frais de gestion incompressibles deviennent supérieurs aux revenus obtenus par la vente de la récolte : même mal, il faut bien payer les ouvriers... De plus, aux problèmes relevant des contraintes physiques s'ajoutent ceux qui sont liés au type de travail à effectuer. Ainsi, à la

---

1. Tulet J.-Ch., 2002a : 37-38.

2. Tulet J.-Ch., 1997 : 267-278.

récolte, le ramasseur ne cueille que les cerises mûres afin de garantir la bonne qualité finale. Ces pratiques sont très différentes de celles employées dans les grandes plantations du Brésil où l'on récolte tout, ce qui explique que son café soit souvent considéré comme de moins bonne qualité et moins bien payé.

Le grand domaine ne peut donc se maintenir ou se développer que lorsqu'il peut être mécanisé, comme dans le cas du soja, de la riziculture et plus généralement de la céréaliculture. Même dans ces conditions, il n'est pas nécessairement dominant : en Amérique latine, la croissance de la production de céréales est avant tout le fait de petits exploitants familiaux.

### **Un avenir pour les paysanneries d'Amérique latine ?**

Numériquement, les paysanneries n'ont jamais été aussi présentes qu'aujourd'hui. Ce sont elles qui ont le plus souvent mis à profit des opportunités nouvelles de production. Elles se sont renforcées dans des activités traditionnelles, du type café, par la disparition des grandes plantations qui n'ont pu résister aux crises, mais également avec la poursuite de fronts pionniers caféiers sur les versants des Andes du Pérou ou des forêts du Honduras. Elles sont dominantes dans le maraîchage, qui prend de plus en plus d'importance dans les montagnes tropicales<sup>1</sup>. D'aucuns, néanmoins, prétendent que les paysanneries devraient disparaître par manque de compétitivité vis-à-vis des exploitations technicisées moyennes ou grandes. Des études récentes démontrent pourtant qu'il n'y a aucune fatalité en la matière. En période de crise, ce sont les exploitations « capitalistes » qui apparaissent comme les plus vulnérables, en étant incapables de résister à la hausse des coûts des intrants, ou tout simplement à l'arrêt des subventions dont elles bénéficiaient. Ce n'est pas seulement le cas dans la caféiculture : des études menées en Colombie par toute une équipe de chercheurs<sup>2</sup>, sur des systèmes de production très variés (horticulteurs, producteurs de pomme de terre, polyculteurs traditionnels, caféiculteurs, etc.), aboutissent aux mêmes résultats (tableau n°7). Les crises affectent davantage les grandes exploitations que les petites, susceptibles, elles, de trouver des stratégies alternatives et de mobiliser le travail de toute la famille, sans que sa rémunération soit totalement prise en compte

---

1. Tulet J.-Ch., 2002b.

2. Forero Alvarez J., 2002.

dans le prix de vente de la récolte<sup>1</sup>. Elle peut donc retirer des « bénéfices » même en période de bas prix.

**Tableau n°7 : Production « paysanne » et production « capitaliste » colombienne selon la superficie de 1990 à 2001 (coca et pavot inclus)**

Type de production	1990-1992 %	1999-2001 %	Superficie totale (ha)
« paysanne »	58,5	67,2	2 732 349
« capitaliste »	41,5	32,8	1 333 146
Total	100	100	4 065 495

Sources : Forero, 2002, p.18

Cette sous-valorisation du travail investi en système paysan n'est pas toujours la règle. Les recherches effectuées sur des types très divers de petits producteurs colombiens<sup>2</sup> concluent que la plupart ont engendré des excédents par jour de travail supérieurs à la rémunération minimale légale, au cours des dix dernières années. Elles prouvent également que les systèmes de production paysans établis sur la base des moyens proposés par la révolution verte sont viables en termes économiques (la question de leur pérennité et des conséquences sur l'environnement restant posée). S'il en était autrement, on comprendrait difficilement comment le maraîchage et diverses autres cultures qui exigent l'application de nombreux intrants, se développent également dans le cadre d'exploitations paysannes. Enfin, beaucoup d'exploitations paysannes conservent un degré plus ou moins important de diversification productive et d'autosubsistance. Cela permet en période de crise de pouvoir augmenter les cultures destinées à la consommation familiale et de rechercher plus facilement des ressources alternatives, incluant activités artisanales et travail extérieur. Tout ou partie des revenus issus de la migration des paysans mexicains ou boliviens<sup>3</sup> contribue ainsi à la reproduction des exploitations familiales concernées.

La désaffection concernant les études sur le monde rural latino-américain se produit au moment où celui-ci nous semble vivre une période décisive de son histoire, s'exprimant concrètement par la crois-

---

1. Ce n'est d'ailleurs pas le propre des agriculteurs latino-américains. Pendant bien longtemps (il n'est absolument pas sûr que cela ait véritablement changé), beaucoup d'agriculteurs français considéraient plus ou moins implicitement que le travail ne « se comptait pas », ce qui leur permettait d'enregistrer des « bénéfices », alors que la prise en compte du coût réel de leur travail aurait fait apparaître un déficit d'exploitation.

2. Forero Alvarez J., 2002.

3. Cortès G., 2000.

sance exceptionnelle de la production agricole. Il est donc plus difficile d'en saisir tous les contours et d'en mesurer réellement tous les effets. Ces transformations nous semblent résulter de la conjonction de quelques phénomènes majeurs : très forte croissance de la demande interne, perte progressive du contrôle de la terre par les propriétaires traditionnels, valorisation des potentialités d'une société paysanne plus que jamais présente.

Il ne s'agit pas pour autant de minimiser les extraordinaires performances de certaines spéculations nouvelles, du type soja, dans le cadre des fameux complexes agro-industriels. Mais on peut les apparenter aux poussées productives à destination de l'exportation déjà connues au cours de l'histoire latino-américaine (banane, sucre, cacao...). Ces dernières n'ont jamais abouti à des transformations structurelles du monde rural. Il faut de plus souligner qu'aucun de ces complexes ne s'est constitué de façon « spontanée ». Ils sont tous le fruit d'une politique nationale, assortie d'énormes investissements et de subventions considérables. Ces complexes, souvent donnés comme exemple de développement agricole dans le cadre d'une économie libérale (Brésil, Chili), sont précisément ceux qui ont bénéficié des aides les plus importantes. Leurs succès, pour autant qu'ils existent, n'auraient jamais pu s'exprimer sans l'appui massif qui leur a été apporté. La promotion des exploitations agricoles liées à ces complexes relève ainsi d'une volonté politique de privilégier un type spécifique d'agriculture (et de renforcer le système de pouvoir qui lui est associé) tout autant, sinon plus, que d'un projet de développement. On constate que l'épreuve de la crise compromet la pérennité de certaines de ces exploitations, lorsqu'elles doivent assumer des coûts de production trop élevés.

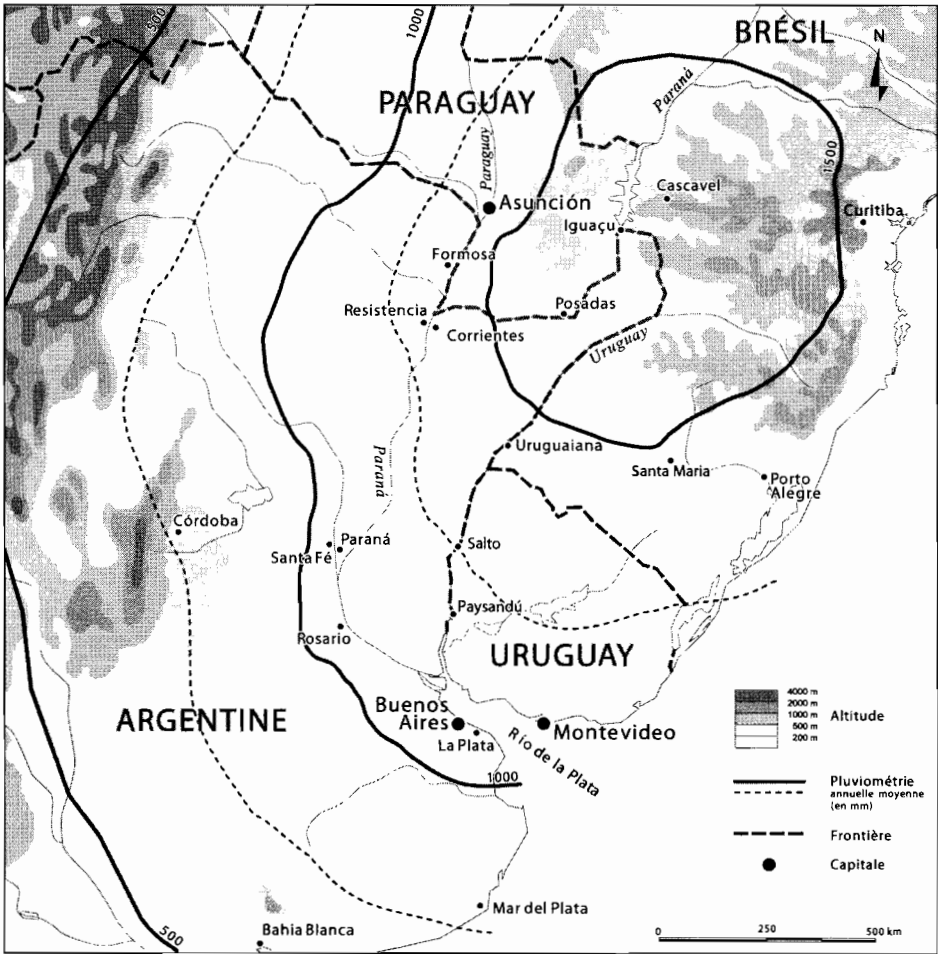
Inversement, on « invisibilise » très souvent la société paysanne de la scène économique, en dépit de son importance toujours plus grande. Les politiques qui leur sont consacrées, lorsqu'elles existent, insistent souvent sur des traitements « sociaux » de la pauvreté, sans toujours prendre en considération les potentialités de développement du groupe dans son ensemble. On est très loin du soutien structurel que d'autres pays (ceux du Nord en particulier) ont accordé à leurs exploitations agricoles. Jusqu'à présent cela ne leur a pas interdit de conquérir de nouveaux espaces de production, et même d'occuper une place toujours plus grande dans certaines de leurs activités traditionnelles, comme la caféiculture. Le futur de cette paysannerie dépend au moins en partie du pouvoir de négociation dont elle dispose ou qu'elle peut acquérir

dans la détermination des choix politiques. Le traitement de la grave crise que vient de subir la caféiculture a beaucoup dépendu de la place de cette activité dans l'ensemble national et dans la représentation politique dont disposaient les producteurs. Ce n'est sûrement pas un hasard si la place de la population rurale au Brésil est l'une des plus réduites du sous-continent, les options de développement de ce pays ayant pendant longtemps ignoré le monde paysan. Celui-ci peut aussi faire les frais d'une politique visant à favoriser d'autres formes d'activités, comme dans le cas des accords de libre-échange entre les États-Unis et le Mexique. Pourtant, même dans ce dernier cas, la mort annoncée et dénoncée de la campagne mexicaine ne semble pas pour demain.

## Bibliographie

- ALBALADEJO Ch., TULET J.-Ch., 1996, *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*, Paris, L'Harmattan, 358 p.
- BARKIN D., 2002, « El maíz : la persistencia de una cultura en México », *Cahiers des Amériques latines*, n°40, pp. 19-32.
- BERTRAND J.-P., LAURENT C., LECLERC V., 1983, *Le monde du soja*, Paris, La Découverte-Maspero, 123 p.
- CHONCHOL J., 1995, « Le problème de la terre et les sociétés rurales en Amérique latine », dans *Terre, Terroir Territoire. Les tensions foncières* (coord. C. Blanc-Pamard, L Cambrezy), Paris, ORSTOM éditions, 472 p.
- CORTÈS G., 2000, *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines*, Paris, IRD Editions, 413 p.
- DROULERS M., 2004, *L'Amazonie. Vers un développement durable*, Paris, Armand Colin, 223 p.
- FAOSTAT (<http://www.fao.org/>).
- FORERO ALVAREZ J., 2002, « La economía campesina colombiana, 1990-2001 », *Cuadernos Tierra y Justicia*, n°2, Bogotá, 32 p.
- GUIBERT M., 1999, *Les stratégies territoriales des acteurs agro-industriels face au Mercosur – les triturateurs de soja en Argentine*, thèse de doctorat, Univ. Toulouse-Le Mirail, 392 p.
- TAÏB E., BARROS O., 1989, *Économie et société brésiliennes. Croissance ou développement ?*, Paris, Nathan, 224 p.
- THÉRY H., 2004, « La vague déferlante du soja brésilien », *M@ppemonde*, n°74, 2.
- TULET J.-Ch., 1997, « La prééminence des producteurs familiaux dans la caféiculture de l'Amérique hispanophone » dans *Les paysans, l'État et le marché, Sociétés paysannes et développement*, Paris, Public. de La Sorbonne, pp. 267-278.
- TULET J.-Ch., 2002a, « L'expansion paysanne en Amérique latine », *Paysanneries latino-américaines : Mythes et réalités, Caravelle*, n°79, Toulouse, pp. 21-41.
- TULET J.-Ch., 2002b, « L'agriculture montagnarde dans les Andes du Venezuela », *Questions de géographie. Les montagnes*, Nantes, Éditions du temps, pp. 321-349.
- TULET J.-Ch., à paraître, automne 2005, « Hacia una casi desaparición de los estudios rurales en el mundo francófono », *Annales des Américanistes*.

## Les pampas sud-américaines : immensité et dégradé pluviométrique



# Les systèmes agro-pastoraux des Pampas sud-américaines

**Martine Guibert**

Université Toulouse - Le Mirail

Contrairement aux régions andines ou aux zones sub-tropicales, le cône sud-américain propose des systèmes agro-pastoraux moins prégnants dans l'imaginaire collectif et dans les représentations classiques du continent. Dilatés au sein d'immensités, plaines, pâturages et productions agricoles, en cours d'intensification depuis une vingtaine d'années, habillent les paysages des plaines de la Pampa argentine, de l'Uruguay et du sud du Brésil, d'attraits, à première vue, monotones et peu exotiques.

Pourtant, l'homogénéité n'est pas la norme. Les systèmes agro-pastoraux actuels découlent de conditions originales de mise en valeur de ces vastes étendues aux nombreuses particularités climatiques et bio-végétales. Liés aux centres urbains, où vivent les producteurs, et au monde, du fait de leur destinée exportatrice, ils présentent aussi la spécificité d'être animés par une majorité d'agriculteurs familiaux, vecteurs de la modernisation actuelle. Les grands propriétaires terriens manifestent moins de volonté à innover, attachant plus d'importance à la gestion du capital social que représente leur *estancia* qu'à sa modernisation et au développement de sa rentabilité.

## **Originalités bioclimatiques et paysagères**

À leur arrivée, les conquistadores ne furent pas attirés par les plaines qui s'étirent de part et d'autre des fleuves du bassin de la Plata (et, encore moins, par l'austère plateau patagon). Ils redoutaient le mystère de ces espaces-plans à perte de vue, recouverts de graminées et de steppe herbeuse, difficilement parcourables à cheval et, qui plus est, apparemment dépourvus de matières précieuses. Leur découverte, au fur et à mesure de l'avancée vers l'intérieur de ces prairies, par em-



prunt des cours d'eau qui les bordent, est tardive, et va révéler richesses potentielles et ressources naturelles.

Dans la Pampa argentine, au plus près du Río Paraná, se combinent des sols profonds et un climat tempéré. Ces conditions privilégiées s'estompent au profit de modalités plus difficiles, marquées en particulier par l'accroissement de l'aridité et de la froideur aux confins de la Patagonie, et de l'aridité et de la chaleur en allant vers le Chaco. Quant à la partie sud-est de la Pampa, elle bénéficie d'un réseau hydrographique coutumier d'inondations répétées à la moindre augmentation des précipitations. Les terres plus vallonnées de la Mésopotamie argentine (province pampéenne d'Entre-Ríos) sont mieux drainées, tout comme la pédiplaine uruguayenne caractérisée par ses cours d'eau et des formations végétales où s'illustre un palmier autochtone (aujourd'hui protégé). Au total, les Pampas se distinguent des autres régions-plans du cône Sud, comme le Chaco ou la Patagonie. Dans le cas de cette dernière, les vents froids rivalisent avec la maigreur des sols pour définir un cadre fort hostile à toute mise en valeur humaine. Des zones irriguées, protégées par des rideaux de peupliers, ont été cependant aménagées, notamment sur sa bordure Nord, là où le Río Negro et le Río Limay permettent la fructiculture d'exportation.

L'évocation de l'introduction du peuplier dans la région de Neuquén illustre un indicateur d'anthropisation. Celle-ci va marquer à jamais les plaines et plateaux tempérés du cône Sud avec l'implantation des arbres (jusqu'alors absents du fait des vents et des incendies). Les eucalyptus bordent tout chemin menant à la maison de maître (*casco*) de la grande propriété (*estancia*). De même, à leur manière, les moulins à vent, qui servent à pomper l'eau des nappes phréatiques nécessaire aux troupeaux et aux hommes, révèlent l'emprise humaine. Surtout, en soulignant le parcellaire et en parquant les animaux, la pose de clôtures, à partir des années 1880, va transformer la physionomie de ces plats paysages. Des milliers de kilomètres de fil de fer barbelé vont être déployés, qui symbolisent le développement de la production agricole.

Hors échelle (la plaine pampéenne argentine équivaut au territoire français), faussement monotones, les plaines et plateaux du cône Sud ont d'abord provoqué rejet et délaissement. D'apparence ennuyeuse, ils ont rendu perplexes les colons et ont été épargnés pendant un temps de leur velléité d'appropriation. Mais, l'infinitude, la dilatation de l'espace va engendrer en contrepoint une sensation de conquête et des

rêves de prospérité. En fait, les producteurs familiaux arrivés plus tard seront à la base de cette mise en valeur systématique.

## **Agriculture familiale et organisation socio-spatiale**

À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, peu de temps après la proclamation des Indépendances vis-à-vis de la couronne espagnole ou portugaise, et alors que l'organisation des jeunes États argentin, uruguayen, brésilien, paraguayen est encore fragile, les espaces ruraux des pays du cône Sud connaissent une phase de développement inédite. Elle est le point de départ d'un processus « d'agriculturisation » qui ira s'amplifiant tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. En effet, durant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les terres vierges et inoccupées (l'idée de propriété était étrangère aux populations indigènes – Indiens Pampas, Mapuches, Charruas) avaient été distribuées aux conquistadores, militaires et autres investisseurs européens. Dans la Pampa argentine, la base de la grande propriété (*estancia*) était le kilomètre de côté.

Ces propriétés, bien souvent de plusieurs centaines, voire milliers d'hectares, sont pourvoyeuses d'abord et avant tout d'un statut social. Le bétail lâché, livré à lui-même et à la convoitise des Indiens désormais familiers du cheval (et auteurs de *razzias*), se reproduit et est régulièrement chassé pour le cuir et, de plus en plus, pour la viande. La mise en culture des terres les plus propices se fait lentement, pour l'approvisionnement des villes naissantes et, peu à peu, pour l'exportation. L'implantation du chemin de fer (par les Anglais et les Français) va accélérer l'apparition de centres de services qui polarisent l'espace rural. En pénétrant dans la plaine, il livre hommes et matériel, et repart chargé du blé, des cuirs et des peaux destinés au port de Buenos Aires.

Entre 1880 et 1930, l'arrivée de millions de migrants européens, réfugiés économiques du moment, à la recherche d'une vie nouvelle dans ces contrées vides, où tout est à construire, inscrit un tournant dans l'histoire des Pampas et, même, de la Patagonie. Ceux qui débarquent au tout début, doivent s'accommoder de l'indisponibilité de terres et de conditions précaires. Dans la région de Buenos Aires, leur installation sur une partie d'une *estancia* se réalise moyennant leur départ au bout de trois ans, en laissant les terres semées en luzerne. Ailleurs, vers Santa Fé ou Rosario, l'agriculture est pratiquée plus intensivement, tandis que l'élevage laitier se développe. Plus tard, la généralisation du fermage et du métayage, et les possibilités plus nombreuses de de-

venir propriétaire de structures de production de taille moyenne (de 50 à 500 hectares dans la Pampa humide ou au Sud du Brésil) sont deux modalités classiques d'implantation définitive des producteurs familiaux (*chacareros*).

Ces migrants européens en provenance d'Italie, d'Espagne, de Suisse, de France, etc., développent les colonies, centres urbains qui palpitent au rythme des travaux agricoles et de l'arrivée des nouvelles familles. Ils inventent des structures de production adaptées à la situation et dérivées de leurs traditions et savoir-faire, qui différencient parfois les nouvelles zones productives. Par exemple, dans la Pampa humide et fertile, sur la rive gauche du Paraná s'installe, dès 1855, à Esperanza (près de la ville de Santa Fé) la première colonie agricole d'Argentine, avec des familles en provenance de Suisse (et secondairement d'Allemagne). Esperanza devient (et est encore aujourd'hui) le cœur de la production laitière du pays, en combinaison avec une agriculture qui tire profit des meilleurs sols de la région. Plus au Sud, au pied de la Sierra de la Ventana, point culminant de la plaine pampéenne, avec 1 000 mètres d'altitude, les colons aveyronnais ont fondé en 1884 la ville de Pigüé, dont la richesse reposera sur la valorisation des terres froides à blé alentours et de l'élevage extensif. Il en va de même pour le sud et le centre-sud du Brésil, où Allemands et Italiens travaillent des superficies familières de 50 à 100 hectares. Sur les rives de l'Uruguay, des Russes ont apporté à San Javier la première presse de graines de tournesol d'Amérique du Sud. En Patagonie, les *estancias* restent prédominantes et entre les mains d'Anglais ou d'Écossais.

La combinaison élevage – agriculture permet la rotation des pâturages avec les cultures de blé, de maïs, de lin ou de tournesol. Elle convient à ces structures agraires de plaine, aidées par un climat tempéré suffisamment clément en hiver pour laisser les bêtes au champ, et remarquablement chaud en été pour miser sur de bonnes récoltes. L'augmentation des troupeaux dépend des débouchés internationaux qui orientent, aussi, les assolements. Les structures coopératives se multiplient et jouent un grand rôle social et économique ; elles peuvent stocker ou vendre. Le train, et la route ensuite, sont les alliés d'habitants qui, finalement, ont façonné des paysages pampéens et sud-brésiliens au gré de méthodes de production familiale qui trouvent un cadre naturel dans les plaines du cône Sud. Les descendants actuels perpétuent la mémoire de pionniers visionnaires et artisans de formes de production qui contrastent avec la mythique grande propriété ex-

tensive, relayée au second plan en termes de modernité et de rentabilité.

Ces originalités agraires et socio-spatiales sont liées à d'autres formes d'organisation non moins particulières des espaces sud-américains de faible densité. À partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la mécanisation en cours provoque le départ des travailleurs agricoles et alimente un processus de concentration des structures de production. Plus que jamais, le producteur familial, tout comme le grand propriétaire, vit rarement sur son exploitation. Il est citadin ! Installé avec sa famille dans l'agroville voisine, ou bien dans le pôle urbain, éloigné parfois de quelques dizaines de kilomètres, il y trouve services et vie sociale. De fait, il confie sa structure productive à un gérant (*capataz*), accompagné si besoin de salariés (*peones*). Vides ruraux et pleins urbains alternent sans être rééquilibrés par une quelconque politique d'aménagement du territoire. Bien au contraire, l'arrivée en ville de populations rurales persiste ; elle s'est même accélérée tout au long des années 1980 et 1990, l'endettement, les difficultés de production et les variations des prix internationaux expulsant les producteurs les plus fragiles.

Le processus se reflète dans les chiffres des recensements agro-pastoraux officiels argentins (tableau 1) : en une quarantaine d'années, la Pampa argentine a perdu près de la moitié de ses exploitations, leur nombre étant passé de plus de 248 000 à 134 000 environ. Fait encore plus marquant : alors que le nombre des structures de production de plus de 1000 hectares ne cesse d'augmenter, celui des structures de moins de 200 hectares s'est fortement réduit. La diminution récente du nombre d'exploitations de 200 à 1 000 hectares renvoie aussi à leur perte de rentabilité, qui plus est en période de forte crise macro-économique.

Le tableau 2 corrobore ces données, où il est souligné que près de 5,9 millions d'hectares sont, en 2002, exploitées dans des structures de moins de 200 hectares (contre près de 8 en 1988 et 13 en 1960). 42,4 millions le sont par des producteurs qui gèrent des exploitations de plus de 1 000 hectares (contre plus de 38 en 1988 et 33 en 1960).

**Tableau 1 : Évolution du nombre d'exploitations (agriculture et/ou élevage) pour les provinces pampéennes argentines (Buenos Aires, Santa Fé, Córdoba, La Pampa)**

	Recensement 1947	Recensement 1960	Recensement 1988	Recensement 2002
- 25 ha	73 343	55 278	31 105	17 034
25 à 100 ha	92 343	83 741	53 268	33 496
101 à 200 ha	55 035	48 872	35 846	24 294
201 à 1000 ha	49 880	49 164	53 210	44 330
1001 à 2500 ha	6 377	7 280	9 735	10 294
+ de 2500 ha	4 615	3 885	4 308	4 664
Total provinces pampéennes	281 993	248 220	187 472	134 112

Source : Piñeiro y Villareal, 2005, p. 36, à partir des données censitaires

**Tableau 2 : Distribution de la superficie (en milliers d'hectares) selon la taille des exploitations (agriculture et/ou élevage) des provinces pampéennes argentines (Buenos Aires, Santa Fé, Córdoba, La Pampa)**

Nombre d'ha/exploitation	Recensement 1960	Recensement 1988	Recensement 2002
- 25 ha	640	366	204
25 à 100 ha	5 169	3 237	2 056
101 à 200 ha	7 255	5 278	3 608
201 à 1000 ha	17 718	22 890	20 094
1001 à 2500 ha	11 681	14 992	15 969
+ de 2500 ha	21 249	23 709	26 440
Total provinces pampéennes	63 711	70 472	68 371

Source : Piñeiro y Villareal, 2005, p. 36, à partir des données censitaires

Pour les producteurs qui poursuivent l'activité, réseaux sociaux et professionnels tissent de plus en plus leur toile au-delà des territoires locaux et de vie quotidienne. Goût pour l'innovation, encadrement technique et suivi quotidien des cours de la bourse des produits agricoles : autant de critères qui définissent un profil original de producteurs capitalisés, modernes et reliés au monde.

## **Une production en prise directe avec le marché mondial**

Les grandes plaines tempérées de l'Argentine et de l'Uruguay, et du sud-est du Brésil ont donc été mises en valeur récemment, à partir des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Le système agro-exportateur immédiatement organisé a pour centre névralgique le port de Buenos Aires, accompagné d'un réseau de transport ferroviaire conséquent, et complété par d'autres terminaux portuaires d'embarquement (Montevideo, Bahia Blanca, Rosario, Porto Grande, etc.), au fur et à mesure de l'essor et de la diversification des produits exportés. Tandis que l'État fédéral tire parti de la manne financière dégagée en taxant les exportations, acteurs nationaux et, surtout, grandes entreprises transnationales du négoce agricole (*traders* comme Bunge, Dreyfus, Cargill, etc.) pilotent la logistique et influencent la production.

Si les produits de l'élevage amorcent le négoce, le vrac céréalier et oléo-protéagineux (blé, lin, maïs, arachide, tournesol) prend le relais durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. En effet, avec la perte du marché britannique au début des années 1970, l'Argentine cesse d'être le premier exportateur mondial de viande bovine et augmente les volumes de céréales, puis d'oléagineux. Pourtant, l'image d'une région d'élevage par excellence est fermement accolée au Rio de la Plata, et à l'Argentine en premier lieu. D'ailleurs, la remarquable qualité de la viande bovine, dont la constance et la renommée internationale valorisent un élevage extensif basé sur des races anglaises rustiques et acclimatées, permet l'attribution de quotas d'exportation différenciés et rémunérateurs (normes Hilton). Mais, en même temps, elle entraîne une représentation positive des autres productions qui bénéficient de l'image globale d'une région pourvoyeuse du monde en biens agro-pastoraux d'origine tempérée. En ces temps de recherche de sécurité alimentaire, l'idée de traçabilité (pour les productions pas ou peu transformées) ou de labellisation (pour les biens alimentaires élaborés) fait aujourd'hui son chemin, afin de répondre aux exigences rigoureuses des pays importateurs aptes à assurer des contrôles draconiens (États-Unis ou Union européenne).

Ce système agro-exportateur singulier trouve son souffle dans le développement de la production agricole et des produits de l'élevage de la part de producteurs aptes à supporter des changements macro-économiques soudains et les fluctuations des prix à l'exportation. Après la crise des années 1950 et 1960, la mécanisation des années

1970 impulse une phase inédite d'accroissement notable de la production. La récolte record de 1984 de plus de 44 millions de tonnes (tous produits confondus) laisse présager une poursuite de cette « deuxième révolution agricole des Pampas ». Mais, les mauvaises conditions internationales d'écoulement de la production et les problèmes internes d'inflation vont bloquer la progression, qui ne reprendra qu'une dizaine d'années plus tard. Dans un contexte de moindre intervention de l'État (fin du contrôle sur la commercialisation des produits agropastoraux, dérégulation des transports, arrêt des taxes à l'exportation), la parité fixe dollar / peso argentin stimule l'activité, tandis que l'accès facilité au crédit bancaire public et privé, et l'offre accru de crédit commercial de la part des agro-fournisseurs dopent l'achat d'intrants importés. Dès lors, l'adoption d'innovations technologiques telles que le semis direct (qui préserve mieux l'humidité du sol et permet de limiter l'érosion éolienne), l'usage plus systématique d'intrants et de produits phytosanitaires ou de semences transgéniques, transforme les itinéraires techniques et donne de l'élan aux spéculations demandées sur le marché mondial.

Ainsi, durant ces dix dernières années, le phénomène majeur réside dans l'accroissement très rapide de la culture des oléagineux, due à la très forte expansion du soja, au-delà même des terres pampéennes, et au maintien bon an mal an du tournesol. Le soja a véritablement démarré à la fin des années 1970 et a définitivement dépassé le blé en quantités produites à partir de la campagne 1988/1989. C'est à partir de 1996 que les producteurs argentins (sud-brésiliens et uruguayens depuis 2003) adoptent le paquet technologique semis direct / semences de soja transgénique (soja RR) / herbicide à base de glifosate, qui a l'avantage de simplifier les méthodes culturales et de diminuer les coûts de production. La hausse des rendements obtenus se combine avec des prix internationaux élevés pour soutenir la diffusion spatiale de cette spéculation vouée aux marchés étrangers (européen, chinois, moyen-oriental surtout). L'engouement touche aussi bien les producteurs laitiers qui vendent leurs troupeaux que les grands propriétaires terriens qui n'hésitent pas à louer une partie de leurs terres pâturées pour les emblaver. Le travail peut être effectué par un *contratista*. Figure clé de la Pampa, cet entrepreneur de travaux agricoles est un producteur sans terres, ou un exploitant suréquipé en machines. En outre, des investisseurs citadins ou étrangers entrent en jeu, qui peuvent louer et faire faire le travail, l'objectif étant de réaliser un profit le temps d'une récolte.

À l'heure actuelle, 55 % de la superficie totale emblavée en Argentine (soit dans la Pampa) l'est en oléagineux, le soja accaparant la presque totalité de ce pourcentage, soit environ 14 millions d'hectares sur les 29 millions d'hectares cultivés (tableau 3). Les céréales revendiquent une superficie qui tourne autour de 12 à 13 millions d'hectares, en raison en particulier de la persistance du blé (sauvegardée jusqu'à l'introduction du soja transgénique par la double culture blé en hiver – soja en été) et d'oscillations de la culture du maïs déterminée par le ratio coût/rendement.

**Tableau 3 - Grandes cultures : superficies cultivées durant les campagnes agricoles 1995-1996 à 2004-2005 (en milliers de tonnes)**

	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05
Céréales	11 994	15 255	13 456	12 444	13 365	13 242	13 090	12 171	11 863	12 439
Oléagineux	9 631	9 905	10 832	12 731	12 488	12 651	13 744	15 030	16 452	16 442
Autres cultures	1 515	1 545	1 834	1 519	857	937	658	521	570	767
Total Argentine	23 140	26 705	26 122	26 694	26 711	26 830	27 492	27 722	28 885	29 648

Source : *Anuario del campo argentino 2005-2006 de La Nación*, à partir des données du Secrétariat de l'agriculture et de l'élevage d'Argentine

La multiplication par deux, entre le début des années 1990 et 2004, de la surface sojicole et la progression régulière des rendements ont pour corollaire le boum de la production qui, elle, a quadruplé. Avec plus de 38 millions de tonnes obtenues en 2004-2005, soit 52 % du total, le soja représente la principale grande culture de l'Argentine (tableau 4). L'agro-industrie s'est elle aussi densifiée et la production huilière (huile et sous-produits obtenus par trituration des graines) porte en aval le phénomène.

**Tableau 4 : Grandes cultures : production durant les campagnes agricoles 1995-1996 à 2004-2005 (en milliers de tonnes)**

	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05
Céréales	23 832	36 106	40 508	31 837	37 487	36 641	34 866	31 900	34 181	40 976
Oléagineux	18 174	16 535	24 433	27 197	26 284	30 127	33 885	38 548	38 804	42 063
Autres cultures	2 027	1 580	1 917	1 298	1 134	1 166	858	637	798	997
Total Argentine	44 034	54 221	66 859	60 332	64 905	67 935	69 609	71 085	73 083	84 036

Source : *Anuario del campo argentino 2005-2006 de La Nación*, à partir des données du Secrétariat de l'agriculture et de l'élevage d'Argentine

Dans le cas de l'élevage bovin, tandis que les surfaces pâturées diminuent, la charge animale à l'hectare a progressivement augmenté.



Les foyers de fièvre aphteuse étant contenus par la vaccination et la surveillance des troupeaux, l'Argentine (l'Uruguay aussi) négocie régulièrement les quotas Hilton qui permettent d'écouler les morceaux nobles sur des marchés exigeants comme les États-Unis ou l'Europe. Au-delà de ce problème sanitaire récurrent (qui touche aussi l'Uruguay, le Paraguay et le centre-ouest du Brésil), l'intensification lente de la production, basée sur l'amélioration génétique, l'implantation de pâturages artificiels et le nombre croissant de *feedlots* (parcage et engraissement intensif des animaux), est contrecarrée depuis une vingtaine d'années par la tendance à la diminution des troupeaux. Du fait de sa forte rentabilité actuelle, l'agriculture accapare en effet des terres jusqu'ici vouées à l'élevage.

Au total, les systèmes agro-pastoraux pampéens trouvent leurs débouchés sur des marchés internationaux traditionnellement clients ou nouvellement conquis. L'Argentine se place parmi les plus grands exportateurs pour le maïs (deuxième après les États-Unis), le blé (cinquième position), les produits dérivés des graines de soja et de tournesol (première position pour les huiles, deuxième pour les sous-produits type tourteaux) et la viande bovine (troisième position). Issus de la Pampa ou des régions extra-pampéennes, elle propose aussi de plus en plus d'autres produits en plein essor et davantage transformés (fruits, vin, miel, etc.). Les exportations de produits agricoles et agro-alimentaires rapportent plus de 45 % des devises gagnées à l'international, dont la moitié obtenue grâce au poste soja (graines et produits dérivés). Dans une moindre mesure, l'Uruguay est dans la même situation et adresse viande bovine (et ovine), tournesol, orge de malt à des clients communs tels les États-Unis, l'Union européenne, les voisins sud-américains (Brésil, Venezuela), la Chine, les pays moyen-orientaux, etc. Les Pampas perpétuent ainsi la vocation qui leur a été assignée de fournir les marchés internationaux en produits tempérés. Que ce soit dans les zones d'élevage ou en pleine région agricole, les producteurs familiaux innovent et imaginent le meilleur scénario possible pour la superficie exploitée, qui peut être louée à un voisin ou à un autre producteur plus lointain.

## **Réactivité et modernité**

Archétype de la plaine sud-américaine, la Pampa argentine s'offre au regard, mouchetée de points noirs ou couleur caramel. En ses horizons soulignés par les clôtures des pâturages, happées au fil de la

seule route des environs, inévitablement rectiligne, ces perceptions individualisées du bétail à la recherche attentive de nourriture créent une sensation de plénitude que le voyageur moderne peut encore apprécier de nos jours, qu'il soit bercé par le ronronnement du bus ou secoué par la voiture-camionnette. Depuis quelques années, ce paysage laisse place aux parcelles sans cesse agrandies de soja, passant du vert au beige brun au gré des étapes de maturation de l'oléagineux, qui a investi le grand bassin de production que constituent maintenant la Pampa humide et les espaces productifs alentours.

Cependant, cette saga gagnante du soja et la progression globale des volumes produits et exportés masquent la détérioration poussée de la rentabilité des exploitations, qui a débouché sur le départ de dizaines de milliers de petits producteurs. Cherté du transport, pression fiscale et endettement paralysant constitue un trio explicatif de la cessation d'activité et de l'atonie des bourgs, et de la concentration des structures aussi bien de production que de stockage.

Pour ceux qui ont résisté, le remplacement de cultures aussi classiques que le maïs ou le blé, ou la fin des activités d'élevage (production laitière dans la région de Santa Fé), qui peut mener à la suppression des clôtures, illustre l'impressionnante réactivité des producteurs et leur aptitude à se jouer des paradoxes, et à déjouer les défis qui les secouent régulièrement. Par exemple, en 2002, au plus fort de l'implosion de l'économie argentine et de la mise en place de la dévaluation (d'un peso pour un dollar à plus de trois pour un), l'adage argentin « j'ai semé dans un pays et j'ai récolté dans un autre » était de pleine actualité. Les conséquences de la désorganisation du système bancaire, suite à la stabilisation difficile du peso argentin à trois dollars, ont été petit à petit compensées par des gains logiques de compétitivité, la remontée des cours internationaux et un meilleur pouvoir d'achat des producteurs. L'habitude qu'ils ont prise d'utiliser les silos mobiles (stockage des grains dans un boudin de plastique laissé en bordure de champ) leur permet maintenant de distiller une partie de la récolte au meilleur moment commercial. Cette embellie est cependant atténuée par le rétablissement des rétentions à l'exportation, un surcoût bancaire et une plus forte pression fiscale. Taxées environ à hauteur de 20 %, les ventes de produits agro-pastoraux dégagent des fonds que l'État fédéral argentin dit investir dans des politiques d'aide sociale. En même temps, la taxation procure indirectement une stabilisation des prix internes de biens alimentaires et, donc, de l'inflation.

Par-delà l'alternance de périodes fastes et de temps difficiles, il est donc à retenir l'attitude à la fois réactive et avant-gardiste des producteurs familiaux pampéens. Saisir des opportunités, vivre l'incertitude et l'instabilité, orienter les assolements en fonction du prix mondial attendu d'ici la fin de la campagne agricole, en passant des contrats à terme (vente anticipée de la récolte en début de campagne), autant de paramètres qui demandent souplesse, inventivité et prise de risque. Par ailleurs, ces producteurs en grande majorité citadins, capitalisés, sensibilisés à la gestion de la fertilité et de l'érosion des sols, appliquent des méthodes de production qui sont encore peu familières pour les producteurs européens (exemple de la surveillance et du guidage par satellite, ou de la vente de lots agricoles sur des marchés à terme).

Les nations argentine et uruguayenne ont pour socle l'image fameuse d'être des pays d'élevage, activité magnifiée dans la solitude et la dextérité du *gaucho*, cavalier solitaire et compagnon du vent. Aujourd'hui, la réalité montre un producteur en plein travail dans sa parcelle agricole, aidé de sa camionnette chargée des sacs de semences et d'intrants, d'un semoir direct attelé à un tracteur puissant et d'un téléphone portable. Ces scènes sont désormais fréquentes aussi bien dans la Pampa fertile et humide en bordure du Paraná, qu'en Uruguay, de l'autre du fleuve, là où les producteurs argentins vont louer ou acheter des terres pour développer le soja. Elles se multiplient également dans la Pampa plus aride, en direction du Nord-Ouest argentin, ou vers les terres sub-tropicales du Paraguay occidental.

Le progrès technique est souvent à la une des suppléments hebdomadaires consacrés à l'actualité du secteur agro-pastoral, qu'éditent les grands quotidiens de Buenos Aires ou de Montevideo. De même, des programmes des chaînes de télévision publique offrent des informations sur un espace rural, à la fois bien collectif, ciment socioculturel et ressource économique. Ce biais journalistique n'est qu'une des manifestations du rapport au *campo* des populations urbaines, dont une partie possède des terres qu'elle exploite tout en vivant en ville, ou qu'elle cède en location, métayage ou selon d'autres types de contrat.

Or, si l'élevage est caractéristique (mais pas exclusif) des grands propriétaires, c'est l'agriculteur familial qui a porté dès le départ la mise en valeur agro-pastorale. À partir des années 1880, en même temps que les grandes plaines de l'Ouest américain, il fait entrer les Pampas dans l'ère moderne et inscrit l'agriculture comme devenir inéluçable des prairies du cône Sud. De l'esprit coopérateur aux réflexes

conditionnés par l'appropriation nécessaire des mécanismes de marché, les petits et moyens producteurs réinventent la géographie des Pampas, au gré des spéculations du moment (viande, blé, maïs, aujourd'hui soja). Ces évolutions sont paradoxalement peu accompagnées par la puissance publique. En Argentine ou en Uruguay, il n'existe plus de véritable politique d'orientation de la production agricole au sens où l'Europe l'entend et l'applique. Seuls des programmes ponctuels et ciblés sur une catégorie de producteurs ou sur une production persistent (en Argentine, *Cambio rural*, *Programa social agropecuario*). Inversement, le secteur agro-pastoral subit régulièrement l'imposition des taxes aux exportations, au gré de la conjoncture économique et politique.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, après une période illusoire de stabilisation macro-économique qui a débouché sur une crise brutale, les producteurs pampéens jouissent encore des effets de la dévaluation et de facteurs de production relativement favorables. Atteindre les 100 millions de tonnes récoltées (tous grains confondus) est un objectif symbolique plausible, même si le renchérissement des coûts de production, en partie à cause du surcoût des intrants importés, est un paramètre pesé lors du lancement de chaque campagne. Si ce rapport coût/rentabilité donne en ce moment l'avantage au soja et au paquet technologique correspondant, l'avenir laisse entrevoir une tendance à un rééquilibrage dans la diversité des cultures. En effet, l'apparition de la rouille asiatique, maladie du soja qui n'est pas encore contrôlée, engendre de sérieux problèmes de perte de récolte. La diminution avérée de nutriments dans les sols, du fait de la monoculture et de l'intensification des productions, et la pratique parfois mal respectée de la technique du semis direct, nécessitent une révision des modes de production actuels. Si le soja accapare esprit et superficies, l'avenir proche plaide, semble-t-il, en faveur du maïs, qui laisse davantage de couvert végétal après récolte et qui trouve un débouché évident dans les *feed-lots* en expansion. La monoculture du soja, parfois décriée sur le plan agronomique et environnemental, devrait dès lors être stoppée dans sa progression, tout au moins, dans les zones traditionnelles de la Pampa qui ont toujours été le lieu d'une association agriculture / élevage salubre.

## Quelques références bibliographiques

- BARSKY Oscar et GELMAN Jorge, 2001, *Historia del agro argentino. Desde la conquista hasta fines del siglo XX*, Buenos Aires, Ed. Grijalbo, 460 p.
- CANCELA, Walter et MELGAR, Alicia, 2004, *El Uruguay rural: cuarenta años de evolución, cambios y permanencias*, Montevideo, CLAEH, 101 p.
- COLLIN-DELAUVAUD Claude (dir.), 1973, *L'Amérique latine – approche géographique générale et régionale*, Paris, Bordas, tome 1, 295 p. (chapitres sur l'Argentine et l'Uruguay en particulier).
- DEVOTO Rubén et GUIBERT Martine, 2002, « Romain Gaignard et la Pampa argentine : le regard original et perspicace d'un Européen », *Caravelle*, Dossier « paysaneries latino-américaines : mythes et réalités – hommage à Romain Gaignard », n°79, pp. 219-224.
- DIARIO LA NACIÓN, *Anuario del campo argentino 2005-2006*.
- GUIBERT Martine et HILLCOAT Guillermo, 2002, « Compétitivité acquise et capacité d'adaptation : l'agriculture pampéenne face à la crise », *Cahiers des Amériques latines*, n°41, pp. 91-104
- PIÑEIRO Martin y VILLAREAL, 2005, « Federico. Modernización agrícola y nuevos actores sociales », *Ciencia hoy*, Dossier spécial « La transformación de la agricultura argentina », n°87, juin-juillet 2005.
- TULET Jean-Christian, ALBALADEJO Christophe et BUSTOS CARA, Roberto, 2001, *Une Pampa en mosaïque – des communautés locales à l'épreuve de l'ajustement en Argentine*. Paris, L'Harmattan, 282 p.

# Développement durable et modernisme en Amazonie : l'impossible alliance ?

**Xavier Arnauld de Sartre**

CNRS, UMR 5603 Société Environnement Territoire

Il est commun de considérer que la situation des forêts tropicales est meilleure aujourd'hui qu'avant le premier Sommet de la Terre (Rio, 1992). Pourtant, les taux de déboisement de la forêt amazonienne montrent que les années 2003 et 2004 ont été, en Amazonie brésilienne, celles de nouveaux records – comparables à ceux de 1995. Puis ces taux baisseraient brutalement en 2005 (tableau n°1).

**Tableau n°1 : Les taux de déboisement de la forêt amazonienne 1994-2005**

Année	Km <sup>2</sup> déboisés	Taux d'évolution annuel
1994	14 896	
1995	29 059	49 %
1996	18 161	-60 %
1997	13 277	-37 %
1998	17 383	24 %
1999	17 259	-1 %
2000	18 226	5 %
2001	18 165	0 %
2002	23 266	22 %
2003	24 430	5 %
2004	26 130	7 %
2005*	9100*	-187 %

Source : 1994-2004 : Ministère de l'environnement, Brésil ;

\*2005 : Institut national de recherche spatiale (INPE) : données provisoires, à confirmer.

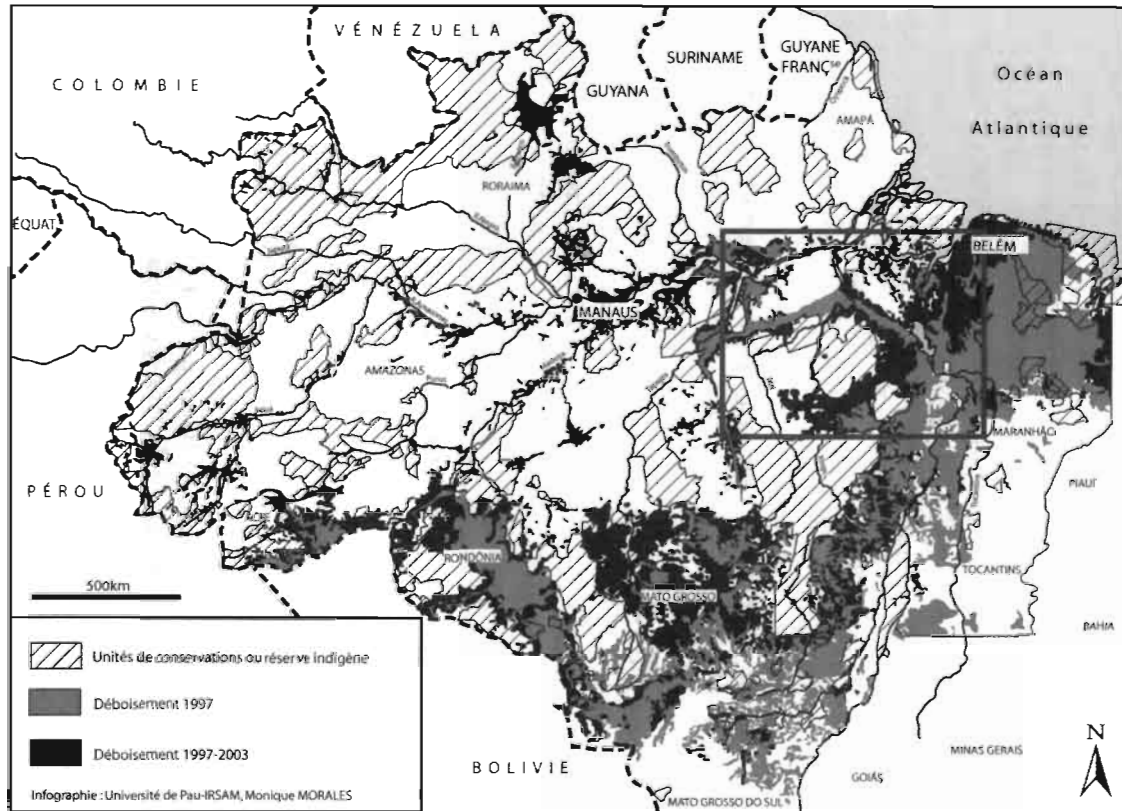
La très forte augmentation de ces taux durant les dix dernières années, pourtant marquées par l'importance des politiques de développement durable, montre le relatif échec de ces politiques. Il est facile,

et en partie exact, de dire que le déboisement est un phénomène mondial<sup>1</sup>, qui échappe de ce fait au contrôle des gouvernements. Il est vrai aussi que les périodes de fort déboisement correspondent à des périodes d'expansion économique. En 1995, le déboisement traduisait l'euphorie économique dont le Brésil jouissait après la mise en place du plan Réal. Les taux de déboisement de 2003 et 2004 correspondent encore à une période de forte activité économique au Brésil. Mais, l'année 2005 a aussi été une année économiquement faste, puisque le PIB a augmenté de 4,3 % entre juillet 2004 et juillet 2005. Force est donc de chercher ailleurs l'origine des déboisements.

À côté des zones récemment déboisées en Amazonie, on constate que les zones classées Unité de conservation (UC) sont épargnées par le déboisement<sup>2</sup>, y compris dans les zones soumises à une forte pression de développement (figure n°1). La crainte que suscite chez les acteurs du déboisement le classement de la terre qu'ils exploitent en UC confirme aussi que les réserves constituent, pour l'instant et malgré leurs défauts, un moyen efficace pour lutter contre le déboisement<sup>3</sup>. C'est le sens que l'on pourrait donner aux chiffres du déboisement de 2005, puisque cette dernière année a été marquée à la fois par une très forte répression des déboisements illicites et par le classement de nombreuses terres en réserves (près de 77 000 km<sup>2</sup> selon le gouvernement brésilien). La création d'unités de conservation nous semble cependant devoir être placée en perspective historique pour que l'on comprenne l'innovation qu'elle constitue par rapport aux politiques de gestion de l'Amazonie par l'État brésilien. Nous serons amené à considérer que ces politiques sont très marquées par une certaine modernité, dont nous tracerons les grands traits dans la première partie. Puis, nous essayerons de comprendre comment ces grands principes évoluent actuellement, en replaçant la création de réserves dans les politiques générales de l'État brésilien par rapport à l'Amazonie. Nous reviendrons tout au long du propos sur une région particulière de l'Amazonie, particulièrement intéressante au regard du développement durable : la région de la Transamazonienne.

- 
1. L'article du *Monde* daté du 25 mai 2005, au titre évocateur (« La déforestation de la planète prend des proportions alarmantes »), permet de situer l'Amazonie dans le contexte mondial.
  2. Pinton, Aubertin, 2005.
  3. Léna, 2005.

Figure n°1 : Évolution du déboisement en Amazonie entre 1997 et 2003 (source : INPE, Brésil)





## **Conquérir l'Amazonie, l'adaptation de projets d'aménagement modernes au contexte latino-américain**

La région de la Transamazonienne est située en bordure de « l'arc de la déforestation<sup>1</sup> », qui délimite, au sud et à l'est de l'Amazonie, les zones majoritairement déboisées de celles majoritairement préservées. Les fronts pionniers, qui sont à l'origine de la plupart de ces déboisements, ont été mis en place par l'État brésilien au début des années 1970. Or, cette période marque aussi le début de l'entreprise moderne de colonisation de l'Amazonie.

### **Les projets de colonisation des années 1970 : le modernisme à l'œuvre**

L'occupation de l'Amazonie, depuis la période coloniale, s'est faite par cycles économiques : différents cycles, dont le plus fameux reste le cycle du caoutchouc à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont permis de voir se succéder différentes vagues de migrants. Mais l'implantation massive et définitive de colons en Amazonie date seulement de la fin des années 1960. Elle correspond au déplacement de populations rurales depuis des régions en surpeuplement relatif<sup>2</sup> vers les terres amazoniennes. Ce déplacement permet à la fois de répondre à l'opinion publique brésilienne de plus en plus favorable à une réforme agraire<sup>3</sup> et, surtout, de peupler des terres considérées comme vides. Il atténue aussi la crainte de l'invasion de ce vide par une puissance étrangère et, même, son internationalisation<sup>4</sup>.

Si ces arguments justifient et expliquent en partie la décision de coloniser l'Amazonie, la forme que celle-ci prend renvoie à des conceptions qui dépassent largement ce cadre politique. C'est sous la forme de grands projets que se fait la colonisation. Ils sont implantés au sud et à l'est de l'Amazonie brésilienne (mais aussi à proximité des autres pays amazoniens). Le long d'axes de transport (parfois les fleuves, le

---

1. Mello, Théry, 2003.

2. Ce surpeuplement est à rapporter aux structures foncières, peu équitables, qui ne permettent pas de nourrir toutes les populations rurales. Voir l'ouvrage de J. Chonchol, 1985, *Paysans à venir*, Paris, La Découverte.

3. Bennassar, Marin, 2001.

4. Une grande partie de l'opinion brésilienne est persuadée que les puissances occidentales, États-Unis en tête, complèteraient pour placer l'Amazonie sous juridiction internationale. Ce sont de telles prétentions qu'un ouvrage tel que celui de A. Dias Mendes (2001, *Amazônia, modos de (o)usar*, Manaus, Editor Valer) prétend dénoncer et contrecarrer.

plus souvent des routes ouvertes pour l'occasion), on crée des lots de colonisation (d'une taille variant de 25 à 100 hectares) sur lesquels sont installés des colons. De grandes superficies de terres sont également réservées à la grande entreprise capitaliste (élevage de bétail le plus souvent, mais aussi exploitations minières ou production hydroélectrique). L'encadrement du développement par l'État n'est pas le fait que de dictatures militaires. Quelques années avant que la colonisation de l'Amazonie ne soit annoncée, un autre grand projet a été, au nom d'idées sociales, réalisé au Brésil par un gouvernement démocratiquement élu : la construction de Brasilia. La réalisation de grands projets encadrés par l'État se fait ailleurs dans le monde : le haut barrage d'Assouan, l'irrigation des plaines de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan pour la production de coton avec les eaux qui alimentent la mer d'Aral, etc. Tous ces grands projets ont été conçus à la même époque, selon une idéologie comparable, caractéristique de l'après-guerre dans le monde : on croit alors que le développement se fait par phases et que le passage d'une phase à l'autre doit être accompagné par un État planificateur et volontariste – croyance que l'on peut qualifier de conception moderne du développement<sup>1</sup>. Un autre point commun de ces projets est de considérer que les ressources naturelles peuvent être utilisées sans limite pour participer au développement tant attendu. Or, l'idéologie qui consiste à penser que ces ressources sont infinies et à la libre disposition de l'homme, alors considéré distinct de la nature, est typiquement moderne<sup>2</sup>. L'homme et la nature sont pensés comme deux termes antinomiques, l'un devant détruire l'autre pour assurer son développement. Dès lors, le choix doit être fait entre le développement et la préservation, cette seconde possibilité n'étant pas retenue quand il y va de l'intérêt supérieur d'une nation.

### **La colonisation de l'Amazonie, une alliance entre géophagie et modernisme**

La colonisation de l'Amazonie s'insère dans un mouvement de conquête des terres qui date du XVI<sup>e</sup> siècle. Au Brésil, la colonisation s'est faite sans les Indiens. Dès lors, il fallait pour le Portugal, puissance colonisatrice, puis pour l'État brésilien, occuper avec ses propres hommes les terres appropriées. Le Portugal, petit pays au regard de l'immensité de la *Terra Brasilis*, doit pour occuper avec peu d'hommes ce territoire le faire de manière très extensive. Et puisqu'il y a des

---

1. Berdoulay, Soubeyran, 2000.

2. Robic, 1993.

terres en abondance, il n'y a pas à se soucier de la restauration des sols utilisés – d'où une forme d'occupation qualifiée de minière. C'est ce caractère minier et extensif de la colonisation que M. Droulers qualifie de géophagique, et qui selon elle peut servir à décrire 500 années d'occupation de l'espace<sup>1</sup>.

Après avoir pris différentes formes (îlots, puis archipels de colonisation), l'occupation de l'espace devient au XIX<sup>e</sup> siècle continue par le biais de fronts pionniers intérieurs : la colonisation de l'Amazonie apparaît ainsi comme la manifestation contemporaine d'un mouvement plus ancien, commencé au XIX<sup>e</sup> siècle et marqué, là encore, par le modernisme. Ce n'est pas un hasard si cette forme de colonisation date de l'Indépendance du Brésil et de la constitution d'un État national : en effet, un État-nation est fondé sur un territoire dont il maîtrise les frontières et l'aménagement intérieur. C'est une nécessité à la fois pratique (géopolitique et aménagiste) et idéologique : la Nation a besoin d'un territoire pour s'affirmer. Mais coloniser l'Amazonie demande de la considérer comme vide d'hommes ou au moins d'individus composant la société nationale – ce qui renvoie au statut des populations indigènes dans les imaginaires nationaux. L'Amazonie n'est pas et n'a jamais été une terre vide d'hommes. Des populations amérindiennes y vivent et ont organisé l'espace à leur manière. Ces populations ont été diversement prises en compte par les États colonisateurs et nationaux, de l'intégration forcée à l'intégration paternaliste en passant par diverses formes de réduction à la condition d'esclave. Mais depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et l'affirmation des États nationaux modernes, les territorialités traditionnelles, c'est-à-dire l'emprise sur l'espace et, partant, la légitimité des populations amérindiennes ont été niées par les nouveaux États nationaux, aux conceptions marquées par le modernisme<sup>2</sup>. Il s'est ainsi créé un imaginaire de la terre vide, donc ouverte à la colonisation par la société nationale naissante<sup>3</sup>. La colonisation de l'Amazonie sert ainsi à l'État nation brésilien à s'affirmer, à se développer, à se protéger de l'extérieur... tout cela au prix de la négation non seulement des populations indigènes, mais aussi des populations qui servent à la colonisation. C'est en tout cas ce que révèle l'évolution de la colonisation de l'Amazonie après l'impulsion étatique des années 1970.

---

1. Droulers, 2001.

2. C'est exactement le même phénomène que l'on observe aux États-Unis à la même époque.

3. Maldj, 1997.

### **La continuation du processus de colonisation, une alliance entre capitalisme et tradition amazonienne**

Les projets de développement moderne coûtent cher ; c'est la raison pour laquelle la colonisation officielle est rapidement abandonnée en Amazonie. L'État continue à être présent, mais de manière indirecte, par des incitations fiscales et par l'action de son administration qui reconnaît les occupations de terres. Mais c'en est fini de l'ouverture de nouvelles routes (sauf les zones frontières du Nord de l'Amazonie), des grands projets de colonisation, etc. La colonisation est confiée au capital privé, et l'Amazonie doit permettre de dégager des revenus susceptibles de rembourser la dette du Brésil. Pendant près de vingt ans, du milieu des années 1970 au milieu des années 1990, l'Amazonie est principalement laissée aux forces du marché. Pourtant, la mécanique impulsée par l'État continue de tourner. Les colons affluent, d'autant qu'une véritable réforme agraire n'a pas eu lieu dans les régions d'origine et que la terre continue de manquer à près de quatre millions d'agriculteurs. Parallèlement, les investisseurs sont attirés par l'Amazonie, qui permet de défiscaliser des revenus tout en offrant des terres bon marché et la possibilité de faire un élevage extensif relativement rentable. Les éleveurs peuvent d'ailleurs se constituer à bon prix des domaines en rachetant les terres des premiers colons, les agriculteurs familiaux, une fois que celles-ci sont déboisées et impropres à autre chose que de l'élevage<sup>1</sup>. L'Amazonie, pourtant en partie destinée aux hommes sans terres, est ainsi transformée petit à petit en grands pâturages utilisés de manière extensive.

Le statut de la terre est une explication majeure de ce phénomène. La plus grande partie des terres amazoniennes appartient à l'État fédéral – c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de propriétaire. La première personne qui fait reconnaître son occupation depuis plus de dix ans d'une terre peut en obtenir la propriété. Cela a deux conséquences : la première, c'est que celui qui a la capacité de s'accaparer de grandes superficies de terres peut en revendiquer la propriété, à condition de la morceler et de montrer que son occupation date de plus de dix ans (ou de présenter des titres frauduleux le « prouvant »). L'absence de l'État, ou sa corruption, autorise la manifestation des formes d'accumulation du capital les plus violentes. La seconde conséquence est que ce statut de la terre rend inutiles les efforts pour gérer durablement les terres occupées, puisque la terre n'est pas une ressource qui fait défaut : le

---

1. Velho, 1972 ; de Reynal *et al.*, 1997 ; Arnauld de Sartre *et al.*, 2005.

*dumping* environnemental que produit cette situation rend les retours sur investissement très rentables, permettant aux stratégies économiques de chacun de se déployer librement<sup>1</sup>. Après l'impulsion initiale donnée par l'État, la vieille tradition géophagique brésilienne se retrouve dans le processus de colonisation de la forêt amazonienne. La colonisation de l'Amazonie est le fruit de dynamiques très anciennes, associées au modernisme, auxquelles le développement durable prétend s'opposer.

## **Les grands principes de la modernité face au développement durable : le cas de la région de la Transamazonienne**

Depuis maintenant plus de dix ans, l'État brésilien prétend mener un changement de sa politique en Amazonie au nom du développement durable. Cette notion s'inscrit en faux par rapport aux projets modernes de développement décrits plus haut. D'abord par ses principes : elle prétend revenir sur la séparation homme/nature, et sur la domination de l'un sur l'autre, pour lier le destin de ces deux entités. L'exploitation illimitée de la nature ne peut plus servir les desseins de la nation, qui doit se refonder sur d'autres bases. De plus, les méthodes qui doivent permettre d'atteindre ces objectifs ont changé. En étant associé aux principes de participation et de gouvernance, le développement durable implique que l'État ne joue plus le rôle de garant d'un aménagement rationnel décidé par des experts, mais celui d'organisateur des dynamiques locales. De même, les grands projets sont abandonnés au profit d'actions plus localisées. Le Brésil, pays organisateur du Premier Sommet de la Terre, est à la fois un pays partie prenante du développement durable et un pays pour lequel les enjeux y sont particulièrement forts. Les principes du développement durable ont inspiré la Constitution adoptée par le Brésil en 1988. De nombreuses lois de protection de la forêt existent également et leurs principes se retrouvent dans les discours des dirigeants du pays, ainsi que dans un certain nombre d'actions gouvernementales. Mais treize ans après la Conférence de Rio, force est de constater que les principes du développement durable n'ont pas eu l'impact espéré. Cela peut s'expliquer par le fait que les conceptions modernes du développement n'ont pas été fonda-

---

1. Léna, 1999 ; Léna, 2005.

mentalement remises en cause, comme l'étude du front pionnier de la Transamazonienne nous permet de le constater.

### **Les plans pluriannuels d'investissement (PPI) en Amazonie**

Alors que, sous l'effet de la crise économique et de la pression des défenseurs de l'environnement, les grands projets d'occupation de l'Amazonie ont été abandonnés dans les années 1980 et au début des années 1990 – pouvant laisser croire que les conceptions modernes de l'environnement avaient sombré sous les coups du développement durable, le Brésil a repris, à la fin des années 1990, une politique d'occupation très volontariste de l'Amazonie. Trois plans pluriannuels d'investissement (« Brasil em ação » pour la période 1996-1999, « Avança Brasil » en 2000-2003 et « Brasil para todos » pour la période 2004-2007), d'une remarquable continuité, ont été impulsés par l'État brésilien en Amazonie. Ces programmes cherchent d'abord à équiper les régions déjà colonisées afin de les rentabiliser et de les faire participer à la croissance du Brésil. La région de la Transamazonienne est concernée en premier chef, puisqu'il s'agit d'y construire un grand barrage (le barrage de Belo Monte, qui serait quatrième du monde en termes de puissance installée) et de goudronner la route Transamazonienne. Parallèlement, de nouveaux axes seraient créés dont la finalité est cette fois-ci d'équiper des zones non encore occupées pour les ouvrir à la colonisation, sans objectif de rentabilité économique à court terme<sup>1</sup>. Les conséquences de ces projets sur l'environnement ont été dénoncées par les scientifiques, en particulier dans la prestigieuse revue *Science*<sup>2</sup>. Ils estiment que ces projets, s'ils étaient menés à leur terme, conduiraient au doublement du taux annuel de déforestation (l'année 1995 serait alors une année de faible déboisement) – et feraient entièrement disparaître la forêt de certaines zones. Parallèlement, l'État brésilien s'est lancé dans une « politique volontariste d'occupation de la terre qui s'est traduite par un processus massif de colonisation<sup>3</sup> », mené comme il y a trente ans, au nom de la Réforme agraire. Selon les chiffres officiels, près de 400 000 colons auraient été installés en Amazonie, marquant bel et bien une nouvelle étape dans l'occupation de l'Amazonie.

Les critiques apportées à ces projets ont été l'occasion, pour le gouvernement brésilien, de justifier sa politique au nom du développe-

---

1. Mello, Théry, 2003.  
2. Laurance *et al.*, 2001.  
3. Pasquis *et al.*, 2005.

ment nécessaire du pays – faisant écho aux conceptions modernes du développement décrites ci-dessus. De fait, la forme que prend cette nouvelle entreprise de colonisation n'est pas sans rappeler les grands projets modernes : l'accent mis sur l'investissement en infrastructures de taille colossale, la manière selon laquelle ils sont appliqués, ont tout des grands projets modernes, y compris au niveau de l'impact prévisible sur les populations locales. L'exemple du barrage de Belo Monte et de l'asphaltage de la route Transamazonienne sont révélateurs des conséquences possibles de ce plan<sup>1</sup>. La région de la Transamazonienne est relativement épargnée de la nouvelle politique de colonisation agraire dans la mesure où elle est déjà bien colonisée, et que peu d'agriculteurs avaient finalement besoin de terres : peu de nouvelles zones de colonisation sont ouvertes. C'est plus au sud, dans la Terre du Milieu, ou à l'est, dans la région de Marabá, que se concentre l'essentiel des lotissements de la réforme agraire. Par contre, les PPI agiraient indirectement sur la colonisation agricole. En effet, l'asphaltage d'une route ou l'arrivée d'un très grand projet comme un barrage, sont l'occasion de spéculations foncières considérables qui font augmenter la pression sur les petits propriétaires (le plus souvent indirectement, par une augmentation des prix de la terre ; mais aussi par la violence et l'expropriation). Ceux-ci n'ont alors souvent plus que le choix de vendre leur terre et de partir vers un nouveau front pionnier.

L'autre enseignement intéressant de ces projets tient aux argumentaires développés pour les justifier. Une forte opposition s'est développée contre le barrage de Belo Monte, qui à deux reprises au moins a réussi à en faire repousser la construction. Au plus fort de la lutte, une controverse qui impliquaient pouvoirs publics, scientifiques et organisations non gouvernementales a surgi pour savoir si le « Brésil avait besoin de Belo Monte ». L'initiative est née des pouvoirs publics, qui justifiaient la construction du barrage au nom de l'intérêt général de la nation – argumentaire typiquement moderne visant à cantonner les opposants au rôle de défenseurs d'intérêts locaux. Le plus étonnant, c'est que les arguments des opposants reprennent les nécessités nationales comme un fait acquis, en soulignant que « l'intérêt du Brésil » est ailleurs. Cet argumentaire n'est pas sans rappeler ceux, très nationalistes, qui accompagnaient les projets des années 1970.

---

1. Arnauld de Sartre, 2004.

## **Nationalisme, peur de l'internationalisation de l'Amazonie et grands projets : une alliance moderne toujours d'actualité**

Les noms donnés aux PPI amazoniens contiennent tous le mot Brésil et font référence au développement – que celui-ci soit économique ou social, selon la couleur politique du gouvernement qui l'énonce. Mais ce nationalisme n'est pas que le fait de l'État, bien au contraire (figure n°2). Il imprègne les argumentaires de différents groupes sociaux. Les théories considèrent que le nationalisme est souvent suscité, puis utilisé, par un groupe social pour souder l'ensemble de la société nationale autour de ses propres intérêts<sup>1</sup>. Le nationalisme qui transparaît dans les PPI amazoniens s'attache à la défense des intérêts des éleveurs et des exploitants forestiers de la région transamazonienne, particulièrement menacés par les politiques de développement durable (encadré n°1). Ces politiques de développement durable sont en effet perçues comme impulsées au niveau international par les pays développés pour empêcher le Brésil de se développer et relayées par l'État fédéral. Pour y répondre, l'argumentaire nationaliste oppose les « populations locales » à l'État fédéral brésilien, qui est accusé d'être autoritaire en mettant en réserves certaines terres. Certes, cette opposition peut être comprise comme une simple lutte entre partis politiques. Mais elle révèle aussi que les logiques de l'État fédéral par rapport à la forêt ont changé, en dépit des PPI.

**Figure n°2 : La crainte, toujours vivace, de l'internationalisation de l'Amazonie**



1. Roger, 2001.



**Encadré n°1 :**

**La crainte, toujours vivace, de l'internationalisation de l'Amazonie**

La figure n°2 reproduit la couverture d'un magazine publié dans la région de la Transamazonienne qui titre sur « l'internationalisation de l'Amazonie » (Revue *Hoje*, seconde année, troisième édition). Le commentaire suivant (traduit par nos soins) apparaît dans le corps de la revue. Il est destiné à « la majorité du peuple brésilien [pour qu'elle] puisse comprendre la signification de la couverture » :

- « 1. L'environnement hostile représente la forme énigmatique et effrayante que prennent les délibérations sur les sujets environnementaux qui ont actuellement lieu dans l'État du Pará.
- « 2. Le visage du personnage représente l'oncle Sam et un barbare viking, ce dernier arborant un sourire de mercenaire.
- « 3. La moitié de la casquette de l'oncle Sam et du casque du viking représentent la présence des États-Unis et de l'Union Européenne.
- « 4. Le crucifix en or massif et la soutane du mutant représentent l'influence de l'Église Catholique et sa puissance financière dans le contexte d'internationalisation de l'Amazonie.
- « 5. La petite croix rouge sur le sein du mutant représente la condescendance dont fait preuve le Parti des Travailleurs [la croix rouge est l'insigne du PT, ndt].
- « 6. L'indien et l'environnement sont les prétextes de l'interférence étrangère.
- « 7. Les boucles d'oreille représentent les environnementalistes [ce point reste, pour nous et pour les Brésiliens que nous avons interrogés, une énigme. Il ne semble pas faire appel à un imaginaire particulier ].
- « 8. Le Toucan bâillonné représente le PSDB [parti politique, ndt] qui, au travers de la personne de Simão Jatene [gouverneur de l'État du Pará], ne s'est pas encore prononcé sur le processus de création d'unités de conservation.
- « 9. Le billet d'un réal [moins de 40 centimes d'euros, ndt] signifie que la conspiration s'approprie nos biens pour le « prix d'une banane ».
- « 10. Et vous, lecteur, pouvez-vous percevoir d'autres significations à cette couverture ? ».

Le nationalisme de ce texte se retrouve tout au long de la revue, de l'éditorial aux articles du dossier spécial. Pour cette revue, l'Amazonie serait en passe d'être internationalisée, alors que toute ingérence ou même influence étrangère est contraire aux intérêts de la Nation brésilienne. L'influence étant surtout sensible autour de la défense de l'environnement et de la protection des populations indigènes, l'argumentaire nationaliste qui apparaît dans ce texte est mis au service de la cause « développementiste », comme à l'époque de la colonisation de l'Amazonie.

## **La création de réserves, nouvel avatar de la modernité ou politique durable de gestion de la forêt ?**

S'il est une chose que l'on ne peut nier, c'est que le gouvernement fédéral au Brésil a intégré dans ses discours bien des aspects du développement durable : le programme du candidat Luis Ignacio Lula da Silva pour l'Amazonie était un programme fondé sur les idées de durabilité, programme qui, plus largement, traduisait la conversion au discours environnementaliste de bien des élites brésiliennes. À tel point que M. Droulers a vu dans cette conversion une condition pour que les vieux principes géophagiques d'occupation de l'espace se transforment en « une sagesse de la gestion de l'espace », une géosophie. La principale application de ces discours tient en la création d'unités de conservation. C'est bien cette politique que visent les principales critiques émises à l'encontre du gouvernement fédéral dans le texte de l'encadré 1. La figure n°1 représente l'ensemble des terres classées par l'État brésilien comme terres de populations traditionnelles et montre que celles-ci sont épargnées par le déboisement. De fait, la création d'UC est un facteur essentiel de stabilisation des déboisements. Si, comme nous l'avons dit plus haut, le statut de la terre est essentiel pour expliquer le mode de gestion de ces terres, une diminution de la surface des terres libres (communément appelée « fermeture de la frontière ») permet de protéger certaines terres. Les RESEX sont reconnues comme étant le territoire de certaines populations traditionnelles. Ce statut permet alors à ces populations d'être les seules à les exploiter, et en empêche l'appropriation par d'autres groupes sociaux ou individus. Associée à une répression efficace d'éventuels abus, cette politique peut permettre de limiter les déboisements. Selon le gouvernement brésilien, la chute des taux de déboisement pour l'année 2005 est la conséquence à la fois du classement de nombreuses terres en réserves naturelles, de l'augmentation des contrôles et des changements de pratiques dans les zones déjà colonisées<sup>1</sup>.

Fortement défendues par les ONG, l'organisation de l'espace que dessinent ces réserves et les PPI peut toutefois apparaître comme un retour à la séparation entre développement et conservation, homme et nature, fondatrice de la modernité. Un zonage de fait de l'Amazonie se dessine, qui fait apparaître des régions destinées au développement, et d'autres destinées à la conservation. C'est bien ainsi que l'État du Pará, par exemple, présente dans son « macrozonage économique-

---

1. Kempf, 2005.

écologique de l'État du Pará » une classification en deux types de zones, des « zones de conservation » (« zones spécialement protégées ») et des « zones de consolidation et d'expansion ». Certes, les zones de conservation renferment bien des sous-zones aux statuts différents (dont des « zones de développement durable » placées aux côtés de « zones de protection intégrale »), où les activités économiques qui y sont autorisées ne doivent pas impliquer de déboisements (ou alors très limités). L'association de ces projets aux PPI dessine un zonage qui montre bien qu'il n'y a pas remise en question de l'existence de zones consacrées à un développement économique classique. La nouveauté apparaît surtout dans le fait de soustraire certaines zones au développement moderne – durabilité et conservation apparaissant alors comme deux catégories liées (le développement durable étant même une sous-catégorie de la conservation), ne remettant pas en cause l'opposition homme/nature si chère à la modernité. Ce point mérite cependant d'être discuté. L'idée selon laquelle l'Amazonie est divisée en zones de développement économique classique et en zones de développement durable peut être tempérée par une forte innovation par rapport aux principes de la modernité, qui tient à la reconnaissance de l'existence et de la légitimité des populations locales.

### **La reconnaissance de l'existence et de la légitimité des populations locales**

Un des changements les plus considérables qu'on a pu observer en Amazonie tient au statut que les populations locales ont dans les discours politiques et les projets. Après avoir été longtemps niées par les projets d'aménagement modernes, ces populations font, sous l'effet à la fois de la démocratisation du pays et des enjeux de développement durable, l'objet d'un regain d'intérêt depuis le milieu des années 1980. Les populations traditionnelles – Indiens, *Ribeirinhos*, *Remanescentes de Quilombos*<sup>1</sup> – ont des droits à la terre reconnus par la nouvelle Constitution de 1988, alors que leurs savoirs et leur capacité à gérer durablement le milieu forestier sont reconnus et valorisés par les projets de développement et même par des politiques publiques<sup>2</sup>. Mais cette reconnaissance des populations locales a lieu aussi en dehors des UC, dans les zones pionnières destinées au développement économi-

---

1. Il s'agit des descendants d'esclaves fugitifs, qui après avoir fui leur « propriétaire » se sont installés sur des terres en bords de fleuves.

2. Pinton, Aubertin, 2005 ; Cardoso Galant, 2005.

que : ce sont alors les agriculteurs familiaux qui sont les principaux bénéficiaires de ces programmes.

Les associations qui représentent les différentes populations amazoniennes (qu'elles soient là depuis des temps immémoriaux ou arrivées récemment) ont fleuri depuis près de vingt ans. Elles font très souvent alliance avec des ONG, quand elles n'en créent pas elles-mêmes, et peuvent peser d'un poids politique conséquent. Leur rôle est de représenter les populations locales afin de les faire participer, par leur truchement, à l'élaboration des programmes de développement durable qui doivent être menés dans ces régions. L'exemple du « Mouvement social » de la région de la Transamazonienne est particulièrement intéressant. Suite au désengagement de l'État dans les années 1970 évoqué ci-dessus, les populations locales, organisées sous forme de syndicats et d'associations, se sont à la fin des années 1980 fédérées en un Mouvement pour la survie de la Transamazonienne (MPST). Au début des années 1990, ce mouvement s'est allié avec une ONG franco-brésilienne pour proposer un développement agricole aux agriculteurs familiaux de la région<sup>1</sup>. Le MPST a continué sa structuration et sa montée en puissance politique, et a décidé de prendre lui-même en charge les actions de développement. Il a alors créé sa propre ONG, la Fondation Vivre Produire Préserver (FVPP) et s'est lui-même transformé en un Mouvement pour le développement de la Transamazonienne et du Xingu (MDTX) – s'affichant dans une démarche positive par rapport au développement. Comme alternative au PPI pour la région de la Transamazonienne, il a proposé un plan complet de développement pour la région, allant de l'agencement foncier à l'éducation rurale, en passant par l'accompagnement de la production, la création de réserves extractivistes, etc. De plus, le MDTX bénéficie d'un important poids politique, puisqu'un député fédéral, un député de l'État, plusieurs maires, vice-maires et conseillers municipaux sont issus de ses rangs. Cela explique sans doute que le projet alternatif du MDTX soit en partie financé, et que le projet de construction du barrage de Belo Monte ait été amendé de manière à en limiter les impacts sur les populations locales.

Les populations locales font ainsi, dans cette région comme dans d'autres, la preuve de leur capacité à se structurer et même à formuler des propositions de politique publique, assez bien relayées à Brasilia (une partie du projet du MDTX a ainsi été financée). Ces propositions sont d'autant plus efficaces qu'elles rencontrent la politique de décen-

---

1. Castellanet, 1997.

tralisation de l'État brésilien. Cette dernière peut, au moins potentiellement, ouvrir la porte à une prise en compte de ces revendications. En effet, depuis la fin des années 1990, l'État brésilien, comme de nombreux autres États, suit une politique de décentralisation poussée. Cette politique s'articule aux principes de la gouvernance locale devenus à la mode dans les instances internationales : l'État transfère auprès du « tiers secteur » (comme on l'appelle au Brésil le secteur associatif) des actions qu'il menait auparavant : action auprès des populations traditionnelles, développement rural, éducation, etc.<sup>1</sup> Avec la reconnaissance des populations locales, c'est un des piliers de la modernité qui est remis en cause par l'État brésilien. Si la colonisation par grands projets n'est pas abandonnée, les méthodes et les bénéficiaires de ces projets peuvent avoir changé. Cela pose d'autres problèmes qui tiennent à la capacité à transformer les pratiques des acteurs locaux... mais cela renvoie à un autre questionnement.

Si l'on fait le bilan des transformations des conceptions modernes du développement en Amazonie, celles-ci apparaissent bien minimales : le zonage de fait qui est en train de s'effectuer en Amazonie, et que les ONG sont les premières à soutenir en poussant à la création de réserves, pourrait bien sonner le glas d'une époque où l'on pensait que l'exploitation durable du massif forestier pourrait constituer une alternative à son exploitation géophagique. La vieille opposition entre homme et nature se répète dans la mise en place de ces réserves. Certes, les populations locales ont gagné un nouveau statut, qui est une source d'innovations potentielles. De même, le discours officiel tenu par l'État brésilien ne fonde plus la nation que sur l'occupation illimitée des ressources amazoniennes. Il intègre des principes issus de la durabilité, pouvant même laisser penser que la nation se fonderait sur des principes écologiques. Mais dans les faits, l'économique est bien privilégié par rapport au social et à l'environnemental quand il s'agit de tirer, par le biais des grands projets, le maximum de ressources de cet immense territoire. Mais ces ambiguïtés ne sont-elles pas le propre de la notion de développement durable ? Elle est suffisamment floue pour permettre toutes les interprétations et adaptations. Les nouvelles configurations spatiales et les nouveaux rapports aux populations locales que l'on observe en Amazonie constituent-ils une nouvelle forme de modernité, qui reprend bien des aspects de la précédente, mais se fonde sur des principes différents, ayant des impacts différents sur le

---

1. Albaladejo, 2005.

milieu ? On ne peut alors plus parler de durabilité, sans pour autant que l'on puisse dire que se répètent à l'identique de vieilles formes de rapports à l'espace.

## **Bibliographie**

- ALBALADEJO C., 2005, « Les nouvelles politiques publiques de développement rural en Amazonie : quels apprentissages territoriaux ? » in C. Albaladejo & X. Arnauld de Sartre (dir.), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, p. 49-68.
- ARNAULD DE SARTRE X., 2004, « La colonisation de l'Amazonie face au développement durable : L'exemple du barrage de Belo Monte », *Cahiers des Amériques latines*, 44, p. 159-174.
- ARNAULD DE SARTRE X., *et al.*, 2005, « Identification et évaluation de la diversité des modes d'exploitation des milieux en Amazonie orientale », *Cahiers d'études et de recherches francophones sur l'Agriculture*, XIV, 1, p. 85-89.
- BENNASSAR B., MARIN R., 2001, *Histoire du Brésil*. Paris, Fayard.
- BERDOULAY V., SOUBEYRAN O., 2000, *Milieu, colonisation et développement durable. Perspectives géographiques sur l'aménagement*. Paris, L'Harmattan.
- CARDOSO GALANT F., 2005, « Les savoirs et les lieux des sujets sociaux amazoniens dans la soutenabilité environnementale », *Hegoa*, 25, p. 65-73.
- CASTELLANET C., & *al.*, 1997, « La contribution de la recherche participative à une nouvelle gestion des ressources naturelles. Le cas du PAET », in H. Théry (dir.), *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Belin, Paris, p. 124-137.
- DROULERS M., 2001, *Brésil : une géohistoire*, Paris, PUF.
- KEMPF H., « Le Brésil annonce une baisse record de la déforestation en Amazonie », *Le Monde*, Paris, 30/08/2005.
- LAURANCE W., *et al.*, 2001, « The future of the Brazilian Amazon », *Science*, 291, 5503, p. 438-444.
- LÉNA P., 1999, « La forêt amazonienne : un enjeu politique et social contemporain », *Autrepart*, 9, p. 97-120.
- LÉNA P., 2005, « Préface », in C. Albaladejo & X. Arnauld de Sartre (dir.), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*. Paris, L'Harmattan, p. 7-16.
- MALDI, D., 1997, « De confederados a barbáros: a representação da territorialidade e da fronteira indígena nos séculos XVIII e XIX », *Revista de Anthropologia*, São Paulo, XL, 2, p. 183-221.
- MELLO A., Théry, H., 2003, « L'État Brésilien et l'environnement en Amazonie : évolutions, contradictions et conflits », *L'Espace géographique*, 1, p. 3-20.
- PASQUIS R., *et al.*, 2005, « "Réforme agraire" en Amazonie : bilan et perspectives », *Cahiers d'études et de recherches francophones sur l'agriculture*, XIV, 1, p. 35-39.
- PINTON F., AUBERTIN C., 2005, « Populations traditionnelles : enquêtes de frontières », in C. Albaladejo & X. Arnauld de Sartre (dir.), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*. Paris, L'Harmattan, p. 159-178.

*Des espaces ruraux contrastés*

- REYNAL (de) V., *et al.*, 1997, « Des paysans en Amazonie », in H. Théry (dir.), *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Paris, Belin, p. 76-123.
- ROBIC M.C. (dir.), 1993, *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 250 p.
- ROGER A., 2001, *Les grandes théories du nationalisme*. Paris, Armand Colin.
- VELHO O., 1972, *Frentes de expansão e estrutura agrária. Estudo do processo de penetração numa área da Transamazonica*, Rio de Janeiro, Zahar editores.

**LES VILLES,  
ENTRE ESPOIRS ET DIFFICULTÉS**





# Villes et urbanisation : un continent urbain

**Guy Thuillier**

Université Toulouse II-Le Mirail

De Mexico à Buenos Aires, en passant par Bogotá et Rio de Janeiro, les villes d'Amérique latine nous apparaissent souvent, vues d'Europe, comme de véritables « monstruopoles ». Gigantisme et pollution, contrastes sociaux et pauvreté, bidonvilles et violence : telles sont quelques-unes des images qu'elles nous évoquent. Ces villes fonctionnent pourtant tant bien que mal : dans un continent aussi fortement urbanisé que l'Europe, elles sont l'espace de vie, de travail et de culture des trois quarts des Latino-Américains. Quelles sont les spécificités des villes d'Amérique latine ? Comment s'organisent-elles spatialement ? À quelles difficultés sont-elles aujourd'hui confrontées ?

Nous verrons dans un premier temps que l'Amérique latine est un continent urbain, avant de nous intéresser aux processus et structures de l'urbanisation, en tentant de distinguer les différentes formes urbaines repérables dans ce vaste continent. Nous terminerons sur les défis actuels auxquels sont confrontées ces villes, en particulier les plus grandes d'entre elles.

## **Un continent urbain**

### **La concentration urbaine**

Bien que constituée de pays en voie de développement, l'Amérique latine est un ensemble très urbanisé. En 2003, sur les 530 millions d'habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes, 407 millions (77 %) vivent en ville<sup>1</sup>. Ce taux d'urbanisation est proche de ceux des pays développés (États-Unis ou Europe), et il est très supérieur à ceux observés en Afrique ou Asie, où l'urbanisation concerne entre 25 et 40 % de la population totale, selon les régions. En outre, l'urbanisation lati-

---

1. Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2005.

no-américaine présente ce trait caractéristique d'être une urbanisation de très grandes villes : une quarantaine d'agglomérations de plus d'un million d'habitants hébergent 175 millions de Latino-Américains au total, soit environ le tiers de la population du continent, ratio qui est plus élevé que dans n'importe quelle autre partie du monde. Quatre agglomérations dépassent les 10 millions d'habitants en l'an 2000 : Mexico (19 M), São Paulo (17 M), Buenos Aires (12 M), et Rio de Janeiro (10,5 M). Cinq autres dépassent les 4 millions : Lima et Bogota (7,5 M chacune), Santiago du Chili (5,5 M), Belo Horizonte et Caracas (4 M chacune<sup>1</sup>).

Il existe un certain nombre de corrélations entre la population d'un pays, son taux d'urbanisation, et son armature urbaine. D'abord, en général, plus un pays est peuplé, plus il est urbanisé. En dessous de 60 % de taux d'urbanisation, on trouve peu de pays de plus de 10 millions d'habitants. Tous les grands pays du continent ont des taux d'urbanisation supérieurs à 70 %. Ensuite, plus un pays est urbanisé, plus sa capitale concentre une partie importante de sa population. Haïti, pays le plus pauvre du continent, et aussi le plus rural (38 % d'urbains seulement en 2003) rassemble à Port-au-Prince moins de 15 % de sa population, alors que l'Uruguay, urbanisé à 93 %, héberge la moitié de sa population dans la capitale, Montevideo. Ce phénomène, fréquent en Amérique latine, s'appelle la *macrocéphalie*, c'est-à-dire que la plus grande ville du pays est beaucoup plus grosse que toutes les autres. Ce phénomène se mesure par le taux de primatie : on rapporte la population de la première ville du pays à celle de la deuxième. En Amérique latine, il est fréquent que la première agglomération soit dix fois plus peuplée que la suivante : le taux de primatie en Argentine est de 10,5, de 9,5 au Pérou, de 7 au Chili<sup>2</sup>.

En Amérique latine, hyperurbanisation et hyperconcentration urbaines sont ainsi deux dynamiques majeures<sup>3</sup>. Notons, une particularité du cône Sud, où ces caractéristiques sont poussées à l'extrême. Au Chili, en Argentine, en Uruguay, où les taux d'urbanisation sont respectivement de 87, 89 et 93 % en 2003, 30 à 50 % de la population est concentrée dans la plus grosse ville du pays, qui est au moins 7 fois plus peuplée que la deuxième. Ailleurs, les taux d'urbanisation sont souvent inférieurs à 80 %, les plus grosses villes ne concentrent que 15 à 20 % de la population, et sont 2 à 5 fois plus peuplées que les secondes villes.

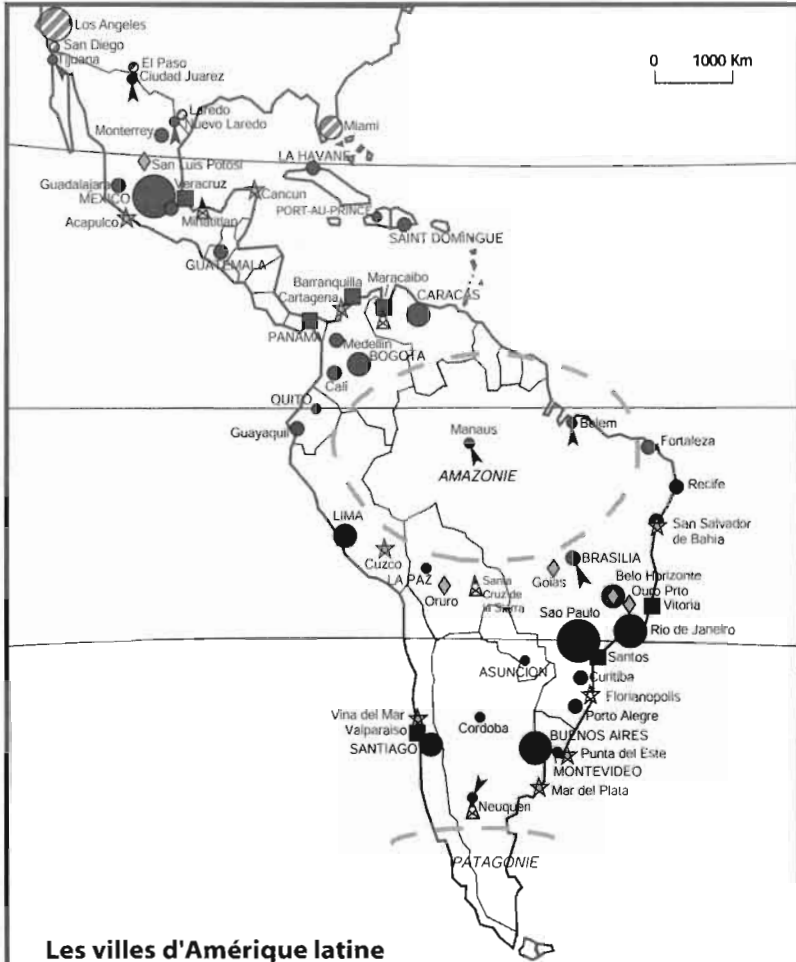
---

1. Moriconi-Ébrard, 2000.

2. Notons que c'est aussi le cas de la France, où Paris est 7 fois plus peuplée que Lyon.

3. Deler, 1994b.

Figure n°1 : Les villes d'Amérique latine



**Les villes d'Amérique latine**

I. L'armature urbaine

- Mégapole > 15Mh
- Pôle urbain majeur, métropole continentale ou régionale (10-15 Mh)
- Pôle secondaire (4-10 Mh), rayonnement régional
- Ville importante (entre 2 et 4 Mh)
- Ville < 2 Mh
- ◌ Villes des Etats-Unis polarisant les villes latino-américaines
- ⋯ Villes urbains relatifs

II. Des villes diverses

MAJUSCULES : Capitales d'Etat

- ▲ Villes des marges (fronts pionniers, frontières) en forte croissance (la flèche indique d'où viennent les migrants)
- Grands ports industriels
- ◇ Villes nées de l'extraction minière
- ▲ Villes du pétrole
- ★ Villes touristiques, stations balnéaires

## **La localisation des villes**

En Amérique latine, deux grandes aires de concentration urbaine se distinguent : l'une va de la frontière Mexique/États-Unis (Monterrey) aux Andes équatoriennes (Quito-Gayaquil) en passant par les grandes Antilles (La Havane, Port au Prince, Saint Domingue), et représente une vingtaine de villes millionnaires en habitants, chapeautées par Mexico, avec Caracas et Bogota comme centres secondaires. L'autre ensemble comporte encore une vingtaine de villes millionnaires, du sud du Brésil au Chili central, en passant par trois mégapoles : São Paulo, Rio de Janeiro, et Buenos Aires. Entre ces deux zones où la densité urbaine est relativement importante<sup>1</sup>, dominées chacune par les deux poids lourds démographiques du continent, le Mexique et le Brésil, on trouve des « déserts » urbains relatifs : l'Amazonie, côté Atlantique (avec toutefois sur ses franges les métropoles du Nord-Est brésilien, Belem, Fortaleza, Recife), et les Andes centrales, côté Pacifique, avec Lima en métropole isolée (figure n°1).

Autre constat : près de la moitié des agglomérations millionnaires d'Amérique latine sont des ports, presque tous situés sur la façade Atlantique. L'héritage du processus de pénétration et d'urbanisation du continent depuis l'Europe est ici évident. L'importance des villes portuaires, liées à la colonisation, ne doit pas faire oublier l'héritage précolombien. En effet, il existait une culture urbaine précolombienne, chez les Mayas d'Amérique centrale, sur les hauts plateaux volcaniques du centre du Mexique, avec l'Empire aztèque, et dans les Andes du Nord, où régnaient les Incas. Hors de ces zones, les densités de populations restaient faibles, et la civilisation urbaine peu ou pas développée. Or malgré l'importance des ports coloniaux, on remarque que les réseaux urbains actuels, qui sont largement le produit de la conquête et de l'urbanisation espagnole, sont les plus denses dans les zones déjà peuplées et urbanisées avant l'arrivée des conquistadores. Mexico en est le meilleur exemple : Cortes a fondé en 1521 la capitale de la Nouvelle Espagne sur les ruines de Tenochtitlan, métropole aztèque de 300 000 habitants, qui était elle-même l'héritière de 1 500 ans de civilisation urbaine sur les hauts plateaux du Mexique, comme en témoignent les vestiges de Teotihuacan, ville plus ancienne encore, retrouvée un peu au nord de Mexico. Des indices d'une telle continuité se retrouvent au Guatemala, en Colombie, en Équateur, au Pérou... surtout dans toute l'Amérique andine. La continuité dans les tradi-

---

1. ... pour l'Amérique latine : pour le voyageur européen, les distances entre les villes latino-américaines apparaissent toujours considérables.

tions urbaines a des raisons qui touchent à la géographie physique : les civilisations précolombiennes s'étaient établies sur les plateaux et les montagnes parce que les plaines, infestées de malaria, étaient des milieux plus hostiles. Mais des raisons géopolitiques expliquent aussi largement cette situation : la ville coloniale espagnole est d'abord une « machine à coloniser », et s'érige de préférence sur les ruines des villes autochtones. À Cuzco, la plupart des prestigieux bâtiments coloniaux construits par les Espagnols s'appuient sur les vestiges de la ville inca, soubassements de pierres colossales aux formes géométriques irrégulières, encastrées les unes dans les autres sans ciment. Cette architecture étonnante mi-inca mi-coloniale donne à la ville son caractère particulier et constitue aujourd'hui un de ses principaux attraits touristiques.

### **Villes, territoires et nations**

Dans les régions de colonisation espagnole, le fait urbain n'est donc pas un fait récent. Avant la colonisation, les populations indiennes locales connaissaient la ville, en avaient l'expérience. La ville, siège des autorités, drainait tributs et impôts, produits de consommation et main-d'œuvre. L'ampleur des monuments et des centres religieux, des ruines précolombiennes, donne une idée de l'importance de ces villes. Ce sont les aires atlantiques qui n'étaient pas urbanisées, alors que ces espaces concentrent aujourd'hui la majorité des grandes villes portuaires et constituent les grandes interfaces de la mondialisation des échanges. À l'inverse, l'Amérique des montagnes et des plateaux paraît aujourd'hui un peu enclavée et marginalisée, malgré l'importance de Mexico, ville d'altitude et mégapole de tout le Nord de l'Amérique latine.

Avec la colonisation, les villes deviennent le lieu du pouvoir, concentré aux mains des Espagnols. La ville concentre l'administration, qui peut faire appel à des Indiens, le commerce, les services. Même les grands propriétaires ruraux vivent en ville, au point qu'« indien » et « paysan » sont aujourd'hui encore presque synonymes dans beaucoup de régions de colonisation espagnole. Les conquérants, bien qu'établissant leur fortune sur la propriété terrienne, résident en ville. Les réductions jésuites du Rio de la Plata constituent des exceptions notables, en essayant de regrouper les Indiens Guarani dans des régions qui restent largement rurales et isolées.

Or la géographie urbaine de l'Amérique coloniale a joué un rôle important dans la formation des États modernes, lors des mouvements

d'indépendance, au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'invasion de l'Espagne par les troupes napoléoniennes, en 1808, et l'affaiblissement des liens entre la métropole espagnole et ses colonies, ont facilité les revendications indépendantistes des Latino-Américains. Le Brésil et les possessions espagnoles ont connu des évolutions très divergentes. L'Empire espagnol était divisé en 4 vice-royautés (Nouvelle Espagne, Nouvelle Grenade, Pérou, Rio de la Plata), qui éclatent en 16 États sur le continent. Les divisions territoriales qui apparaissent alors correspondent aux aires d'influence des grandes métropoles. Les élites urbaines poussent à l'indépendance du réseau de villes qu'elles dominent, contre les projets fédérateurs, comme celui de Simon Bolivar, le libérateur (*libertador*) du Nord du continent qui voulait créer une grande Colombie du Venezuela à la Bolivie, ou encore le projet d'Iturbide pour un empire du Mexique qui se serait étendu de la Californie à Panama<sup>1</sup>. Plus profondément, le morcellement de l'Amérique hispanique obéit à des logiques de polarisation spatiale sur le long terme, polarisation dont les villes et les réseaux sont l'élément majeur. Les tendances centrifuges et séparatistes à l'œuvre dans l'Empire inca se retrouvent dans la partition des États andins actuels, et de même, la séparation entre Mexique et Guatemala s'explique par les évolutions différentes subies par les Aztèques et les Mayas.

Contrairement aux rivalités et guerres civiles qui éclatèrent entre pays, entre régions, entre villes de l'Amérique hispanique, les territoires de colonisation portugaise restèrent unis lors de l'indépendance du Brésil, en 1822. Mais les représentations des élites, les modalités du contrôle territorial n'y sont pas les mêmes. Et l'urbanisation n'y a pas la même profondeur : quelques siècles au Brésil, des millénaires dans beaucoup de régions de l'Amérique hispanique, cône Sud excepté. Pour mieux comprendre la nature et les différences des villes d'Amérique latine aujourd'hui, il n'est donc pas inutile revenir sur leur genèse.

## **Processus et structures de l'urbanisation**

### **Genèse d'une utopie urbaine**

Le 7 juin 1494, deux ans à peine après la découverte de l'Amérique, Espagnols et Portugais se partagent le Nouveau Monde par le traité de Tordesillas. À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le continent va s'urbaniser depuis l'est, de façon différente dans les deux Empires. Dans les territoires

---

1. Deler, 1981.

conquis par les Portugais, l'urbanisation était inconnue : pour ces derniers, la conquête ne s'appuie pas sur la fondation de villes. À partir du XVII<sup>e</sup> siècle, l'exploration et le contrôle des immenses territoires vierges de l'intérieur du pays se fait par des *bandeirantes*, c'est-à-dire des expéditions composées d'une poignée de blancs derrière un drapeau (*bandeira*) et de quelques centaines d'Indiens « ralliés », qui partent de São Paulo pour s'enfoncer vers l'intérieur du continent. Le voyage pouvait durer des années : les troupes se déplaçaient sur des centaines de kilomètres, s'arrêtant parfois des semaines pour planter maïs et manioc et attendre la récolte. Ce type d'entreprise rappelle la manière de procéder des « coureurs de bois » ou trappeurs français en Amérique du Nord : il s'agit d'une économie de prédation, sans entreprise concertée d'installation coloniale durable.

Dans ce contexte, les premières agglomérations brésiliennes sont d'abord des comptoirs commerciaux, des points de rupture de charge dans les circuits commerciaux. L'urbanisme, négligé, y est laissé au libre jeu des acteurs privés. Ces villes sont d'abord des ports (Recife, Salvador de Bahia, Rio) qui exportent de la canne à sucre et importent des esclaves d'Afrique. Aux XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles se développent des villes à l'intérieur du pays (São Paulo, Santos) et les ports du Sud (Porto Alegre), en fonction des cycles économiques miniers et agricoles (or, caoutchouc, coton, café). Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle que la volonté politique s'empare de l'urbanisation au Brésil, au point que ce pays va devenir, avec les pays socialistes, une sorte d'emblème du geste urbanistique. L'exemple le plus connu est celui de Brasília, capitale monumentale créée *ex nihilo* à la fin des années 1950 selon les plans des architectes Lucio Costa et Oscar Niemeyer, inspirés par les principes de la charte d'Athènes et de Le Corbusier. La ville se situe sur les hauts plateaux de l'intérieur du pays, à 1 000 km des côtes, pour symboliser la volonté de développer le Brésil vers ses fronts pionniers de l'intérieur. Mais d'autres créations de villes ont précédé et suivi Brasília dans l'histoire brésilienne : Belo Horizonte est fondée en 1894 pour succéder à Ouro Preto comme capitale de l'État du Minas Gerais, Goiânia est créée en 1933 pour devenir la capitale de l'État du Goiás, Campo Grande est lancée en 1977 pour faire office de capitale au tout nouvel État du Mato Grosso do Sul, que l'on venait de créer.

Dans l'Amérique hispanique, la situation est très différente : dès l'origine de la colonisation, qui correspond à l'apogée de la puissance de l'Espagne (le Siècle d'Or), la ville exprime un projet utopique impérial. L'empereur Philippe II promulgue en 1573 des ordonnances d'urba-



nisme qui codifient très strictement la fondation et l'édification des villes coloniales du Nouveau Monde. Ces *ordenanzas* préconisent notamment une place centrale quadrangulaire et un plan général en damier, modèle qui va être reproduit à des milliers d'exemplaires dans toute l'Amérique hispanique. Outre le plan orthogonal, les ordonnances royales prévoient la hauteur des bâtiments, la largeur des rues, qui varie selon le climat, les matériaux à utiliser, etc. Cet urbanisme s'inspire de principes de la Renaissance, qui découlent eux-mêmes d'une très antique tradition. Le plan en damier, déjà préconisé dans l'Antiquité par le grec Hippiodamos de Millet, est mis en œuvre dans les colonies grecques d'Asie Mineure, mais aussi dans les villes romaines et dans les bastides et villes nouvelles que l'on crée en Europe au Moyen Âge et à la Renaissance. Les Espagnols, au moment où ils entreprennent la colonisation de l'Amérique, viennent d'achever la *Reconquista* de l'Espagne sur les Arabes, et ont déjà une longue expérience de créateurs de villes.

Ces villes coloniales sont conçues comme le pivot de la conquête, territoriale et culturelle ; elles apparaissent aux Espagnols comme des îlots de civilisation dans un continent immense et sauvage ; elles servent enfin d'instruments d'aliénation pour les populations indiennes, qu'il s'agit de convertir à un nouvel ordre du monde, religieux, mais plus largement culturel. Dans cette même volonté d'acculturation, Philippe II ordonne que l'on donne de nouveaux noms aux lieux, toponymes des conquérants qui viendront remplacer les anciens noms indiens. Les villes hispaniques forment un réseau dense, hiérarchisé, depuis la *ciudad* jusqu'à l'*asiento*, qui quadrille l'espace, maille le territoire et permet son appropriation. Des dizaines de villes sont créées au cours du XVI<sup>e</sup> siècle, qui voit la mise en place du réseau urbain de l'Amérique hispanique. Il faudra ensuite attendre la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour assister à une deuxième vague de fondations urbaines, villes qui évolueront ensuite au gré des développements économiques du continent.

### **Situations et cycles de développement**

Outre leur fonction politique, les villes latino-américaines existent pour permettre l'appropriation des richesses économiques d'un territoire. Au départ, elles ne sont pas des lieux de production mais des marchés, des lieux d'échange, souvent des ports pour les plus importantes d'entre elles. On y importe les biens européens et on y exporte des produits agricoles. Avec la soif des conquérants pour les métaux

précieux, un autre type de ville apparaît rapidement : la ville minière. Une fois le filon épuisé, ces villes végètent doucement, comme San Luis Potosi, ou Zacatecas, au Mexique. Parfois elles connaissent aujourd'hui un regain de vie grâce aux touristes, attirés par leur important patrimoine baroque, qu'elles doivent à leur prospérité de l'époque coloniale (Guanajuato, au Mexique, Ouro Preto, au Brésil). Plus tard, d'autres ressources du sous-sol ont généré le développement urbain : on trouve des villes du pétrole sur les côtes du golfe du Mexique (Minatitlan, Coatzacoalcas, Ciudad Madero au Mexique) et de la mer des Caraïbes (Maracaïbo au Venezuela), dans les déserts humains d'Amazonie ou de Patagonie<sup>1</sup>...

Des villes doivent parfois leur croissance à une situation stratégique. C'est en particulier le cas des villes frontières, qui servent ou servirent à contrôler un territoire le long de fronts pionniers. On trouve toujours de telles villes au Brésil, qui naissent au fur et à mesure de la conquête de l'Amazonie. Mais les zones frontières ne sont pas seulement des marches à défendre ou à peupler, elles sont aussi des interfaces actives pour les échanges, bénéficiant d'un différentiel entre deux espaces (de richesse, de droit, de ressources...) et peuvent parfois susciter un important développement urbain, comme par exemple dans les villes de la frontière Mexique/États-Unis, qui fonctionnent en doublets de villes jumelles de part et d'autre de la frontière : San Diego-Tijuana, Ciudad Juarez-El Paso, Laredo-Nuevo Laredo...). Leur dynamisme démographique et économique est fondé sur la différence de potentiel économique entre le Nord et le Sud, à travers le système des *maquiladoras*, usines de sous-traitance installées dans des zones franches frontalières. Une main-d'œuvre mexicaine peu qualifiée et bon marché, souvent féminine, y assemble des produits à destination du marché nord-américain. Cette interface qui combine les capitaux et marchés du Nord avec la force du travail du Sud a été renforcée par l'ALENA, le traité de libre-échange entre Mexique, États-Unis et Canada signé en 1994. Outre cette dynamique industrielle, la frontière attire les candidats à l'émigration aux États-Unis venus de toute l'Amérique latine, mais aussi, dans l'autre sens, les Américains qui viennent profiter du faible coût des services au Mexique, et éventuellement s'encanailler : les villes frontières sont aussi le lieu de tous les trafics : drogue, prostitution, etc.

Enfin sont apparues plus récemment des stations balnéaires, parfois de grandes villes à vocation touristique, localisées surtout sur les littoraux.

---

1. Monnet, 1996.

raux et dans les îles des Antilles, autour de la « Méditerranée américaine » qu'est la mer des Caraïbes, selon une expression d'Yves Lacoste. Acapulco ou Cancun, au Mexique, sont de véritables annexes touristiques des États-Unis, et accueillent un tourisme de masse. Dans la zone de métropolisation du Sud du continent, on trouve aussi des stations balnéaires à vocation plus nationale ou régionale : Mar del Plata pour les Argentins, à 400 km au sud de Buenos Aires et ses 12 millions de touristes potentiels, Viña del Mar pour la région centrale du Chili, ou Punta del Este en Uruguay, qui attire les nationaux, mais aussi Brésiliens et Argentins attirés par sa réputation de station chic et branchée.

Si les villes connaissent des vocations et des destinées différentes en fonction de leur localisation, elles ont été aussi plus ou moins marquées par les différentes phases de l'histoire socio-économique du continent. Au XIX<sup>e</sup> siècle, après les indépendances, l'industrialisation, les progrès des moyens de transport (chemin de fer, tramway), une croissance démographique forte couplée à une importante immigration européenne (notamment dans le cône Sud) entraînent une très vive croissance, en étendue et en population, des villes d'Amérique latine. Buenos Aires et Rio attirent alors autant que New York, l'Argentine et le Brésil font de nouveau figure d'eldorado.

Au XX<sup>e</sup> siècle, et plus précisément après 1945, trois phénomènes se combinent pour donner lieu à une véritable explosion urbaine. D'abord, la transition démographique qui entraîne une forte croissance de la population, ainsi qu'une répartition très inégale des terres concentrées aux mains de quelques grands propriétaires, dans des sociétés encore très rurales, créent les conditions d'un important exode rural, qui vient gonfler la population des villes, avec des croissances de l'ordre de 4 % par an des années 1950 à 1970. En outre, les politiques de développement par « substitution aux importations » entraînent une industrialisation des métropoles, qui peuvent donner du travail à une partie de ces migrants, les autres étant condamnés au travail informel ou aux combines plus ou moins légales pour survivre. Enfin, la diffusion de l'automobile étire démesurément les agglomérations. Ces trois facteurs, associés à un décrochage économique du continent par rapport au « premier monde » (les pays développés), entraînent l'apparition de véritables « monstruopoles », villes chaotiques, polluées et sous-développées, dont l'archétype est Mexico<sup>1</sup>. Aujourd'hui, l'explosion urbaine semble cependant contenue, la croissance urbaine en cours de

---

1. Monnet, 1993.

stabilisation, en particulier dans le cône sud, plus développé, où la transition démographique est quasiment achevée. Entre 1990 et 2003, la croissance annuelle de la population urbaine de l'Amérique latine (Caraïbes incluses) est de 2,1 %, à comparer aux 2,8 % de l'Asie du Sud, aux 4,6 % de l'Afrique subsaharienne... et au 1 % des pays développés<sup>1</sup>. Dans leur structure, les villes latino-américaines gardent encore les traces des différents héritages de ces différents moments de croissance.

### L'organisation spatiale de la ville latino-américaine

Les villes d'Amérique latine présentent souvent une structure en auroles, du centre à la périphérie<sup>2</sup>. En Amérique hispanique en particulier, les centres historiques sont nombreux, remarquablement homogènes, différenciés cependant par des styles dominants qui correspondent à un temps fort de leur histoire : par exemple Mexico, capitale de la Nouvelle Espagne, a un riche patrimoine de style colonial, alors que Buenos Aires, qui s'est développée bien plus tardivement, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, est bien plus marquée par un urbanisme de type haussmanien, inspiré par des urbanistes français. Une partie des centres urbains, des quartiers historiques ou péri-centraux est souvent taudifiée, et abrite des populations très pauvres dans des hôtels meublés ou dans des formes d'habitat semi-collectif, où des familles s'entassent dans des chambres autour d'une cuisine et d'un patio commun – *conventillos* de Buenos Aires, *vecindades* de Mexico... La tendance, comme en Europe, est aujourd'hui à la protection et à la valorisation du patrimoine, qui aboutit parfois à des opérations de réhabilitation et à l'embourgeoisement de quartiers dégradés du centre, y compris de friches industrielles : par exemple à Buenos Aires, la reconversion des anciens entrepôts de brique de l'ancien Puerto Madero du XIX<sup>e</sup> siècle, abandonnés depuis longtemps, en promenade urbaine avec lofts, bureaux et restaurants chics, sur le modèle des docks de Londres, grâce à la coopération de la municipalité de Barcelone... Cet exemple témoigne de la mondialisation des expertises et des modèles urbains : la coopération décentralisée, où des organismes comme l'UNESCO participent souvent à ces programmes de protection du patrimoine. Mais si les centres connaissent un regain urbanistique, aujourd'hui leur croissance démographique est ralentie, et l'essentiel de la croissance urbaine se fait à la périphérie des agglomérations. Accolés aux centres

---

1. Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2005.

2. Deler, 1994a.

anciens, on trouve dans les plus grandes métropoles des centres d'affaires, sur le modèle nord-américain : sièges d'entreprises, activités bancaires et financières, tertiaire supérieur se concentrent dans des immeubles de style international. Le nombre et la hauteur des gratte-ciel sont inégaux selon les villes : les tours marquent fortement le paysage urbain au Brésil, au Venezuela et en Colombie, pays où l'habitat des classes supérieures dans des tours de luxe est le plus développé. En général, c'est également non loin du centre historique et du quartier des affaires que l'on trouve les beaux quartiers, qui se développent selon une logique sectorielle, dans une direction donnée (vers le Sud le long des plages à Rio, vers le Nord le long du Rio de la Plata à Buenos Aires). Ces quartiers présentent de larges avenues plantées d'arbres et bordées de *villas* luxueuses, qui emploient souvent domestiques et vigiles venus des quartiers populaires.

Hormis le secteur approprié par les classes aisées, qui comprend aujourd'hui de vastes extensions suburbaines, en général, plus on s'éloigne du centre-ville, plus le niveau socio-économique des habitants décroît. Une grande partie des périphéries est ainsi constituée de quartiers populaires (le *loteo popular* à Buenos Aires, par exemple). Les maisons, simples cubes de parpaings ou de briques, enduites d'une couche de peinture ou de crépi dans le meilleur des cas, y sont auto-construites par leurs habitants, au fur et à mesure de leur progression économique : ajouter un étage est déjà un signe de prospérité. Dans ces quartiers, lotis à la hâte sans que les normes d'urbanisme soient toujours respectées, les équipements collectifs sont en général médiocres : les rues sont en terre, mal éclairées, l'eau courante est inconnue, les habitants manquent de parcs, d'écoles, de dispensaires, de dessertes en moyens de transport, et la sécurité publique laisse à désirer.

Encore plus bas dans l'échelle socio-urbaine, on trouve les bidonvilles, caractérisés par leur très grande précarité, et une occupation des terres souvent illégale. Ils peuvent s'étendre sur des surfaces considérables en grande périphérie des agglomérations (Netzahualcoyotl, à Mexico, abrite près d'un demi-million d'habitants) ou occuper des interstices urbains de taille variable, parfois au cœur même des villes : friches industrielles, espaces enclavés entre autoroutes et voies ferrées, zones inondables au bord des cours d'eau, pentes fortes délaissées par l'urbanisation légale. Ces bidonvilles, qui portent des noms différents selon les pays (*ciudades perdidas* ou *colonias proletarias* au Mexique, *barriadas* au Pérou, *ranchitos* à Caracas, *favelas* à Rio, *villas miserias* en Argentine...), ont explosé avec l'urbanisation accélérée du

continent, à partir des années 1940. Ils regroupent aujourd'hui en général entre 30 à 50 % de la population, selon les villes. Entre le quartier ouvrier bien consolidé et le bidonville le plus minable, il existe cependant toute une gamme de situations intermédiaires, sans compter que tous ces quartiers évoluent dans le temps. Sous l'impulsion d'associations de résidents, parfois aidées par des ONG locales ou internationales, des programmes sont menés pour « consolider » et « intégrer » le quartier à la ville : peu à peu, les habitants peuvent accéder à la régularisation juridique de leur statut, obtenir l'extension des réseaux d'adduction et d'évacuation des eaux, l'asphaltage des rues, l'ouverture d'écoles ou de routes... Pour autant, de nombreux problèmes subsistent.

## **Les défis contemporains**

### **Vers une nouvelle gouvernance urbaine**

Les années 1970 et 1980 ont été en Amérique latine un temps de luttes urbaines, porté par l'espoir d'une ville meilleure. Dans les années 1980, un mouvement global de démocratisation a vu la fin des dictatures militaires dans de nombreux pays d'Amérique latine, dictatures souvent peu tendres avec les habitants des bidonvilles et les pauvres. Ce retour à la démocratie s'est accompagné d'une certaine décentralisation du pouvoir vers l'échelon communal, propulsé en première ligne dans la lutte contre la pauvreté. Épaulés par des associations ou des syndicats, les plus démunis revendiquaient le droit à la ville, l'accès à la terre et aux services urbains par des actions spectaculaires, comme des occupations de terre – appelées opérations de « parachutisme » (*paracaidismo*) à Mexico, *asentamientos* à Buenos Aires. Mais la stagnation économique des années 1980, « la décennie perdue » pour l'Amérique latine, qui s'est conclue symboliquement par des émeutes urbaines et des pillages de supermarchés (à Buenos Aires et Caracas), a eu raison de ces espoirs.

Dans la décennie 1990, la multiplication des acteurs impliqués dans les programmes d'urbanisme, par la décentralisation mais aussi la coopération décentralisée et la multiplication des ONG, s'est accompagnée d'une réorientation des politiques des grands bailleurs de fonds (Banque mondiale, FMI, Banque interaméricaine de développement) qui voulaient rompre avec l'assistanat et le technocratisme en stimulant la « participation » des pauvres, invités à s'impliquer aussi bien dans la définition des projets que dans leur réalisation, sous forme de

travail volontaire. Ces organismes internationaux, dans un contexte de crise économique et de fort endettement, ont pris un rôle de plus en plus important dans les définitions des grands principes des politiques urbaines des pays latino-américains, en imposant aux villes comme aux États les règles néo-libérales du « consensus de Washington » : réduction des déficits, des dépenses publiques, désengagement de l'État, privatisation des services urbains (eau, téléphone, électricité), ouverture brutale des économies au marché mondial. Sur le terrain, ces politiques, alliées à un contexte de morosité économique, ont surtout eu pour effet un spectaculaire accroissement des inégalités socio-spatiales. Les systèmes publics de santé, de télécommunication, de transports ou d'éducation ont végété ou disparu, relayés par une offre privée, contrôlée par de grandes firmes multinationales européennes ou nord-américaines. Si la qualité et l'efficacité de ces services se sont incontestablement améliorées, leur très fort renchérissement en a interdit l'accès à une partie des plus pauvres, entraînant un fort mécontentement populaire.

À une échelle plus locale, la pénurie de moyens, la corruption, l'incurie, les rivalités ou le manque de coordination entre les différentes autorités sectorielles ou échelons territoriaux (ville-centre / communes de banlieue, provinces, États...), l'absence de structures de gestion à l'échelle des métropoles sont souvent sources de difficultés dans la gestion urbaine, problèmes qui ne sont d'ailleurs pas propres à l'Amérique latine, mais y apparaissent exacerbés. Des exceptions sont à noter dans ce tableau peu optimiste : malgré toutes les difficultés socio-économiques que connaît le Brésil, certaines de ses villes sont aujourd'hui citées dans le monde entier comme exemples d'expériences réussies de gouvernement urbain, malgré quelques réserves. C'est notamment le cas de Porto Alegre pour son budget participatif, voté par les habitants lors de réunions de quartier, ou de Curitiba, qui a mis en place une gestion écologique exemplaire (aménagement de parcs, tri des déchets...) avec le soutien et la participation de la population.

### **Des villes fragmentées**

Malgré tous les efforts pour mieux gérer les villes, l'heure est souvent au désenchantement en ce début de siècle. L'espace urbain apparaît de plus en plus segmenté, ou « fragmenté<sup>1</sup> ». Les quartiers-

---

1. Prévôt-Schapira in Dorier-Apprill, 2000 ; Guerrien, 2004.

forteresses pour les riches se développent, entourés de grillages et gardés par des vigiles. Dans les banlieues de Buenos Aires, il existe près de 400 de ces « quartiers privés », construits en grande majorité dans la décennie 1990, qui abritent 50 000 habitants permanents<sup>1</sup>. Les classes aisées désertent les espaces publics traditionnels, perçus comme dangereux et sales, et font émerger de nouvelles formes de centralité urbaines, semi-privées : hypermarchés, centres commerciaux, complexes de loisirs, installés le long des autoroutes suburbaines. La vogue des hypermarchés péri-urbains touche aussi désormais un grand nombre de pays. Le mode de vie latino-américain tend à s'inspirer de plus en plus du modèle nord-américain, fondé sur la maison individuelle et l'automobile, avec d'importants déplacements entre espaces de vie, de travail et de consommation. À l'autre opposé du spectre social, certains bidonvilles s'enfoncent dans la marginalité : dans les favelas de Rio, on constate un affaiblissement de l'action collective, la montée de la criminalité et de l'emprise des gangs de la drogue. D'une façon générale, l'impossibilité pour les plus démunis à accéder à la ville formelle et l'incapacité des autorités à fournir des services urbains publics de bonne qualité obligent les pauvres à développer des stratégies alternatives qui dessinent une véritable ville parallèle : l'auto-construction, l'emploi informel, le recours à des transports au noir, et éventuellement le crime sont les recours possibles de ces catégories pour pallier leur exclusion urbaine.

### **Des villes à risques ?**

Les grandes métropoles latino-américaines apparaissent ainsi comme des villes à risque, social mais aussi environnemental. Les inégalités sociales flagrantes, un passé colonial souvent brutal qui a déstructuré ou détruit les sociétés locales font que la violence et la criminalité y sont relativement élevées, et ont, semble-t-il, connu une forte augmentation dans les dernières années. Dans la Ville Autonome de Buenos Aires, on relève 19 homicides<sup>2</sup> en 1991, mais 151 en 1998 ! Dans le District fédéral de Mexico, le nombre de délits enregistrés par la police a plus que doublé<sup>3</sup> dans la décennie 1990. Partout, le sentiment d'insécurité est en outre démultiplié par les médias qui rendent compte avec beaucoup d'ostentation des agressions et crimes les plus spectaculaires. La violence étatique, passée et présente, contribue aus-

---

1. Lacarrieu, Thuillier, 2004.

2. Chiffres du ministère de la Justice argentin.

3. Guerrien, 2001.



si à ce sentiment d'insécurité diffus : les dictatures ont laissé de mauvaises habitudes chez les polices de beaucoup de pays, où les « bavures » de policiers ivres ou corrompus ne sont pas rares, à moins que cette violence ne prenne la forme d'une véritable guerre aux pauvres, comme dans le cas des escadrons de la mort brésiliens chargés de débarrasser les villes des enfants des rues. Et si la multiplication des vigiles et autres forces de sécurité privées protège les possédants dans une certaine mesure de la violence des pauvres, elle augmente aussi les risques de dérapages. Enfin, malgré les retours à la démocratie, les violences politiques subsistent sporadiquement : elles sont quotidiennes en Colombie, où la guerre civile fait rage depuis 40 ans, et n'épargne désormais plus les villes. Ailleurs, dans des contextes de crise politique ou économique, les manifestations et leur répression peuvent dégénérer facilement, comme on l'a vu à Caracas lors des manifestations et émeutes qui ont suivi une tentative de coup d'État contre le président Chavez en avril 2002, ou à Buenos Aires lors des manifestations liées à la crise économique de décembre 2001, qui ont fait des dizaines de morts.

Dans un autre registre, les risques « naturels » sont souvent élevés dans les villes latino-américaines, et renforcés par une urbanisation inadaptée : constructions de mauvaise qualité, sans respect des normes, et dans des zones à risques. Le risque sismique est présent au Mexique, en Amérique centrale et dans les Andes. De nombreuses villes ont été détruites, et parfois déplacées, suite aux tremblements de terre, comme au Guatemala en 1773<sup>1</sup>. Le tremblor de Mexico de 1985 fit 30 000 victimes et près d'un demi-million de sans-abris<sup>2</sup>. Les inondations sont un autre risque meurtrier. Leurs importants dégâts sont souvent dus au fait que les plus pauvres construisent souvent illégalement dans des zones à risques : fortes pentes de la vallée de Caracas, des mûles tropicaux de Rio, ou plaines mal drainées des banlieues de Buenos Aires. Autour du golfe du Mexique, les cyclones tropicaux génèrent pluies diluviennes et vents violents, entraînant destructions, inondations et, plus grave sans doute, des glissements de terrains, qui affectent particulièrement les fortes pentes négligées par l'urbanisation formelle, mais sur lesquelles fleurit l'habitat informel des bidonvilles, à la recherche d'espaces libres proches des centres urbains et de leurs ressources en emplois. Les conséquences peuvent être dramatiques : 9 000 victimes pour le cyclone Mitch au Nicaragua et Honduras

---

1. Musset, 2002.

2. Baby-Collin & Laforest, 2001.

en octobre 1998 ; 50 000 morts lors des glissements de terrain sur les montagnes côtières au nord de Caracas l'année suivante...

L'approvisionnement en eau peut aussi être problématique, en raison de l'obsolescence des réseaux et/ou du manque de ressources hydriques, comme dans le cas de Mexico, construite en zone semi-aride et obligée de se fournir en eau au moyen d'aqueducs de centaines de kilomètres. L'impuissance des autorités à produire un environnement urbain de qualité se manifeste aussi dans la gestion des déchets (décharges sauvages qui polluent l'air et les nappes phréatiques), les rejets industriels incontrôlés, la pollution atmosphérique due à l'engorgement des réseaux routiers, conséquence de l'insuffisance chronique des transports en commun, faute d'investissements suffisants, mais aussi le bruit, de plus en plus reconnu comme un problème de santé publique dans de nombreuses villes latino-américaines. À Mexico, plus grande ville du continent, les effets de la pollution sont renforcés par le site de la ville, cuvette fermée à 2 500 m d'altitude : l'indice de pollution atmosphérique (qui intègre ozone, dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, plomb et particules en suspension), dépasse les normes officielles en vigueur plus de 300 jours par an, et est supérieur à deux fois la norme 90 jours par an<sup>1</sup>. Cette pollution serait due à 80 % à l'automobile, la part de l'industrie ayant fortement régressé<sup>2</sup>.

Malgré toutes ces difficultés non résolues, les villes d'Amérique latine ont réussi à faire face tant bien que mal à leur vertigineuse croissance du XX<sup>e</sup> siècle : « et pourtant, elles tournent ! » Aujourd'hui en voie de stabilisation démographique, elles restent cependant confrontées à de nombreux défis, qui sont ceux de toutes les villes des PVD : diminuer la pauvreté, intégrer l'habitat informel, améliorer les transports urbains, endiguer la violence, maîtriser les risques naturels, améliorer la qualité de la vie et l'environnement... Il semble cependant que la tendance naturelle du laisser-faire en vogue dans les milieux dirigeants conduise aujourd'hui au renforcement des inégalités, de l'exclusion, et donc aux risques de tous ordres, tandis que seule une minorité des populations urbaines, insérée dans les réseaux de l'économie mondialisée, voit sa situation matérielle et sa qualité de vie s'améliorer. Sortir de ce cercle vicieux impliquerait une nouvelle gouvernance : une volonté politique forte, et un gouvernement urbain qui ait les moyens d'agir, moyens financiers, mais aussi politiques, institu-

---

1. Musset, in Dorier-Apprill, 2000, p. 374.

2. Baby-Collin & Laforest, 2001.

tionnels et juridiques. Une ville ne peut fonctionner si elle n'est pas une construction politique efficace : pour maîtriser leur avenir, les villes latino-américaines doivent d'abord faire cité.

## **Bibliographie**

### **D'autres synthèses générales sur la ville latino-américaine**

- BABY-COLLIN Virgine, LAFOREST Manuel, 2001, « les villes sud-américaines : modèle métis ? », in Marie Anne Gervais-Lambony (dir.), *Les très grandes villes*, Paris, Atlande, coll. Clef Concours, p. 89-111.  
Un panorama précis, complet, récent, illustré de cartes et d'exemples concis mais efficaces (Caracas, São Paulo, Port au Prince) : incontournable !
- MONNET Jérôme, 1996, « L'Amérique latine », in Paquot Thierry (dir.), *Le monde des villes. Panorama urbain de la planète*, Paris, Complexe, p. 271-302.  
L'essentiel en quelques pages.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 1999, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, n°258, novembre, « Quand la ville se défait », p. 128-144.  
Le point sur les questions sociales.
- SCHNEIER-MADANES Graciela, 1990, « L'Amérique latine : une histoire de villes », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 125, vol. XLII, n°3, août, « Histoires de villes », p. 377-393.  
Une vision architecturale.

### **Ouvrages collectifs et numéros spéciaux de revues**

- *Problèmes d'Amérique latine*, n°14, 1994, « La ville et l'Amérique latine », Paris, la Documentation française.  
Bien que déjà un peu ancien, ce numéro spécial comporte des articles généraux importants et synthétiques sur les villes latino-américaines, en particulier :
  - DELER Jean-Paul, 1994a, « Identité urbaine du continent », p. 14-18.
  - DELER Jean-Paul, 1994b, « Un espace marqué par la métropolisation », p. 37-45.
  - DOLLFUS Olivier, 1994, « La ville et l'Amérique latine », p. 7-12.
- *Cahiers des Amériques latines*, n°35, 2001, « Métropoles d'Amérique latine. De l'espace public aux espaces privés », Paris, IHEAL Éditions.  
Un point essentiel sur les questions de géographie sociale urbaine : inégalités et ségrégation et conflits urbains, bidonvilles et quartiers huppés enclos, rénovation des centres villes et centres commerciaux...
- DORIER-APRILL Élisabeth (coord.) 2000, *Les très grandes villes dans le monde*, Paris, Éditions du temps.  
4 articles utiles sur l'Amérique latine :
  - VANNEPH Alain, « La très grande ville latino-américaine », p. 339-349.
  - PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Ségrégation, fragmentation, sécession dans les grandes villes latino-américaines : l'exemple de Buenos Aires », p. 351-372.

- MUSSET Alain, « Mexico : les ambiguïtés d'une métropole », p. 373-378.
- SALIN Elodie, « le cas du centre historique de Mexico », p. 379-382.
- JALABERT Guy (coord.), 2001, *Portraits de grandes villes. Société-Pouvoirs-Territoires*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.  
Pour l'Amérique latine, cet ouvrage comprend des études de cas sur **Mexico** (Claire HANCOCK et Jérôme MONNET), **Buenos Aires** (Guénola CAPRON et Guy THULLIER), et **Santiago du Chili** (Jean-Louis COLL), illustrées de cartes et construites selon un plan identique (*I. La dimension démographique, II. La dynamique économique, III. Les structures sociales, VI. La gouvernance, V. Les structures spatiales et les paysages construits*), ce qui permet de diversifier les thématiques dans chaque article et de faciliter les comparaisons entre villes.

### Autres références citées dans l'article

- BANQUE MONDIALE, *World Development Indicators*, 2005.
- DELER Jean-Paul, 1981, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*, Lima, Institut français d'études andines.
- GUERRIEN Marc, 2001, « Délinquance, criminalité, et sentiment d'insécurité : quelques réflexions sur le cas de Mexico », *Cahiers des Amériques latines*, n°37, 2001-2, p. 61-83.
- GUERRIEN Marc, 2004, « Transformation et fragmentation des espaces urbains. Le cas de la zone métropolitaine du bassin de Mexico », *L'espace géographique*, n°33-4, p. 336-352, p. 183-199.
- LACARRIEU Mónica, THULLIER Guy, 2004, « Une utopie de l'ordre et de la fermeture : "quartiers privés" et *country*s à Buenos Aires », *L'espace géographique*, 2004-2, p. 149-164.
- MONNET Jérôme, 1993, *La ville et son double : la parabole de Mexico*, Paris, Nathan, coll. « Essai et Recherches », 221 p.
- MORICONI-ÉBRARD François, 2000, *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du monde*, Paris, Ophrys, coll. « GéOphrys », 344 p.
- MUSSET Alain, 2002, *Villes nomades du Nouveau Monde*, Paris, EHESS Éditions, coll. Civilisations et sociétés, 397 p.

# Les villes portuaires d'Amérique latine

Anne-Peggy Hellequin<sup>1</sup>

Université du Littoral

Si les littoraux latino-américains ont longtemps souffert d'une mauvaise image du fait surtout de l'insalubrité de leurs côtes, ils abritent aujourd'hui des centaines de villes portuaires dont deux dépassent les 10 millions d'habitants, Buenos Aires et Rio de Janeiro<sup>2</sup>. Plusieurs sont des capitales nationales comme La Havane, Montevideo ; d'autres sont d'anciennes capitales (Rio de Janeiro) ; enfin, certaines, sans être les capitales, sont les plus peuplées comme Guayaquil. Les villes portuaires jouent donc un rôle fondamental dans les armatures urbaines de l'Amérique latine. Mais Rio de Janeiro, La Havane, San Juan, Valparaiso, Buenos Aires, c'est aussi autant de lieux mythiques qui construisent une image de la ville latino-américaine faite d'entrepôts, de navires, de quartiers de marins et de nouveaux arrivants comme les *porteños* de Buenos Aires. La ville portuaire, c'est enfin dans une économie mondialisée un signe de puissance : le trafic maritime est souvent utilisé dans les classements des grandes villes mondiales. Autant d'éléments qui font de la ville portuaire un objet de réflexion nécessaire dans une connaissance globale de l'Amérique latine.

## Des littoraux et des villes portuaires

### Façades et rivages

Les littoraux latino-américains sont composés de plusieurs rivages, du Mexique à la Terre de Feu, auxquels il faut ajouter ici ceux des ensembles insulaires caribéens. Il existe une façade Atlantique et une façade Pacifique. Les villes portuaires sont aussi repérables dans les estuaires comme celui du Rio de Plata ou même assez loin sur les fleu-

---

1. L'auteur tient à remercier Vincent Herbert et Jean-Marc Joan (université du Littoral) pour leurs judicieux conseils.

2. Moriconi-Ébrard F., 2000.

ves comme Manaus qui se situe à plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur des terres. Selon A. Musset<sup>1</sup>, l'Amérique latine compte 50 000 km de côtes auxquels il faut ajouter les 10 000 km des Antilles. Ces 60 000 km sont d'ailleurs comptabilisés à une échelle moyenne et ne prennent pas en compte les îlots et toutes les indentations du littoral. Certains pays ont deux façades, d'autres sont complètement enclavés (Bolivie, Paraguay). Certains pays ont des rivages très longs : le Brésil et le Chili avec plus de 10 000 km sont des géants par rapport au Belize qui n'en a que 280 km. Tout au long de ces littoraux, les conditions naturelles sont souvent peu favorables à l'implantation humaine. En effet, l'aridité du littoral Pacifique est bien connue. De son côté, le passage d'El Niño a provoqué des pluies torrentielles et le réchauffement des eaux marines qui ont entraîné une baisse des ressources halieutiques au début des années 1980 et de nouveau à la fin des années 1990. On doit y ajouter les risques de raz-de-marée importants qui ont déjà détruit les premières villes portuaires péruviennes et chiliennes (Callao en 1746, Concepción de Chile en 1751) ; plus récemment, en 1979, une vague de cinq mètres a déferlé sur les littoraux équatoriens et colombiens. Enfin, la mangrove qui recouvre les côtes intertropicales complexifie les implantations. Ces conditions difficiles ont été pourtant aménagées par les sociétés, même si l'Amérique latine n'a jamais été le berceau de grandes civilisations maritimes. Ainsi, le nombre et la variété des implantations portuaires révèlent de nombreuses interactions entre terre et mer.

En regard de ces immenses littoraux et à l'échelle sous-continentale, les ports sont assez nombreux puisqu'on peut en comptabiliser<sup>2</sup> au moins 250 dont 144 pour l'Amérique du Sud, les 2/3 étant localisés sur la façade Atlantique. Les Caraïbes à elles seules en comptent 60. L'Amérique centrale connaît une densité portuaire moins élevée puisqu'elle n'en compte qu'une trentaine. Les distributions de ces ports sont irrégulières. En premier lieu et contrairement aux idées reçues, un long chapelet assez dense de ports s'étire du nord au sud de la façade Pacifique. Il s'effiloche cependant aux deux extrémités (Mexique et Chili méridional), alors que la façade Pacifique de la Colombie est quasiment vide. La façade Atlantique offre un paysage plus complexe et discontinu où quelques concentrations s'intercalent entre de longues étendues vides. Le bassin du Parana et l'estuaire de la Plata constituent la principale concentration portuaire. Cette densité reste impor-

---

1. Musset A., 1998.

2. Comptage réalisé sur la base d'une cartographie de 1989 de A. Vigarié pour le *Grand Atlas Universalis de la Mer*.

tante dans le Sudeste brésilien et sur les rives du lac de Maracaibo, alors que les implantations portuaires sont beaucoup plus ponctuelles sur les autres rivages. Les Caraïbes proposent enfin un modèle encore différent avec une forte densité portuaire sur les îles les plus grandes, plutôt tournée vers la mer des Caraïbes, sauf à Cuba où le nombre de ports est presque identique sur les rivages atlantiques et caribéens. La répartition des villes portuaires à l'échelle nationale met en évidence d'autres logiques spatiales qui reposent sur des occupations différenciées des littoraux. Dans une partie des pays, les villes portuaires sont peu nombreuses, comme au Mexique et dans les pays andins. Au contraire, les Brésiliens et les Vénézuéliens occupent fortement les littoraux. Au Mexique, il n'y a aucune ville portuaire dans les dix premières grandes villes : les ports sont en général doublés de villes capitales régionales à l'intérieur des terres, sauf la ville portuaire de Mazatlán. En revanche, au Brésil, à l'exception de quelques grandes villes intérieures dont la capitale Brasilia, toutes les grandes villes se situent à proximité du littoral. On retrouve cette même organisation dans l'espace guyanais. La place des villes portuaires en Uruguay et en Argentine est moins évidente. En effet, si les capitales sont des villes portuaires, il n'y a pas de concentration nette sur les littoraux. Ces oppositions nationales sont complétées par des oppositions entre façades. Le Mexique et la Colombie ont privilégié leur façade Atlantique au détriment du Pacifique où les ports sont moins nombreux. Dans les pays d'Amérique centrale, les villes portuaires se sont plutôt implantées sur le Pacifique, la façade Atlantique étant plutôt dévolue aux grandes plantations.

### **Des villes portuaires sur les rivages**

À l'échelle des rivages, les villes portuaires sont localisées sur des sites d'abri favorables au chargement et déchargement des navires. Plusieurs facteurs peuvent entrer dans le choix d'un site portuaire : de bonnes conditions nautiques (profondeur, courant marin, conditions d'accès) ; des situations abritées par rapport aux vents et à la houle et que l'on peut aisément défendre. Les indentations du littoral vont être longtemps privilégiées surtout lorsqu'elles ont un accès étroit comme à La Havane ou bien qu'elles sont presque fermées par des îles (San Juan de Puerto Rico, Carthagène des Indes). La plus célèbre rade de l'Amérique latine est sans aucun doute celle qui accueille Rio, c'est-à-

dire la baie de Guanabara<sup>1</sup>. Elle s'étend sur 30 kilomètres de long et l'accès est protégé par le Pain de Sucre. C'est un site portuaire très favorable qui va accueillir des colonisations successives. De la même façon, San Juan de Puerto Rico sera fondée en fond de baie, mais le site insalubre est abandonné au profit d'Isleta c'est-à-dire sur la petite île qui ferme la baie de San Juan. Ces conditions d'abri privilégiées peuvent être renforcées par des profondeurs importantes qui augmentent encore leurs attraits comme à Mejillones (Chili). La largeur de la baie de La Havane, sa profondeur (10 mètres en moyenne), sa possible fermeture en cas d'attaque en feront un site d'abri exceptionnel dans les échanges coloniaux. Les lacs comme celui de Maracaibo constituent aussi une autre possibilité d'implantation. Les sites d'estuaires sont aussi favorables, l'exemple le plus important pour l'Amérique latine est celui du Rio de la Plata. Large de 200 kilomètres, deux capitales nationales y sont installées. Il serait le centre du Mercosur. Il est complété par les ports de Mar del Plata et de la Paloma sur l'Atlantique. En amont, l'estuaire s'inscrit dans un système portuaire qui comprend des ports comme Rosario et Santa Fé sur le Parana en ce qui concerne les plus grands. De même, le port de Guayaquil sur le Rio Guyas est installé en fond d'estuaire. D'autres sites peuvent s'avérer aussi favorables. Il s'agit des ports installés sur le fleuve dans des situations très diverses puisque Manaus se situe à 1 600 kilomètres de l'océan, mais Santos est juste à l'embouchure du Rio Cubatao. Enfin des ports artificiels ont été construits comme le port de Buenos Aires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus récemment, le port de Sepetiba en eaux profondes a été construit à proximité de Rio de Janeiro.

### **Des hiérarchies portuaires**

Pour mieux appréhender les villes portuaires et mieux comprendre les logiques spatiales de l'Amérique latine, il est important d'élaborer une armature urbano-portuaire qui rendrait compte d'une organisation des territoires. Les trafics de marchandises offrent une information assez globale, même s'ils sont à l'origine des paysages très différents qui peuvent se juxtaposer (tableau<sup>o</sup>1). En effet, le stockage des céréales dans les silos gigantesques, les cuves destinées aux hydrocarbures, les entrepôts frigorifiques, les terre-pleins pour le bois, et aujourd'hui les grands portiques organisant les aires de stockage de conteneurs sont autant de paysages portuaires. La diversité paysagère

---

1. Voir la photographie en double page insérée p. 408-409 dans le volume *Amérique latine* de la *Géographie universelle*, Belin/Reclus, 1991.



est d'autant plus grande qu'un même port peut juxtaposer plusieurs espaces et plusieurs terminaux. Les interactions avec la ville proche sont aussi plus ou moins importantes selon le type de marchandise et son éventuelle transformation. Cette armature portuaire est cependant à prendre avec les précautions d'usage, même si les ordres de grandeur de la hiérarchie et des trafics indiqués peuvent être utilisés.

**Tableau n°1 : les 20 plus grands ports latino-américains en 2003**

Rang	Port	Pays	Trafic en milliers de tonnes
1	Tubarão	Brésil	72 610
2	Itaqui	Brésil	67 591
3	Santos	Brésil	60 077
4	Sepetiba	Brésil	44 746
5	Paranagua	Brésil	33 556
6	Rio de Janeiro	Brésil	27 363
7	Dos Bocas	Mexique	23 021
8	Rio Grande	Brésil	21 496
9	Praia Mole	Brésil	20 824
10	Salina Cruz	Mexique	16 330
11	Veracruz	Mexique	16 255
12	Sao Francisco do sul	Brésil	15 926
13	Manzanillo	Mexique	13 820
14	Callao	Pérou	13 544
15	Manaus	Brésil	12 204
16	Porto Alegre	Brésil	11 957
17	Lazaro Cardenas	Mexique	11 397
18	République dominicaine (Haina)	Caraïbes	10 572
19	Tampico	Mexique	9 900
20	San Antonio	Chili	9 749

Source : CEPAL, 2004, Serie Recursos naturales e infraestructura.

L'Amérique latine présente une situation très moyenne à l'échelle internationale, elle représentait environ 13 % des marchandises chargées en 2002. De même, le 1<sup>er</sup> port de commerce non spécialisé, Santos au Brésil, 3<sup>e</sup> port de notre classement, avec un trafic de 53 millions de tonnes en 2003 se situe loin des résultats de Rotterdam (plus de 320 millions de tonnes). Il s'agit des trafics toutes marchandises qui recouvrent aussi les ports pétroliers et de minerais, donc une série de ports monofonctionnels. Ainsi les ports de Tubarão et Itaqui au Brésil sont des ports principalement d'exportation de minerais de fer et des peti-

tes villes (72 000 habitants et 35 000 habitants respectivement), alors que Santos est le 1<sup>er</sup> port polyfonctionnel de l'Amérique latine à proximité de l'agglomération de São Paulo, c'est-à-dire la 2<sup>e</sup> agglomération la plus importante de l'Amérique latine dont il est le débouché et la porte d'importation. Les ports brésiliens d'ailleurs occupent les huit premières places. Cette omniprésence est à peine contrariée par le Mexique avec ses ports spécialisés de Dos Bocas surtout et de Salina Cruz. D'autre part, les 20 grands ports latino-américains se situent sur la façade Atlantique. Seuls les ports de Manzanillo, Lazaro Cardenas et Salina Cruz au Mexique, Callao au Pérou, et San Antonio du Chili sont sur la façade Pacifique. Dans ce classement, on ne trouve aucun port de la côte septentrionale et peu ou pas de ports caraïbes. Au-delà des 20 plus grands ports, le reste de la hiérarchie portuaire indique un nombre important de ports dont les trafics sont médiocres (de quelques millions de tonnes ; seulement 120 ports ont un trafic supérieur à un million de tonnes en 2003) et dont l'influence reste très ponctuelle, plutôt régionale voire locale. E. Foulquier<sup>1</sup> propose ainsi de distinguer sept ensembles urbano-portuaires pour l'Amérique du Sud sur les deux façades :

- Façade Pacifique :
  - ports de la Patagonie chilienne dont l'activité est centrée sur les produits de la mer et du bois,
  - ports autour de Valparaiso connectés à Santiago,
  - ports péruvien-chilien : de Antofagasta à Matarani aux arrière-pays miniers et polyfonctionnel.
- Façade Atlantique :
  - Sudeste brésilien composé de 5 espaces urbano-portuaires : Santos associé à São Paulo ; Vitorai-Tubarão ; Rio-Sepetiba, Curitiba-Paranagua et Tietê-Parana.
  - Nordeste autour de Fortaleza Recife et Salvador
  - La Lagoa Dos Patos : Rio Grande, Porto Alegre
  - Domaine du Parana dont l'estuaire de la Plata constitue le contact maritime

Cependant, le transport maritime est aujourd'hui marqué par le poids grandissant des conteneurs dans les échanges (tableau n°2). La puissance d'un port repose alors sur ses capacités de stockage des boîtes (les aires doivent être les plus étendues<sup>2</sup>), sur l'existence d'un système fiable et rapide de manutention, et surtout sur la qualité de ses

---

1. Foulquier E., 2001.

2. Un navire dit post-panamax transporte plus de 5 000 boîtes.

relations avec d'autres espaces soit par voie maritime soit par d'autres modes de transports (fluvial, ferroviaire ou routes) puisque le gigantisme des navires permet de faire des économies d'échelles sous réserve d'une redistribution des boîtes. Le trafic de conteneurs de l'Amérique latine (83 ports identifiés par la CEPAL en 2004) représente une part faible du trafic mondial puisqu'il ne recouvre que 6,8 % du trafic. Le total de la région n'atteint pas d'ailleurs les 20 millions TEU<sup>1</sup> de Hong Kong. Même si la croissance (2002-2003) de 8,6 % est supérieure à l'Europe, elle ne permet guère de réduire les écarts avec les autres régions du monde.

**Tableau n°2 : le trafic de conteneurs par régions du monde en 2003**

Régions	Trafic en millions de TEU	Part du trafic mondial (%)
Amérique latine	19,8	7
Asie	153,5	54
Europe	58,5	20
Amérique du Nord	37,1	13
Australasia	5	2
Autres	10,6	4
total	279,5	100 %

Source : CEPAL, 2004, Serie Recursos naturales e infraestructura.

À l'échelle latino-américaine, ce sont les Caraïbes qui jouent un rôle déterminant. Elles représentent plus de 28 % de trafic régional, suivie de la côte orientale de l'Amérique du Sud. Elles regroupent à elles deux plus de 50 % du trafic de conteneurs de toute l'Amérique latino-américaine. Panama et l'Amérique centrale jouent un rôle aussi important. Le Mexique représente 8,5 % du trafic régional à lui seul alors que la côte septentrionale de l'Amérique du Sud a un rôle très faible dans les échanges de conteneurs. La côte Pacifique de l'Amérique est peu présente. La bonne croissance du trafic régional masque des différences importantes selon les sous-espaces. En effet, la côte Est connaît une croissance rapide (+ 27,5 %), la plus importante au monde. La côte Ouest de l'Amérique du Sud et les Caraïbes améliorent leurs trafics respectivement de 11,3 % et 6,4 %, mais la côte Nord et l'Amérique centrale perdent du trafic de conteneurs. Ainsi il existe des situations extrêmement différenciées selon les rivages latino-américains, ceux ayant des positions privilégiées sont effectivement les plus puissants, mais la croissance des grands pays de la côte orientale permet d'imaginer un rattrapage des ports caribéens. À l'échelle nationale, la hié-

1. Twenty-foot Equivalent Unit ou EVP en français.

rarchie des ports à conteneurs permet de mettre en évidence d'autres organisations. Les ports à conteneurs sont répartis sur tous les rivages de l'Amérique latine. Cependant, cette répartition assez équilibrée montre aussi de profondes inégalités de trafic (tableau n°3). En effet, celui-ci est hyper-concentré puisque les 5 premiers ports manipulent plus de 40 % du trafic total latino-américain en 2003. Cette hyper-concentration correspond à une concentration géographique puisque les Caraïbes, à travers les ports de San Juan de Puerto Rico (1<sup>er</sup>), de Kingston à la Jamaïque (4<sup>e</sup>) et enfin de Freeport (5<sup>e</sup>) aux Bahamas occupent 3 places dans les 5 premiers, et concentrent ainsi 22 % du trafic de conteneurs de toute l'Amérique latine, suivie du port de Colon à l'extrémité du canal de Panama et du port de Santos au Brésil. L'armature est assez simple. Après le 5<sup>e</sup> port, le trafic décroît régulièrement. Par rapport au trafic total de marchandises, hormis le port de Santos qui se classe toujours dans les premières places quel que soit le trafic considéré, les puissances portuaires ne sont pas les mêmes. D'ailleurs, le Brésil ne représente plus le même poids dans le trafic régional, même si on y ajoute Rio Grande (554 000 TEU) et Itajai (466 000 TEU).

**Tableau n°3 : les quinze premiers ports à conteneurs en Amérique latine**

Rang	Port	Rivage	pays	TEU En milliers
1	San Juan	Caraïbes	Puerto Rico	1 665
2	Santos	Est	Brésil	1 560
3	Colon	Am. centrale	Panama	1 512
4	Kingston	Caraïbes	Jamaïque	1 137
5	Freeport	Caraïbes	Bahamas	1 057
6	Buenos Aires	Est	Argentine	897
7	Manzanillo	Ouest	Mexique	707
8	Puerto Limon	Am. centrale	Costa Rica	611
9	Cartagena SPR	Nord	Colombie	573
10	Veracruz	Est	Mexique	571
11	Rio Grande	Est	Brésil	554
12	Callao	Ouest	Pérou	553
13	Guayaquil	Ouest	Équateur	468
14	Itajai	Est	Brésil	466
15	San Antonio	Ouest	Chili	455
	Total			12 786

Source : JMM, 2004 et CEPAL

Deux logiques expliquent l'armature portuaire. Le premier facteur concerne la connexité de chaque port. En effet, les ports situés au croisement de la route maritime Est/Ouest et des routes secondaires Nord/Sud sont privilégiés comme les ports des Caraïbes ou bien les ports du canal de Panama. D'autre part, la taille des villes et leur place dans l'armature urbaine nationale modèle le reste du classement. Ainsi, les premiers ports hors Caraïbes sont aussi les ports des très grandes villes latino-américaines comme Santos, le port de São Paulo, le port de Buenos Aires, Callao, le port de Lima ou Guayaquil. Cette primatie urbano-portuaire est différente au Mexique où deux ports coexistent, un sur chaque rivage (Pacifique et Atlantique) tous deux assez loin de Mexico. Le classement des ports selon le trafic de conteneurs se révèle donc être une armature en miroir de l'organisation urbaine de l'Amérique latine, la hiérarchie des ports de marchandises générales étant plus marquée par les spécialisations régionales comme l'extraction de minerais ou de pétrole et les productions agricoles.

À travers ses différents ports, l'Amérique latine commerce avec trois grands partenaires : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. Cependant, la répartition entre ces trois espaces est très différente selon les pays et plus exactement selon les rivages, nonobstant le fait que les trafics soient inégaux. Les pays de la façade Atlantique commercent d'abord avec l'Europe, alors que pour des pays comme le Chili ou le Pérou, les premiers clients se trouvent en Asie. Le Mexique exporte surtout vers l'Amérique du Nord. Seuls l'Argentine, la Bolivie et l'Uruguay ont un trafic privilégié au sein de l'espace latino-américain. Ainsi, la proximité reste une clé de compréhension des échanges commerciaux. En ce qui concerne le trafic régional des conteneurs, les grands pays échangent le plus avec les grands pays : le principal partenaire du Brésil est l'Argentine avec 40 000 TEU exportés ; le Brésil est le 1<sup>er</sup> partenaire sud-américain de l'Argentine qui exporte vers les ports brésiliens 34 500 EVP, le Mercosur devenant progressivement un espace important dans les échanges.

Pour améliorer la place de ports latino-américains à l'échelle mondiale, il semble aujourd'hui que la notion même de port pivot (*puerto pivote* ou *hub*) soit le nouveau paradigme pour les transports en Amérique latine. L'idée de ces ports est de concentrer des flux dont l'origine ou la destination se situe au-delà de l'hinterland des ports. Il existe ainsi des projets de *Puerto Pivote* dans tous pays latino-américains, de « *megapuertos* » associés à des corridors de transports. Plusieurs pro-

grammes sont à l'étude, comme la transformation du port de Balboa en un *puerto pivote* régional avec la modernisation de la voie ferrée vers Manzanillo (Panama), Mejillones au Chili ou Callao qui a une situation stratégique à la sortie latino-américaine de la route maritime vers les ports asiatiques. Plus de 500 ans après leur fondation par les Espagnols, les villes portuaires latino-américaines retrouveraient ainsi les objectifs qui ont présidé à leurs créations, à savoir les points d'échanges entre le Nouveau et l'Ancien Monde. Les Caraïbes restent bien à l'intersection entre deux mondes, même si La Havane qui a été pendant des siècles la *clé du Nouveau Monde*, est remplacée aujourd'hui par San Juan de Puerto Rico.

## **Cinq cents ans de villes portuaires**

### **Une première génération coloniale**

La ville portuaire coloniale a joué un rôle exceptionnel dans l'espace latino-américain. En effet, la création urbaine dans son ensemble constitue la clé de voûte de la colonisation espagnole de l'Amérique. Le système urbain repose sur différentes ressources qui justifient la création d'une « ciudad » pour les Espagnols. La fonction d'échange est essentielle. Dans ce contexte, les villes portuaires jouent très vite un double rôle, elles sont « cité-territoires » comme l'énonçaient J.-P. Deler<sup>1</sup> et M.-D. Demelas-Bohy<sup>2</sup>, c'est-à-dire des villes dont la compétence s'étend sur des territoires immenses organisés en auréoles concentriques. À ce titre, La Havane, Carthagène des Indes ou Buenos Aires plus tard, vont assumer des fonctions politiques régionales. Mais, les villes portuaires se situent aussi au cœur des échanges entre le Nouveau Monde et la métropole. Les premières fondations de villes portuaires ont lieu très rapidement après 1492, elles concernent d'abord les Caraïbes. La première ville portuaire fondée est Santo Domingo à l'embouchure du Rio Ozama dès 1494 ; c'est aussi la première ville coloniale du Nouveau Monde. Les fondations des autres villes vont se succéder rapidement, San Juan de Puerto Rico en 1508, La Havane en 1519, Veracruz en 1519. Il s'agit de créations *ex nihilo* qui reposent sur les conditions nautiques et de salubrité des sites choisis, au contraire de Lima (1535) ou de Quito (1534) par exemple qui s'appuient sur les ensembles urbains pré-colombiens. D'autres ports sont fondés par la

---

1. Deler J.-P., 1988.

2. Demelas-Bohy M.-D., 1994.

colonisation comme Valparaiso (1541), Carthagène des Indes (1533), Callao au Pérou. Au Brésil, Rio de Janeiro est fondée en 1565, puis le 1<sup>er</sup> site est abandonné au profit du bord de mer au début du XVII<sup>e</sup> siècle ; Santos en 1543. De cette origine coloniale, les villes portuaires de cette première génération conservent des héritages qui sont aujourd'hui au cœur de leurs stratégies de développement. La création de la Plaza de Armas, véritable cristallisation du pouvoir colonial dans les villes, se fait à quelques centaines de mètres du rivage<sup>1</sup> et elle va se retrouver plus ou moins rapidement excentrée par rapport aux extensions modernes. Cette caractéristique de l'imbrication de la ville coloniale et de son port permet aujourd'hui de distinguer un espace-port historique contigu au centre historique. De même, les rues principales comme à La Havane sont orientées par rapport au port originel. La fonction portuaire impose aussi une protection de la baie. Des systèmes de fortifications composés de *Castillos* et de remparts qui permettent d'enserrer la ville, et surtout de protéger les navires à quais des attaques de piraterie, sont édifiés dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit souvent de plusieurs forteresses qui ferment littéralement la baie comme à La Havane ou Carthagène. Certaines baies avec des accès étroits comme La Havane pourront même être fermées par une chaîne. Les villes portuaires coloniales ont ainsi un grand nombre de caractéristiques communes qui relèvent de leurs émergences dans un cadre précis. Cependant, tous les ports importants aujourd'hui ne sont pas nés de la première période coloniale. Le cas de Buenos Aires est ainsi original puisque la ville est fondée en 1580<sup>2</sup> et les premiers colons arrivent du haut Pérou et non du littoral. Sa fonction portuaire n'est pas développée car Lima conserve le monopole commercial jusqu'en 1776. Le port de Buenos Aires sera construit difficilement au XIX<sup>e</sup> siècle par E. Madero à proximité de la Plaza Mayo, donc à proximité du centre ville. Si la morphologie urbaine des quartiers anciens est marquée par la fonction portuaire coloniale, la forme architecturale porte aussi la trace de cette fonction portuaire. L'habitat est ainsi très structuré autour du stockage des marchandises : au rez-de-chaussée se trouvent les entrepôts avec des hauteurs importantes, dans les étages se répartissent l'activité et l'habitation. Ces premiers magasins seront complétés par l'édification de bâtiments spécifiques le long du port à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle. À Rio, ils seront de style néoclassique ou éclectique alors qu'à Buenos Aires, les édifices sont en briques et in-

---

1. Comme le recommandent les *Leyes de Indias*.

2. La première fondation de 1536 a été détruite par les Indiens.

fluencés surtout par l'architecture néerlandaise. D'autres exemples d'une architecture portuaire peuvent être identifiés comme dans le quartier de La Boca à Buenos Aires où les maisons en tôle et les *conventillos* qui accueillaient les migrants ont été conservés.

### **Une deuxième génération de villes portuaires latino-américaines nées des exportations**

Les indépendances progressives des pays latino-américains et la modernisation des transports vont favoriser leur intégration grandissante dans le système-monde dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi les exportations de produits agricoles nécessitent l'amélioration des ports existants et la création de nouveaux ports à la sortie des régions de production. Alors que le projet de Puerto Madero est en cours à Buenos Aires, le port de Bahía Blanca est construit en 1885 pour l'exportation de produits agricoles (blé surtout). Quelques années plus tard, le port de Rosario, en amont sur le Parana est aménagé pour l'exportation des produits agricoles (notamment maïs). Les villes portuaires brésiliennes nécessitent aussi de grands changements. À Rio, le mouillage dans la baie est remplacé par des quais à la fin à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils vont être associés à un remodelage profond de la ville dont un symbole pourrait être la création d'une *Avenida Central* large de deux cents mètres qui relie le centre-ville aux nouveaux quais. Le port de Santos reste cependant le plus moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec pour vocation d'exporter le café de l'État de São Paulo.

Dans les dernières colonies espagnoles, comme à Cuba, la couronne investit fortement les ports. Elle participe ainsi au développement du port et à l'embellissement de La Havane. L'*Alameda de Paula*, la grande avenue qui longe le port et sépare le centre historique de la baie, est réaménagée pour devenir le lieu de promenade des Havanais. Des fontaines sont installées aux extrémités, un terre-plein central autorise la déambulation piétonne, les bancs et les arbres plantés permettent de s'arrêter. Plus tard, d'autres espaces seront aménagés dans le centre historique (Prado) ou le long de l'océan (Malecón). L'*Alameda* entre ville et port représente l'espace public privilégié de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces promenades seront développées dans la plupart des villes portuaires ou littorales comme les *Costaneras* de Buenos Aires. Elles indiquent un état de la perception du port par les citadins à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, d'autres ports toujours liés aux produits agricoles sont créés comme le port de Angra Dos Reis,



inauguré en 1923 pour les exportations de café ou le port de Niteroi, construit en 1925 pour les importations de blé, dans la baie de Guanabara. Même s'il est plus récent, le port d'Ensenada au Mexique peut être associé à cette génération car il est construit pour permettre l'exportation du coton de la vallée de Mexicali. Cependant, ce port va aussi connaître une profonde mutation à l'occasion de l'apparition d'une troisième génération de villes portuaires dans les années 1960, liée à des nouvelles politiques industrielles.

### **Une troisième génération urbano-portuaire et des politiques industrielles**

En effet, le Mexique et le Venezuela notamment, grâce aux revenus du pétrole, lancent dans les années 1960 des projets de développement fondés sur l'industrie lourde en vue de rééquilibrer les territoires. Ils consistent en la construction ou le réaménagement de ports déjà existants. Le gouvernement mexicain prévoit ainsi une grande zone industrialo-portuaire sur le modèle des ZIP européennes dans le port d'Ensenada. Un nouveau port industriel est aussi construit à Lazaro Cardenas pour développer le littoral Pacifique resté à l'écart de la modernisation du pays. Il s'appuie sur la sidérurgie et la proximité des zones minières. La population passe en une trentaine d'années de 8 000 habitants à 150 000 habitants aujourd'hui. Les ports du Golfe vont aussi bénéficier d'aménagements industriels importants comme à Tampico ou Coatzacoalcos, « la métropole d'une nébuleuse portuaire » selon C. Bataillon<sup>1</sup>, dont le développement se fait autour de la pétrochimie. Au Venezuela, la création de Ciudad Guyana conçu comme un véritable pôle de développement est associée à des projets plus portuaires comme la construction du pôle pétrochimique d'El Tablazo en face de Maracaibo où la situation maritime est privilégiée ou comme à Puerto La Cruz. Pour ce dernier, le port et la ville sont nés de l'exportation du pétrole, mais les activités industrielles (raffinerie, cimenterie...) ont permis le développement d'une ville qui fonctionne avec la ville coloniale de Barcelona. Dans ces deux pays, les politiques de développement industriel qui ont été extrêmement volontaristes seront financées par les revenus tirés de l'exportation du pétrole. Quand, dans les années 1980, les revenus baissent, l'industrialisation du pays connaît aussi un certain ralentissement. D'autres pays ont connu des programmes d'industrialisation portuaire ou littorale même s'ils n'ont pas la même ampleur. Le port de Chimbote au Pérou est construit

---

1. Bataillon C., 1991.

pour la sidérurgie ; le port d'Esmeralda, 2<sup>e</sup> port d'Équateur est profondément réaménagé et relancé par la construction de raffineries. Le Brésil connaît aussi une politique de modernisation industrielle associée au rééquilibrage du territoire comme avec la création du pôle pétrochimique de Camaçari (Salvador de Bahia) et le port de Sao Luis (exportation du minerai de fer). Enfin, en 1982 est inauguré le port de Sepetiba avec un terminal de charbon et d'aluminium, à proximité de Rio. Les ports plus anciens et leurs équipements obsolètes sont délaissés à partir des années 1960 au profit de nouvelles installations dans les mêmes baies (Rio, San Juan) ou bien plus en aval de l'estuaire (Guayaquil).

## **Des enjeux nouveaux**

Ces trois générations de villes portuaires sont confrontées aujourd'hui à de nouveaux enjeux tant dans les ports que dans les villes.

### **L'indispensable modernisation portuaire**

Le premier élément de changement est l'apparition de nouveaux acteurs surtout dans le monde portuaire qui vont imposer une nouvelle gouvernance et de nouvelles relations urbano-portuaires. Malgré les créations industrialo-portuaires des années 1970, les ports latino-américains souffraient à la fin des années 1980 d'une très mauvaise réputation et d'une mauvaise intégration dans le transport maritime international. Les trafics étaient peu importants et dominés par des marchandises avec de faibles valeurs ajoutées. Soutenus par le FMI et les politiques de modernisation économique de l'Amérique latine, le début des années 1990 a été marqué par une profonde réforme de la gestion portuaire. M.-M. Damien parlera de « révolution portuaire<sup>1</sup> ». Elle a pris plusieurs formes de décentralisation et de privatisation de la gestion portuaire. Ce bouleversement affecte la plupart des pays latino-américains, même si les rythmes du changement sont différents. Le premier pays à mettre en place la privatisation de ses ports est le Chili dès les années 1980 dans le cadre plus général de la libéralisation de tous les secteurs de l'économie. La réforme chilienne a consisté à créer de nouvelles entités portuaires autonomes publiques, mais régies comme des sociétés anonymes et qui peuvent faire appel aux capitaux privés. Ce nouveau contexte favorise une concurrence accrue

---

1. Damien M.-M., 1998.

entre les ports chiliens qui se traduit par le déclin des ports les moins efficaces ou dont le devenir est le plus problématique en termes de foncier disponible comme Valparaiso. En Argentine, les lois de réforme portuaire sont promulguées au début des années 1990 et mettent en place d'abord une décentralisation de la gestion portuaire. Ainsi, les ports qui dépendaient de l'État sont confiés aux Provinces. La loi de 1992 favorise aussi la participation d'investisseurs privés au sein des nouvelles autorités portuaires, même s'il existait déjà des terminaux privés depuis une dizaine d'années. Comme au Chili, la réforme entraîne une plus grande concurrence entre les ports qui essaient d'attirer les trafics en gérant chacun les taxes, les péages et la main-d'œuvre. Au Brésil, les ports qui composent le système portuaire de l'État de Rio de Janeiro (Rio, Sepetiba, Angra dos Reis et Niteroi) sont par exemple gérés par la Companhia Docas do Rio de Janeiro (société d'économie mixte dont les capitaux sont majoritairement publics) depuis la fin des années 1990. Il s'agit d'une entité étatique qui est propriétaire des infrastructures, mais qui a concédé une partie des opérations portuaires. Il s'agit donc d'une association entre des capitaux publics et privés. Cependant, le port de Sepetiba compte tenu des enjeux qu'il représente, est sous tutelle plus directe du ministère des Transports. Les autres ports importants du Brésil sont aussi gérés par des Companhias (CODESP pour l'État de São Paulo).

Peu de pays aujourd'hui n'ont pas ouvert leurs ports aux capitaux privés. Dans son rapport de 2004, la CEPAL signalait qu'une dizaine de pays (dont Cuba où l'exploitation de deux terminaux a été concédée) avait engagé des réformes et des privatisations portuaires, que le Costa Rica, l'Équateur, le Salvador étaient dans une phase préparatoire, et que pour les autres, la réforme a concerné surtout la manutention. En 2005, le Pérou annonçait la privatisation de ses ports et d'abord celui de Callao avec pour objectif sa modernisation dont le coût est estimé à 274 millions de dollars. Ces privatisations plus ou moins importantes ouvrent les ports latino-américains aux capitaux nationaux ou internationaux comme le port de Rosario (Argentine) dont une partie des terminaux a été concédée à l'Autorité du port de Tarragone en Espagne. Ces réformes portuaires ont donc multiplié les acteurs de la relation ville/port, d'autant que les autorités municipales s'intéressent de plus en plus au devenir des ports qui leur sont associés. Trois grands enjeux en effet pèsent sur la relation des villes portuaires latino-américaines : les conflits environnementaux et conflits d'usage qui opposent les ports aux villes ; le devenir des ports historiques qui sont

autant de friches portuaires à réaménager ; et les conflits fonciers puisque la ville et le port sont à la recherche de terrains disponibles, ce qui dans les plus grandes villes posent de sérieux problèmes.

### **Une prise de conscience des enjeux environnementaux**

Dans les relations villes/ports, les questions sanitaires et environnementales sont anciennes. Dès les premières traversées, les populations des villes portuaires ont été plus soumises que les autres aux épidémies. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, à Santos dont la population a été multipliée par 3 entre 1880 et 1900 grâce à son activité portuaire, le port pose des problèmes sanitaires. Les autorités mettent au point un plan de doublement du réseau d'évacuation des eaux pluviales et usées, et construisent un réseau de drainage qui permet la connexion entre la zone portuaire et la ville. De même, à La Havane, la première étude sur la pollution de la baie date de 1921. On peut distinguer les risques sanitaires associés aux pollutions de l'air et de l'eau des risques plus directement industriels (explosion, nuages toxiques). Depuis quelques années, la prise de conscience a été importante, et les dangers notamment dans le cas des ports industriels sont assez bien connus. La pollution aérienne ou aquatique peut venir soit d'industries polluantes à proximité ou plus éloignées, notamment si celles-ci sont situées en amont des villes. Les pollutions sont alors transportées par les fleuves sur de longues distances. L'exemple le plus marquant est celui de l'Argentine où les rives du fleuve ont été industrialisées et urbanisées sur plus de 150 km autour de Buenos Aires. L'ensemble portuaire présente aussi des risques d'accidents industriels comme autour du port de la Plata et de la pétrochimie, de la zone de stockage des hydrocarbures au sud de Buenos Aires ou dans le port de Bahia Blanca. Celui-ci propose une expérience intéressante. Il a été le premier port argentin à avoir son *Consortio de gestion* et à avoir mis en place des partenariats avec les différents acteurs du port et de la municipalité pour la protection de l'environnement, mais aussi la prévention et la gestion du risque industriel. Ces risques sanitaires et de pollution peuvent aboutir à de véritables conflits d'usages comme à Carthagène où le port et la ville sont en conflit. Pour permettre aux grands porte-conteneurs post-panamax d'entrer dans la baie de Carthagène, le chenal devrait être sur-creusé. Les autorités municipales s'y opposent car cela porterait atteinte au patrimoine de la ville coloniale, surtout au *Castillo*, en remettant en cause le tourisme et l'accueil des bateaux de croisières. Le devenir de la baie de Carthagène

pose de sérieuses difficultés. La baie est assez représentative des problématiques des villes portuaires. Il s'agit d'une baie polyfonctionnelle où la pétrochimie et les conteneurs partagent l'espace avec un tourisme de luxe. Au-delà du problème du chenal, il y a une forte concurrence spatiale entre le port et la ville, chacun ayant besoin de terrains supplémentaires pour ses extensions. De même, à Esmeralda, la deuxième ville portuaire d'Équateur, la pollution et le bruit du port de commerce et du port pétrolier qui s'est développé avec la construction de raffinerie entraînent le déclin du tourisme.

L'extension des zones portuaires et le dragage indispensable des chenaux d'accès au port sont aussi à l'origine de nombreux conflits. Les autorités portuaires et municipales subissent aussi les critiques virulentes des écologistes. Ainsi au Venezuela, l'écosystème du lac de Maracaibo déjà très pollué par les résidus de l'extraction pétrolière a encore été dégradé par le dragage de la barre sableuse nécessaire au passage de plus grands navires. Il a permis plus d'entrées d'eaux salines et celles-ci ont provoqué la stérilisation d'une partie des eaux et des terres. Les écologistes réclament d'ailleurs le déplacement du port à l'extérieur du lac, alors que les autorités portuaires prévoient encore des extensions. La dépollution des baies peut faire l'objet de programmes internationaux comme à La Havane où un programme PNUD a été lancé avec l'aide de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon. La baie dont la contamination atteignait plus de 85 tonnes par jour, dont 19 tonnes d'hydrocarbures, 59 tonnes de solides et 10 de nutriments connaît aujourd'hui une amélioration sensible de ses eaux, des délocalisations industrielles sont prévues même si le principal de la pollution serait apporté par le Rio Luyano qui débouche au sud de la baie. Si les activités portuaires engendrent aujourd'hui des conflits avec les autorités municipales et font peser des risques sanitaires et environnementaux sur les populations locales, elles ont aussi laissé en héritage des espaces aujourd'hui délaissés et dont le devenir représente une formidable opportunité pour les villes portuaires latino-américaines.

### **La chance des *waterfront***

Plus tardivement peut-être que dans le reste du monde, les friches portuaires des villes coloniales font l'objet de politiques ambitieuses de revitalisation. Ces villes portuaires coloniales présentent des caractéristiques assez proches dans la mesure où elles ont été fondées à des périodes proches selon des principes urbanistiques assez bien respectés. Nous avons donc aujourd'hui des espaces portuaires qui se situent

au centre des villes, contigus aux centres historiques ou tout au moins aux quartiers les plus anciens des villes. Il peut s'agir de ports datant de la première période coloniale ou de ports plus récents comme c'est le cas à Buenos Aires. Alors que depuis les années 1970, les centres historiques latino-américains<sup>1</sup> font l'objet de politiques de préservation nationale et même internationale avec leur classement par l'UNESCO sur la liste du patrimoine mondial<sup>2</sup>, les politiques de requalification des friches portuaires sont émergentes en Amérique latine. Les premiers programmes sont déjà à l'étude ou ont démarré depuis quelques années : La Havane, San Juan de Puerto Rico, Valparaiso, Montevideo et la célèbre opération de Puerto Madero à Buenos Aires. À Rio, le programme est à l'étude. L'exemple de Puerto Madero est intéressant car il est caractéristique de ces programmes de *waterfront*. Il s'agit sur les 170 hectares de friches portuaires de redonner à la ville une ouverture vers son front d'eau, en l'occurrence le fleuve. Au-delà de cette formule un peu incantatoire, le programme Puerto Madero se fonde sur la poly-fonctionnalité de l'espace qui doit recréer une nouvelle urbanité sur l'eau. Les terrains portuaires délaissés progressivement par les activités se trouvaient au cœur de la ville et à quelques centaines de mètres de la Plaza Mayo. Il s'agissait donc dans une agglomération de près de 12 millions d'habitants de revaloriser un centre-ville, de le « repositionner » en aménageant l'*Avenida Mayo* et les friches de Puerto Madero. Comme la plupart des grandes villes de la fin des années 1980, ces opérations de revalorisation des centres-villes sont menées dans le cadre d'un marketing urbain. L'eau dans ces opérations est utilisée sur différents modes. Elle correspond sans aucun doute à un désir de rivage au cœur des villes, un certain vide dans des villes denses. Elle est associée aussi à son aspect récréatif mais plus encore sur un mode identitaire qui bénéficie aux héritages portuaires techniques comme les grues laissées sur place par exemple. Derrière ces espérances aquatiques, il y a bien évidemment l'idée d'une revalorisation de l'image des villes dans le cadre d'une concurrence grandissante entre villes et plus encore peut-être entre villes portuaires à la recherche d'une modernité. Comme à San Juan de Puerto Rico, par exemple, les terrains portuaires (et les 16 entrepôts à Buenos Aires) ont été cédés par l'État, propriétaire des terrains portuaires avant les grandes lois de privatisation, à des sociétés mixtes chargées de la commercialisation des terrains comme la *Corporacion de Puerto Madero* à Buenos Aires en

---

1. Hellequin, A.-P., 1998.

2. Il s'agit parfois des systèmes défensifs des ports comme à San Juan par exemple.

1989. L'établissement du programme a donné lieu à un concours d'idées à Buenos Aires en 1990. Avec l'instauration d'une municipalité élue en 1996 pour Buenos Aires, l'opération devient un des grands enjeux urbains. Elle en gardera d'ailleurs toujours la maîtrise d'ouvrage ce qui permet la réalisation de grands espaces publics. Les 170 hectares (dont 40 hectares d'eau) sont en passe d'être rénovés. Le programme comprend des bureaux, des hôtels internationaux, des centres commerciaux et des logements de standing aménagés dans les docks, le long des bassins. Contrairement à d'autres programmes européens, il n'y a pas d'édifice culturel de grande ampleur associé, hormis un navire musée dans un des bassins. Le quartier fonctionne aujourd'hui en complément du centre, notamment auprès des populations jeunes. À San Juan, l'opération est comparable dans les choix fonctionnels qui ont été faits (commerce, hôtel, restaurants) mais elle a une ampleur moindre et surtout elle est destinée notamment aux croisiéristes qui accostent dans le port historique. L'exemple de La Havane est encore d'une ampleur différente. Si les terrains portuaires sont gigantesques (plusieurs centaines d'hectares), ils ne sont pas encore complètement délaissés. Le principal des opérations menées par l'*Oficina del Historiador* concerne la réhabilitation de l'*Alameda de Paula* pour renouer le port et la ville et la rénovation de quelques équipements touristiques (restaurants, hôtels) en terminaison du centre historique. Il s'agit là réellement de redonner une façade extérieure à La Habana Vieja, objet de politique de réhabilitation à vocation touristique internationale. Dans les Antilles anglophones, la « mise en tourisme » des *waterfront* a permis de préserver un patrimoine négligé par les autorités. Cependant, comme à San Juan ou à La Havane, la préservation du patrimoine portuaire se traduit par une éviction des populations modestes. On assiste à une *gentrification* de ces quartiers traditionnellement populaires, processus déjà perceptible lors de la réhabilitation des centres historiques latino-américains. Les projets sont en cours à Valparaiso où la mairie et le port viennent de lancer l'appel d'offre pour un projet sur 20 hectares libérés par le port pour doter la ville d'espaces publics dédiés aux loisirs, à la culture et au commerce. Montevideo dans le cadre de son plan d'aménagement 1998-2005 a lancé comme objectif l'amélioration de l'articulation ville/port, plusieurs aménagements sont prévus dont une promenade portuaire qui ferait la connexion entre le port et la vieille ville et favoriserait les déplacements de l'un à l'autre, notamment pour les croisiéristes qui accostent à Montevideo.

Les villes portuaires latino-américaines présentent donc aujourd'hui un certain nombre de spécificités qui les placent dans une situation exceptionnelle par rapport aux autres villes américaines d'abord, mais aussi par rapport au reste du monde. Du fait de leur fondation coloniale, elles conservent à proximité du centre-ville des espaces portuaires souvent délaissés qui permettent l'élaboration de politiques de régénération urbaine sur de vastes étendues. Ces enjeux urbains mettent en évidence l'acuité de la concurrence entre elles et entre leur port respectif. La « révolution portuaire » entraînée par la privatisation et la pénétration de capitaux étrangers a favorisé la modernisation des ports latino-américains. Pourtant, à l'échelle mondiale, ces villes portuaires jouent un rôle peu important lié surtout à la faible participation des économies nationales aux échanges mondiaux. L'intégration grandissante des pays au sein du Mercosur devrait permettre un plus grand développement portuaire favorable aux rivages atlantiques.

## **Bibliographie sélective**

- DAMIEN Marie-Madeleine, 1998, « À la découverte de façades maritimes méconnues » in DUMORTIER B. (coord.), *Géographie humaine des littoraux*, Paris, Éditions du Temps, pp. 149-194.
- DELER Jean-Paul, 1988, « La cité-territoire, un chorotype colonial hispano-américain », *Mappemonde*, 4, 9-13.
- DEMELAS-BOHY Marie-Danielle, 1994, « Le développement de la cité-territoire hispano-américaine », *Problèmes d'Amérique latine*, 14, 19-35.
- FOULQUIER Éric, 2001, *L'Uruguay et son insertion régionale : le rôle des ports dans la structuration des territoires*, Thèse université de Nantes, 385 p.
- HELLEQUIN Anne Peggy, 1998, *Genèse et dynamique des centres historiques en Méditerranée américaine* (La Havane, La Nouvelle-Orléans, San Juan de Puerto Rico), Thèse Institut d'urbanisme de Paris, Paris Val de Marne, 303 p.
- MORICONI-ÉBRARD François, 2000, *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du monde*, Paris, Ophrys, coll. « GéOphrys », 344 p.
- MUSSET Alain, 1998, (coord.), *Les littoraux latino-américains. Terres à découvrir*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 184 p.
- MUSSET Alain, 2002, *Villes nomades du Nouveau Monde*, Paris, EHESS Editions, coll. Civilisations et sociétés, 397 p.



# Environnement urbain des capitales centraméricaines

**Sébastien Hardy**

IRD, UR 029 Environnement urbain

Peu connu, l'espace centraméricain hispanophone est aussi mal connu. Il est le plus souvent évoqué lors des catastrophes qui l'endommagent. Le milieu centraméricain donne alors l'impression d'extrême violence. Cette situation n'est pas nouvelle. Les chroniques des Conquistadors fournissent une pléthore d'événements catastrophiques ayant pour cadre les capitaineries de l'Amérique centrale. Signe particulier lié à l'organisation de l'espace au moment de la Conquête, ces témoignages d'endommagements concernent pour l'essentiel les villes<sup>1</sup>. Les actuelles capitales centraméricaines connaissent encore les mêmes déboires. On s'empresse de parler d'elles lors des séismes (Managua en 1972, Ciudad Guatemala en 1976, San Salvador en 2001, etc.), des inondations et mouvements de terrain, liés ou non au passage d'un cyclone (Tegucigalpa en 1998, Panama en 2003, etc.), lorsque la reprise de l'activité volcanique les menace (San José, San Salvador, Ciudad Guatemala). Tout laisse supposer que ces capitales centraméricaines sont marquées par leur milieu. Doit-on en conclure que leur organisation dépend du milieu et, surtout, d'une manière plus caractéristique que dans d'autres villes ?

L'analyse des capitales centraméricaines à partir du thème de l'environnement urbain dévoile toute sa dimension pour nourrir la réflexion. L'environnement constitue ici la forme de liaison entre les sociétés urbaines centraméricaines et le milieu dans lequel elles s'inscrivent. Les risques sont une des manifestations de cette liaison. Ils permettent d'aborder la façon dont les interrogations socio-économiques et politiques se cristallisent autour de la question de l'environnement urbain<sup>2</sup>. En Amérique centrale, la question environnementale est en effet souvent envisagée et vécue en termes de problè-

---

1. Hardy, 2004a.

2. Hardy, 2003.

mes et l'analyse de ceux-ci renvoie à une notion de risque. De son côté, la croissance urbaine est aussi posée en termes de problème et génère du risque. L'environnement urbain s'avère-t-il un des éléments d'explication à cette situation ? Cette contribution propose donc une réflexion sur l'organisation des territoires urbains centraméricains, en caractérisant les articulations entre les capitales et leur environnement dans les constructions du risque. Celle-ci s'appuie sur la présentation de l'expansion démographique et spatiale des capitales centraméricaines, leurs modalités et leurs raisons. Elle permet de comprendre l'articulation entre la croissance urbaine et les manifestations d'un environnement dégradé, qui débouche sur la mise en place de politiques de gestion des risques. Mais, l'analyse de la relation ville et environnement éclaire surtout les processus de différenciation sociospatiale qui traversent les capitales centraméricaines et qui organisent leurs territoires.

## **Une expansion urbaine incontrôlée**

### **Une expansion démographique et spatiale très rapide**

Les pays centraméricains sont sous-urbanisés comparés à leurs homologues d'Amérique du Sud, mais l'examen des capitales ne le dévoile pas d'emblée (tableau n°1). Elles concentrent déjà l'essentiel de la population urbaine et sont encore en pleine expansion démographique. Le Honduras est le pays le moins urbanisé de la région avec 46 % de population urbaine en 2001. Mais les transformations en cours dans les espaces ruraux honduriens laissent penser que le mouvement de migration des ruraux vers les villes se met à peine en place. Les migrants honduriens s'installent de préférence dans la capitale Tegucigalpa (Districto Central) et dans la municipalité caribéenne de San Pedro Sula, la 2<sup>e</sup> agglomération du pays. Ces migrants, des moins de 30 ans pour la majorité<sup>1</sup>, renforcent ainsi la capacité d'expansion démographique de la capitale hondurienne. Au Salvador, parallèlement au mouvement d'exode rural, la guerre civile des années 1980 qui a surtout touché les zones rurales affecte profondément l'Aire métropolitaine de San Salvador (AMSS). De nombreux Salvadoriens ont en effet cherché refuge dans la capitale. En 1985, on évalue les déplacés à San Salvador à 85 000 personnes<sup>2</sup>. Managua connaît la même situation

---

1. Shlomo, 2004 : 13.

2. Pérez, 2003 : 186.

avec l'arrivée de nombreux réfugiés de la guerre civile durant la même décennie. De son côté, la capitale guatémaltèque, où s'opère l'industrialisation depuis la fin des années 1960 avec la mise en place du Marché commun centraméricain (MCCA) devient aussi la principale bénéficiaire de l'exode rural de son pays. En 1976, le tremblement de terre a provoqué un nouvel afflux d'environ 30 000 sinistrés chassés par les dégâts des départements voisins<sup>1</sup>. La guerre civile des années 1980 et la politique de la terre brûlée pratiquée par l'Armée guatémaltèque ont achevé d'affecter les schémas migratoires. On estime que la moitié des migrants de cette période se sont déplacés vers l'Aire métropolitaine de Ciudad Guatemala (AMCG). Pour des raisons assez différentes des capitales précédentes, San José et Panama n'en constituent pas moins les centres de gravité économique et décisionnel de leur réseau urbain national. Sur les sept capitales provinciales qui constituent le Costa Rica, quatre appartiennent à la Grande Aire métropolitaine de San José (GAM). D'après le recensement de 2000, plus de 80 % de la main-d'œuvre industrielle nationale est concentrée dans la GAM. Ce sont plus des 2/3 des sources d'emplois industriels nationaux qui sont à San José et dans sa périphérie. Ces emplois attirent les migrants nationaux, mais aussi étrangers. Depuis la fin des années 1960, les Nicaraguayens sont en effet nombreux à s'être installés dans la GAM. Ils ont fui à la fois la situation politique instable et les conditions économiques déplorables de leur pays.

**Tableau n°1 : Principales caractéristiques des capitales centraméricaines**

Nom	Habitants	Superficie	Poids
Aire métropolitaine de Ciudad Guatemala (AMCG)	2 260 000 (2002) dans 11 municipes.	1 319 km <sup>2</sup>	20 % de la population nationale.
Aire métropolitaine de San Salvador (AMSS)	2 000 000 (1999) dans 13 municipes.	610 km <sup>2</sup>	32 % de la population nationale.
Aire urbaine de la province de Panama (pas d'entité)	1 380 000 (2000).	?	48 % de la population nationale.
District Fédéral de Tegucigalpa (DC)	850 227 (2000).	1 514 km <sup>2</sup>	12 % de la population nationale.
Grande Aire Métropolitaine de San José (GAM)	1 600 000 (2001) dans 31 cantons.	1 967 km <sup>2</sup>	53 % de la population nationale.
Managua	1 300 000 (2000).	548 km <sup>2</sup>	25 % de la population nationale.

*Ces données n'ont qu'une valeur indicative et proviennent du recoupement de diverses sources.*

1. Demyk, 2000 : 489.

Cette croissance démographique ne s'est que très rarement traduite par une augmentation des densités urbaines. Dans les trente dernières décennies, la superficie de l'aire urbaine de Tegucigalpa a plus que triplé. L'expansion la plus importante s'est produite du milieu des années 1970 à la fin des années 1980. L'aire urbaine passe de 2 360 hectares en 1975 à 6 020 hectares en 1987, faisant diminuer la densité (134 hab./ha à 97). Entre 1987 et 2000, la capitale gagne encore 2 340 hectares pour une superficie urbanisée de 8 360 hectares et se redensifie faiblement (99 hab./ha). La distribution de la population est en outre contrastée. Très élevée dans le nord-ouest et le long de la périphérie urbaine, la densité est faible dans le centre-est de la ville<sup>1</sup>. Dans l'AMCG et la GAM, la croissance urbaine gagne aussi dès les années 1950 les municipalités limitrophes à la ville capitale et amorce le processus de métropolisation. Cette expansion spatiale a tendance à entraîner le développement de quartiers informels, précaires dans les périphéries des capitales centraméricaines<sup>2</sup>. Mais contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les pauvres qui sont les principaux acteurs de l'expansion spatiale. Pour ne prendre qu'un exemple, dans la municipalité de Ciudad Guatemala, ils n'occupent que 7 % de la superficie du sol<sup>3</sup>. L'étalement de l'AMCG comme des autres capitales en Amérique centrale relève donc plutôt de déficiences en termes de planification urbaine, qui profitent d'abord aux classes aisées et moyennes.

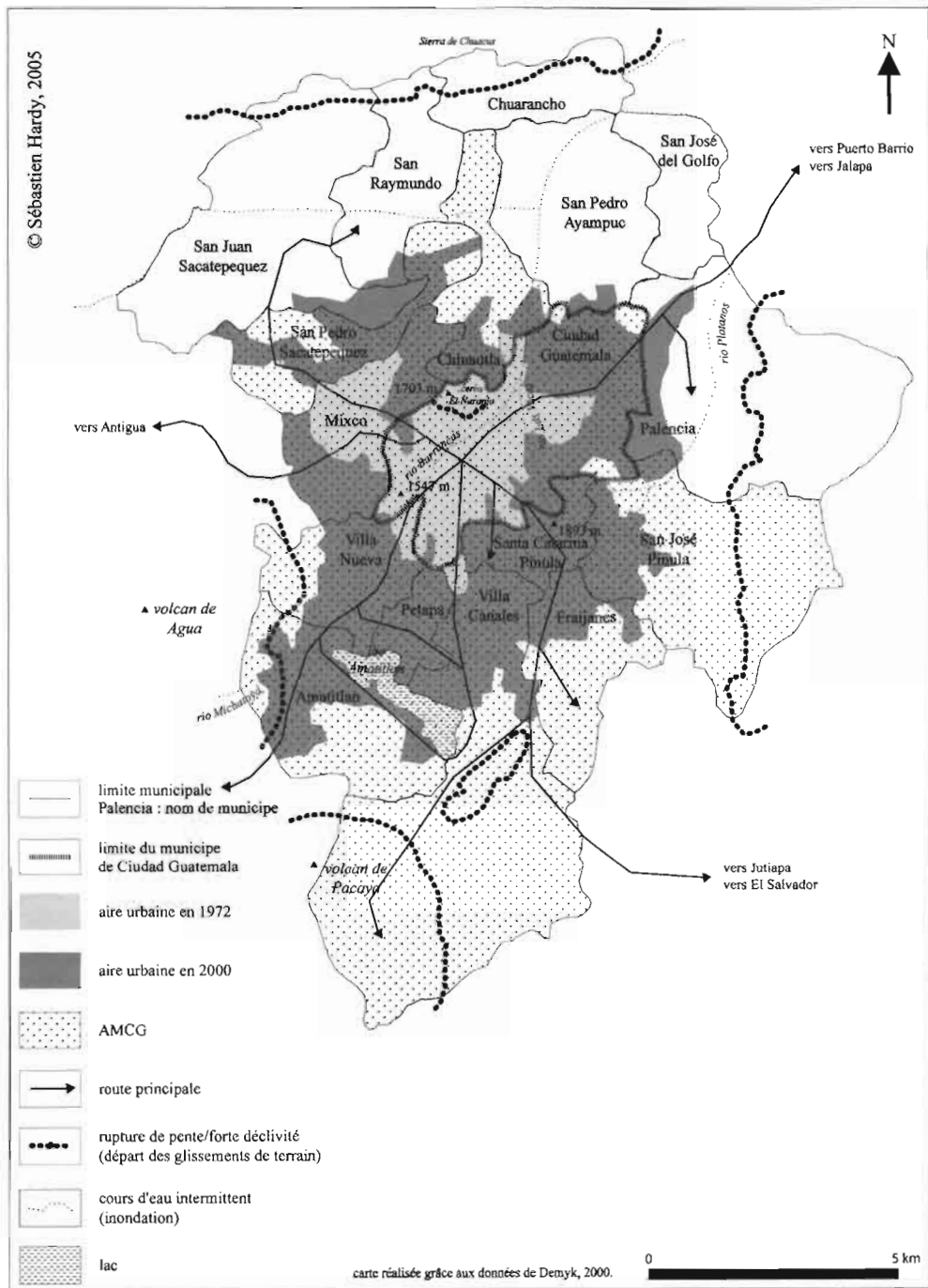
### **Des planifications déficientes face aux enjeux urbains**

L'impression de « chaos urbain » qui règne dans les capitales d'Amérique centrale et ses conséquences en termes de dégradation de l'environnement sont très largement le fruit d'une planification qui a toujours été très défailante. Dans le cas du Guatemala, si l'AMCG (figure n°1) possède de nombreux quartiers précaires et des lotissements à moitié planifiés, elle le doit aux faiblesses du pouvoir institutionnel, à la déréglementation au profit des entreprises privées, à la corruption<sup>4</sup>. Pourtant, dès les années 1950, les autorités municipales ont mis sur pied des Plans régulateurs de l'urbanisation pour contrôler l'expansion métropolitaine de la capitale guatémaltèque. Mais dans ces plans, l'autorité politico-administrative des municipalités voisines était confiée au gouvernement municipal de Guatemala.

---

1. Shlomo, 2004 : 20.  
2. Pérez, 2003 : 186.  
3. Rodas, 1994 : 44.  
4. Camus, 2002 : 86.

Figure n°1 : L'Aire métropolitaine de Ciudad Guatemala (AMCG)

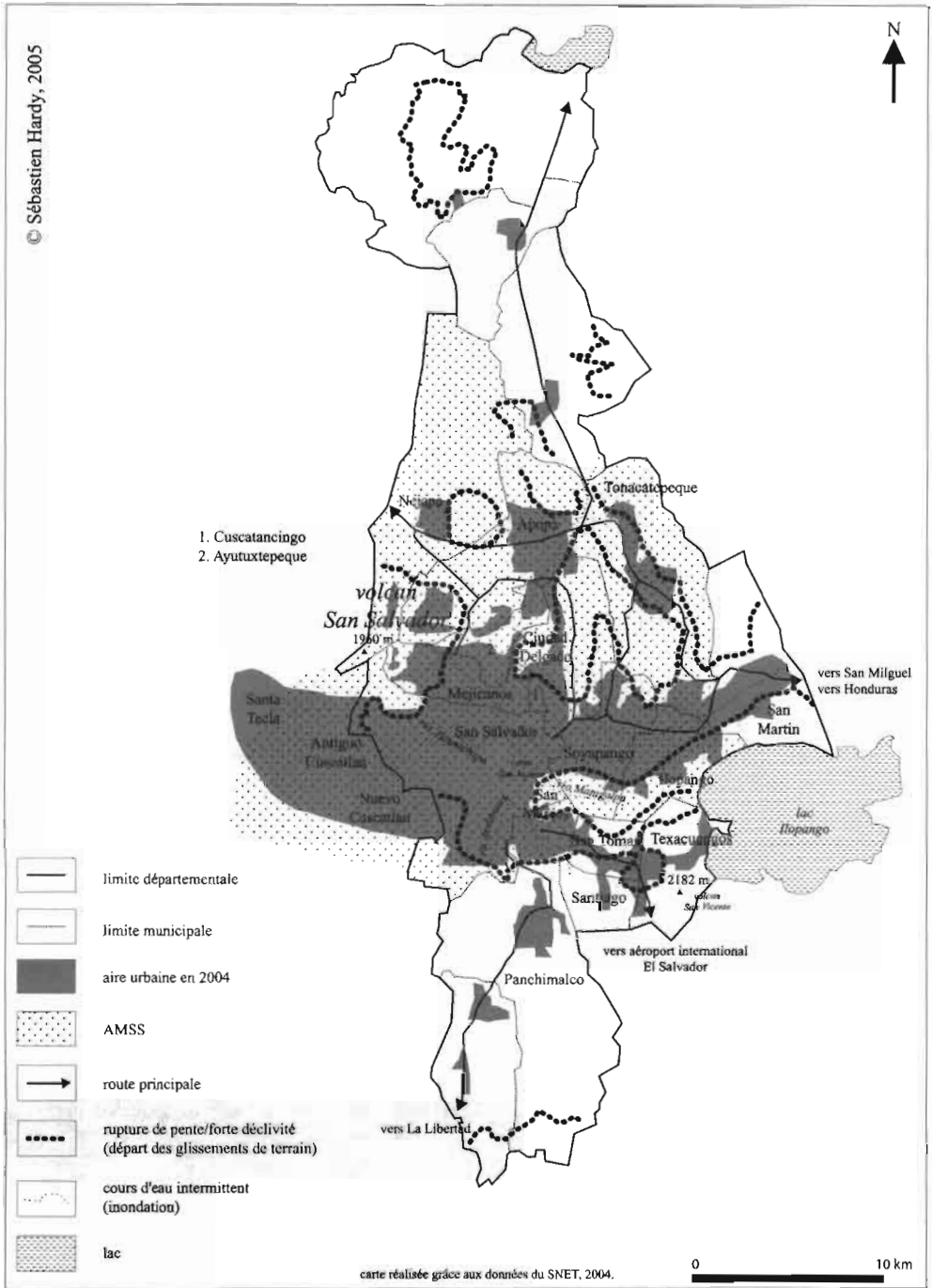


Les municipalités concernées s'y sont toujours farouchement opposées, prétextant l'autonomie municipale. Élaboré en 1995, le plan *Métopoli 2010* se confronte au même problème et ne s'applique toujours qu'à la municipalité de Guatemala<sup>1</sup>. Il n'y a donc aucune gestion unifiée de l'AMCG, ce qui laisse aux municipalités un grand pouvoir de décision en matière d'urbanisation. Les logiques immobilières interviennent ainsi très largement dans la structuration de la capitale guatémaltèque. Dans les municipalités périphériques, les réglementations appliquées à Ciudad de Guatemala ne sont souvent pas celles qui prévalent. Les gouvernements municipaux possèdent en outre un niveau discrétionnaire élevé en matière de réglementation de l'urbanisation<sup>2</sup> et offrent aux populations d'importantes marges de négociation. Les logiques immobilières profitent de la défaillance de l'appareil public local et central. Ces logiques répondent très largement d'abord aux attentes des classes moyennes et aisées qui sont les véritables acteurs de l'expansion urbaine par l'intermédiaire des entrepreneurs de lotissements. L'interventionnisme public est ainsi pratiquement inexistant dans les municipalités de San José Pinula et de Santa Catarina, essentiellement composées de foyers aisés. La gestion urbaine y est presque complètement transférée au domaine privé, qui a développé des systèmes autonomes. Par exemple, le développement du service d'eau potable relève de l'autorité municipale à Guatemala, alors que dans des communes périphériques comme San José Pinula et Santa Catarina, l'eau potable est à la charge des résidents eux-mêmes. Ils l'obtiennent sous la forme d'exploitation individuelle ou collective, avec des répercussions assez fortes sur les bassins hydrologiques<sup>3</sup>, pourtant bien commun à toute la population de l'AMCG.

Le contrôle institutionnel de la croissance urbaine et ses conséquences sur l'environnement urbain semblent aujourd'hui mieux maîtrisés à San Salvador. Dès 1954, les autorités nationales ont décidé la création d'un Plan régulateur de l'Aire métropolitaine de San Salvador (figure n°2), avec d'abord des résultats plutôt médiocres<sup>4</sup>. En 1969, un nouveau Plan de développement est proposé sous le nom de *Metroplan 80*. Celui-ci n'a cependant jamais pu être appliqué en totalité<sup>5</sup>, à cause du tremblement de terre du 10 octobre 1986 et de la guerre civile.

- 
1. Demyk, 2000 : 493.
  2. Rodas, 1996 : 42.
  3. Rodas, 1996 : 11-12.
  4. Lungo, 1994 : 35.
  5. Pérez, 2003 : 163.

Figure n°2 : L'Aire métropolitaine de San Salvador (AMSS)



Il a donc fallu attendre 1993 pour voir ressurgir une volonté de contrôle de la croissance urbaine avec l'approbation d'une loi de Développement et d'aménagement territorial de l'AMSS. Elle a instauré une structure institutionnelle fondée sur deux organes. D'une part, le Conseil de développement métropolitain (CODEMET) qui représente le niveau politico-décisionnel, dans lequel les maires de l'AMSS siègent en compagnie de différents ministres (Planification, Travaux publics, Logement et Développement urbain, etc.), du directeur du Conseil national de l'environnement, des présidents d'institutions publiques (électricité, téléphone, etc.). D'autre part, le Comité de planification de l'AMSS (COPLAMSS) qui délivre des informations techniques. Malgré ces outils, les gouvernements municipaux de l'AMSS n'ont pas encore réussi à parfaitement contrôler l'aménagement de leur territoire, à l'exception de la municipalité de San Salvador, principalement par manque de ressources et par une toujours très grande centralisation des pouvoirs<sup>1</sup>. Le Costa Rica, qui fait souvent figure de modèle dans de nombreux domaines, s'est montré aussi dépassé par l'ampleur de la croissance urbaine de sa capitale que ses voisins. Les politiques pour améliorer la planification urbaine de San José sont partielles, de courte vision et elles ne montrent pas une compréhension des problèmes et des défis que la ville doit affronter. Elles multiplient les échelons d'interventions, sans apporter de réelles solutions. L'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU) a établi en 1982 la Grande Aire métropolitaine de San José (figure n°3) comme région. Il l'a doté d'un Plan régional métropolitain destiné à gérer la croissance de l'aire urbaine par la définition de cinq sous-aires de contrôle urbain. La GAM n'est cependant pas un organe doté d'un appareil de décision coercitif. L'exemple de l'anneau de contention, défini dans le Plan régional métropolitain l'illustre bien. L'anneau de contention impose en effet une limite au-delà de laquelle on ne peut pas urbaniser, destinée avant tout à protéger les zones urbanisées des manifestations potentielles des risques. Il n'est pourtant pas respecté. Le gouvernement central lui-même construit des logements au-delà de cette limite<sup>2</sup> ! Les pouvoirs dans la GAM sont donc très fragmentés entre les 31 cantons qui la constituent, ne favorisant que très peu la concertation et l'harmonisation des actions entre les multiples intervenants impliqués dans la gestion de la région métropolitaine.

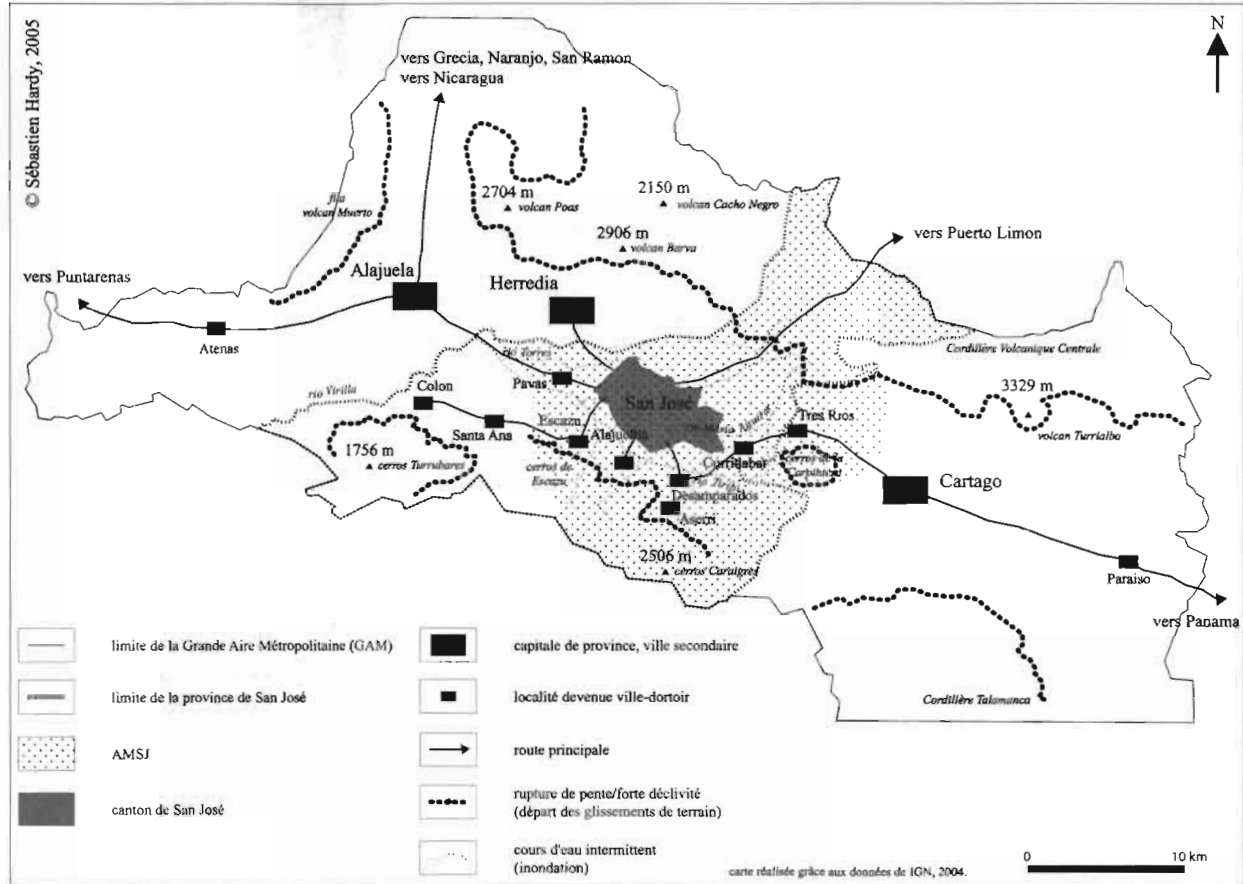
---

1. Ortiz, 2002 : 21.

2. Pérez, 2003 : 67-68.



Figure n°3 : La Grande Aire métropolitaine de San José (GAM)



Il existe pourtant un Plan directeur urbain pour chaque canton dont l'ensemble est censé à la fois composer et s'intégrer au Plan régional métropolitain. À ce premier schéma de planification à petite échelle s'emboîte aussi à grande échelle, l'Aire métropolitaine de San José (AMSJ). L'AMSJ est une unité politico-administrative créée dès 1956 pour définir l'usage du sol urbain dans le canton de San José, auquel il faut associer les 11 cantons qui sont dans sa zone d'influence directe : Escazú, Desemparados, Goicoechea, Alajuelita, Coronado, Tibás, Moravia, Montes de Oca, Curridabat, Aserri et La Unión. L'AMJS n'est toutefois pas reconnue comme une entité par la loi, ce qui constitue une entrave supplémentaire au contrôle de l'expansion de San José. Cet imbroglio administratif, caractéristique des capitales centraméricaines, explique en partie les constructions sur des terrains à la topographie inapte à l'urbanisation ou proches de cours d'eau dangereux, leur légalisation pour faire face à des situations d'urgence et au bout du compte, la dégradation d'un environnement urbain déjà porteur de risques.

## **Manifestations d'un environnement dégradé**

### **Des villes confrontées au milieu**

Ce tableau d'une croissance démographique et spatiale incontrôlée est finalement assez commun, dans ses modalités et ses manifestations, pour des pays en développement. En revanche, il prend une toute autre dimension quand on le confronte aux sites dans lesquels les capitales centraméricaines se développent. San José occupe le fond encaissé d'une vallée intramontagnarde, bordée par d'abrupts versants (Pico Blanco : 1 813 m). Pour prendre la mesure des contraintes d'une telle topographie, il faut préciser que le régime pluviométrique intertropical fournit des précipitations moyennes annuelles de l'ordre de 1 855 mm. Or, la croissance urbaine s'effectue plutôt vers l'est et l'ouest, le long du Valle Central, mais la saturation de l'espace vacant dans le Valle Central oriente désormais le processus d'urbanisation au Nord et au Sud. Celui-ci rend de plus en plus vulnérable la métropole costarienne. L'expansion urbaine est en effet rendue malaisée par la présence de la Cordillère Volcanique et de la Cordillère Talamanca et elle s'effectue par conséquent sur des terrains de moins en moins aptes à l'urbanisation, dans des zones à la topographie accidentée (Cerro Escazú), aux fortes déclivités, parcourues de ravines empruntées par des

cours d'eau torrentiels (Río Tiribí), comme à Pavas, Desamparados et Alajuelita<sup>1</sup>. L'urbanisation s'effectue en outre sur un substratum volcanique, rapidement saturé par les eaux de ruissellement pluvial, sensible aux glissements. Santa Ana, Escazú, Desamparados, Cartago se sont par exemple développés sur des cônes de déjection, expliquant les glissements de terrain dans les parties les plus abruptes et qui endommagent régulièrement les zones urbanisées. Le Valle Central est par ailleurs une zone sismique. En 1638, un séisme endommage Cartago. Elle est ensuite complètement détruite en 1841 et en 1910, expliquant le choix de San José comme capitale, dans un site qui n'est pourtant pas exempt d'endommagements sismiques. Mais, suite au séisme de 1910, le gouvernement de Ricardo Jiménez publie un Règlement des constructions urbaines pour Cartago, qui est en réalité appliqué à tout le pays. San José est donc construite en bois ou avec des structures en acier, alors que l'adobe, dangereux, y est interdit. Cette réglementation est renforcée en 1949 avec la Loi de constructions et le Code sismique de 1977. Aussi, bien que San José ait connu des séismes plus violents que les capitales voisines, les destructions n'y ont-elles jamais été très importantes. Pour compléter le tableau des endommagements potentiels, des cendres provenant du volcan Irazú peuvent également se déposer sur la GAM. En 1968, elles ont recouvert 8 000 km<sup>2</sup> en affectant San José, Curridabat, Desamparados, Goicoechea, Cartago, Tres Ríos, Escazú, Tibás, Alajuelita<sup>2</sup>.

Ciudad Guatemala doit aussi faire face à des contraintes de sites assez fortes. L'AMCG se développe dans un site intra-montagnard à une altitude comprise entre 1 450 et 1 550 mètres, au relief très fragmenté<sup>3</sup>. La ville est entourée de tous les côtés par des ravins. Et pourtant, le site actuel de la capitale a été choisi après le tremblement de terre de 1773 quand la ville a été réinstallée dans la vallée de la Ermita, un site supposé plus sûr face aux catastrophes. En réalité, le site actuel est encore plus près de la cause des séismes, le système de failles de Motagua, Polochic et Jocotán-Chamelecón. Les pentes du bassin, aux fortes déclivités, sont rendues instables par le régime intertropical de précipitations et par les tremblements de terres. Les cours d'eau torrentiels intermittents, qui parcourent la municipalité de Guatemala provoquent ainsi de nombreuses inondations.

Les inondations et les glissements de terrain sont aussi le lot de l'Aire métropolitaine de Panama. La topographie accidentée les expli-

---

1. Pérez, 2003 : 80.

2. Meléndez, 1996 : 65.

3. Demyk, 2000 : 490.

que en partie. La capitale panaméenne de front de mer se développe sur le versant Pacifique, agrémenté de collines aux déclivités abruptes comme le Cerro Ancón. La topographie explique la localisation des averses torrentielles, responsables des débordements des cours d'eau. Les lits peu profonds ne sont alors pas capables d'évacuer rapidement d'importantes quantités d'eau, surtout quand la marée est haute au même moment. Ces inondations et leurs dégâts ne doivent pas faire oublier que la ville peut aussi être endommagée par des séismes, comme en août 2003. Par la configuration des sites, la croissance urbaine des capitales centraméricaines donne ainsi naissance à un environnement urbain dégradé qui se manifeste par des risques et que les autorités tentent bon an mal an de gérer.

### **Variété des politiques de gestion des risques**

Pour tenter de gérer les manifestations des risques sur leurs territoires, les autorités costariciennes organisent dans le milieu des années 1980 des déplacements de populations régulièrement endommagées par les inondations. Elles ont ainsi déplacé des populations installées dans les quartiers précaires El Muro et Concepción de Alajuelita, tous deux situés à proximité de la rivière Cañas<sup>1</sup>. Mais la gestion des risques passe surtout par la mise en place du Système de réponse aux urgences dans la GAM (SIREGAM) qui permet, grâce à l'identification des zones sensibles aux endommagements, de rapidement secourir leurs résidents. C'est un instrument d'organisation qui dérive du Plan national d'urgence. Mais dans leur état, ces mesures de gestion des risques demeurent insuffisantes à long terme. Allant plus loin dans la gestion des risques, la municipalité de Guatemala décide en juin 1999 de mettre en place un règlement urbain qui définit des zones placées sous régime spécial de protection face aux risques. Il recense la présence de ravines et de lits de cours d'eau, les caractéristiques géologiques des sols pour prévenir les mouvements de terrain. Les zones de protection face aux risques sont donc celles qui présentent une « potentialité d'occurrence de phénomènes naturels, potentiellement destructeurs<sup>2</sup> ». Mis à part le cours d'eau Quebrada El Toro, situé dans la zone 18 qui sert de limite entre la zone 14 et la municipalité de Santa Catarina Pinula (photographie n°1), ces zones concernent des quartiers pauvres de la municipalité de Guatemala. Une enquête réalisée en 1998 estime par ailleurs à 70 % la population de l'AMCG

---

1. Meléndez, 1996 : 163.

2. Gobierno municipal, 1999 : 4.

touchée par la pauvreté<sup>1</sup>. Ces deux informations éclairent l'efficacité de la politique de gestion des risques à Guatemala. Le règlement impose en effet aux propriétaires de terrains situés dans ces zones un indice d'occupation maximum de 20 % de chaque lot, quel qu'en soit l'usage. Les 80 % restant deviennent zone de Conservation écologique. Les propriétaires doivent également présenter une étude géotechnique des terrains et une étude de conservation écologique. Il est ici évident qu'une très large majorité de la population concernée par ce règlement n'est pas en mesure de le respecter, relativisant d'emblée la portée de la politique de gestion des risques à Guatemala. En outre, le règlement précise qu'il n'y a pas de « délimitation qui spécifie toutes les zones de risques<sup>2</sup> », signifiant qu'il est difficile pour les habitants de savoir s'ils sont ou non dans une zone à risque.

**Photographie n°1 : La zone 14 de la municipalité de Guatemala**



*Les quartiers riches côtoient les quartiers pauvres, avec une différence notable, leur vulnérabilité aux manifestations des risques.*

Les autorités du Distrito Central de Tegucigalpa (figure n°4) cherchent également depuis les dégâts causés par les précipitations de l'ouragan Mitch (1998) à identifier les zones urbaines susceptibles d'endommagements. En 2000, ce sont 640 hectares de l'aire urbaine

---

1. Camus, 2002 : 87.

2. Gobierno municipal, 1999 : 4.

qui ont été identifiés à haut risque à cause des glissements de terrain. Il faut aussi ajouter à ce chiffre les zones propices aux inondations<sup>1</sup>. Pour autant, les autorités sont aussi confrontées à la maîtrise de l'expansion spatiale. Or, la majeure partie de l'aire urbaine de Tegucigalpa est comprise entre 900 et 1 150 mètres d'altitude. Les terrains disponibles à l'urbanisation se trouvent de plus en plus sur des fortes pentes propices aux glissements. En 2000, seulement 8 % des terrains urbanisables sont à moins de 1 150 mètres ! De même, dans les parties les plus basses comme la plaine du Río Bajo au nord, les zones urbanisables sont désormais à proximité des lits des cours d'eau propices aux inondations. Dans cette configuration d'expansion urbaine, les endommagements de la ville ne devraient pas diminuer. L'arrêt de l'expansion spatiale semble la mesure de gestion des risques la plus appropriée, mais elle oblige les acteurs urbains à repenser complètement leurs stratégies d'organisation socioterritoriale.

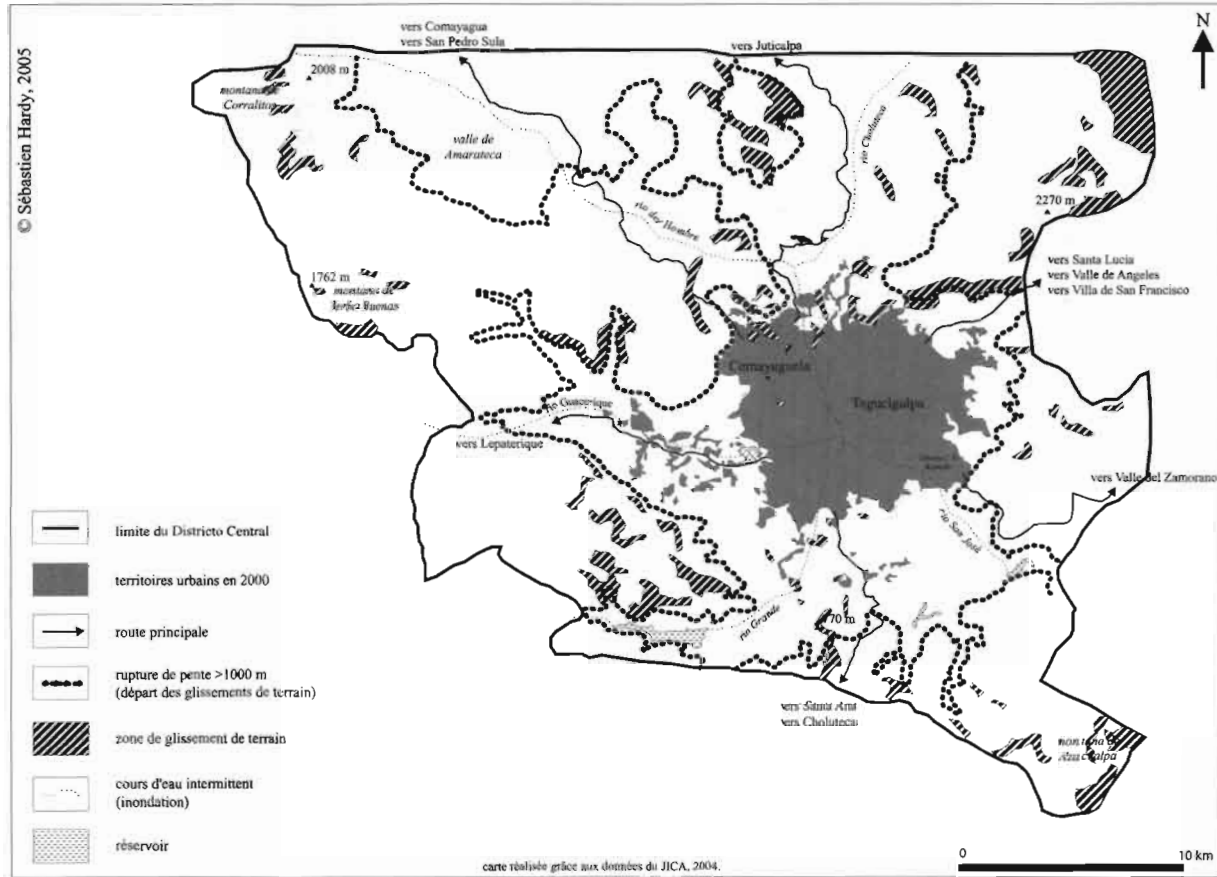
Refusant pour l'instant cette solution, pour limiter les endommagements, la stratégie du gouvernement municipal est d'empêcher les reconstructions dans les zones déjà endommagées. Par exemple, la municipalité a forcé les habitants du quartier El Berrinche, détruit par une coulée boueuse en 1998, à s'installer dans d'autres zones urbaines. L'ouragan Mitch a déclenché une prise de conscience de la vulnérabilité de la ville face aux risques, qui a débouché sur un Plan stratégique de reconstruction de la ville<sup>2</sup>, imposé par le gouvernement central sous la pression des bailleurs internationaux. Ce plan n'est cependant pas en mesure de répondre à moyen et long termes aux défis des risques dans le Distrito Central. À cette étape de l'analyse des relations entre les capitales centraméricaines et leur environnement, il apparaît que la gestion d'un environnement urbain partout dégradé s'opère à court terme. Elle n'apporte surtout pas de réponses significatives. Une des explications relève des sociétés centraméricaines elles-mêmes. L'environnement urbain leur sert en effet d'élément assurant une discrimination socioterritoriale, différemment poussée selon la capitale considérée.

---

1. Shlomo, 2004 : 6, 23 ; Ortiz, 2002 : 35.

2. Shlomo, 2004 : 42.

Figure n°4 : L'aire urbaine de Tegucigalpa



## **L'environnement urbain, marqueur de discriminations sociospatiales**

### **Des différenciations sociospatiales à l'origine d'un environnement urbain dégradé ?**

L'environnement urbain constitue à bien des égards un élément de différenciation des populations urbaines au sein de capitales centraméricaines. L'organisation physique et environnementale interagit fortement avec les structures de différenciation et de ségrégation et donc, sur les formes d'organisation socioterritoriale. L'AMCG souffre par exemple d'un chronique manque d'eau et le contrôle de cette ressource est de plus en plus segmenté, au point de devenir un objet de conflit<sup>1</sup>. Lorsque les sources d'eau souterraines et superficielles s'amenuisent, les enjeux deviennent très élevés. Le conflit n'apparaît pas au grand jour, mais de nombreux facteurs dans l'analyse des transformations urbaines s'y rapportent. Les constructions de lotissements dans les municipalités périphériques à celui de Guatemala ne résultent donc pas seulement du coût foncier. Les procédures administratives y sont souvent réduites à un entretien avec le maire. Outre la rapidité des procédures, les entrepreneurs contournent de cette manière les règlements d'urbanisme de Guatemala, élaborés au début des années 1950 et qui imposent la notion d'intérêt public. Ce contournement leur évite d'avoir par exemple à replanter des arbres après lotissement d'un terrain<sup>2</sup>. On comprend l'augmentation du ruissellement dans ces zones périphériques aux fortes déclivités et les glissements de terrain qui endommagent les zones urbanisées situées à l'aval. Surtout, le contournement de la réglementation leur garantit de fournir à leurs clients les quantités d'eau dont ils ont besoin. Les entreprises de construction installent en effet non seulement les réseaux dans les lots, mais se chargent aussi de trouver les sources d'alimentation<sup>3</sup>. Ce développement de services provoque donc des inégalités dans les niveaux d'accès et de consommation des ressources en eau. Dans une zone urbaine où l'eau est rare, cette garantie d'approvisionnement en eau se monnaie. C'est pourquoi San José Pinula et Santa Catarina présentent un caractère élitiste, tandis que Mixco héberge des populations aux caractéristiques sociales variées. Dans les municipalités de Santa Catarina et de San José Pinula, plus de 97 % des lots sont couverts par

---

1. Rodas, 1996 : 78.

2. Demyk, 2000 : 494.

3. Rodas, 1996 : 63.



les services de base, c'est-à-dire qu'ils ont des infrastructures d'alimentation en eau potable, d'évacuation des eaux usées et surtout de drainage pluvial, équipement essentiel dans cette zone aux fortes déclivités. À Mixco ce ne sont que 70 % des lots qui ont accès à ces équipements<sup>1</sup>. Autres chiffres significatifs : 91 % des lots à Santa Catarina Pinula et 96 % à San José Pinula ont leurs services urbains gérés par des organisations privées (coopérative, association d'usagers, etc.), alors qu'à Mixco le secteur public est très présent. Quand la gestion du bien s'opère de manière sectorielle, l'absence de réglementation et de contrôle public favorise par conséquent les populations aisées. Sans politique de ségrégation, les acteurs urbains différencient fortement les habitants de la capitale guatémaltèque et c'est bien un environnement urbain dégradé qui en constitue le principal moteur. Cette situation ne laisse que peu de choix aux populations pauvres, souvent obligées d'envahir des zones non aptes à l'urbanisation. Un lot sur sept à Mixco est édifié sur un terrain inapte à l'urbanisation, alors qu'à Santa Catarina Pinula il n'y a qu'un seul cas recensé au milieu des années 1990<sup>2</sup>.

Dans un environnement urbain dégradé, les aménagements font souvent toute la différence face aux manifestations des risques. En périphérie de San José, le canton de Goicoechea présente une topographie accidentée, avec de fortes déclivités, ce qui en fait une zone assez peu apte à l'urbanisation. On y trouve pourtant le quartier de Karla María, un quartier fermé de classes moyennes basses, qui a été construit en 1990 par un promoteur privé. Le lotissement a été déclaré d'intérêt social, permettant aux habitants de bénéficier de bons de logement de l'État pour l'acquisition des lots. Le terrain a été nivelé avant construction. Habité par 640 personnes, il dispose de toutes les infrastructures et services urbains, les rues sont même asphaltées. Distant d'à peine 3 km, le quartier Nazareno résulte de l'invasion d'une propriété agricole de l'Institut du logement et de l'urbanisme (INVU) réalisée en 1985 par des familles pauvres de San José. Il compte environ 1 660 habitants en 2000, peu scolarisés et dont les chefs de foyers sont souvent des femmes seules. En 1988, le quartier a bénéficié d'un programme dans lequel les autorités tentent d'aider les habitants à se connecter aux infrastructures urbaines. Mais faute de moyens, les résultats restent médiocres. Les habitants de Nazareno vivent donc en situation de forte vulnérabilité, contrairement aux ha-

---

1. Rodas, 1996 : 22.

2. Rodas, 1994 : 50.

bitants de Karla María, alors que la distance spatiale qui les sépare est faible<sup>1</sup>. Les habitants de Nazareno se représentent parfaitement les risques auxquels ils s'exposent en s'installant dans ce site. Mais ce site leur offre des avantages compensatoires. Ils ont depuis Nazareno plus de facilités d'accès aux services de la ville comme les centres de santé, les écoles, que ceux de Karla María. Le même phénomène est repérable dans les autres capitales comme Tegucigalpa où les populations semblent préférer construire leur logement dans des zones à hauts risques près du centre de la ville. Elles rejettent même très souvent les solutions de relogement proposées par les autorités dans les zones sûres, mais qui leur semblent éloignées de la ville, de ses sources d'emplois et de services. Les aménités des lieux relativisent donc les risques et interviennent dans la notion d'environnement urbain.

Les aménagements, éléments de l'environnement urbain expliquent aussi les différenciations sociospatiales dans l'Aire métropolitaine de San Salvador. À petite échelle, il y a une nette différenciation sociospatiale entre la partie ouest et sud-ouest et le reste de l'aire métropolitaine. Ici aussi, les aménités interagissent avec la notion d'environnement et relativisent les risques. Dans la partie ouest et sud-ouest résident les populations les plus aisées qui échappent ainsi à la chaleur du fond de la vallée, entraînant dans leur sillage les classes moyennes et toutes les activités de prestige<sup>2</sup>. Or, c'est dans cette partie ouest que se trouve le volcan San Salvador, aux versants ravinés par le ruissellement pluvial. Seuls de meilleurs aménagements publics, mais aussi privés, rendent l'urbanisation de cette partie de la ville viable. Les endommagements liés aux inondations sont nombreux dans l'AMSS. Les inondations touchent 10 % des habitants, aussi bien les pauvres (11 %) que les riches (7 %)<sup>3</sup>. Elles relèvent largement d'un système de drainage des eaux pluviales défaillant<sup>4</sup>. La plupart des 450 colonies illégales recensées en 1992 sont essentiellement localisées à Soyapango et ne possèdent souvent pas de réseau de drainage des eaux de ruissellement pluvial<sup>5</sup>. Mais dans la partie ouest de San Salvador, le système de drainage pluvial est une préoccupation forte des autorités. De très nombreux endommagements liés aux inondations résultent de la construction de lotissements autorisée par le gouvernement municipal, mais sans prise en compte de l'impact de l'augmen-

---

1. Bobson, 2005 : 108.

2. Pérez, 2003 : 159.

3. Ortiz, 2002 : 35.

4. López, 2004 : 1.

5. Lungo, 1994 : 21.

tation d'arrivées d'eau dans le système général de drainage pluvial de la ville, en particulier dans les zones les plus basses. Les populations les plus riches évitent alors les zones basses. L'expansion urbaine provoque donc une détérioration environnementale qui agit sur la différenciation sociospatiale. Pour mieux comprendre le phénomène, il est nécessaire de changer d'échelle. À une échelle plus grande, on observe des poches de pauvreté dispersées dans les zones résidentielles des classes moyennes et aisées. Une fois encore, l'environnement urbain joue un rôle sociospatial discriminant. La plupart de ces poches de pauvreté se situent à proximité des ravines qui proviennent des flancs du volcan Salvador sur le côté occidental. Leur localisation explique pourquoi les glissements de terrain affectent essentiellement les populations pauvres (18 % contre 5 % pour les riches). L'offre des services et infrastructures urbaines interagit fortement sur les manifestations des risques en Amérique centrale. Les acteurs urbains portent donc leur part de responsabilité dans les risques par le biais de leurs représentations de l'environnement urbain, de leurs stratégies territoriales et des choix d'aménagement qui en découlent. Ils favorisent à terme le déliement de l'objet ville.

### **Le déliement de l'objet ville et ses limites**

La gestion des risques semble dépendre des représentations de l'environnement urbain que les acteurs se construisent<sup>1</sup>. La gestion des manifestations des risques dans les capitales centraméricaines a aussi des répercussions sociales sous la forme de création d'inégalités, mais aussi de fragilisation des identités. Les risques jouent depuis longtemps un rôle évident de discrimination entre les populations d'Indiens et les populations de Ladinos au Guatemala. Avec le tremblement de terre de 1917, le gouvernement a obligé les villages indiens proches de la capitale à envoyer des contingents d'hommes pour déblayer et reconstruire<sup>2</sup>. Les campements, précaires car normalement temporaires, pour les héberger se sont transformés en quartiers permanents, défavorisés comme les quartiers El Gallito, Gerona, La Palmita. Le tremblement de terre de 1976, s'il a surtout touché les zones rurales, a affecté environ 20 000 familles. Ce sont en majorité des familles pauvres et indiennes qui ont été relogées dans des abris collectifs. Ces derniers, normalement temporaires, continuent à héberger ces familles. Aujourd'hui, les Indiens représentent au moins 11,5 % de

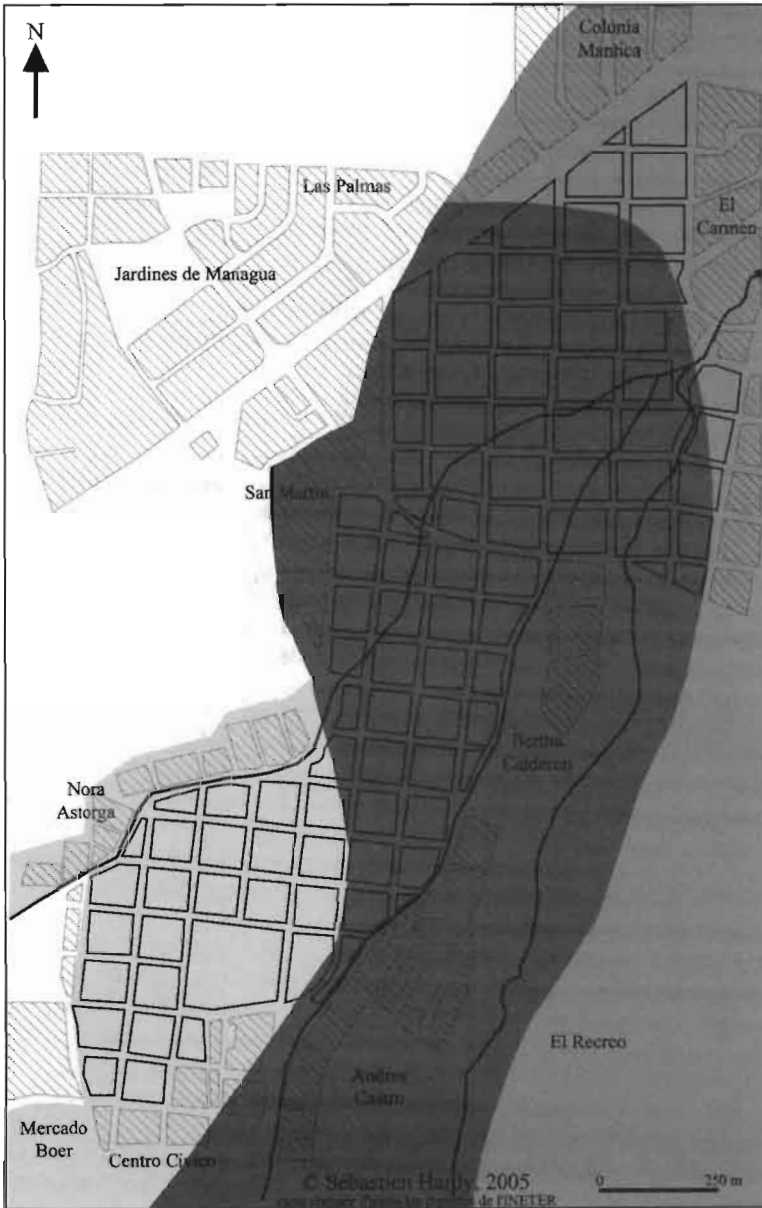
---

1. Hardy, Sierra, 2005.





2. Camus, 2002 : 155.

la population urbaine du département de Guatemala contre à peine 3,5 % dans le milieu des années 1960 et constituent les populations les plus vulnérables, refoulées dans les zones urbaines dangereuses. Leur statut de citoyen de la ville est à peine reconnu, même s'ils s'organisent et s'approprient de plus en plus fortement la capitale, en prenant possession d'éléments symboliques de l'environnement urbain, comme la Place centrale. La situation est totalement contraire à San Salvador où depuis 1997 la municipalité fait participer les communautés aux aménagements, en lui fournissant les études scientifiques et en opérant la mise en place d'outils juridiques. Aussi chaque communauté est-elle représentée par une junta directrice qui prend des décisions au nom de la communauté. C'est dans ce cadre que des solutions de protection ont été proposées comme la consolidation de talus avec de vieux pneus. Les résultats sont satisfaisants puisque ces talus ont résisté lors du tremblement de terre de 2001. Cette participation citoyenne qui cherche à répondre à la dégradation de l'environnement urbain pose les bases d'une innovation sociale, à condition de ne pas devenir un outil de pouvoir que certains acteurs de la ville s'approprient. Elle permet aussi d'éviter le déliement de l'objet ville. L'idéologie territoriale des décideurs urbains, qui utilisent l'environnement comme un élément de différenciation sociospatiale commence donc à présenter des limites. En affectant la gestion urbaine, la différenciation sociospatiale favorise en retour les endommagements, qui se diffusent alors de manière indifférenciée dans les territoires urbains. À Managua, la collecte des ordures qui n'est pas pratiquée de façon identique dans l'ensemble des quartiers de la capitale à cause d'une gestion urbaine fragmentée illustre cette idée. Les quartiers qui ont des voies de circulation en bon état bénéficient en effet d'un ramassage des ordures trois fois par semaine, tandis que dans les quartiers spontanés, c'est à peine si le ramassage est effectué une fois par semaine et encore, dans les rues les plus faciles d'accès, en saison sèche. Cette situation explique pourquoi les lits des cours d'eau sont souvent utilisés comme décharge. Les habitants des quartiers pauvres n'ont pas forcément d'autres choix que d'y jeter les ordures et le gouvernement municipal en charge du nettoyage urbain n'a pas forcément les moyens de les curer régulièrement, d'où des eaux pluviales qui s'écoulent mal en saison des pluies et qui peuvent provoquer des inondations.




Figure n°5 : Le quartier populaire de Altagracia, écreteur des crues du quartier aisé de El Carmen



1) Les données humaines et naturelles du quartier d'Altagracia

-  non renseigné
-  îlot du quartier d'Altagracia
-  îlot des quartiers voisins
-  cauce

2) Typologie de vulnérabilité aux risques naturels

-  zone de haute vulnérabilité aux risques
-  zone de moyenne vulnérabilité aux risques
-  zone de faible vulnérabilité aux risques

En mai 2000, lors des premières pluies, les ordures entassées dans le lit des cours d'eau traversant le quartier de Altagracia (figure n°5) ont formé un tampon qui a provoqué un débordement qui s'est épanché dans Altagracia, puis dans le quartier aisé d'El Carmen situé à l'aval. La manifestation du risque, l'inondation, a provoqué des dommages qui résultent des facteurs sociaux propres à Managua. La gestion différentielle de services selon les quartiers a des conséquences sur l'endommagement. Elle montre que la capacité de ce dernier à se diffuser spatialement rend le repli territorial vain, voire dangereux, pour les classes les plus aisées. Les inondations du quartier d'El Carmen prouvent que les différenciations sociospatiales ne résolvent pas l'endommagement, même à grande échelle et qu'au contraire une gestion efficace des endommagements nécessite d'intervenir à l'échelle de l'ensemble des territoires urbains. D'une manière presque paradoxale, les risques peuvent donc aussi empêcher le déliement de l'objet ville. Dans certains cas, des habitants aisés acceptent, voire favorisent la proximité spatiale avec un quartier beaucoup moins aisé quand ce dernier, en échange d'avantages compensatoires, joue le rôle d'amortisseur des dommages. On peut ainsi envisager que la faiblesse de l'endommagement constaté et potentiel dans le quartier d'El Carmen tient aussi à la proximité d'avec le quartier populaire d'Altagracia. La crue inondante des cours d'eau en mai 2000 a en effet gravement endommagé Altagracia, y libérant son énergie avant d'atteindre, affaiblie, le quartier d'El Carmen<sup>1</sup>.

L'environnement urbain, abordé par les risques, constitue un élément fort de l'organisation socioterritoriale des capitales centraméricaines. L'analyse des multiples paramètres des risques (croissance urbaine, politiques de planification, etc.) montre en effet la façon dont les interrogations socio-économiques et politiques jouent ensemble sur la question de l'environnement urbain. Certains territoires urbains ont ainsi des modes de gestion des risques plus performants que les autres. Les causes de cette vulnérabilité différentielle résultent largement des comportements des acteurs urbains. L'environnement urbain révèle aussi de nouvelles pratiques sociospatiales. La gestion des risques engendre par exemple des conséquences sociales sous la forme de création d'inégalités, de fragilisation des identités, de destruction de la cohésion sociale. L'environnement urbain dans les capitales centraméricaines pose alors en filigrane la question du « vivre ensemble ». Mais

---

1. Hardy, 2004b : 202-205.

la gestion des risques peut aussi engendrer des innovations sociales qui visent à surmonter des situations de risque. Dans cette perspective, les problématiques de l'environnement urbain semblent au contraire empêcher la désolidarisation socioterritoriale qui provoquerait à terme le dépérissement de la ville et donc la perte des avantages que les résidents en tirent. S'il n'y a pas égale disparition du vivre ensemble dans les capitales centraméricaines, c'est que leurs sociétés urbaines ne paraissent pas avoir toutes la même capacité à faire tenir ensemble des résidents fortement différenciés. L'environnement urbain constitue alors un marqueur pertinent des différenciations et donc, de l'organisation socioterritoriale des tissus urbains de l'isthme centraméricain.

## Bibliographie

- BOBSON Paul *et alii*, 2005, *Vivir en la ciudad. Lo cotidiano de la inserción urbana en México, América Central y El Caribe*, San José, FLACSO, 282 p.
- CAMUS Manuela, 2002, *Ser indígena en Ciudad de Guatemala*, Guatemala, FLACSO, 393 p.
- DEMYK Noëlle, 2000, « Guatemala », *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. *et al.* (dir.), Paris, Economica/IRD, pp. 485-495.
- HARDY Sébastien, 2003, *Processus de fragmentation urbaine et risques dits « naturels » dans la ville de Managua (Nicaragua)*, Thèse de doctorat nouveau régime en géographie, Paris, EHESS, 416 p., non publiée.
- HARDY Sébastien, 2004a, « Destruction, déplacement, polémique et politique. Managua, capitale immobile », *Cahiers des Amériques latines*, n°43, Paris, IHEAL, pp. 143-161.
- HARDY Sébastien, 2004b, « Fragmentation urbaine et risques dits naturels à Managua. Éléments de territorialisation », Gilbert David (dir.), *Espaces tropicaux et risques. Du local au global*, Orléans, PUO/IRD, pp. 197-206.
- HARDY Sébastien, SIERRA Alexis, 2005, « Territoires et acteurs des risques naturels en Amérique latine. Les cas de Managua et de Quito », *BAGF*, n°1, Paris, pp. 85-95.
- LUNGO UCLÉS Mario, 1994, *Una alternativa para San Salvador*, San Salvador, FLACSO, 127 p.
- MELÉNDEZ DOBLES Silvia, 1996, *Diagnóstico de amenazas naturales y vulnerabilidad física de la población en el area metropolitana de San José*, San José, UCR, 215 p.
- ORTIZ Alexandra *et alii*, 2002, *La situación de los pobres con respecto a la prestación de servicios urbanos. El caso de tres ciudades centroamericanas*, informe n°22590, vol. 2, Washington, World Bank, 136 p.
- PÉREZ MENDOZA Salvador *et alii*, 2003, *Desafíos de los centros de las ciudades Mesoamericanas. Los casos de tres metrópolis*, San José, FLACSO, 256 p.

*Environnement urbain des villes centraméricaines*

- RODAS MALTÉZ Francisco, 1996, *Producción de suelo habitacional y de los servicios básicos en la periferia metropolitana de la Ciudad de Guatemala. Estudios de los municipios de Mixco, Santa Catarina Pinula y San José Pinula*, Guatemala, CEMCA, 82 p.
- SHLOMO Angel *et alii*, 2004, *Rapid urbanization in Tegucigalpa, Honduras*, Princeton, Princeton University, 74 p.





**LES ÎLES,  
DES TRAJECTOIRES À PART ?**



# Mutations cubaines

**Denise Douzant-Rosenfeld**

IUFM de Versailles

Cuba appartient à l'identité caraïbe et à l'Amérique latine, deux composantes fortes de sa position géographique et de son histoire : première terre « découverte » en 1492, première colonisée par l'Empire espagnol et dernière décolonisée en 1898. Modèle de l'île tropicale sucrière, elle reste marquée par l'esclavage africain dans son peuplement et dans son idiosyncrasie. Carrefour de cultures, c'est un concentré d'Amérique. C'est la plus grande île des Antilles (110 860 km<sup>2</sup> pour l'archipel) et la plus peuplée (11,3 millions d'habitants soit 102 hab./km<sup>2</sup>). Elle n'est pas dépourvue de ressources (vastes terres à sucre, tabac, nickel...), est dotée d'une population bien soignée et très éduquée, plutôt bien répartie sur le territoire, mais les distances sont grandes d'un bout à l'autre de l'île (1 200 km). D'un patriotisme ombrageux, elle offre les bases d'un développement autonome portant l'empreinte d'un État bureaucratique et planificateur sur le modèle soviétique. La néocolonisation états-unienne a laissé des marques durables et donne paradoxalement une frontière terrestre entre Cuba et son grand voisin du Nord, situé par mer à seulement 180 km de Key-West, sur l'autre rive du détroit dangereux de Floride.

L'installation d'un régime communiste au nez et à la barbe de l'impérialisme états-unien et son maintien en fait un État-nation singulier, à l'occasion porte-parole des pays endettés du tiers monde, dont la place régionale, voire mondiale reste disproportionnée. La fin du commerce protégé avec le COMECON et le maintien de l'embargo états-unien, encore renforcé en 1992, en 1996 et en 2004 ont obligé Cuba à se tourner vers de nouveaux partenaires (États de l'Union européenne, Canada, Venezuela, Chine...) pour relancer son économie effondrée. Mais Cuba était et reste un pays pauvre en devises. C'est cette crise dite de la « période spéciale » qui a donné le coup de grâce au monopole sucrier, remplacé en hâte par la nouvelle dépendance du tourisme international, l'activité principale aujourd'hui des îles stables du bassin caraïbe. En ce sens, Cuba revient à sa gloire passée et rejoint avec

retard et dans la douleur, le nouveau modèle régional de développement des anciennes îles à sucre.

## **Position et mutations géopolitiques**

La Méditerranée américaine, selon l'expression d'Élisée Reclus, est devenue un espace-frontière durablement fragmenté par les processus de colonisation-décolonisation et les rivalités entre puissances d'Europe et d'Amérique. C'est surtout une interface majeure entre le Nord anglo-saxon industrialisé et attractif et le Sud latino-américain, cherchant à sortir de la périphérie et du sous-développement. La position stratégique de Cuba, contrôlant les passages vers le golfe du Mexique, puis la proximité des côtes de la péninsule de Floride ont joué leur rôle dans la croissance de l'île et dans les relations internationales. Tout comme la situation insulaire qui peut se révéler un obstacle supplémentaire, voire mortel, à l'émigration illégale des *boat people*.

### **« La clé du golfe »**

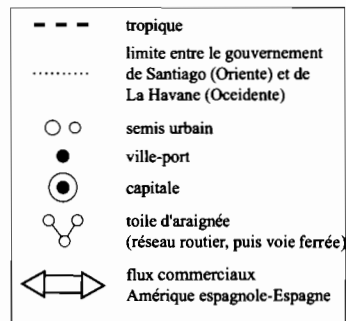
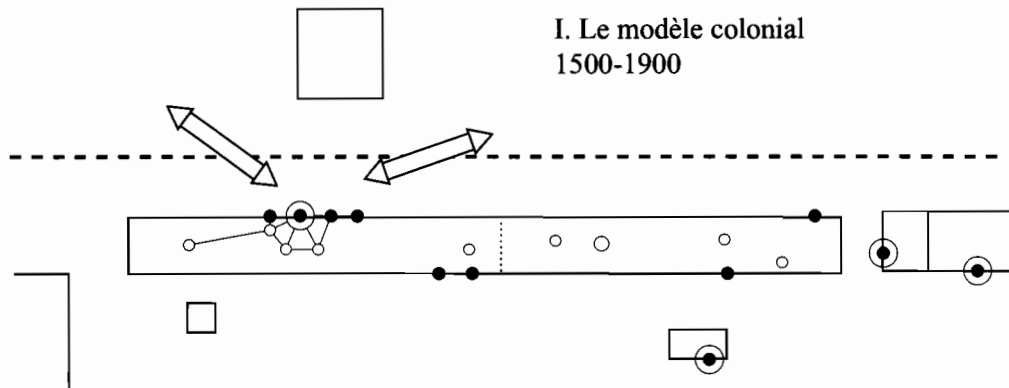
Pendant la longue période coloniale (1492-1898), abritée au fond d'une baie gardée par un goulet, La Havane était le port de regroupement des flottes de retour vers Séville et le port d'escale préféré des mêmes bateaux, ce qui explique la richesse architecturale de la *Vieja Habana*, aujourd'hui joyau du tourisme. L'arrière-pays, divisé en larges cercles d'appropriation extensive pour les propriétaires espagnols puis créoles, produisait de quoi nourrir les flottes et la ville. L'*Occidente* attractif, administré par la capitale était alors loin de l'*Oriente* administré par la ville-port de Santiago (figure n°1, modèle I). Les deux villes se trouvent reliées par le chemin de fer en 1903, puis par la route centrale en 1931. Cette division territoriale persiste encore aujourd'hui, l'*Oriente* restant plus rural et à population plus noire. La production de la canne à sucre pour le marché mondial s'industrialise au XIX<sup>e</sup> siècle avec la construction des chemins de fer et des moulins à vapeur. L'indépendance des États-Unis donne lieu à un commerce direct avec Cuba, mais l'île reste colonie espagnole tout le XIX<sup>e</sup>, sous la protection vigilante de son puissant voisin animé par la doctrine de Monroe et la politique dite de « l'attente patiente<sup>1</sup> » qui porte ses fruits à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

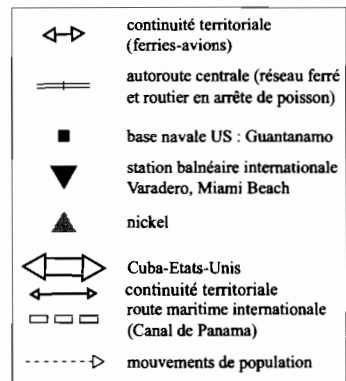
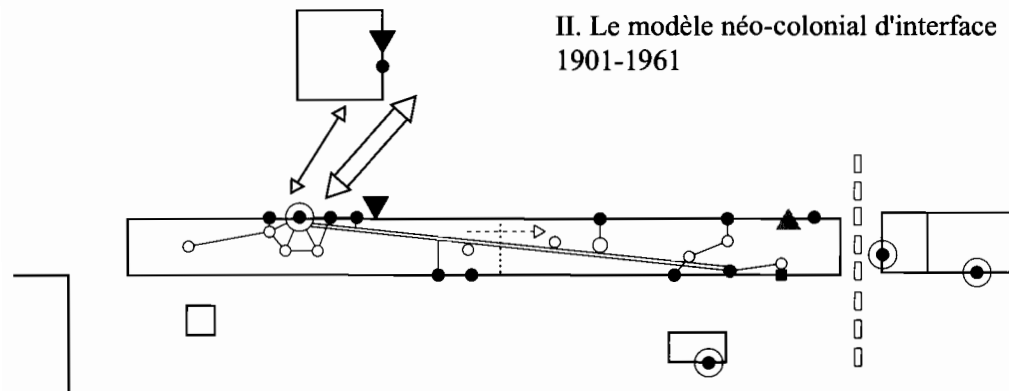
1. Lamorre, 1997.

Figure n°1 : modèle I et modèle II

I. Le modèle colonial  
1500-1900



II. Le modèle néo-colonial d'interface  
1901-1961

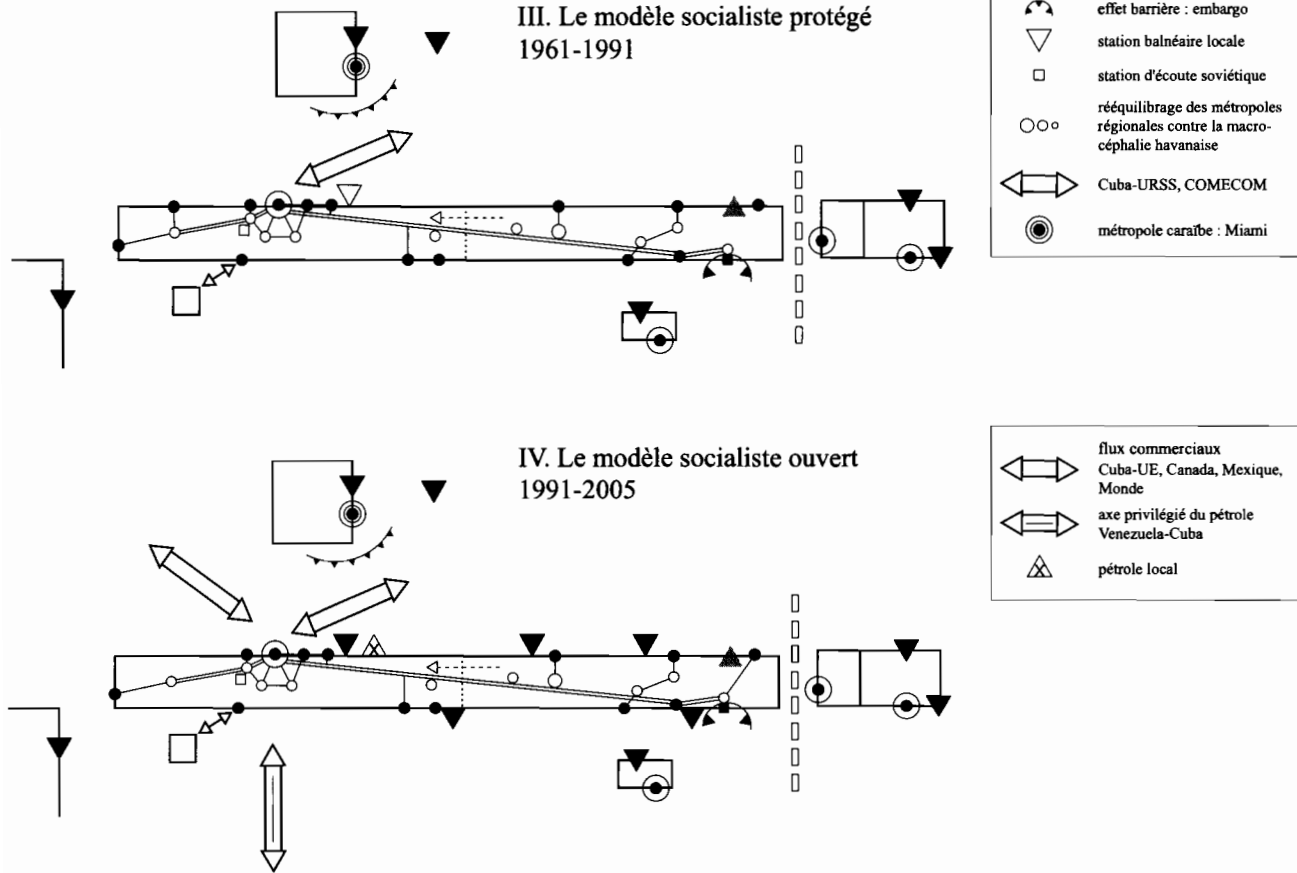


### **Une prolongation du territoire états-unien**

L'explosion du cuirassé *Le Maine* dans le port de La Havane le 15 février 1898 signe l'entrée directe du grand voisin dans la politique cubaine, qui devient une néocolonie avant d'avoir goûté aux vertus de la République. En évacuant Cuba en 1902, les troupes américaines sont restées à Guantanamo, baie profonde sur la côte sud-est de l'île, surveillant la route maritime de Panama. La base militaire, vivant en autarcie depuis la révolution sous le regard de la ville cubaine du même nom, est un territoire de non-droit, même pour la justice nord-américaine : prison pour les terroristes islamistes depuis les attentats du 11 septembre 2001 ou lieu de transit pour les *boat people* cubains et haïtiens en 1994-1995. Entre 1898 et 1958, la néo-colonie oscille entre phases de croissance et de récession, selon les fluctuations du marché mondial du sucre et l'apport des immigrés, en particulier européens du Sud. L'industrie sucrière se modernise en effet avec des capitaux nord-américains et trouve son débouché chez son voisin grâce à la politique des quotas. L'extension des plantations modernes atteint les plaines de l'*Oriente*. La fièvre jaune et les grandes maladies sont éradiquées, ce qui fait de l'île un territoire tropical sain.

La phase de la dernière dictature de Batista (1952-1958) accentue les traits de la société de consommation américaine. Il fait bon vivre à La Havane (métropole de 1,6 million pour 6,5 millions d'habitants) quand on est riche Cubain ou États-unien : la mafia fait construire les grands hôtels sur le Malecón, dans le quartier du Vedado qui attirent la *jet-set* internationale (250 000 touristes en moyenne chaque année, première destination de la Caraïbe) et les malfrats en tout genre. Golfs, clubs nautiques, résidences de luxe s'étendent vers l'ouest de la capitale. Les plages, les stations balnéaires comme Varadero, les clubs restent fermés aux Cubains de couleur. Les Cubains blancs ont pris l'habitude d'envoyer leurs enfants étudier à New York et dépensent plus de dollars à l'étranger que les touristes n'en laissent dans le pays. Plus de 150 000 Cubains résident aux États-Unis. La Havane et quelques villes sont suréquipées (réseaux d'électricité et d'eau potable, hôpitaux et médecins, système scolaire...) et la campagne est délaissée. Les ferries desservent l'île depuis Key-West. Les avions viennent de toute l'Amérique (figure n°1, modèle II). Et c'est tout ce marché qui va se fermer deux ans après la victoire révolutionnaire.

Figure n°2 : modèle III et modèle IV





### **La première république socialiste d'Amérique**

La révolution démocratique, que le grand voisin du Nord a sous-estimée, se proclame socialiste dès 1961, nationalise l'économie et donc les intérêts états-unis, renvoie les exilés ayant envahi en vain la baie des Cochons, et obtient l'appui de l'URSS. Parachevant la nation cubaine, elle représente alors un immense espoir pour les peuples latino-américains et les opinions anti-yankees. La guerre froide offre une niche providentielle à la consolidation de la révolution, que l'accord secret qui clôt la crise des fusées protège tacitement d'un nouveau débarquement, mais pas d'une guerre de basse intensité qui dure encore. L'embargo installe une barrière solide autour de l'archipel, où les Soviétiques ont installé une base d'écoute militaire (Lourdes, près de La Havane) et fait de Cuba un pays en état de défense permanent. La « plus petite des grandes puissances » occupe ainsi une place à part, au carrefour des intérêts du tiers monde et des pays socialistes (figure n°2, modèle III). Lorsque Gorbatchev déclare la *perestroïka* et la *glasnost*, Castro resserre le contrôle de l'État. C'est le double blocus : la fin des approvisionnements soviétiques et le renforcement de l'embargo états-unien. Le régime se considère en état de siège et proclame la *période spéciale*.

### **La dernière république « socialiste » d'Amérique**

Avec la fin de la bipolarisation stratégique et idéologique de la guerre froide, la rente de situation de Cuba a perdu de sa valeur géopolitique, mais garde une place dans la confrontation économique Union européenne / États-Unis. L'économie cubaine a dû se reconvertir dans la douleur une nouvelle fois. Le retour aux échanges en devises et au marché mondial est terriblement contraignant pour la population qui n'a majoritairement connu que « la révolution ». Le régime à parti unique avait réorganisé l'économie et la société grâce aux méthodes, aux machines et aux moyens financiers du COMECON, qui n'ont pas permis à Cuba d'échapper aux contraintes d'une économie dépendante de ses échanges extérieurs. Depuis la disparition de l'Union soviétique tout se paie en monnaie forte. Cuba se retrouve avec certains indices démographiques d'un pays développé (santé, éducation, protection sociale) et la dure condition économique d'un pays du tiers-monde vendeur de matières premières : un développement déformé et dépen-

dant<sup>1</sup>. Cuba ne paie plus sa dette depuis 1986 et n'a pas accès aux crédits multilatéraux bloqués par le gouvernement états-unien. L'embar-go ferme toujours le marché de proximité, sauf exception (figure n°2, modèle IV). Mais le choix de la relance économique par le tourisme international, qui offre une bouée de sauvetage au régime, comme ce-lui des investissements étrangers non états-uniens ouvre des contra-dictions nouvelles dans la société cubaine.

En revanche l'armée cubaine n'a rien perdu de sa place dans la nation. La conscription offre une main-d'œuvre disponible. Désormais les Forces armées révolutionnaires s'autoalimentent et approvisionnent les marchés avec leurs surplus à partir de fermes modèles et se finan-cent grâce à leurs entreprises, en particulier la branche touristique *Gaviota*, très prisée par les investisseurs étrangers. Les officiers rem-placent souvent les directeurs cubains d'entreprises mixtes accusés de prévarication. Le V<sup>e</sup> congrès du parti en 1997, entièrement consacré aux réformes marchandes, a d'ailleurs confirmé l'entrée en force des militaires dans les sphères du pouvoir. Ils occupent désormais 20 % des places au comité central (contre 14 % au congrès de 1991), cinq généraux siègent au bureau politique et occupent des ministères clés : intérieur, sucre, tourisme.

### **Diaspora et relations migratoires**

L'exil politique est une tradition solidement ancrée dans l'île. Les premières années de la révolution voient un chassé-croisé entre les retours de jeunes émigrés et l'exil de plus de 200 000 personnes, en majorité du personnel blanc et qualifié de La Havane. Les facilités d'accueil aux États-Unis<sup>2</sup> renforcent ce courant migratoire avec une nouvelle poussée en 1968 lorsque les derniers commerces, bars et acti-vités privées sont nationalisés (470 000 personnes entre 1959 et 1970). La deuxième vague importante dite des *marielitos* en 1980 (125 000 personnes en quelques mois) est plus représentative de la population cubaine : davantage métissée et noire, moins qualifiée ; beaucoup ne connaissent personne aux États-Unis. La troisième vague accompagne la période spéciale, avec un pic pendant l'été 1994, lorsque des *balseros* désespérés quittent l'île sur des radeaux de fortune et sont recueillis par les garde-côtes américains. À chaque vague, il y a un accord migra-toire entre les deux voisins. Après cette dernière régularisation, l'ac-cord de 1995 ferme cependant l'accueil automatique aux Cubains illé-

---

1. Douzant-Rosenfeld, 1997.

2. Habel, 2004.

gaux qui sont renvoyés au pays, sauf s'ils réussissent à poser le pied sur le territoire états-unien. Les migrants cubains rentrent dans le droit commun. La délivrance des visas par le consulat américain (théoriquement 20 000 par an pour 2 millions de personnes qui désirent émigrer) est fonction des aléas des relations cubano-américaines. L'émigration continue d'emprunter les voies clandestines. En proportion, 1,5 Cubain sur 10 vit à l'étranger dont 90 % aux États-Unis (1,2 million de Cubains et descendants ; 30 % de la population du comté de Dade-Miami). Le Venezuela accueille la deuxième communauté (350 000 personnes), suivi du Mexique (70 000) et de l'Espagne (50 000). Rares sont les Cubains restés à Cuba à n'avoir pas de famille plus ou moins proche à l'étranger ! Mal vus et interdits d'adhésion au Parti, tout comme les catholiques pendant longtemps, les Cubains qui ont renoué avec leur famille sont autorisés aujourd'hui à recevoir de l'argent, les *remesas*. Estimées par la CEPAL à 800 millions de dollars en 1998, premier poste de fournitures en devises, elles permettent les achats dans les boutiques ouvertes à tous par le gouvernement (chiffre d'affaires de 750 000 dollars la même année). Les boutiques qui sont gérées par l'armée annoncent la couleur : elles s'appellent TRD (boutiques de récupération des devises). On y vend les produits manufacturés ou les aliments introuvables en monnaie nationale (importés ou fabriqués sur place par les entreprises mixtes).

À chaque épisode de tension, les États-Unis prennent des mesures restrictives sur les envois de dollars ou les voyages des Cubano-Américains dans l'île. Ils sont ici inspirés par les exilés cubains, très influents dans l'État de Floride et auprès des députés conservateurs du Congrès, souvent adeptes de la manière forte pour se débarrasser de Fidel Castro et obsédés par le retour. Mais en 45 ans, les vagues d'émigration successives à Miami et la présence d'une seconde génération nombreuse ont profondément modifié les comportements et les clivages politiques. Les enquêtes d'opinion réalisées par l'université de Floride dans les années 1990 montrent que la majorité des Cubano-Américains est désormais favorable à des négociations avec le régime castriste. Quant à retourner à Cuba autrement qu'en vacances, ils ne sont plus que 15 % à le souhaiter contre 60 % en 1973.

## **Planification et aménagement « intégral » du territoire**

En rendant disponible la presque totalité du territoire urbain et rural, les lois révolutionnaires ont créé les bases de la « planification intégrale », chargée d'en finir avec les oppositions traditionnelles : ville/campagne, agriculture/industrie, capitale/province...

## **Réformes agraires et plans agricoles**

C'est l'agriculture qui guide les premières mesures et l'Institut de la réforme agraire qui administre le pays dans les premières années. Les réformes agraires de 1959 et 1963 visent à satisfaire les paysans qui ont soutenu la guérilla et à nationaliser les latifundia étrangères et cubaines (grandes plantations de canne, *haciendas* d'élevage extensif...) comme les industries amont et aval (sucreries appelées *centrales*, installations ferroviaires, portuaires...)¹. À la veille de la révolution, les deux tiers des terres cultivables étaient en friche et la canne occupait la moitié des terres cultivées : 50 000 propriétaires contrôlaient 160 000 exploitations. La majorité des paysans est sous-locataire, occupant à titre précaire, à côté d'une masse d'ouvriers agricoles permanents (385 000) et temporaires (425 000 au dernier recensement agricole de 1946). 12 000 exploitations dépassant 400 ha sont expropriées, puis celles au-dessus de 67 ha, soit 10 000 autres fermes. Ces grands domaines ne sont pas répartis entre les travailleurs, mais transformés en fermes d'État. La main-d'œuvre y devient permanente et logée dans de nouveaux bourgs d'immeubles construits en plein champ. Elle est encadrée par le syndicat CTC (Centrale des travailleurs cubains). Quant aux paysans précaires et aux paysans déjà propriétaires, 160 000 familles environ, ils reçoivent l'assurance de la garantie de leur titre de terre privée (67 ha maximum) et sont incités à se regrouper en coopératives pour recevoir l'appui des crédits et services à l'agriculture.

Après quelques expériences de diversification des cultures, la spécialisation traditionnelle est confortée, avec la prééminence de la canne, produit d'exportation par excellence, qui trouve ses nouveaux débouchés vers les pays communistes. Les surfaces cultivées sont étendues. Les plans par cultures ne tiennent compte ni des limites

---

1. Benjamin, 1987.

municipales ni du statut des fermes. Ils sont la première traduction spatiale de la nouvelle économie, à partir de décisions par secteurs venant du sommet. Les paysans des petites fermes enclavées dans la masse des latifundia d'État trouvent plus avantageux de louer leur terre à l'État ou de la lui vendre. De même, les paysans des montagnes ont souvent trouvé un autre emploi dans l'armée ou dans les villes et la tendance est à la diminution du nombre de paysans indépendants, sauf dans les secteurs prospères du maraîchage ou du tabac. Le mouvement d'exode rural est favorisé par la politique de regroupement de l'habitat dispersé mise en place pour apporter les services de base aux communautés rurales, en particulier dans les montagnes de l'Ouest et du Centre. Le pourcentage des terres privées passe de 37 à 20 % (1975). Le mouvement des coopératives de production agricole (CPA), lancé la même année, vise à collectiviser les terres privées (en moyenne 600 ha) en proposant de nouveaux avantages aux paysans : construction de maisons neuves équipées, accès aux services (dispensaire, école, eau, électricité, transport...) et à la retraite. Le nombre des CPA culminera au milieu des années 1980 (plus de 1 million d'ha) ; les anciens propriétaires sont aujourd'hui retraités ou décédés et leurs enfants, devenus ingénieurs ou médecins, ne sont pas restés à la campagne. Elles sont devenues un modèle pour les fermes d'État démantelées dans les années 1990. Le modèle des entreprises publiques, marquées par le gigantisme (en moyenne 20 000 ha), les difficultés de gestion, la faiblesse des rendements et la gourmandise en intrants d'origine importés, est remis en cause en 1993 faute de moyens (troisième réforme agraire).

### **La Havane et « le désert cubain »**

Les révolutionnaires considèrent dans un premier temps que La Havane est un parasite capitaliste qui exploite le reste du pays. La macrocéphalie de la capitale est dénoncée (plus de 22 % de la population de l'île), ses activités lucratives fermées, transformées, investies par la population en même temps que beaucoup de logements changent de main. La réforme urbaine abaisse les loyers à 10 % des revenus. Les résidences des beaux quartiers abandonnées par les exilés sont investies par les institutions et les nouveaux responsables. Les quartiers populaires, déjà surpeuplés, se densifient car la capitale attire plus de 50 000 immigrants de l'intérieur chaque année, surtout les Orientaux. Les premiers architectes recrutés par le JUCEPLAN font des projets pour bloquer sa croissance et imaginent de déménager la capi-

tale à l'intérieur de l'île. Pour « prolétarianiser » les habitants, Castro fait adopter en 1967 le *Plan cordon*, qui vise à transformer la périphérie métropolitaine en région verte et agricole, capable d'autoalimenter la population havanaise, au lieu de drainer les aliments de tout le pays. 500 000 havanais sont mobilisés en 1968. Il ne reste de cette ruralisation que les grands parcs périphériques et quelques barrages, mais les conditions étaient improvisées. Concernant le sort de La Havane, c'est un revirement complet qui est avalisé après l'échec du plan cordon. C'est par l'industrialisation que se fera la rédemption de la métropole<sup>1</sup>. La métropole ne va plus vivre en parasite, mais impulser la modernisation du pays, grâce à son port, ses réseaux (autoroutes et périphériques, gares, nouvel aéroport...), sa matière grise (universités et équipes de recherches) et bien sûr, son rôle politique. La construction de complexes est prévue en périphérie : mécanique (montage puis fabrication d'autobus, de camions, etc.), textile, agro-alimentaire, pharmaceutique. Les capacités existantes sont aussi renforcées (raffineries, aciéries, chimie dans un complexe industrialo-portuaire). Des villes nouvelles sont également planifiées dont Alamar, sur le municipe d'Habana del Este. En revanche, l'immigration va être contrôlée pour ralentir l'accroissement urbain. En contrepartie les provinces sont aussi sélectionnées comme foyers d'industrialisation du pays, mais pour des industries de la deuxième révolution industrielle. Seuls les services éducatifs et sanitaires de base sont étendus progressivement à toutes les villes et municipes selon le principe de l'égalité territoriale.

### **L'aménagement intégral du territoire**

Après le « discours d'autocritique » mémorable de Fidel Castro le 26 juillet 1970 et l'intense débat qui suivit, les grands axes de l'aménagement du territoire (*ordenamiento territorial*) sont définis. Le premier congrès du Parti de 1975 les traduit en termes d'aménagement par l'adoption d'une nouvelle structure politico-administrative hiérarchisée<sup>2</sup>. La province de La Havane est divisée en deux (*ciudad Habana* pour le territoire métropolitain et *Provincia Habana* pour l'arrière-pays), comme les provinces les plus grandes, pour donner 14 provinces (contre six auparavant), plus le municipe spécial de l'île de la jeunesse, avec autant de capitales promues au rôle de pôle de développement, trois métropoles supérieures (La Havane, Santiago et Camaguey), enfin 169 municipes (au lieu de 409) dont le chef-lieu est doté des servi-

---

1. Garnier, 1973.

2. Rivière d'Arc, 1991.

ces correspondant à leur rang. Au sein des municipales, on trouve encore des localités urbaines ou rurales (moins de 200 habitants ou moins de 2 000 habitants sans les services urbains). Chaque province, chaque ville se dote d'outils d'aménagement, qui proposent des plans de développement plus ou moins adaptés aux directives des plans centraux par secteurs : agriculture, sucre, industrie légère, etc. Entre chaque branche il n'y a pas de relations : le secteur de l'élevage, qui relève du ministère de l'Agriculture (MINAGRI), ne reçoit pas les sous-produits de la canne à sucre, qui relèvent du ministère du Sucre (MINAZ) ; les deux ministères sont en concurrence pour l'accès aux crédits. L'articulation entre les différents niveaux de pouvoir horizontal (pouvoir populaire municipal, provincial) et vertical (plan central ou JUCEPLAN, ministères...) n'est pas explicite. Depuis la période spéciale, les collectivités territoriales doivent à nouveau se débrouiller pour assumer les tâches que l'État n'assure plus ou mal : approvisionnement alimentaire, transports publics, etc. Les statistiques de la décennie 1980 font apparaître en général une croissance par produit, davantage due au modèle d'accumulation extensif qu'aux gains de productivité. La rareté des biens de consommation individuels reste forte, à peine compensée par les importations venues des pays du COMECON. En revanche la situation alimentaire s'est améliorée pendant la période des marchés libres paysans (1981-1986). L'application des plans quinquennaux s'interrompt avec la dissolution du JUCEPLAN pendant la période de la rectification des erreurs. Des plans nationaux sectoriels (plan national alimentaire) ou géographiques (plan national intégral de la montagne) sont lancés depuis, dont les bilans sont difficilement accessibles. Les plans de développement touristique ou des investissements étrangers ne sont pas publics, sauf lorsqu'il s'agit d'annoncer la hausse du nombre de touristes ou de nouveaux investissements.

Le rééquilibrage La Havane/provinces, comme le rattrapage des régions orientales avait commencé, mais la période spéciale a renforcé à nouveau la place de la capitale : nourrir sa population, en faire le principal pôle touristique est devenu l'objectif majeur. Au recensement de 2001, la place de l'agglomération havanaise, en terme de population (2,3 millions d'hab.), a légèrement diminué en pourcentage (19,3 %) et son taux d'accroissement est négatif, mais la population migrante orientale se masse aux limites provinciales. Les provinces orientales (Guantanamo, Granma, Santiago, Holguin) ont des taux de fécondité et d'accroissement toujours supérieurs. La Havane concentre encore 25 % des diplômés de l'enseignement supérieur et 31 % des médecins.

## **Un régime démographique atypique**

Grâce à l'encadrement sanitaire (1 médecin pour 250 hab.), la politique de prévention et d'assistance sociale, comme le niveau éducatif, les indices démographiques cubains sont ceux des pays industrialisés et globalement identiques dans chaque province : seule l'espérance de vie a légèrement chuté pendant les années noires 1991-1994. Au recensement de 2001, elle était de 76 ans (République dominicaine : 67 ans ; Costa Rica : 77 ans). Le taux de mortalité infantile était à la même date de 6,5 pour mille (République dominicaine : 41 ; Costa Rica : 9). La population reste jeune en dépit de la baisse de la fécondité (1,6 enfant par femme en moyenne, 1,88 à Guantanamo). Mais les installations (écoles, dispensaires, hôpitaux, etc.) vieillissent faute d'entretien et il y a pénurie de matériels et médicaments. Seul l'encadrement reste important.

## **La nouvelle politique économique et les secteurs porteurs**

La crise de la période spéciale a été bien décrite et étudiée<sup>1</sup>. Nous rappellerons le contenu de quelques mesures importantes.

## **Les réformes marchandes de la « période spéciale »**

La période spéciale consiste en un plan draconien d'ajustement : le commerce extérieur perd 3/4 de ses capacités en trois ans, et le PNB chute officiellement de 35 % en 1993. Le choc externe est atténué par la continuation du paiement des salaires, alors que les entreprises publiques sont paralysées. La population qui souffre de carences alimentaires se lance dans des stratégies de survie : marché noir, émigration, parfois prostitution, délinquance. Après une phase d'attentisme, le gouvernement lance trois trains de réformes :

- En 1992-1993, ouverture à l'investissement étranger, particulièrement dans les secteurs susceptibles de procurer rapidement un retour sur investissements (tourisme) ou qui s'appuient sur des richesses,

---

1. Cf. Dossier Cuba dans *Cahiers des Amériques latines*, n°31-32, IHEAL Éditions, Paris 1999, p. 33-230. J. Habel, « Cuba : les défis du nouveau modèle », *Revue Tiers Monde*, n°173, 2003. I. Joshsua, « Cuba : la croisée des chemins », *Revue Tiers Monde*, n°171, 2002. *Alternative Sud*, vol. VIII (2001-1), *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*, Centre tricontinental, Louvain la Neuve. J. Habel, *Cuba : la fin de la dollarisation, Amérique latine*, 2005, publication de l'Observatoire des changements en Amérique latine, IHEAL-la DF, Paris.



comme le nickel, dont le débouché mondial est assuré (entreprises mixtes ou *joint-venture*). L'année suivante (1993), l'économie domestique est touchée : autorisation de la libre circulation du dollar dans l'île pour la population et réforme budgétaire, restructuration du secteur public (avec l'apparition du chômage pour la première fois), réforme agraire. Enfin le travail indépendant est autorisé pour 150 spécialités à condition de ne pas employer de salariés ni de fonder de PME (restauration, chambres d'hôtes, taxis, commerce...). La reconnaissance de l'économie informelle (qui sera ensuite lourdement taxée dès 1996) est assimilable aux stratégies de survie du reste de l'Amérique latine.

- L'année 1994 voit se rétablir un minimum de convertibilité interne du peso. La monnaie en circulation est pompée par l'ouverture des marchés libres agricoles, qui allègent les pénuries alimentaires et complètent à prix fort le contenu des rations de la *libreta*. Officiellement la croissance du PIB reprend en 1995 et 1996, puis marque le pas, avec des taux de croissance de 2,5 % et de 1,2 % respectivement, mais le PIB reste encore inférieur de 25 % au niveau de 1989. En revanche le déficit budgétaire se stabilise dans les années 2000 et le commerce extérieur recommence à croître, en dépit des difficultés de financement. Les dollars de la population sont pompés par le nouveau système des boutiques en dollars.
- Enfin en octobre 2004, la dollarisation qui avait été adoptée comme une mesure provisoire est remise à la surprise générale. Cuba veut profiter de l'embellie avec le Venezuela de Chavez (contrats pluri-annuels de fourniture de pétrole, contre l'envoi d'enseignants et de médecins) et avec la Chine pour reprendre le contrôle de sa monnaie. Le dollar est remplacé par le peso cubain convertible (CUC), avec une taxe de 10 % pour le change.

### **La réorganisation des structures agraires**

À la fin des années 1980, 80 % des terres étaient publiques, dans des entreprises gigantesques, tandis que les paysans se maintenaient dans les secteurs des cultures maraîchères, du tabac, du café et du cacao. La troisième réforme agraire de 1993 a eu des effets contradictoires. D'une part, elle a augmenté le secteur paysan par la distribution de parcelles en usufruit, soit à des retraités pour des cultures vivrières près des villes ou dans la trame urbaine, soit à des familles pour reprendre des plantations de café et de tabac abandonnées faute de main-d'œuvre. Les surplus de ces nouveaux paysans vont sur les marchés libres ou sont vendus localement. D'autre part, elle a considéra-

blement diminué le secteur d'État qui ne contrôle plus en 2002 que 33 % de la superficie agricole (tableau n°1). Il s'agit de fermes de l'armée (EJT), de la police (MININT), les entreprises forestières. Mais le démantèlement des entreprises agricoles publiques (sucre, élevage bovin, riz, agrumes, vivres, etc.) sous la forme de coopératives UBPC s'est fait brutalement du jour au lendemain, sans moyens. Les collectifs de travailleurs ont reçu en usufruit environ 600 ha (taille des coopératives CPA), ils ont été sommés de racheter les moyens de production (bâtiments, machines...) et de s'auto-organiser pour produire, leur salaire dépendant du résultat annuel final. Selon la région, le produit, les nouvelles coopératives ont eu plus ou moins de difficultés. Elles ne sont pas rentables en majorité et peu attractives pour la main-d'œuvre, sauf dans la région de la riche plaine de La Havane. Seuls les collectifs qui ont réussi à développer un bon secteur d'auto-consommation interne pour leurs membres (riz, viande, légumes et fruits) et à augmenter les rendements pour se désendetter rapidement s'en sortent, voire investissent dans de nouveaux secteurs – cultures sous serres pour le tourisme par exemple.

**Tableau n°1 : Structure de l'économie agraire à Cuba en 2002**  
(superficie en hectare)

Types	Superficie totale	Superficie agricole	% de la sup. totale	% de la sup. agricole
PUBLIQUE	5 521	2 166	20,5	33
CAI sucrier	268	216	2,1	
Entreprise ag.	1 777	1 356	12,8	
Fermes EJT	77	57	0,5	
Fermes Minint	40	33	0,3	
Entrep. Forêt	2 167	137	1,3	
Municipalités	335	30	0,3	
Autres	856	335	3,2	
UBPC	3 024	2 663	25,2	40,6
Canne	1 519	1 228	11,6	
Hors canne	1 265	429	4,1	
PRIVÉ				
CPA	721	609	5,7	
CCS	858	749	7,1	
Paysans disp.	389	344	3,3	
Autres privés	33	22	0,2	
Tabac	70	63	0,6	
Sous-total			21	26,3
<b>TOTAL</b>	<b>10 548</b>	<b>6 553</b>	<b>62</b>	<b>100</b>

Source : Annuaire statistique 2002 (ONE), La Havane.

En revanche les pénuries alimentaires ont permis la naissance d'un secteur nouveau : « l'agriculture urbaine » qui persiste alors que l'approvisionnement s'améliore. D'abord laissés à l'initiative des habitants et des municipalités du pouvoir populaire (1992-1995), les jardins urbains et le petit élevage ont été organisés dans une branche spécifique de l'agriculture. Des jardins potagers intensifs existent dans tous les quartiers urbains ou en proche banlieue, en particulier à La Havane et fournissent des volumes croissants de produits frais à la population par vente sur place (crudités, légumes, herbes, ail, etc.), mais à des prix en pesos élevés, de même que les marchés libres<sup>1</sup>.

### **La reconversion sucrière**

L'industrie sucrière fait partie intrinsèque de l'identité de Cuba depuis 400 ans. La période spéciale l'atteint frontalement, alors que le sucre est la seule monnaie d'échange du pays : 8 millions de tonnes sont produits en 1989, la moitié en 1994. Depuis la production oscille entre 2,5 et 3,5 millions de tonnes. La surface plantée en canne a déjà rétréci dans les années 1990-1993 avec le plan alimentaire, ramenée à 1,6 million d'hectares. La population consomme 700 000 tonnes par an et les Cubains doivent certaines années importer du sucre pour honorer leurs contrats. Après beaucoup d'atermoiements car le secteur sucrier pèse beaucoup dans la société (400 000 travailleurs, dont 16 000 cadres et 2 millions de personnes en vivent dans les campagnes), le congrès du Parti de 1997 a décidé de fermer un certain nombre de *centrales*, d'abord temporairement puis définitivement en 2002, soit 71 unités sur 156. Victimes des aléas climatiques, du manque d'intrants et surtout de la fluctuation des cours (en baisse quatre années d'affilée 1999-2002), les rendements ont baissé (40 t/ha) et la restructuration a été accélérée. Le sucre a représenté 27 % des exportations en 2000 contre encore 39 % en 1998. 100 000 travailleurs ont été mis en formation pour une année en 2002-2003 (informatique, services, agronomie...), en conservant leur salaire. Les autres ont été attachés à la démolition des usines, à la reconversion des plantations en terres agricoles, forestières ou d'élevage ou mis à la retraite. 85 usines restent opérationnelles, dont 60 destinées à la production de sucre et 25 aux produits dérivés tels que l'alcool. Enfin 40 % des terres à sucre ont été retirées. L'objectif est de stabiliser la production à 4 millions de tonnes. Mais la vie dans les *bateyes* reconvertis est devenue très difficile, car l'isolement et la dureté des conditions de vie ne sont plus com-

---

1. Douzant-Rosenfeld, 1997.

pensés par les avantages attribués par l'usine (électricité et autres services).

### **Les autres secteurs de l'économie émergente**

Au niveau de l'énergie, Cuba doit faire des économies et ne peut plus recevoir 255 000 barils de pétrole par jour comme du temps de l'Union soviétique. Les prospections pétrolières confiées à des trusts étrangers commencent à porter leurs fruits. Cuba consomme aujourd'hui 150 000 barils : 50 % des barils viennent de son sol (du pétrole lourd, soufré, qui est utilisé pour produire 90 % de l'électricité et qui alimente les cimenteries). 53 000 barils viennent du Venezuela grâce à un accord privilégié ; le reste est acheté sur le marché mondial. Les eaux territoriales cubaines dans le golfe du Mexique recèlent également des réserves de pétrole, détectées en 2004 par l'entreprise espagnole Repsol, mais elles sont en profondeur et seront exploitables plus tard.

Le secteur du nickel a été relancé dès 1992 à Moa par une entreprise mixte canadienne car les prix sont élevés sur le marché mondial. De nouveaux investissements chinois y sont même prévus. La branche du tabac a également trouvé le partenariat de la Tabacalera. Cette entreprise hispano-française peut payer une partie de la production en devises aux producteurs : la production de cigares a ainsi été multipliée par quatre. Enfin les secteurs de la pêche (langouste), des agrumes, du café, du cacao ont retrouvé des débouchés extérieurs.

### **Les nouveaux risques du tourisme**

Le secteur du tourisme international avait déjà entamé un processus de relance. À partir de 1987, un terme est mis au monopole de *Cubatur*. Trois chaînes touristiques concurrentes sont créées, dont deux nouvelles chargées de rentabiliser le parc existant : *Cubanacan* (civil) et *Gaviota* (militaire). De manière paradoxale, la crise permet d'accélérer l'expansion de l'industrie touristique qui, avec l'exploitation du nickel et l'argent envoyé aux familles par la diaspora, apporte l'essentiel des rentrées de devises. L'État canalise rapidement les fruits de l'ouverture touristique, en encadrant strictement les initiatives privées lorsque la crise politique de l'été 1994 est surmontée. Dès lors, il n'a plus de raison d'être laxiste, ni envers le secteur public réorganisé en 1994, ni envers l'embryon de secteur privé. À partir de 1995, les recettes du tourisme dépassent celles provenant de la vente du sucre. En cinq ans, le tourisme international est donc devenu l'activité mo-

trice de l'économie cubaine. En complément de l'industrie touristique proprement dite, tous les autres secteurs (industriel, culturel, sportif, éducatif et universitaire, de santé) sont mobilisés pour faire rentrer des devises : manifestations et festivals, à Cuba comme à l'étranger, sans oublier les sommets politiques ou la visite du pape.

### **Une spectaculaire montée des flux**

L'envolée des chiffres concernant les arrivées de touristes est spectaculaire : 75 000 personnes de plus chaque année en moyenne dans la première moitié des années 1990 : 350 000 touristes en 1990, 619 000 en 1994, au plus fort de la crise. Le rythme s'accélère ensuite avec 742 000 visiteurs en 1995 (première année de la reprise économique), 950 000 en 1996, 1,2 million en 1997, 1,4 million en 1998, plus de 1,6 million en 1999, 1,9 million en 2000. Certes, les prévisions officielles qui prévoient de passer le cap des deux millions en l'an 2000 n'ont été atteintes qu'en 2004. Mais la montée en charge est particulièrement rapide. Cette croissance s'inscrit dans un marché caraïbe porteur, qui affichait 16,5 millions de touristes en 1995 (croisiéristes compris). La République dominicaine, où le tourisme a commencé plus tôt, avec la clientèle nord-américaine, est le concurrent le plus sérieux.

### **La planification des installations touristiques**

Les chaînes internationales de tourisme, à la recherche de nouveaux sites, ont permis de passer au tourisme de masse dont l'État cubain a besoin aujourd'hui. Cependant, les négociations entre l'État et les entreprises étrangères sont lentes et difficiles, et les accords réalisés ne couvrent qu'une partie des besoins. Des pôles touristiques modestes, de type « enclave », existaient déjà sur les côtes. L'État décide de les agrandir et de valoriser d'autres sites prometteurs. L'archipel est bien pourvu en plages de sable fin et en îlots paradisiaques. La péninsule de Hicacos accueille la station de Varadero, à 150 km à l'est de La Havane. Au sud, l'île des Pins (rebaptisée île de la Jeunesse en 1979) bénéficie d'un aéroport et de sites de plongée réputés ; la plate-forme continentale abrite un cordon d'îlots (1 600 au total), dont Cayo Largo desservi par un aéroport. Au nord, l'archipel des Jardins du Roi comprend près de 400 îlots (100 km de long et 8 km de large) réunis par une digue routière à la terre ferme. La barrière de corail est l'une des plus longues du monde. Les décisions d'implantation sont d'abord politiques, prises au plus haut niveau et prennent peu en compte la dégradation de l'environnement. L'État fait de la construction de com-

plexes touristiques son secteur prioritaire d'investissement en confiant la conception et souvent la gestion du complexe à une entreprise étrangère spécialisée, dans le cadre d'une co-entreprise. L'équipement du pays en aéroports susceptibles de recevoir des gros-porteurs accompagne la montée en puissance de la capacité hôtelière, avec le même principe d'entreprises mixtes pour la construction et la gestion. C'est le cas des aéroports de Holguin et de Camagüey, livrés en 1996 ; du terminal 3 mis en service à La Havane en 1998, et de l'agrandissement de l'aéroport de Varadero. Toutes les provinces doivent, à terme, être dotées d'un aéroport international.

Les séjours balnéaires forment désormais la majorité des produits touristiques proposés (formule tout compris). Les circuits, dont le volume s'est également accru, comprennent la visite de la capitale et de la région de Trinidad, passent par Camagüey, la troisième ville du pays et Santiago, la seconde. L'ouverture de Cuba et l'autorisation d'occuper des emplois indépendants ou « à son compte » ont donné un espace aux acteurs privés dans le domaine du tourisme, en particulier dans les villes et les lieux touristiques. Cette activité prend deux formes différentes : elle peut être autorisée et fortement taxée ou être pratiquée de manière informelle. L'État a été obligé de laisser cette soupape jouer son rôle au plus fort de la crise. En 1994 et 1995, les citoyens s'engouffrent dans la brèche, en particulier ceux qui vivent dans les quartiers centraux ou près des plages. Mais, dès 1996-1997, un coup d'arrêt est porté à la prolifération de ces nouvelles activités : la mise en place de patentes dissuasives et d'amendes lourdes restreint le nombre de restaurants, de cafétérias et de chambres proposées par les habitants, obligeant ceux-ci à augmenter leurs prix afin de moins concurrencer les installations d'État. Le développement du tourisme commence à atteindre les principaux lieux présentant quelque attrait, mais aussi de nouveaux sites, où le paysage, la culture et l'esprit d'entreprise des populations constituent des atouts.

### **Les nouveaux espaces touristiques**

En matière de capacités d'hébergement, huit pôles et régions touristiques peuvent être distingués.

#### ***La Havane***

Outre son ancienneté et ses caractéristiques particulières, la capitale offre la première capacité hôtelière du pays et va sans doute conserver ce rang, compte tenu des programmes de développement mis

en œuvre à Miramar et dans la Vieille Havane. La Vieille Havane, vitrine « exemplaire » de la réhabilitation d'un grand centre historique, est l'objet d'un plan particulier, placé sous l'autorité du Conseil d'État et administré par l'Historien de la ville. Celui-ci s'appuie essentiellement sur l'essor touristique, dans le cadre d'un zonage ayant délimité les aires prioritaires réservées au tourisme et les aires mixtes ou résidentielles à rénover. Le plan de 1994 couvre le périmètre de sauvegarde établi par l'UNESCO et son pourtour et concerne 70 000 habitants. Au stade actuel, l'opération menée par la société Habaguanex en coopération avec des organismes privés et publics étrangers (Italie, Espagne) est fort avancée sur la première des aires touristiques, restaurant l'ensemble du tissu urbain et ses capacités hôtelières, gastronomique, commerciale et culturelle<sup>1</sup>. Les palaces réhabilités ne sont pas tous reconvertis en galeries d'art, restaurants ou boutiques où les achats s'effectuent en devises. Quelques édifices retrouvent leurs habitants et les écoles qui s'y trouvaient autrefois ou sont transformés en dispensaires et autres centres sociaux.

### ***Varadero***

Station balnéaire par excellence, elle possède la deuxième capacité du pays, avec 10 000 chambres, offrant des possibilités de villégiature de haute et moyenne catégorie en hôtels, tandis que les villas particulières qui ont pu se maintenir dans la station des années 1950, offrent un hébergement bas de gamme, mais très recherché par les touristes individuels. Dotée d'une infrastructure de plus en plus développée, cette station touristique accroît rapidement ses équipements de très haut niveau. Sont présents tous les acteurs locaux importants du tourisme : Cubanacan, Gran Caribe et Gaviota pour le haut de gamme, les équipements de catégorie moyenne relevant surtout de la chaîne Horizontes. Parmi les groupes : Sol Melia et Iberostar, LTI, Accor, Club Med, SuperClubs, etc. On y accède par un péage qui isole les étrangers du reste de la population.

### ***Les autres pôles***

Avec une capacité d'environ 3 500 chambres, le littoral centro-septentrional est le troisième en importance et le plus récent, mais une capacité de 10 000 chambres est programmée. Le littoral nord-oriental avec l'infrastructure de la ville de Holguin offre 2 500 chambres. La région centro-méridionale, avec une capacité dépassant 2 000

---

1. Douzant-Rosenfeld, Roux, 1995 ; 2001.

chambres est vouée à un tourisme plus traditionnel dans la péninsule quelque peu isolée de Zapata (près de la baie des Cochons), les villes et plages de Cienfuegos, Trinidad et sa plage d'Ancón. Mais c'est pour l'essentiel un patrimoine construit dans les années 1970-1980, d'ores et déjà saturé et de catégorie moyenne, intégré pour l'essentiel dans la chaîne *Horizontes*. Les équipements de Santa Clara, de Sancti Spiritus, voire ceux de la montagne de l'Escambray peuvent y être rattachés. La région de Santiago forme le sixième pôle. Elle est sous-exploitée. L'archipel méridional des Canarreos possède une capacité de 1 500 chambres environ, en croissance. La région occidentale est la dernière des zones touristiques exploitées, ce dont témoigne une faible capacité hôtelière dispersée d'environ 1 000 chambres (Vinales).

### **L'or du tourisme ?**

La relance du secteur touristique a eu un effet d'entraînement plus ou moins rapide sur les autres secteurs de l'économie. Les coupures d'électricité ne pouvaient se poursuivre en plein boom du tourisme. Le secteur électrique reposant sur des centrales thermoélectriques à pétrole est en pleine mutation avec l'exploitation systématique du pétrole local qui produit 90 % de l'électricité. Mais la vétusté des centrales continue à produire des pannes. La compagnie *Cubana de aviación* bénéficie d'accords de coopération avec d'autres compagnies pour augmenter ses rotations vers l'Europe et l'Amérique latine. Mais aujourd'hui, les compagnies étrangères desservent l'île, pour l'essentiel avec des charters, venus du Canada (premier pays émetteur) et des divers pays européens. Chaque opérateur cubain a créé, à côté de sa flotte d'autocars climatisés pour touristes, sa propre compagnie de taxis. Les différentes métropoles régionales sont progressivement équipées en nouveaux autobus et taxis. Le secteur de la construction s'organise autour des chantiers d'hôtels et de restaurants, mais les détournements de matériaux ou d'équipements approvisionnent le marché noir, qui permet de rénover les maisons particulières, elles aussi susceptibles d'accueillir les touristes. Le contraste n'en est que plus grand avec l'état du parc des logements, insuffisant et dans un mauvais état chronique. Le plan de 1996-2000 prévoyait la construction de 400 000 appartements. En 1998, à mi-parcours, les autorités faisaient état de 45 000 logements construits pour l'ensemble du pays. Si les vagues de grands départs ont libéré successivement des logements urbains, la pression reste très forte, en particulier dans la capitale et dans les métropoles régionales où se trouvent les entreprises émergentes et



donc les migrations internes de population. L'agglomération de La Havane a accueilli depuis 1990 40 000 personnes par an (contre 10 000 dans les années 1980) et même 55 000 en 1996 ; ce qui a conduit les autorités à en restreindre l'accès.

Les industries légères ont pu être en partie relancées pour approvisionner en monnaie forte à la fois le secteur touristique et le secteur populaire : vêtements, chaussures, produits d'entretien et alimentaires, eaux, bières et sodas. La restructuration du secteur du téléphone par la compagnie mixte ETECSA a intéressé plusieurs partenaires étrangers qui se sont ensuite éloignés, mais l'équipement de la capitale et des grandes villes est bien avancé. En contrepartie, le coût d'une communication en devises est le plus cher d'Amérique latine. Il en est de même pour la relance des secteurs sportif ou culturel (cinéma, livres, musique et disques, théâtre et danse), qui cherchent à se développer en partenariat avec l'étranger. Les salles de théâtre et de concert ne désemplissent plus ; la musique est un produit qui s'exporte bien et les Cubains ont le sens de la fête. Quant aux cafétérias qui s'efforcent de copier les établissements McDonald's (*El Rapidito*) et aux autres installations de restauration légère de la chaîne *Rumbos*, elles se répandent dans tout le pays, pour attirer les devises de la population, et fournissent un service ponctuel aux touristes. C'est aussi le cas des chaînes de magasins qui mettent sur le marché en devises tous les produits de base ou les équipements de la maison. Centres commerciaux et boutiques réouvrent dans les centres-villes, avec une profusion de lumières et de décorations et le commerce de détail retrouve, après trente ans d'interruption, sa fonction d'animation classique et une fonction très spécifique ayant justifié la création récente des kiosques et boutiques : récupérer des devises. En bref, tous les ministères ont mis en place un secteur touristique en devises, qui ponctionne toutes les activités ayant un rapport avec les étrangers et fait fonctionner le reste du secteur avec les devises récupérées. Fin 2000, plus de 250 000 personnes travaillent de près ou de loin pour le secteur du tourisme. Les recettes brutes suscitées par le tourisme sont officiellement de 1,9 milliard de dollars en 1999 contre 240 millions en 1990 et composent 53 % des rentrées en devises du pays. Cet apport peut paraître modeste, mais il permet de faire tourner la machine économique et améliore la vie quotidienne de la population.

## **Montée du secteur informel et problèmes du contrôle social**

La fracture sociale passe aujourd'hui entre ceux qui ont accès aux devises et ceux qui ne peuvent entrer dans ce circuit. C'est la pyramide inversée : les médecins et les enseignants se retrouvent en bas, les chauffeurs de taxi en haut. Moins de 10 % des salariés y ont accès légalement dans le cadre de leur travail (secteur touristique, entreprises mixtes, partiellement les producteurs de tabac et de sucre), à l'exclusion des fonctionnaires de la santé et de l'enseignement. Mais les envois de devises réalisés depuis l'étranger y pallient pour plus de la moitié de la population, du moins d'après les déclarations officielles. En effet, l'ouverture légale des emplois indépendants ne s'est pas accompagnée de l'ouverture du marché des matières premières, ni du salariat privé (le gouvernement a fait ce choix pour limiter l'ampleur de ce nouveau secteur privé urbain). L'alourdissement des taxes a fait passer ce secteur de 200 000 travailleurs déclarés en 1995 à 128 000 en 1998. Mais 300 000 à 500 000 personnes vivent du tourisme au noir qui engendre toutes sortes de trafics et de délits, auxquels s'ajoute la prostitution, revenue en force. Après un développement incontrôlé, les autorités y ont mis fin officiellement par un grand nettoyage en 1999. Elle se fait plus discrète. Quant au marché noir, il est toléré parce qu'il constitue une soupape face aux pénuries. Selon une enquête menée en 1997 par le ministère de l'Économie<sup>1</sup> le marché noir absorbait 26 % des dépenses familiales, contre 24 % pour les boutiques d'État en pesos, 10 % pour les magasins en dollars et 40 % pour les marchés paysans. C'est avec une certaine amertume mêlée d'envie que les Cubains de la rue regardent prospérer l'économie émergente, à laquelle la majorité n'a pas accès. Un certain nombre de jeunes désertent l'école et ne sont plus candidats pour l'université, car les emplois publics offrent des salaires faibles comparés à chauffeur de taxi ou femme de chambre.

L'ouverture au tourisme a réouvert des plaies mal cicatrisées, d'autant que la diaspora en reste exclue, mais le patriotisme anti-*yankee* reste le ciment le plus important du régime, qui a su rebondir depuis la chute du mur (investissements canadiens et européens ; tourisme international ; découverte de pétrole et exploitation d'un nickel devenu rare dans le monde ; nouvelles alliances politico-économiques comme avec le Venezuela...). Par ailleurs, le peuple se rend compte que le tourisme international lui offre une chance de sortir de l'isolement et de retrouver la « société de circulation » où il vivait avant la fermeture des

---

1. Cumerlato, Rousseau, 2000.

années 1960. À défaut d'appartenir aux catégories privilégiées qui peuvent voyager dans l'île et surtout, sortir du pays, les Cubains ordinaires peuvent rencontrer les étrangers sur place, quoi que fassent les autorités pour les en empêcher. La porosité entre économie émergente et économie locale en monnaie nationale constitue la soupape de sécurité d'une situation qui, autrement, serait explosive. Derrière les discours officiels vantant le socialisme, la population est à même de mesurer la progression d'un capitalisme d'État géré par le régime et dont le secteur du tourisme international est la vitrine la plus éclairée.

## **Bibliographie**

- BENJAMIN M. *et al.*, 1987, *Cuba : les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation*, L'Harmattan, Paris.
- CUMERLATO C., ROUSSEAU D., 2000, *L'île du Docteur Castro. La transition confisquée*, Stock, Paris.
- DOUZANT-ROSENFELD D., 1997, « L'approvisionnement alimentaire à Cuba : les producteurs entre l'État et le marché », *Cahiers Agricultures*, n°6, Paris.
- DOUZANT-ROSENFELD D., ROUX M., 1995, « Vicissitudes de la Vieille Havane », *Cahiers des Amériques latines*, n°31-32.
- DOUZANT-ROSENFELD D., 1997, « L'archipel cubain dans le nouvel ordre mondial », in *Vivre dans une île : une géopolitique des insularités*, A.L. Sanguin (dir.), L'Harmattan, Paris, p. 163-174.
- DOUZANT-ROSENFELD D., ROUX M., 2001, « Cuba à l'épreuve du tourisme international », *Problèmes d'Amérique latine*, n°42, La Documentation française, Paris.
- GARNIER J.-P., 1973, *Une ville, une révolution, La Havane*, Anthropos, Paris.
- HABEL J., 2004, « L'exceptionnalité cubaine en Floride », in *Les latinos des USA*, J. Cohen et A. Tréguer (dir.), Éditions IHEAL, Paris.
- LAMORRE J., 1997, *Cuba*, Paris, PUF.
- RIVIÈRE D'ARC H., 1991, « Cuba », *Géographie universelle*, Reclus-Belin, Paris, p. 196-204.

# Une identité insulaire en partage : Haïti et la République dominicaine

Jean-Marie Théodat

Université Paris I

L'identité et le territoire sont deux éléments essentiels dans la définition de la personnalité géographique d'un peuple. Le territoire revêt ainsi un caractère sacré pour cela qu'il est universellement accepté. Mais les frontières ne sont pas éternelles, et le territoire d'un peuple ne se limite plus aux confins où s'exprime la souveraineté d'un État. L'identité d'un peuple est tissée aussi de sa mémoire. C'est ce qui donne sa cohérence au groupe et crée le sentiment de se sentir parmi les siens. Si nous admettons que l'identité et le territoire sont les deux éléments fondamentaux de la définition d'une nation, nous pouvons concevoir la complexité de la situation de l'île Quisqueya. L'île après avoir été conquise, occupée, colonisée, vidée de sa population par les Espagnols, s'est trouvée partagée entre l'Espagne et la France qui y ont laissé des héritages profonds, mais distincts. Les Haïtiens rêvaient de devenir une île : en absorbant le pays voisin ; certains Dominicains rêvent encore de devenir une île : en se séparant définitivement des Haïtiens. De ce fait, la conscience territoriale souffre dans les deux pays d'une vision (division) mutilante qui abolit symboliquement le pays voisin des formes de la représentation cartographique : sur la plupart des cartes l'autre pays n'apparaît pas, la frontière est représentée parfois comme les traits de côte. Une manière de revanche symbolique sur la géographie. Jusqu'à une période récente, chaque peuple s'imaginait vivre seul sur son île.

Métaphoriquement, le territoire apparaît comme partagé entre deux *îlétés* reliées par des passerelles qu'emprunterait une diaspora flottante d'environ un demi-million de personnes. La question se pose de savoir s'il s'agit d'une gémellité insulaire (des îles siamoises) ou au contraire d'une schizophrénie spatiale (l'esprit des lieux étant divisé en deux par la frontière).

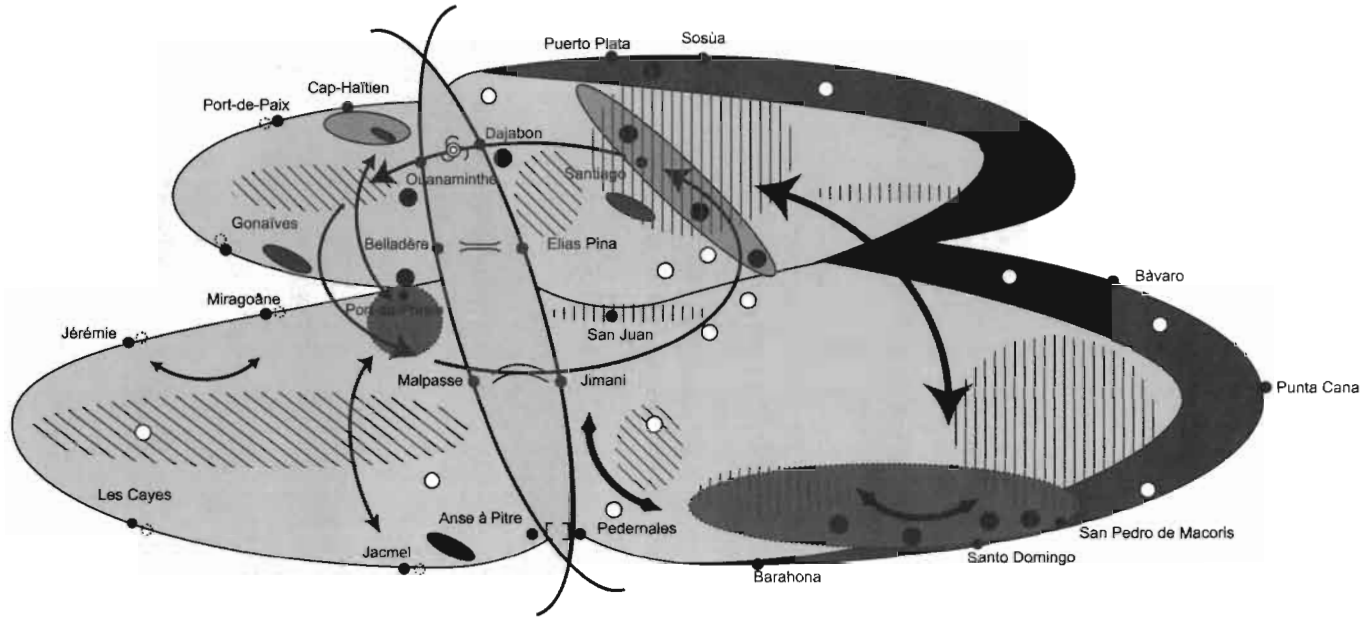
## **L'obsession de la forme parfaite**

Dans la personnalité géographique des insulaires, l'île est la forme manifeste de la conscience commune, le motif physique de la cohérence de la communauté qui se sent soudée dans la défense du sol. La perspective change lorsque l'insularité est interrompue par une frontière terrestre, lorsqu'on n'est plus entouré d'eau de tous les « côtés », mais seulement d'un seul (figure n°1). La perte de l'autre « côté » est d'autant plus vivement vécue qu'elle signifie d'abord le deuil de l'autre « côte ». La rupture, matérialisée par des bornes terrestres, des douanes, des casernes, devient la manifestation d'un hiatus plus profond, sensible au niveau de la conscience collective, des activités économiques et des infrastructures d'encadrement du territoire. L'île de Quisqueya<sup>1</sup> présente la particularité d'être partagée en deux par une frontière de plus de 300 kilomètres qui la traverse du nord au sud sans égard pour les traits dominants du relief. Traditionnellement considérée comme une limite, sinon infranchissable, du moins difficile à passer, la frontière garde la réputation d'une zone répulsive, voire dangereuse. Et pourtant, la frontière haïtiano-dominicaine est tout sauf une cloison étanche, car les relations de voisinage ont toujours été d'une intime vigueur entre les localités frontalières. Le bilinguisme est courant dans les localités les plus proches de la frontière et le va-et-vient des riverains est toléré par les autorités douanières des deux pays pendant la période d'ouverture des bureaux de la douane, c'est-à-dire, de 7 à 16 heures. Le paradoxe de la situation tient en cela que la frontière, par où transite l'essentiel de l'approvisionnement alimentaire de la métropole porto-princienne, reste un sujet tabou, une zone grise des comptes officiels d'Haïti et de la République dominicaine. Au seuil de l'entrée en vigueur de la ZLEA qui doit faciliter l'abaissement des barrières douanières entre les pays américains, la frontière haïtiano-dominicaine prend l'aspect, au premier abord, d'une coupure persistante, non réductible à la globalisation en cours. Une observation plus poussée oblige à une analyse plus nuancée de la situation.

---

1. Appellation précolombienne, d'origine taïno, préférable à Hispaniola ou Saint-Domingue toponymes d'origine coloniale que les insulaires n'utilisent pas.

Figure n°1 : modèle des dynamiques spatiales à Quisqueya



- |  |                               |   |                               |  |                  |
|--|-------------------------------|---|-------------------------------|--|------------------|
|  | région métropolitaine         | ● | localité frontalière          |  | plaque tournante |
|  | pôle régional important       | ● | localité importante           |  | couloir inachevé |
|  | zone touristique principale   | ○ | contrebande et trafic         |  | passerelle       |
|  | zone frontalière              | ○ | principale zone franche       |  | enclave          |
|  | agriculture exportatrice      | ○ | parc naturel, forêt préservée |  |                  |
|  | agriculture d'autosubsistance |   |                               |  |                  |

Réalisation : J.M. THEODAT

La quête de l'insularité, c'est-à-dire l'occupation de l'intégralité du territoire insulaire, a d'abord été l'élément central de la rivalité franco-espagnole. On traça la frontière en faisant la part du hasard et de la nécessité topographique du terrain. Ainsi les fleuves Artibonite, au centre, Massacre au nord, Pedernales au sud, servent de supports physiques, donc « naturels » (*sic*), au tracé officiel de la frontière. L'Artibonite, à certains endroits, divise artificiellement un bassin depuis longtemps animé par les dynamiques transversales et la vigueur des échanges transfrontaliers. Partout ailleurs règne l'indécision d'une limite, parfois réduite à un sentier ignoré par les bêtes qui étendent leurs pâtures de part et d'autre de la ligne imaginaire qui sépare les deux pays. Cette perspective coloniale a renforcé la dynamique bipolaire de l'organisation de l'espace. La problématique des relations bilatérales s'inscrit depuis lors dans un cadre dialectique marqué par le tiraillement entre deux tendances qui aspirent, l'une à la gémellité insulaire : qui rassemble les forces productives ; l'autre, à la schizophrénie spatiale : qui divise les hommes et oppose les intérêts des États. Les deux nations ont reçu l'insularité en partage. Cela l'a rendue inachevée, donc désirable pour l'une comme pour l'autre. La frontière laisse de ce fait un sentiment d'incomplétude qui a longtemps entravé les relations entre les deux peuples. Héritée des querelles coloniales entre la France et l'Espagne, cette frontière a longtemps joué la fonction d'une barrière entre deux mondes distincts. Son cours, qui coupe à travers les montagnes, exprime topographiquement la violence qui a présidé à son tracé : c'est une ligne de cessez-le-feu entre deux armées impériales, devenue frontière entre deux nations qui ne sont pas les mêmes et qui avaient combattu pour la défendre. Le tracé de la frontière officielle entre les deux pays date de 1929 et n'a pas fait l'objet de revendication territoriale depuis lors. Il s'agit, paradoxalement de la frontière la plus stable de l'Amérique latine, celle dont le tracé est le moins contesté.

Néanmoins, les deux pays n'échappent pas à la mondialisation qui pousse au regroupement des marchés régionaux. Chaque pays fait de son côté des efforts pour intégrer des accords régionaux de libre-échange où ne se trouve pas l'autre : Haïti en direction du CARICOM (adhésion en juillet 2002), la République dominicaine en direction de l'Amérique centrale et des États-Unis (Accord de libre-échange signé en juillet 2005). Jamais il n'a encore été question d'accord de libre-échange, et pourtant, les relations entre les deux pays ne se limitent plus à des migrations saisonnières de coupeurs de canne haïtiens ou

d'esthéticiennes dominicaines établies dans les faubourgs de Carrefour. Il existe en République dominicaine une diaspora haïtienne de plus de 500 000 personnes, dont de nombreux « rayanos », des apatrides, qui ne sont reconnus par aucun des deux États comme relevant de leur citoyenneté. Cette diaspora, la deuxième en importance après celle établie aux États-Unis, est en passe de modifier sensiblement la conscience territoriale des deux peuples. On voit ainsi se développer une mobilité spatiale (mobilité des hommes, des marchandises mais aussi des idées) accrue entre les deux pays, dont la complexité dessine, de fait, un autre territoire emboîté dans le premier et qui transcende les barrières officielles.

## **L'identité insulaire dominicaine**

L'identité territoriale dominicaine, c'est-à-dire, la conscience qu'a le peuple de l'étendue de sa souveraineté commence en 1492. En cela, elle précède celle des Haïtiens dans la mesure où l'État dominicain fait remonter ses origines aux temps de la Conquête. Toutes les villes dominicaines d'une certaine importance portent d'ailleurs les vestiges de cette période : Santo Domingo a un patrimoine architectural de grande valeur dont la rénovation a permis une valorisation touristique lucrative, de même à Santiago, Puerto Plata et La Vega. Les principales routes de la *Dominicanie*<sup>1</sup> moderne sont pour ainsi dire déjà tracées par les chemins muletiers qui parcouraient le territoire au XVI<sup>e</sup> siècle. L'héritage colonial espagnol est très prégnant. Qu'il s'agisse de paysage urbain ou de paysage rural, le territoire garde, comme un palimpseste, les traces des générations qui s'y sont succédé et, à ce titre, il exprime également l'identité d'un peuple.

À la proclamation de l'indépendance d'Haïti en 1804, la population hispano-dominicaine avait accepté, sans barguigner, de passer sous l'occupation des reliques de l'armée française repliée sur son territoire en application de l'accord de Bâle de 1795 qui cédait à la France la partie orientale de l'île. La nouvelle de l'occupation de l'Espagne par les forces françaises (1809) provoque une révolte nationaliste qui dégénère en guerre de libération contre les Français. Cet épisode est connu dans l'historiographie dominicaine comme celui de la Reconquista. *L'Española* adopta une attitude opposée à celle des autres nations hispaniques en gestation dans le Nouveau Monde. De 1809 à 1821, le pays redevint de son propre gré une colonie espagnole. En 1921, Nunes

---

1. Nom couramment utilisé en Haïti pour parler de la République dominicaine.



de Caceres proclama l'indépendance de l'*Haïti Espagnole*<sup>1</sup>, mais chercha aussitôt la protection d'une autre puissance afin de se garantir de toute menace haïtienne. C'est alors sans coup férir que les troupes haïtiennes entrèrent dans Santo Domingo et que les clés de la ville furent remises au chef d'État haïtien.

Durant les vingt-deux années d'occupation haïtienne, les Dominicains prirent la mesure de tout ce qui les séparait du peuple voisin qui entendait les assimiler. Les Haïtiens commencèrent par fermer les universités et les couvents où les prêches du clergé continuaient d'entretenir un sentiment nationaliste ouvertement raciste à l'égard des nouveaux maîtres du pays. La figure de l'envahisseur haïtien, menaçant l'intégrité de la culture hispanique du territoire date de cette époque. Ainsi naquit le sentiment d'une insularité inachevée, contrariée par l'irruption, dans la conscience commune, de l'autre, perçu comme un ennemi. Lorsqu'en 1844 la République dominicaine se détacha d'Haïti, le pays n'était pas encore une nation, mais une agrégation d'hommes unis dans le refus de vivre sous la loi des Haïtiens. C'est dans cette posture de combat et de résistance aux invasions du territoire que le sentiment national dominicain puisa les éléments de son épanouissement.

C'est à son corps défendant que le pays fit appel à la main-d'œuvre haïtienne pour la *zafra*<sup>2</sup> à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La xénophobie dont furent et sont encore victimes les *braceros* haïtiens est en proportion inverse de la place qu'ils ont prise dans l'économie dominicaine. Cette ambiguïté des relations avec les Haïtiens est moins à mettre sur le compte de la couleur que sur celui des intérêts d'une classe sociale qui oriente la définition de l'identité nationale dans un sens qui consacre ses intérêts. En revanche, on observe une fluidité des relations entre communautés limitrophes qui défie chaque jour les barrières officielles. Mais, les relais de l'expression du sentiment de la classe dominante sont si puissants qu'ils sont donnés comme un « ressenti national ».

---

1. Première appellation de la République proclamée et presque aussitôt rattachée à la Grande Colombie.

2. Récolte de la canne à la machette. Travail harassant et attaché aux souvenirs de l'esclavage. Le recrutement se faisait par camions entiers directement dans les campagnes haïtiennes avec l'accord du gouvernement qui percevait une prime à l'embauche sur son territoire.

## **L'identité insulaire haïtienne**

À la différence de l'État dominicain, la République d'Haïti est héritière d'une geste révolutionnaire qui s'inscrit en rupture avec l'héritage colonial européen. La proclamation de l'indépendance s'est faite à la suite d'une guerre de libération qui a fait plus de 100 000 morts et dévasté la plus riche des colonies européennes du Nouveau Monde. C'est donc par effraction qu'Haïti s'est manifestée sur la scène politique mondiale. Rendus maîtres de leur destin en tant que nation, les Haïtiens firent de la consolidation de leur indépendance la question prioritaire de leur politique étrangère. La frontière fut d'emblée considérée comme une limite insupportable à leur liberté fraîchement acquise. La frontière était une limite juridique à la liberté des Noirs, dans la mesure où l'esclavage continuait de se renforcer dans le pays voisin. Par ailleurs, la faible population de la partie orientale (à peine 10 000 habitants vers 1789, contre plus de 500 000 dans la partie française) créait un vide stratégique dangereux. Haïti chercha à se prémunir contre les risques d'une invasion étrangère en consolidant son assise territoriale. L'identité haïtienne, menacée de l'extérieur (par les manœuvres françaises, allemandes et anglaises), minée de l'intérieur (par les coups d'État successifs et la rivalité noirs-mulâtres), prit la forme d'une identité territoriale rêvée dans laquelle l'île représentait la forme idéale de l'expression du sentiment national. Le fait de devoir se prémunir contre une invasion étrangère a orienté l'identité territoriale et nationale haïtienne dans un sens qui l'a rendue menaçante pour l'identité nationale dominicaine. En 1804, le massacre général des Français qui n'avaient pas fui effraya légitimement les Hispano-Dominicains, majoritairement blancs ou métis. Nation autoproclamée noire, Haïti tourna ainsi le dos à une composante non négligeable du territoire insulaire qui se sentit menacée. La réaction dominicaine fut de surévaluer la composante blanche et hispanique de ses origines afin de donner le change à la surenchère africaine du pays voisin. Cette tonalité raciale reste un élément récurrent des relations entre les deux territoires.

L'occupation conjointe des deux pays par les États-Unis d'Amérique à partir de 1915 et 1916 n'a pas empêché la différenciation en deux nations distinctes. Elle permit de jeter les fondements d'une répartition insulaire des tâches. Dans l'économie sucrière en plein essor dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Haïti devint pourvoyeuse de main-d'œuvre pour les plantations américaines de Cuba et de République

dominicaine. Mais l'attitude des deux nations à l'occupation étrangère fut différente. L'occupation américaine fut l'occasion de réaffirmer le caractère africain de la culture nationale haïtienne. Le sentiment national, ayant fait son deuil de l'inviolabilité du territoire trouva à s'exprimer dans la survalorisation des racines africaines de la culture, par défi envers les fonctionnaires américains majoritairement sudistes.

De son côté, la République dominicaine afficha sans complexe le caractère chrétien et hispanique de sa culture. La politique de création de nouvelles plantations et les concessions de terres aux compagnies nord-américaines achevèrent d'annexer l'économie dominicaine à celle de son puissant mentor. Ce pays est le seul de la Caraïbe où la vogue des années 1960-1970 autour de l'idée de *black is beautiful* n'ait pas fait recette. La référence culturelle majeure reste la culture hispanique.

## **La nouvelle dynamique des relations identitaire et spatiale**

La consolidation des identités dominicaine et haïtienne en deux entités distinctes, voire antagoniques, n'a jamais empêché le maintien de relations transversales ni les convergences spatiales. C'est au niveau de la zone frontalière que se font sentir ces échanges dans leurs effets les plus structurants. Malgré les contradictions existant entre les gouvernements depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les localités voisines ont toujours su garder d'étroites relations sociales. Cette partie du territoire haïtien recoupe plusieurs départements, le Sud-Est, l'Ouest, le Centre et le Nord-Est. Si l'on s'en tient aux communes, cela représente une population globale d'environ 566 881 habitants<sup>1</sup> répartis en 16 communes. Dans toute sa longueur, la zone frontalière reste longtemps pour Haïti un angle mort, difficile d'accès, tenue en suspicion par le pouvoir central comme lieu d'infiltration des *kamoken*<sup>2</sup> sous la dictature des Duvalier. L'intensification des échanges date de la période de l'embargo décrété par l'OEA contre le gouvernement militaire haïtien en 1991. Les commerçants des localités comme Barahona, Santiago et Dajabón furent les principaux bénéficiaires de la contrebande organisée le long de la ligne frontalière. Pendant trois ans, les importations illégales d'essence, de biens de consommation courante et de biens d'équipement ont créé des solidarités spatiales et des habitudes d'approvision-

1. Selon les estimations de l'IHSI 2000.

2. Opposants armés au régime des Duvalier.

nement qui ne se sont pas relâchées à la fin de la dictature et avec la normalisation de la situation en Haïti. On peut dire que, depuis le début des années 1990, la région frontalière passe d'une situation d'enclave à une position d'interface entre les deux économies insulaires. C'est tout le centre de gravité de l'organisation spatiale qui semble sur le point de basculer dans le sens d'un recentrage d'un système autrefois polarisé par les littoraux. C'est dans cette perspective que la Commission mixte<sup>1</sup> a été réactivée en 1996 après un long ensommeillement<sup>2</sup> dû au manque d'intérêt pour les questions insulaires. Du côté dominicain la question frontalière reste un domaine de préoccupation pour l'état-major et prend une double importance liée au rééquilibrage de l'espace national et à la qualité des relations avec Haïti. Le grand changement tient en ce que les gouvernements sont désormais convaincus que tout ce qui peut servir au rapprochement des deux peuples mérite d'être encouragé. La création à la fin des années 1990 de la DGDF (Direction générale de développement frontalier) marque une volonté de donner toute sa mesure à un sujet d'importance. Des crédits spécifiques sont alloués à cet organisme chargé de coordonner l'action de l'État dans les régions limitrophes d'Haïti.

Même s'il est toujours difficile d'appréhender par des statistiques fiables le volume des échanges commerciaux entre les deux pays<sup>3</sup>, la situation qui se dessine aujourd'hui préfigure une recomposition spatiale qui conduit à une transfrontalité croissante : à l'échelle locale d'abord, par un simple effet des densités de population qui croissent à un rythme élevé du fait d'une transition démographique à peine enclenchée. Même si les taux restent faibles par rapport aux moyennes nationales, les densités des régions frontalières haïtiennes (150 hab./km<sup>2</sup>) restent élevées au regard des moyennes dominicaines limitrophes (30 hab./km<sup>2</sup>). À plus petite échelle, on peut dire que l'organisation traditionnelle du territoire est en train de basculer. Le marché haïtien est devenu le débouché naturel d'une gamme étendue de produits dominicains qui viennent concurrencer directement la pro-

- 
1. La Commission mixte haïtiano-dominicaine est une institution bilatérale fonctionnant sous l'égide des ministères des Affaires étrangères des deux pays et qui a pour fonction de permettre une coopération intersectorielle. Elle est organisée en comités interinstitutionnels qui chacun traite d'un aspect des relations haïtiano-dominicaines. Les différents thèmes traités par ces comités sont : échanges commerciaux, environnement, santé, éducation, tourisme, migration.
  2. La dernière réunion de la Commission a eu lieu en 1999.
  3. Le CEDOPEX signale récemment une augmentation importante des exportations dominicaines vers Haïti et montre comment Haïti devient un marché de plus en plus important pour les produits dominicains (*Le Nouvelliste*, mars 2003). En outre, selon le *Listin Diario* du 6 décembre 2002, les exportations dominicaines pourraient dépasser 90 millions de dollars en 2002 ; cette information a été en effet vérifiée car les exportations atteignent plus de 100 millions.

duction locale (produits pharmaceutiques, matériaux de construction, produits alimentaires, etc.). La classe politique dominicaine a adopté de nouvelles attitudes et une nouvelle rhétorique s'agissant de la question haïtienne. Ayant compris que pour les investisseurs étrangers, comme pour les institutions financières internationales la prise en compte globale des deux pays dans les programmes d'aide permettait de réaliser des économies d'échelle appréciables, les hommes politiques dominicains adoptent le plus souvent la posture de défenseurs des intérêts intégrés de l'île entière, n'hésitant pas à plaider la cause des Haïtiens auprès de bailleurs de fonds. Faut-il y voir le signe d'un changement significatif des relations bilatérales, où une simple manœuvre pour attirer de ce côté-ci de la Caraïbe des investisseurs étrangers ? La question environnementale met de son côté en évidence une identité territoriale commune soumise aux mêmes contraintes naturelles.

## **La gémellité insulaire**

Haïti et la République dominicaine sont dans une situation de gémellité physique qui contredit le partage du territoire insulaire en deux États. En effet, les deux pays appartiennent à un système orographique unique, celui de l'arc antillais. C'est à Quisqueya que se trouve le point le plus élevé de l'archipel des Antilles, le Pico Duarte (3 147 mètres). Les types de reliefs rencontrés se ressemblent : succession de chaînes de montagnes, parfois puissants contreforts, et des vallées encaissées débouchant en plaines littorales alluviales.

Cette gémellité est encore plus manifeste pour ce qui a trait au climat : des pluies catastrophiques à Fonds-Vrerrettes, à Mapou et Jimani (mai 2004) ont touché un même massif montagneux que tranche en deux la frontière entre les deux pays. D'un côté le Massif du Bahoruco<sup>1</sup> est un massif protégé par un dispositif légal qui l'a divisé en deux parcs nationaux : le parc national Jaragua et le parc national Baoruco. La couverture végétale est plutôt bien conservée dans cette région très faiblement peuplée, trop excentrée par rapport à la région métropolitaine pour compter véritablement dans l'économie nationale. De l'autre côté, en Haïti, le parc national La Visite qui fait pendant aux parcs nationaux dominicains n'offre pas un couvert végétal aussi continu. L'ubiquité des cultures menace les derniers boqueteaux de la Forêt des Pins. De part et d'autre, les versants, modelés dans des sols

---

1. *Bahoruco*, en français, *Baoruco*, en espagnol.

ferrallitiques, portent généralement, à l'origine, une végétation arbus-tive dense, sempervirente, mais la déforestation poussée depuis la période coloniale, du côté haïtien a enclenché un processus d'érosion mécanique en masse qui a entraîné la mort de plusieurs milliers de personnes du côté haïtien, quelques centaines du côté dominicain. Les risques sont partagés.

À la différence de l'identité historique qui reste liée à un passé, à une mémoire artificiellement construite, la gémellité insulaire a trait à des données fixes, immuables : il en découle la nécessité d'un aménagement plus large, en vue de l'épanouissement durable de la population qui réside dans l'île, de quelque côté que ce soit. Cette gémellité n'est pas une connaissance spontanée qui irait de soi, c'est le fruit d'une conception intégrée des lignes de force de l'organisation de l'espace dans sa globalité. Certains acteurs sociaux, par nécessité autant que par intérêt, pratiquent une transfrontalité qui nie quotidiennement la pertinence d'une coupure qui interrompt les relations entre les deux parties de l'île entre 16 heures et 8 heures du matin tous les jours. Il y a de plus en plus de touristes haïtiens qui se rendent en pèlerinage à Higüey le jour de la Sainte Altagrâce<sup>1</sup> considérée comme la patronne de l'identité dominicaine. Les Dominicains sont nombreux à se rendre dans les localités haïtiennes limitrophes pour consulter les *houhans*<sup>2</sup> dont ils espèrent le remède et la solution à leurs problèmes. La part des croyances africaines dans les cultures haïtienne et dominicaine est si prégnante, si multiforme, que l'on hésite s'il s'agit d'un héritage commun, datant de la période d'avant l'arrivée des Français, ou s'il s'agit d'une construction identitaire plus récente qui aurait été exportée par les migrants haïtiens vers le territoire du pays voisin. La diaspora haïtienne depuis une vingtaine d'années a déplacé la question de l'identité territoriale dans un sens inédit. Pour cette catégorie de citoyens, l'identité et le territoire ont cessé d'être dans une relation contradictoire. Ils sont de fait les seuls dont l'identité territoriale intègre le mieux la gémellité de la relation des deux pays. Ils passent régulièrement la frontière et sont de ce fait exposés aux tracasseries policières, aux remarques racistes et aux fouilles suspectes des douaniers. Du comportement des « rayanos » haïtiano-dominicains et de leur intégration dans les sociétés des deux côtés de la frontière dépend la réussite de toute politique d'intégration entre les deux pays. En effet, cette communauté se trouve au cœur de la question territoriale et de l'iden-

---

1. Le 15 août

2. Prêtre vaudou. *Manbo* si c'est une femme.

tité insulaire. C'est une logique réticulaire qui préside à l'identité spatiale de cette nouvelle composante de l'échiquier insulaire.

La République dominicaine est en train de devenir le premier fournisseur du marché haïtien (exportations annuelles d'environ 100 millions de dollars par an, contre seulement 13 millions en provenance d'Haïti) (tableau n°1) pour des produits spécifiques tels que les œufs, la dinde, les biscuits, les médicaments, les produits d'emballage, les matériaux de construction, etc. De plus en plus d'étudiants haïtiens vont faire leurs études dans les universités dominicaines. Cela signifie qu'une partie de la future élite nationale sera formée dans le moule dominicain, ce qui ne peut que rapprocher les esprits et les intérêts bien compris de chaque partie. Haïti est désormais le deuxième client des exportateurs dominicains, juste derrière les États-Unis et Porto Rico. La présence en République dominicaine de plus de 500 000 personnes présumées d'origine haïtienne a créé un trafic grandissant entre les deux territoires. Il n'y a pas moins de deux liaisons quotidiennes par air et par terre entre les deux capitales, sans compter les minibus qui sillonnent les routes chargées de victuailles achetées par les madansara haïtiennes pour les revendre au pays. Pour certains acteurs de la scène économique et sociale, la gémellité insulaire est un atout, elle permet de profiter au mieux des avantages de chaque pays en jouant sur les différentiels des coûts et des salaires. Pour d'autres (les militaires dont c'est le fond de commerce, les contrebandiers, etc.) la schizophrénie est plus payante : ils jouent la carte de l'irréductibilité des deux systèmes, pour mieux les disjoindre. Force est de constater néanmoins que l'économie insulaire est en train de passer à un degré d'intégration qui oblige à une prise en compte globale des intérêts des deux nations. Tout pousse à cette intégration des analyses.

La croissance économique dominicaine aura besoin d'un relais pour mieux s'inscrire dans la durée : Haïti est bien placée pour bénéficier de l'essoufflement des zones franches industrielles et de la machine à bronzer que sont devenues les plages dominicaines. La création à Maribaroux<sup>1</sup> d'une zone franche à capitaux dominicains (*Grupo M*) en 2002 est significative du réajustement des perspectives entre les deux nations. Cette zone franche est implantée comme une enclave en territoire haïtien, mais dépend du pays voisin pour la fourniture de l'électricité, l'acheminement de la matière première et l'exportation du produit fini. L'idée de départ était de fixer localement une partie de la population haïtienne et de diminuer la pression migratoire sur les

---

1. Dans le département du Nord-Est haïtien, à proximité de la ville dominicaine de Dajabon.

frontières dominicaines. Mais à plus long terme, il s'agit de délocaliser à petite échelle une partie de la production vers un pays offrant des coûts de production inférieurs. La diversification nécessaire de l'offre touristique dominicaine (plus de deux millions de touristes par an) oblige à un rapprochement avec Haïti dans le long terme afin d'amortir les équipements et les infrastructures publiques. L'adjonction d'Haïti à l'offre touristique globale des voyageurs ferait de l'île le premier réservoir touristique de la Caraïbe insulaire. De son côté, la République dominicaine est bien placée pour fournir à Haïti, à meilleur marché, une partie des biens de consommation et des biens d'équipement traditionnellement importés de l'étranger. La diversification et la vitalité de l'industrie dominicaine bénéficient à cet égard d'un marché captif lié par la proximité et le faible pouvoir d'achat d'Haïti en général. Toute reprise de l'activité économique en Haïti exercera un effet bénéfique sur l'économie dominicaine, ne serait-ce qu'au niveau des denrées alimentaires. L'agriculture nationale haïtienne ne suffit plus à nourrir la population. Les domaines où la paysannerie était autrefois autosuffisante sont aujourd'hui l'objet d'importation massive : sucre, lait, riz, haricots, bananes, etc.

**Tableau n°1 : Caractéristiques générales de la République dominicaine et d'Haïti**

	République dominicaine	Haïti
Population	8,7 millions (59 % de citoyens)	8,3 millions (62 % de ruraux)
Densité moyenne	150 hab./km <sup>2</sup>	300 hab./km <sup>2</sup>
PNB	18,1 milliards de \$	3,4 milliards de \$
PNB/hab.	2 070 \$/an/hab.	400 \$/an/hab.
Population/ le seuil de pauvreté	29,00 %	76,00 %
PIB	16 milliards de \$	2,7 milliards de \$
IDE/an	21 700 000 \$/an	7 800 000 \$/an
Part de l'agro dans PNB	17,20 %	27,10 %
Part de l'industrie dans PNB	46,70 %	16,30 %
Parts des services dans PNB	53,70 %	56,50 %
Espérance de vie moyenne	67 ans	52 ans

Source : Banque mondiale, rapport annuel 2004.



## **La redistribution des lignes de force régionales**

Le dispositif colonial laissait apparaître un système spatial dichotomique fondé sur la complémentarité et la subordination de la partie espagnole à la partie française qui pesa durablement dans l'organisation spatiale de l'île. L'Haïti indépendante profita longtemps de ce déséquilibre, et la capitale haïtienne resta jusque dans les années 1930 le principal débouché des exportations du Cibao dominicain, de même tout le long de la frontière. Le développement de l'économie sucrière dominicaine à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a changé la donne et fait basculer le centre de gravité de l'économie de plantation dans la partie orientale. Le développement de l'économie touristique et la politique des zones franches ont définitivement différencié l'économie insulaire en deux paradigmes contrastés. D'un côté, l'économie dominicaine qui crée des emplois et fait reculer sans cesse les limites de la pauvreté ; de l'autre, l'anarchie haïtienne qui oblige la communauté internationale à se substituer à l'État pour assurer les services élémentaires à la population.

La République dominicaine connaît depuis les années 1980 une double révolution économique fondée sur la libéralisation de l'économie et le passage du modèle ancien à un nouveau mode de développement. Jusqu'à cette date, l'économie dominicaine reposait sur un modèle binaire dont les deux piliers étaient, d'une part les exportations de sucre et d'autre part, les industries de substitution aux importations développées à l'abri de puissantes barrières douanières. Ce système révéla son efficacité et connut son épanouissement sous la dictature de Rafael Leonidas Trujillo. Aujourd'hui, même si les plantations continuent de jouer un rôle important pour les exportations, elles ne sont plus le moteur principal de la locomotive dominicaine. La libéralisation de l'économie combinée à une ouverture opportune sur les pays de l'Amérique centrale et le grand marché nord-américain a fait de la République dominicaine la cheville ouvrière des relations entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale. En moins de deux décennies, les zones franches (250 000 emplois sur les 330 000 du secteur manufacturier) sont devenues le premier poste des exportations dominicaines (83 %) et la troisième source de devises, après le tourisme (plus de 2 500 000 de touristes par an, plus de 80 000 emplois créés) et les transferts des émigrés. Mais le pays doit au tourisme, en plus des devises et des emplois liés à ce service, une publicité nouvelle qui assure par la même occasion la notoriété de sa musique, de sa culture. Le son du merengue

et de la bachata est associé au succès des tour operators qui ont assuré la promotion de cette destination nouvelle à la fin des années 1980 : Sol Melia, Barcelo, Accor, Club Méditerranée, etc. ont massivement investi les littoraux orientaux et septentrionaux du pays, autour des pôles de Sosua, Punta Cana, Isla Saona. Les touristes viennent pour moitié de l'Union européenne, 29 % des États-Unis et 12 % du Canada. Le reste de la clientèle est formé des classes aisées haïtienne et latino-américaine qui trouvent dans ce pays des aménités accessibles sans ruiner leurs bourses en Floride, destination traditionnelle de la jeunesse dorée des métropoles latino-américaines. L'agriculture n'est pas en reste. L'élevage s'est modernisé pour répondre aux exigences d'un marché urbain et étranger (fromage, jambon, œufs, poulets, etc.), alimentant de sa production un tissu agroalimentaire puissant. L'agriculture traditionnelle emploie encore plus de 170 000 personnes et cède peu à peu le pas à une agriculture moderne tournée vers l'exportation et la diversification pour échapper à l'hégémonie de la canne des années 1880-1980. À cet égard, la République dominicaine développe depuis peu une politique opportuniste de créneaux porteurs illustrée notamment par l'amélioration de la production de tabac. Plus récemment, les producteurs dominicains de la région de Samaná se sont engagés dans le développement d'une filière banane écologique destinée au marché européen. Les plantations irriguées de riz de la vallée de San Juan ou de café dans les montagnes de la Cordillera bénéficient d'un marché favorable et d'aides de l'État en vue de l'irrigation et de l'accès aux engrais. Le profil économique du pays est celui d'une économie viable, avec un PNB/H d'environ 2 230 US\$ par an (contre 480 en Haïti) et un taux de croissance de l'économie évaluée à 6 % en moyenne sur les dix dernières années. Son RNB (19 milliards d'US\$/an, au lieu de 4 milliards pour Haïti) en fait une économie comparable à celle de l'Uruguay.

Haïti en revanche offre, depuis près de vingt ans, le spectacle d'une lente chute vers le chaos. Ce pays autrefois exportateur de denrées tropicales ne vit plus que de l'aide étrangère qui assure 85 % du budget de l'État, et des transferts des émigrés qui s'élèvent à environ un milliard de dollars par an. À l'origine de la crise pluriséculaire de l'économie haïtienne, il y a l'atomisation des anciennes plantations coloniales. Transformées en petites propriétés paysannes, elles n'ont plus permis le maintien du régime des exportations de sucre, de café, de coton qui caractérisaient le commerce colonial. Cela a définitivement changé le paysage agraire durant les deux derniers siècles. Alors

que dans la République voisine prédomine encore le système des grandes plantations capitalistes aux techniques éprouvées, directement en relation avec le marché international, en Haïti prévaut le modèle microfundiste où la taille moyenne des exploitations est inférieure à 0,5 ha (contre plus de 150 ha en République dominicaine). Plus de 65 % de la population vit encore à la campagne et vit essentiellement de l'agriculture (30 % en République dominicaine). La politique qui consiste à libéraliser les échanges et à favoriser les importations d'aliments à bon marché pour apaiser, en priorité la faim des classes laborieuses, turbulentes, des villes, a signé l'arrêt de mort des campagnes haïtiennes sous les régimes successifs qui ont occupé le pouvoir depuis la chute de Duvalier. Le riz de la Floride, subventionné, importé à bas coût a précipité la ruine des riziculteurs du bassin de l'Artibonite, le grenier traditionnel du pays. Le déclin de l'agriculture n'a pas été compensé par un essor industriel des villes. La timide politique industrielle des années 1970 avait permis de créer plus de 50 000 emplois (1984) dans les zones industrielles de la capitale. Mais l'instabilité politique a chassé les plus téméraires et transformé l'exode des forces vives en hémorragie économique. La politique douanière très complaisante envers les commerçants, catastrophique pour les producteurs locaux a rendu exsangue le tissu productif local déjà très ténu. Après la fuite des capitaux étrangers, puis la faillite de l'industrie locale, l'exode des élites intellectuelles, le pays connaît la fuite des plus démunis qui n'hésitent pas à tenter l'aventure sur des radeaux de fortune en direction de la Floride. Les plus chanceux finissent dans les géoles où les assignent les garde-côtes américains, les autres servent de repas aux requins, lorsque leurs embarcations chavirent. D'autres préfèrent passer de l'autre côté de la frontière, au risque des rapatriements brutaux des soldats dominicains<sup>1</sup>. Il y a aujourd'hui plus de deux millions d'Haïtiens vivant à l'extérieur du pays, soit un Haïtien sur cinq. Environ 76 % des 8 millions d'Haïtiens de l'intérieur vivent dans la pauvreté et l'inégalité des revenus est parmi les plus élevées du monde. Avec un taux de prévalence au virus HIV de 5 %, Haïti est le pays le plus touché de l'hémisphère occidental. Incapable de venir à bout des difficultés de toutes sortes liées à la crise politique et l'absence d'État, le pays est soumis depuis le 29 février 2004 à une tutelle de l'ONU. Une stratégie d'appui intérimaire de la Banque mondiale a été développée en coordination avec d'autres bailleurs de fonds et en consultation avec le gouvernement et la société civile et sur la base du

---

1. Plus de mille rapatriements par mois, en moyenne.

Cadre de coopération intérimaire (CCI) — le programme de deux ans du gouvernement de transition d'Haïti qu'appuient les bailleurs de fonds. Le CCI a été préparé en 2004 grâce à un effort conjoint dirigé par le gouvernement d'Haïti avec l'appui de la Banque mondiale, du PNUD, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Union européenne pour la coordination du processus. La préparation du CCI a fait intervenir 26 agences bilatérales et multilatérales, des agences de l'ONU, la société civile et le secteur privé. En juillet 2004, les bailleurs de fonds ont promis un appui de plus de 1 milliard de dollars en faveur du CCI, y compris 150 millions de dollars promis par la Banque mondiale.

## **La transfrontalité**

Entre les deux éléments du tableau ainsi rapidement ébauché, le statut de la frontière a changé. De ligne de fracture entre deux systèmes, c'est devenu une synapse par laquelle transitent de plus en plus d'hommes et de marchandises, faisant par cela basculer peu à peu le centre de gravité de l'organisation spatiale de l'île. Métaphoriquement, l'île ressemble à un papillon dont les différentes ailes resteraient solidaires, mais distinctes. On distingue ainsi les deux ailes orientales symbolisant la dyarchie territoriale dominicaine composée d'une région-cœur, autour de la capitale, Santo Domingo, et d'une région vitale, le Cibao, polarisée par Santiago de los Caballeros. Là se trouve la majorité des zones franches et des services productifs du pays. Le reste du territoire connaît un développement privilégié du tourisme sur les littoraux ; l'ouest du territoire, notamment la zone frontalière avec Haïti est de loin la plus déshéritée, la moins peuplée et la moins active du pays. C'est ici que les relations transfrontalières sont également les plus intenses. Les articulations transfrontalières entraînent à leur tour une nouvelle dynamique spatiale en Haïti. Le dispositif ancien se caractérisait par une domination sans partage de la capitale Port-au-Prince sur les huit autres départements du pays, mais la déconcentration du pouvoir qui a suivi la vacance de l'État, donne lieu à une re-composition plus ou moins anarchique entre les provinces du pays. De part et d'autre de l'axe principal Cap-Port-au-Prince (10 heures de route), on voit émerger deux modèles de régions. Celles situées à l'Ouest qui sont dans une situation d'isolement extrême, par rapport à la capitale (12 heures de bateau pour aller de Jérémie à la capitale Port-au-Prince ; 12 heures de route entre celle-ci et Port-de-Paix). Cel-

les situées à l'est de cet axe qui sont de ce fait dans la proximité du territoire dominicain et qui bénéficient à plein de l'effet frontière : facilité d'approvisionnement en produits de consommation courante, écoulement de surplus agricoles vers le marché dominicain plus rémunérateur, rendu plus dynamique par l'activité touristique. La partie dédiane du territoire insulaire, la zone frontalière, serait le corps du papillon. Par cette zone centrale s'effectuent des échanges, importants dans le ravitaillement du marché métropolitain haïtien.

La différence d'importance entre les points de passage nous conduit ainsi à en définir quatre types du nord au sud suivant la vitalité des flux comme : une **plaque tournante**, un **corridor inachevé**, une **passerelle**, une **enclave**.

Le passage Dajabon-Ouanaminthe est devenu une véritable **plaque tournante** des échanges transfrontaliers (31 % du total des exportations dominicaines vers Haïti). C'est le passage qui a connu le taux de croissance le plus sensible ces dernières années : une hausse de 50 % entre 2000 et 2001. Un million de dollars par jour de marchandises : c'est le volume global des échanges les jours de marché (lundi et vendredi) entre Ouanaminthe et Dajabon. C'est devenu le couloir le plus actif. Il fait communiquer la plaine du Nord et le bassin du Cibao, deux régions encadrées par les deuxièmes plus importantes villes des hiérarchies urbaines respectives. La région bénéficie d'un climat suffisamment arrosé pour rendre efficiente l'agriculture pluviale : plus de 2 000 mm de précipitations annuelles dues aux alizés qui frappent de plein fouet les contreforts de la cordillère Centrale et des massifs du Nord. Le sol en est riche et profond, un vertisol qui compte parmi les plus fertiles. C'est le grenier de l'agglomération capoise et l'hinterland élargi de la cité de Santiago. Dans l'intervalle, la frontière crée l'occasion d'un relais, d'une meilleure répartition des forces à l'échelle de l'île. La ville de Dajabon exerce ainsi un rayonnement sur une frange croissante du territoire haïtien, intégrant peu à peu les villes de Fort-Liberté et du Cap dans sa zone de chalandise. Le projet de construction de la route Cap-Haïtien Dajabon devrait jouer un rôle important dans la dynamique de l'économie régionale. Le marché haïtien qui se tient deux fois par semaine à Dajabon est le point de convergence de la production agricole des campagnes de toute la région nord-ouest de la République dominicaine. La valeur des exportations dominicaines empruntant ce passage s'élevait à 23,9 millions de dollars en 2000. Cette région du fait de ses caractéristiques édaphique et climatique est appelée à connaître un grand développement économique dans la perspec-

tive d'une diversification accrue des échanges entre les deux territoires. Un réseau actif de petites villes anime le monde rural qui souffre d'un isolement relatif, mais l'amélioration des réseaux de communication devrait permettre son épanouissement.

Le passage suivant arrive après un hiatus de plus de 100 km par un **couloir inachevé**. Entre Elias Pina et Belladère transitent 2 % des échanges. C'est paradoxalement la région potentiellement la plus prometteuse. Les atouts sont majeurs : potentiel hydroélectrique, agricole, touristique élevé. Le Centre est une région humide et boisée avec des densités faibles : 138 hab./km<sup>2</sup>. Les routes y sont rares. La région produit du café et du pois, de l'arachide. Elle a aussi une tradition d'élevage assez ancienne. Malgré son potentiel élevé, l'absence d'obstacle à la circulation et la présence du bassin de l'Artibonite de 10 000 km<sup>2</sup>, dont 2 600 en République dominicaine, ce passage reste relativement atone. Le passage en véhicule est difficile. Il faut décharger d'un côté et recharger de l'autre, les camions n'étant pas autorisés à emprunter ce passage. Cela entraîne des lenteurs et des péripéties qui alourdissent le prix final de la marchandise d'un surcoût certain qui décourage les échanges. C'est dire que le couloir inachevé est la conséquence de choix politiques qui ont limité les possibilités du commerce dans cette région. La peur de la déstabilisation politique a dicté une politique de confinement et de militarisation de la frontière qui n'a pas profité à l'économie. Des projets routiers existent : de Port-au-Prince au Cap en passant par Hinche, avec un embranchement pour Las Cahobas et Belladère. Mais pour l'heure, il faut plus de cinq heures de voyage pour se rendre de Port-au-Prince à Belladère, soit à peine 90 km. La route est mauvaise, coupée de torrents et de mornes qui rendent périlleux le passage. Cette frontière est fermée aux véhicules. La route goudronnée dominicaine qui y conduit se termine en cul-de-sac dans le ruisseau qui sert de passage entre les deux postes frontaliers.

Après un nouvel hiatus de 50 km, le passage Jimani-Malpasse, avec 57 % des échanges est une **passerelle** entre deux systèmes disjoints séparés par une solution de continuité de plus de 300 km. Par ce biais arrivent les marchandises expédiées depuis la capitale Santo Domingo dont le rôle de soupape pour l'approvisionnement de l'agglomération porto-princienne s'affirme chaque jour. L'axe traverse une zone aride et peu peuplée qui est parmi les plus déshéritées de la géographie dominicaine. Mais le débouché est vital. Les deux millions d'habitants du département de l'Ouest sont un aimant irrésistible sur l'économie dominicaine. La partie haïtienne a des densités de 550 hab./km<sup>2</sup> et

connaît une urbanisation galopante qui hypothèque lourdement son avenir. La plaine du Cul-de-Sac joue de moins en moins son rôle de grenier de la capitale haïtienne. C'est le pays voisin qui supplée aux défaillances croissantes du système productif haïtien. Par ce biais transite des exportations dominicaines d'une valeur de 41,5 millions de dollars et pourtant, il n'y a pas de ville haïtienne proprement dite dans la zone, mais des bourgades endormies qui attendent la réelle ouverture des échanges. Pour l'heure, Ganthier et Fonds-Parisien vivent de la contrebande et de l'exploitation des carrières de « sable » en regardant passer les bus chargés de marchandises qui ne s'y arrêtent pas. De Jimani à la frontière elle-même il y a cinq cents mètres dépourvus de toute construction. De Malpasse à la frontière, il y a un kilomètre de *no man's land*, apanage des transporteurs à moto qui prennent en charge tous ceux qui effectuent le passage « à pieds ». Arrivés de la capitale en véhicule, ils en prendront un autre pour poursuivre leur chemin vers la capitale. En face, du côté dominicain, il n'y a que des établissements pionniers sans grâce, mais équipés d'eau et d'électricité comme Duvergé, Venganaver. Ce sont pour l'essentiel les militaires et leurs familles qui peuplent ces localités écrasées de soleil et d'ennui. On y observe une active contrebande du charbon de bois. Produit en République dominicaine, il est vendu à des revendeuses haïtiennes 15 US\$ le sac et revendu 60 US\$ dans la capitale. C'est un des commerces les plus lucratifs, car le débouché est assuré, c'est le pétrole de l'économie frontalière.

Passé l'obstacle du Massif de la Selle, la frontière s'ouvre enfin au sud, entre Pedernales et Anse à Pitre, par où transitent 1 % des exportations dominicaines vers Haïti, soit 814 000 dollars par an. Cette région est un véritable cul-de-sac, une **enclave** à l'échelle locale et régionale. Coupée du reste du territoire par de puissantes barrières montagneuses, elle ne laisse le passage qu'à des véhicules éprouvés, capables d'affronter le mauvais état absolu des routes du côté haïtien. Les possibilités de développement de l'agriculture y sont limitées, les plaines sont rares, mais le potentiel touristique est élevé. Le parc national du Baoruco accueille une clientèle nombreuse qu'il serait tentant de promener également dans le parc de la Visite. L'aéroport de Barahona se positionne déjà comme une possible plaque tournante dans la perspective du développement de projets touristiques communs entre Jacmel et cette ville. Mais pour l'heure le passage de la frontière entre Pedernales et Anse-à-Pitre est le plus difficile et le moins fré-

quenté à cause de la faible densité de population et de l'absence de villes d'envergure à proximité.

Les défis communs ne manquent pas et se présentent avec une urgence accrue au fil des ans. D'abord, il y a l'exploitation du potentiel hydrique du bassin de l'Artibonite et l'aménagement des versants pour lutter contre l'érosion. La vallée de l'Artibonite a un potentiel jusqu'à présent sous-exploité du point de vue hydroélectrique et agronomique. Le barrage existant du côté haïtien est à ce point ensablé qu'il ne fonctionne plus qu'au tiers de ses capacités initiales, et si rien n'est fait pour stabiliser les versants, en les reboisant d'urgence le fond du lac de barrage sera exhaussé comme un simple bief dans le lit du grand fleuve. La régularisation administrative des sans-papiers représente un autre défi. Car la situation des dizaines de milliers de personnes à la nationalité indéterminée et qui attendent d'être fixées sur leur sort est insupportable humainement et précaire politiquement. Un millier de personnes par jour passent le Massacre à pied par jour. La plupart est rapatriée illico, mais ceux qui restent finissent par créer une masse flottante de Rayanos qui servent de passerelle entre les deux territoires. Il y a plus de 500 000 personnes de nationalité ou de parents d'origine haïtienne en République dominicaine. Quel doit être leur statut ? Pour une double nationalité ? Pour une « haïtianisation » forcée des enfants nés en territoire dominicain de parents haïtiens sans titre de séjour ? Le troisième défi relève de la dérivation vers Haïti d'une partie des retombées de la manne touristique dominicaine. C'est devenu la première destination touristique de la Caraïbe. Le tourisme représente 1/5 du PIB dominicain. On assiste à un maillage du territoire par un réseau surimposé destiné à la satisfaction des besoins touristiques, mais dont le reste de la population profite indirectement. Les plans d'adduction d'eau, de modernisation des infrastructures urbaines (autoroutes, ponts, tunnels, hôtels) créent des emplois et améliorent sensiblement les conditions d'existence matérielles de la population. Il s'agit d'un développement qui gagnerait à s'étendre de l'autre côté de la frontière par une intégration du fort potentiel haïtien. Les économies d'échelles qui en résulteraient permettraient de rentabiliser les investissements qui sont parfois très lourds.



## **Bibliographie**

- ANGLADE G., 1977, *Mon pays d'Haïti*, Port-au-Prince, Action Sociale.
- BAEZ EVERTSZ F., 1986, *Los braceros haitianos en la República Dominicana*, Santo Domingo, Instituto Dominicano de Investigación.
- CORTEN A., 1989, *L'État faible*, Montréal, Ed. Cidhica.
- MARS J.-P., 1953, *La République d'Haïti et la République dominicaine*, Port-au-Prince.
- MATHÉLIER R., (coord.), 2002, *Connaitre la frontière*, Port-au-Prince, Inesa.
- MOYA PONS F., 1986, *El batey, Estudios socioeconómicos de los Bateyes del Consejo estatal del Azúcar*, Santo Domingo.
- NUNEZ M., 2001, *El ocaso de la nación dominicana*, Santo Domingo, Editorial Letra Grafica.
- PICHARDO F., 1997, *Santo Domingo: Cultura, Política e ideología*, Santo Domingo, Sociedad Editorial Dominicana.
- SILIÉ R., *et al.*, 2002, *Una isla para dos*, Santo Domingo, Flacso.
- RUBEN S., *et al.*, 2002, *La nueva inmigración haitiana*, Santo Domingo, Flacso.
- THÉODAT J.-M., 2003, *Une île pour deux : Haïti et la République dominicaine (1804-1915)*, Paris, Karthala.
- SANCHEZ VALVERDE A., 1785, *Idea del valor de la isla Española*. Madrid.
- YUNEN R., 1985, *La isla como es: hipótesis para su comprobación*, Santiago, UCMM.

# DE NOUVEAUX ENJEUX RÉGIONAUX



# Le gaz en Amérique du Sud. Fossoyeur ou promoteur de l'intégration régionale ?

**Laetitia Perrier-Bruslé**

Université Paris I

En Amérique Latine, le gaz est au cœur de l'actualité. Il y possède plusieurs visages. Vital pour le développement des économies nationales, il est aussi présenté comme l'instrument incontournable de l'intégration continentale. En juin 2005, lors du XXVIII<sup>e</sup> congrès du MERCOSUR, les présidents réunis affirmaient que le gaz aurait la même fonction que le charbon et l'acier dans la fondation de la communauté européenne<sup>1</sup>. Cette vision optimiste doit être nuancée. Car le gaz n'est pas seulement la clef de l'avenir du continent, il en est aussi le tourment. En Bolivie, sur les marges du cône Sud, le gaz a montré sa force déstabilisatrice. La question de son exploitation a donné lieu à de grandes révoltes populaires, à la démission forcée de deux présidents et surtout au refus de toute forme d'intégration régionale. « Dans le plus pauvre pays d'Amérique du Sud », le double effet du gaz sur les dynamiques d'intégration continentale se laisse facilement saisir.

En Bolivie les réactions suscitées par les projets d'intégration énergétique sont riches d'enseignements. Perçus comme menaçants, ils donnent lieu à des bouffées nationalistes souvent dirigées contre le pays voisin. Mais ils sont aussi vus avec bienveillance car ils promettent aux pays intégrés un avenir meilleur. Parce que l'union fait la force, les membres rassemblés du *bolivarisme* espèrent échapper à leur destin et être autre chose, à l'avenir, que la réserve de gaz de l'Amérique du Nord. Dans ce second scénario, la Bolivie, à la tête de la deuxième réserve de gaz du continent, a un rôle essentiel à jouer. Les acheteurs potentiels du gaz bolivien sont nombreux. Seule la question des voies d'exportation restait en suspens lorsque des angoisses an-

---

1. Cf. *Gazeta Mercantil*, « Gás Natural pode acelerar a integração do Cone Sul », édition du 22/06/2005.

ciennes ont ressurgi. Après l'argent, après l'étain, l'exploitation du gaz n'allait-elle pas donner lieu à un nouveau pillage du pays ? La crispation populaire se dénoue tragiquement lors des deux guerres du gaz (en 2003 et en 2005). Le gaz devait assurer l'intégration pleine et entière du pays. Devant la violence de la crise bolivienne, les pays voisins sont tentés d'écarter la Bolivie des grands projets continentaux. Le gaz permettra-t-il à la Bolivie de modifier son inscription continentale ? Pourra-t-il transformer le pays enclavé en « pays de contacts », pour reprendre la terminologie de la Chancellerie ? En réalité, le cas d'école bolivien soulève une grave question. Les projets d'intégrations régionales sauront-ils susciter l'adhésion d'une opinion publique sud-américaine méfiante ? La promesse d'un développement économique (assuré par une mutualisation des efforts d'infrastructures comme par l'ouverture des marchés) parviendra-t-elle à vaincre les égoïsmes nationaux qui se sont révélés, à propos du gaz, particulièrement virulents ? L'impérieux besoin énergétique des grands colosses sud-américains (Brésil et Argentine en tête) ne menacent-ils pas de dépossession les petits producteurs, qui n'auraient pas grand-chose à gagner dans cette intégration régionale ? Pour répondre à ces interrogations nous présenterons brièvement l'état du marché gazier en Amérique. Cela donnera la mesure du bouleversement introduit par la découverte de l'Eldorado énergétique bolivien et les perspectives qu'il offre en matière d'intégration régionale.

## **Du nord au sud de l'Amérique : le gaz, nouvel enjeu continental**

### **La demande de gaz augmente**

Entre 1984 et 2004, les réserves de gaz ont doublé au niveau mondial<sup>1</sup>. Stimulées par la demande, les découvertes de gisements se sont multipliées. C'est le cas en Amérique. L'Amérique du Nord est un grand consommateur d'énergie<sup>2</sup>. Ses réserves s'épuisent rapidement (il lui reste moins de dix ans de production au rythme actuel). Elle ne devrait donc pas tarder à devenir un important acheteur de gaz à l'échelle mondiale. Il n'est pas sûr que ce soit sur son flanc sud qu'elle

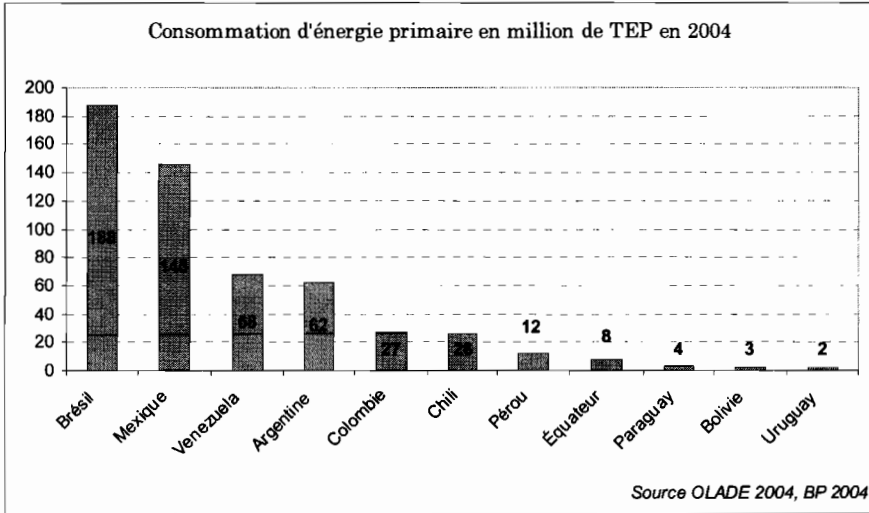
---

1. Les données concernant le gaz varient énormément d'une source à l'autre. Aussi, par souci d'homogénéité, nous avons utilisé une seule source principale d'information : le *BP Statistical Review of World Energy 2004*. Produit par une grande compagnie pétrolière, sa précision est reconnue par de nombreux experts. Voir Group Media & Publishing, 2004.

2. En 2004, l'Amérique du Nord (Canada, Mexique, États-Unis) a consommé 27 % de l'énergie primaire pour 6,7 % de la population mondiale.

trouve le plus d'offre. Car les pays latino-américains sont devenus aussi des consommateurs importants de gaz (figure n°1) et pèsent sur la forte demande gazière du continent.

Figure n°1 : Amérique Latine : les plus grands consommateurs d'énergie



En tête de liste, le Brésil et le Mexique ont consommé respectivement 190 et 145 millions de tonnes équivalent pétrole en 2004. Dans le 2<sup>e</sup> groupe, l'Argentine et le Venezuela doivent leur importante consommation énergétique à l'existence de grands gisements. Le gaz occupe dans la matrice énergétique de ces deux pays une place notable et ancienne : 49,2 % de l'offre totale d'énergie primaire en Argentine et 34,6 % au Venezuela (figure n°2). La situation est fort différente au Brésil. Le gaz ne représente pour l'instant que 5,2 % de la matrice énergétique. Les gouvernements militaires avaient fait le pari de l'hydro-électricité, qui pouvait seul garantir l'indépendance énergétique du pays<sup>1</sup>. De grands barrages ont été construits : 15 % de l'énergie consommée dans ce pays provient de l'hydroélectricité<sup>2</sup>. Mais les choses changent. « Notre marché du gaz est en train de passer de l'enfance à l'adolescence », affirmait la ministre brésilienne de l'Énergie à propos de l'importance sans cesse accrue du gaz<sup>3</sup>. Ce passage se traduit par une croissance exponentielle de la consommation de gaz au Brésil.

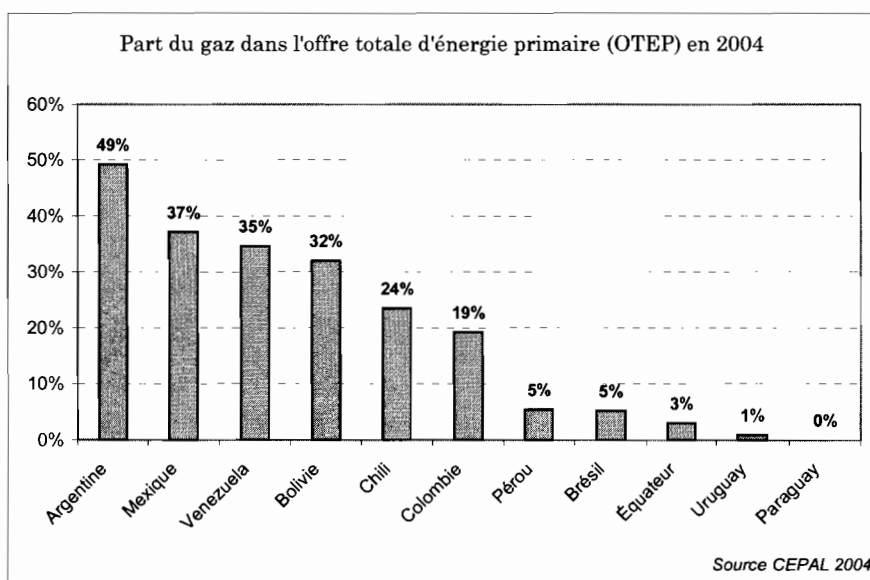
1. Source : CEPAL, 2003.

2. Source : CEPAL, 2003. 37 % de l'énergie consommée au Brésil est de nature renouvelable (bois et ses dérivés, sucre de canne).

3. Cité par Rittner, 2005.

Entre 1994 et 2004, la consommation a augmenté de 315 %, et de 116 % entre 1984 et 1994<sup>1</sup>. Un vaste programme de construction de centrales thermiques alimentées au gaz explique cette croissance. Entre 2000 et 2009, le plan prévoit la mise en route de 60 centrales<sup>2</sup>. Sans atteindre ces taux exceptionnels, la croissance de la consommation de gaz sur le reste du continent est soutenue. Elle a augmenté de 50 % entre 1984-1994, puis de 76 % entre 1994 et 2004.

Figure n°2 : Amérique Latine : des matrices énergétiques différenciées



### Une nouvelle géographie des réserves

Du nord au sud du continent, la demande en gaz est donc en constante augmentation. La croissance économique et démographique des pays sud-américains, comme l'épuisement des réserves en Amérique du nord ont eu le même effet : multiplier les explorations dans les régions susceptibles de contenir des gisements de gaz. Ce mouvement, initié dès la fin des années 1980, a été renforcé par la vague de politiques économiques libérales qui a touché les pays sud-américains avec le retour de la démocratie en 1985. Le secteur des hydrocarbures était jusque-là contrôlé par des grandes entreprises étatiques. Avec la libé-

1. Le Chili a connu le même type de croissance exponentielle de la consommation (+ 400 % entre 1994 et 2004 et +114 % entre 1984 et 2004).

2. Théry et alii, 2003 (p. 74-75).

ralisation, de nouveaux secteurs d'exploration sont ouverts en concession aux entreprises étrangères. Les pays potentiellement gaziers en accueillent le plus grand nombre, dans le cadre d'accord d'exploration conjoint. Leur capacité d'investissement étant supérieure à celle des entreprises nationales, les résultats, en termes de découvertes, ne tardent pas à se faire sentir. Ainsi, en deux décennies (de 1984-2004), les réserves *prouvées* de gaz (c'est-à-dire ayant fait l'objet de travaux d'exploration) augmentent de 124 % et passent de 114 TCF à 251 TCF<sup>1</sup> (tableau n°1).

**Tableau n°1 : Croissance des réserves prouvées de gaz par continent**

	Croissance 1984-2004	Réserves en TCF en 2004
Moyen-Orient	166 %	2 570
Afrique	126 %	496
Amérique du Sud et centrale	124 %	251
Asie-Pacifique	102 %	501
Europe et Eurosie	52 %	2 259
Amérique du Nord	-30 %	258

Source : GROUP MEDIA & PUBLISHING, 2004.

Cette forte croissance, si elle ne suffit pas à faire de l'Amérique latine un grand continent gazier, suscite toutefois bien des convoitises. Mais, tous les pays latino-américains ne sont pas égaux face à cette nouvelle énergie et aux perspectives qu'elle offre. Il y a d'abord des zones potentiellement plus riches que d'autres (figure n°3). Le service géologique des États-Unis (USGS) en 2000 avait fait paraître une carte des zones géologiques présentant le plus grand potentiel gazier<sup>2</sup>. Trois secteurs se distinguaient : au Nord, les Caraïbes ; à l'Est, le plateau continental atlantique ; et à l'Ouest, les piémonts orientaux de la Cordillère andine. C'est sur ses terminaisons, au Nord et au Sud, qu'on trouve les plus anciennes zones d'exploitation : le bassin de Maracaïbo (Venezuela) et celui de Neuquen (Argentine) ont fait de leur pays les plus importants producteurs de gaz en 2004 (tableau n°2). Le Mexique détient le record de production pour l'Amérique latine, mais il ne devrait pas tarder à être déclassé. Ses réserves s'épuisent vite. En 2004, son ratio réserve sur production ne dépassait pas 7 années.

1. Le TCF (trillion de pieds cubiques) est l'unité de mesure la plus souvent utilisée pour quantifier les réserves de gaz. Un TCF équivaut à 0,02832 TCM (trillion de mètres cubes). Le trillion est le terme utilisé pour 1 000 milliards (10<sup>9</sup>).

2. Voir Roux, 2006 (à paraître) et Schenk, 2001.



Figure n°3 : Une nouvelle géographie du gaz en Amérique du Sud

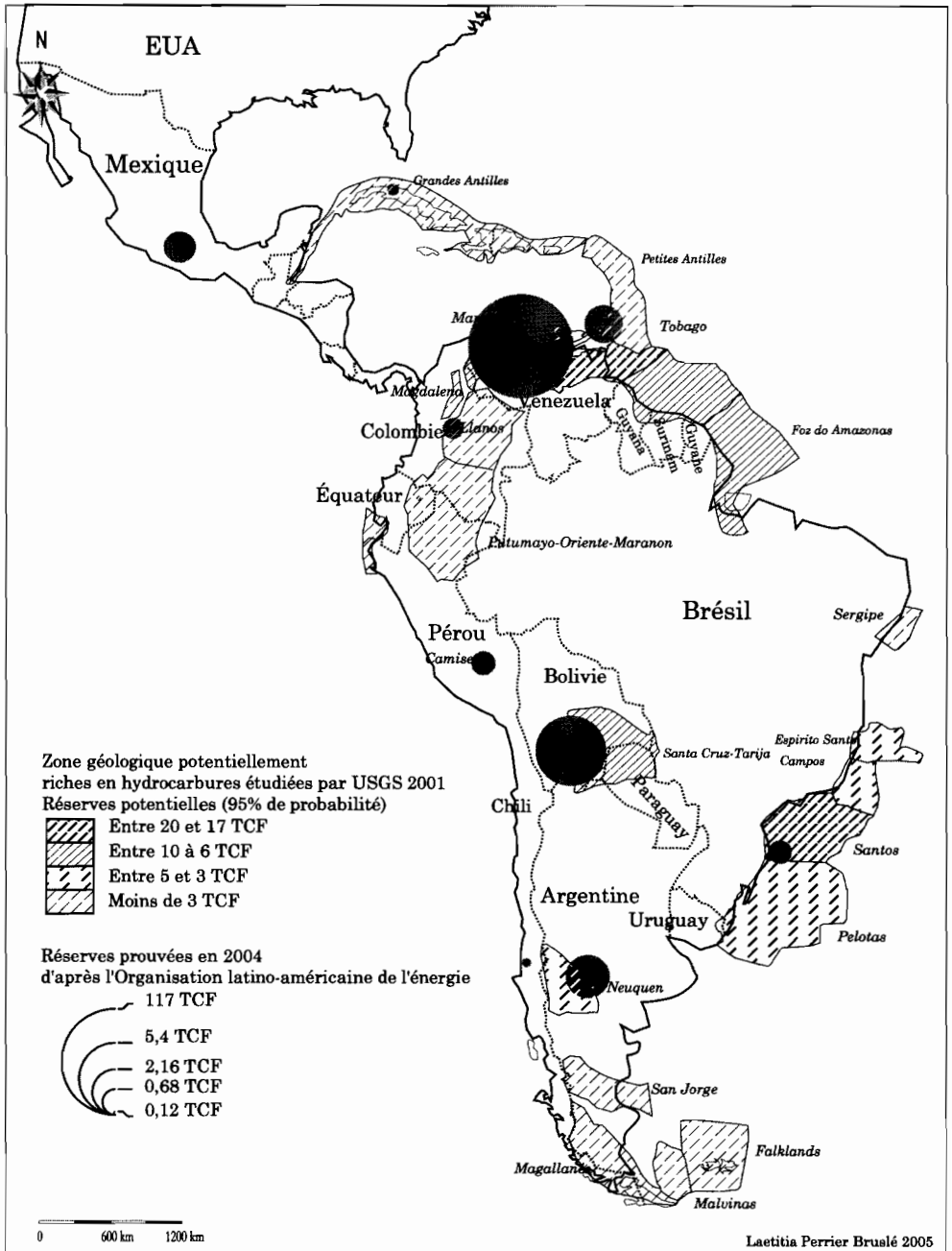
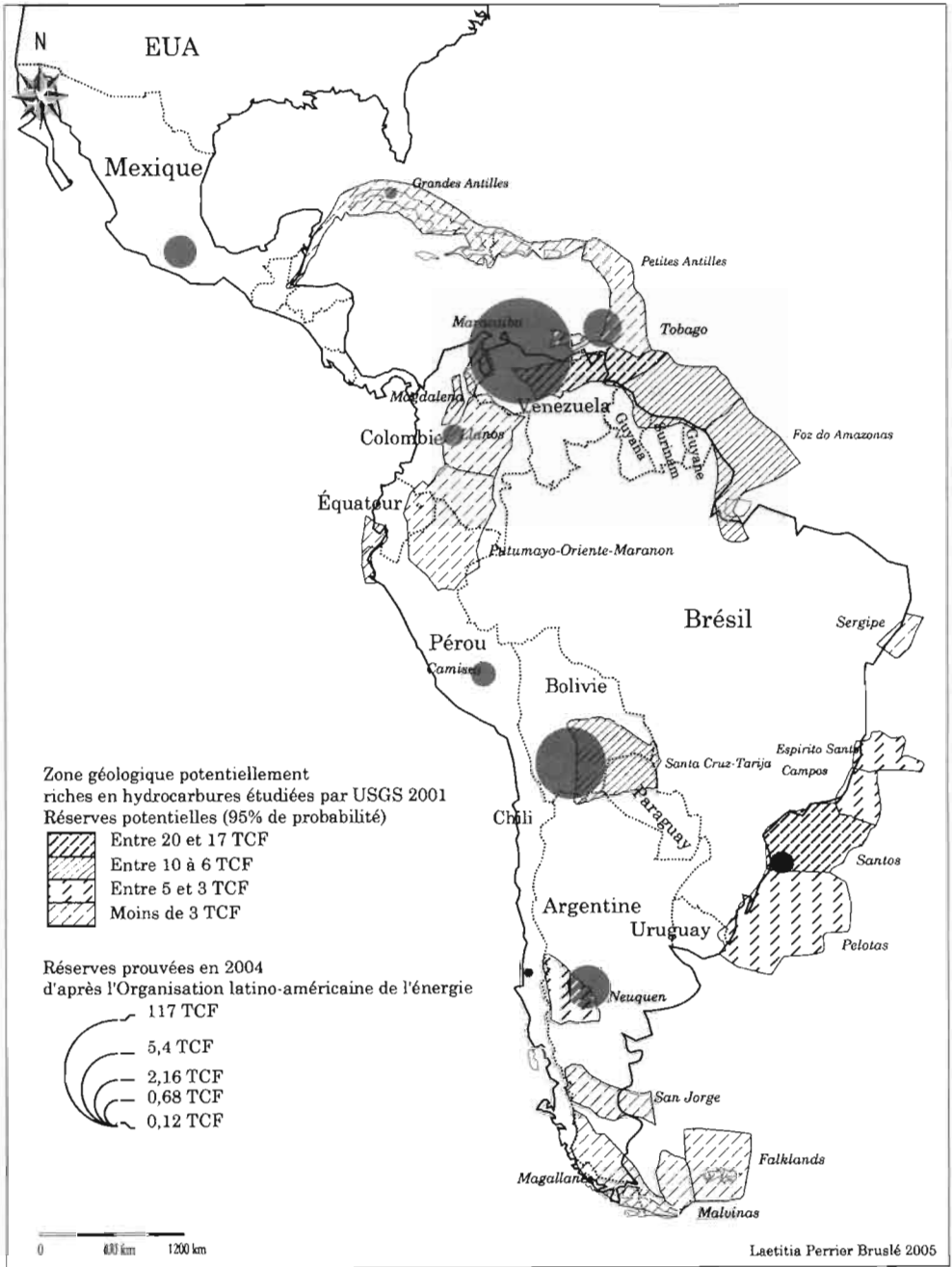


Figure n°3 : Une nouvelle géographie du gaz en Amérique du Sud



L'Argentine avec un ratio de 18 ans ne faisait pas tellement mieux, tandis que Trinidad et Tobago n'était crédité par l'OLADE (Organisation latino-américaine de l'énergie) que de 20 années de production au rythme actuel<sup>1</sup>. Le Chili, la Colombie et le Brésil se situaient aussi dans cette zone des 20 années de production. Seul au sein des grands pays producteurs de gaz, le Venezuela avec 123 années de production possède une « espérance de vie » notable<sup>2</sup>.

Tableau n°2 : Les plus gros producteurs de gaz en 2004

Rang	Pays	Production en milliards de m <sup>3</sup>	Ratio réserve sur production
1	Mexique	57,6	7
2	Argentine	42,4	18
3	Venezuela	33,7	123
4	Trinidad et Tobago	30	20
5	Brésil	14,7	17
6	Colombie	8	23
7	Bolivie	7,6	106
8	Chili	2,2	20
9	Pérou	1,8	134
10	Équateur	1,3	3
11	Cuba	5,8	121

Source : SIEE (SISTEMA DE INFORMACIÓN ECONÓMICA-ENERGÉTICA), 2004

Plus que sur les producteurs actuels, c'est donc sur de nouveaux pays que réside l'avenir énergétique du continent. En Amérique du Sud les réserves potentielles sont importantes. Trois découvertes ont alimenté dernièrement la chronique énergétique. En 1983, un important gisement a été découvert au Pérou, à Camisea, dans la zone géologique des piémonts andins. Il recèlerait près de 11 TCF de gaz. En Bolivie, les recherches initiées en 1996 ont permis de mettre à jour de grandes réserves au pied de la Cordillère, dans le sud du pays, à Tarija. Le pays disposerait de plus de 54 TCF de réserves de gaz. Enfin, la dernière grande découverte gazière a été effectuée dans la baie de Santos, à l'endroit précis où l'USGS suspectait en 2000 de grandes réserves. Les découvertes *off shore* ont révélé un double gisement de près de

1. *Ibid.*

2. Mais la majeure partie de ces réserves (plus de 90 %) sont dites associées, c'est-à-dire mélangées avec du pétrole, donc exigeant un coûteux traitement de séparation.

15 TCF. Les réserves nationales brésiliennes de gaz ont donc considérablement augmenté, passant de 8 TCF en 2002 à près de 23 en 2005.

### **Inadéquation entre les demandeurs et les futurs producteurs**

De nouvelles réserves, d'autres qui s'épuisent, la géographie du gaz est en passe d'être modifiée. La nouvelle carte est marquée par l'inadéquation entre les plus forts consommateurs d'énergie et les pays disposant des plus grandes ressources gazières. De « petits pays » disposent de réserves énormes en regard de leur faible capacité de consommation (liée à une population peu nombreuse et au faible développement de leur appareil industriel). Le ratio réserve sur nombre d'habitants fait ainsi ressortir Trinidad et Tobago, avec 450 000 m<sup>3</sup> de réserve de gaz par habitant ; puis la Bolivie (214 000 m<sup>3</sup>/hab.) et le Venezuela (162 000 m<sup>3</sup>/hab.). Avec moins de 5 000 m<sup>3</sup> par habitants, le Mexique, le Brésil, le Chili et la Colombie sont des pays appelés à devenir de grands importateurs. Cette inégalité dans la répartition des ressources a tout naturellement conduit à la mise en place d'accords de coopération énergétique régionale. Pour les pays producteurs, deux schémas d'exportation sont envisageables. Soit ils s'engagent sur la voie d'une coopération régionale, soit ils privilégient une intégration Nord-Sud. La première option a été choisie depuis longtemps par l'Argentine. Le pays est un important exportateur de gaz en direction du cône Sud (tableau n°3). Son principal partenaire est le Chili en vertu d'un protocole d'intégration gazier signé en 1995 entre les deux pays. En 2004, 254 millions de pieds cubiques ont été vendus par les Argentins aux Chiliens. L'Argentine exporte aussi de faibles quantités de gaz en direction du Brésil. Cependant, la crise énergétique qu'a traversée le pays en 2004 a fragilisé son statut d'exportateur régional. Son ratio réserve sur production ne dépasse pas 20 années. Sa consommation énergétique est en forte croissance. Bientôt, l'Argentine deviendra elle-même un importateur de gaz. D'ailleurs, depuis 1970, elle reçoit une petite partie de son gaz des gisements boliviens. La Bolivie comme le Pérou pourraient prendre la relève. Leurs réserves sont énormes et leurs besoins sont jusqu'à présent limités. Depuis 2001, les exportations de gaz bolivien en direction du Brésil ont d'ailleurs commencé.

**Tableau n°3 : Flux de gaz naturel en million de pieds cubiques en 2004**

Vers	Depuis				
	États-Unis	Canada	Argentine	Bolivie	Trinidad et Tobago
États-Unis	-	3602	-	-	463
Canada	307	-	-	-	-
Mexique	390	-	-	-	-
Brésil	-	-	18	251	-
Chili	-	-	254	-	-
Autres	-	-	4,2	28	-

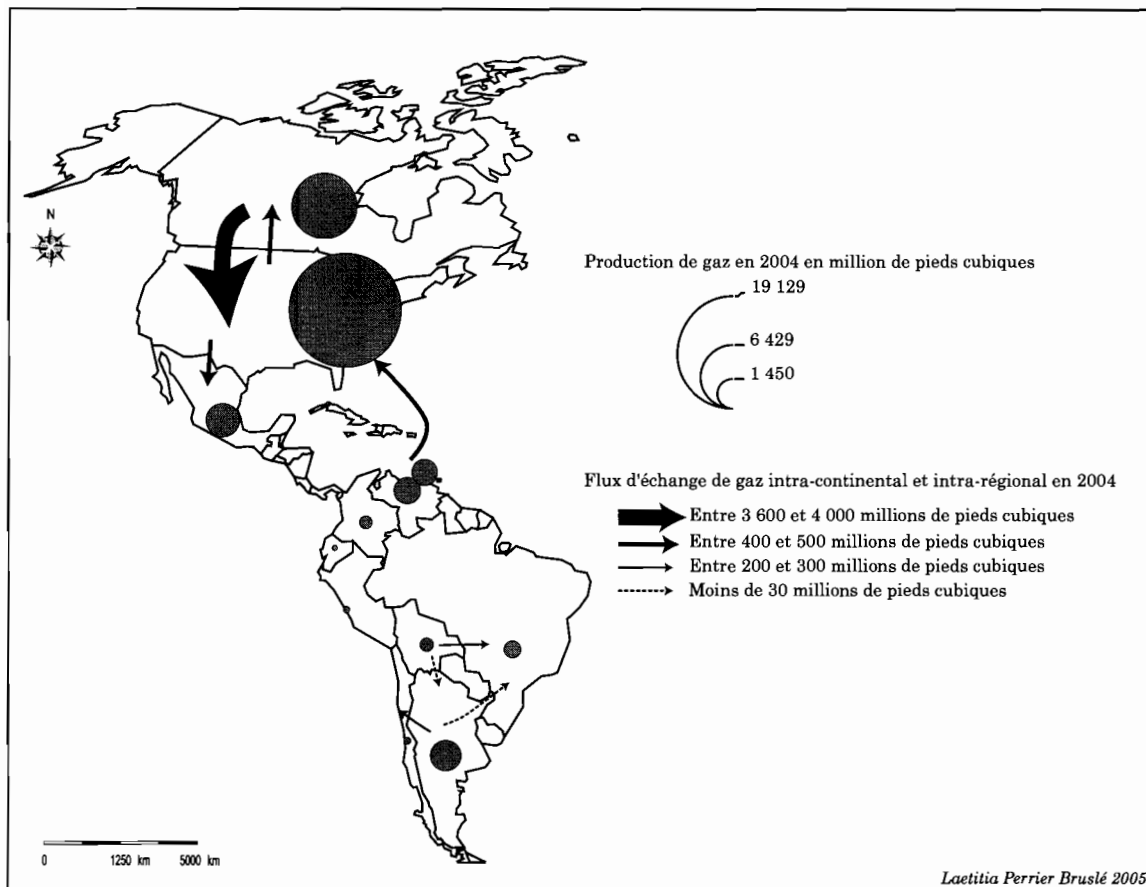
Source : GROUP MEDIA & PUBLISHING, 2004.

Mais pour la Bolivie, comme pour les autres pays dotés de grandes réserves de gaz, l'intégration énergétique régionale n'est pas l'unique alternative. La balance des hydrocarbures de l'Amérique du Nord ne cesse de se dégrader. À terme, ces pays seront de grands importateurs de gaz. C'est du moins ce que laisse imaginer l'évolution contradictoire des réserves entre le Nord et le Sud du continent. L'effet de ciseau entre les deux courbes est si évident qu'une relation quasi mécanique semble devoir lier les deux parties du continent. Ne nous fions pas trop à cette impression d'évidente solidarité (figure n°4). Pour les États du Sud, le choix d'exporter, ou pas, leurs réserves de gaz en Amérique du Nord soulève des questions d'ordre politique. Faut-il préserver les réserves de gaz pour l'avenir, lorsque la croissance de la population et le développement économique auront fait croître la consommation ? Ou faut-il faire le choix du court terme et utiliser les royalties du gaz pour se développer ? Du côté des Nord-Américains la question de l'intégration énergétique continentale ne fait pas débat. La proximité géographique et le climat géopolitique relativement serein de la fin des années 1990 faisait même de l'Amérique du Sud l'alliée incontournable de la politique d'approvisionnement énergétique<sup>1</sup>. L'époque était à la définition d'une grande zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu. Le projet de zone de libre-échange des Amériques (ALCA en espagnol, FTAA en anglais) voit le jour dans ces années-là. L'intégration énergétique entre le Sud et le Nord du continent s'inscrit dans cette dynamique. Les Sud-Américains fourniront l'énergie nécessaire pour faire marcher l'appareil industriel nord-américain.

---

1. Rappelons-nous que les trois pays d'Amérique du Nord présentent des ratios réserve/production annuels très faibles, correspondant à 9,8 années de production au rythme actuel aux États-Unis, à 8,8 années pour le Canada et à 11,3 années pour le Mexique.

Figure n°4 : Le gaz un outil d'intégration continental ou régional ?



Trinidad et Tobago (à la tête d'une réserve de gaz de 18,8 TCF) est le premier à faire le choix des États-Unis. Depuis 1998, le consortium Atlantic LNG (pour *liquid natural gas*) exporte le gaz par bateau sous forme liquide. En 2004, les exportations gazières de l'archipel ont atteint 462 millions de pieds cubiques, soit 10,64 % des importations états-uniennes. Deux autres candidats à la vente de gaz en direction de l'Amérique du Nord n'ont pas encore concrétisé leurs projets. Il s'agit de la Bolivie, puis du Pérou pressenti pour la remplacer. Les deux pays ont la capacité d'exporter du gaz liquide vers le Mexique. Seulement, ce projet ne peut être traité comme une simple question économique, car il engage le devenir du pays. La perspective de vendre une ressource naturelle non renouvelable dans un contexte de crise économique a fait descendre les Boliviens dans la rue. Ils ont ainsi montré que les voies de l'intégration gazières n'étaient pas des plus sereines.

## **La Bolivie dans la course à l'intégration continentale**

L'intégration gazière ne pose pas que des problèmes techniques (réalisation de gazoducs et de terminaux portuaires) ou économiques (répartition de l'offre et de la demande). La situation bolivienne nous apprend, au contraire, que les enjeux idéologiques et politiques sont bien plus déterminants dans la réalisation de tels projets d'intégration. « La Bolivie plonge la tête la première dans une piscine en béton », affirmait en 2005 une étude de la banque Merrill Lynch<sup>1</sup>. En une décennie, le gaz était passé du statut de miracle national à celui de problème national. Cette évolution pose la question du statut de l'intégration régionale ou continentale, auprès des opinions publiques sud-américaines.

### **1996-2001 : Les années intégrationnistes**

Tout commence en 1993. Le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-97) décide de procéder à une réforme profonde de l'économie nationale. L'inspiration est libérale. Il s'agit de privatiser les grandes entreprises d'État, d'ouvrir le pays aux capitaux étrangers et de donner plus de place à l'initiative privée. Dans le domaine des hydrocarbures, une nouvelle loi est votée en 1996. Les royalties sur les

---

1. Cité dans un article du *Monde*, édition de 9/06/2005 – voir Bezat, 2005.

découvertes sont abaissées à 18 %, tandis que l'impôt sur les compagnies étrangères est fixé à 10 % des bénéfices. Cela rend la Bolivie fort attractive pour les grandes entreprises pétrolières. Elles peuvent venir prospecter en Bolivie dans le cadre de contrats de joint-venture avec l'entreprise nationale bolivienne YPFB (*Yacimientos petroliferos fiscales bolivianos*). En 2000, 18 compagnies étrangères possèdent des concessions en Bolivie. Cette année-là, plus de 50 % de l'investissement direct étranger se porte sur ce secteur. Les secteurs des mines (6 % de l'IDE) et de l'industrie agroalimentaire (4,8 % de l'IDE) qui avaient jadis la préférence des investisseurs étrangers sont déclassés. En 2005, l'investissement étranger dans le secteur gazier dépasse 3 milliards d'euros. Cela n'a pas été en vain. Les réserves de gaz boliviennes ont augmenté de manière fulgurante. Entre 1997 et 2002 elles sont multipliées par 7,3.

Dès les premières découvertes, la question de l'utilisation du gaz est posée. Or, il se trouve que dans les années 1990, les géopoliticiens du ministère des Affaires étrangères donnent une nouvelle jeunesse à un vieux paradigme qui définit la Bolivie comme une « zone de contacts ». En réalité, cette vocation naturelle à faire le lien entre ses différents voisins n'est rien d'autre qu'une réponse pragmatique à l'enclavement du pays et à son absence de façade pacifique. Mais peu importe ces fondements, ce paradigme trouvera sa première application dans la réalisation d'un réseau régional d'intégration gazière, dont la Bolivie sera le nœud central. C'est du moins ce que l'on espère à la Chancellerie. En 1996, le Brésil et la Bolivie procèdent à un rapprochement stratégique qui semble annoncer l'avènement de ce réseau. Deux contrats sont signés entre YPFB et Petrobras (l'entreprise brésilienne d'hydrocarbure). Le premier prévoit la construction d'un gazoduc sur le territoire bolivien par Petrobras et le second fixe les termes d'un accord sur la vente du gaz au Brésil : jusqu'en 2019, la compagnie brésilienne s'engage à acheter au minimum 18 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz. Ce volume d'achat représente au total 9 TCF (soit un cinquième des réserves prouvées et probables de la Bolivie). Les travaux du gazoduc « Bol-Bras » commencent immédiatement après la signature de ce contrat. Il faudra moins de trois ans pour qu'il soit terminé. D'une longueur de 575 kilomètres, il traverse l'est de la Bolivie jusqu'à la frontière avec le Brésil. De là, il se prolonge jusqu'à São Paulo et Puerto Alegre<sup>1</sup>. Lors de l'inauguration, le président de la République bolivienne affirme que

---

1. Le coût total de l'opération représente un investissement de 2 milliards de dollars pour une conduite de plus de 2 000 kilomètres de long et de 32 pouces de diamètres (ce qui représente un débit maximum de 30 millions de m<sup>3</sup>/jour).



« ce gazoduc est le plus important ouvrage jamais construit en Amérique latine pour l'intégration énergétique<sup>1</sup>. Henrique Cardoso (président brésilien) rappelle, lui, que « les bénéfices d'un tel ouvrage dépassent largement le domaine économique [...] Le gazoduc s'inscrit dans une politique générale d'intégration physique et énergétique du continent<sup>2</sup> ».

### **Le projet continental met le feu aux poudres**

Le projet d'intégration régional est bien lancé et la Bolivie, pour la première fois de son histoire, peut y tenir une place de choix. Mais ces capacités d'exportation sont énormes et les perspectives offertes par le marché régional ne suffisent pas à calmer les ambitions boliviennes. L'Amérique du Nord manque de gaz. Un consortium (Pacific LNG<sup>3</sup>) se propose de l'acheminer jusqu'au Mexique, après l'avoir liquéfié dans une usine située dans un port de la côte chilienne. Ce projet est techniquement réalisable. Économiquement rentable. Le 4 décembre 2001 un accord de principe est signé entre un acheteur mexicain (Sempra Energy) et Pacific-LNG. Les parties s'engagent à livrer 22,6 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz d'ici 2006 au Mexique et aux États-Unis.

Alors que l'exportation du gaz en direction du Brésil avait été bien acceptée par l'opinion publique, ce projet transcontinental déchaîne les critiques. Dès qu'il est rendu public, une grande partie des Boliviens le rejettent. Il est inacceptable parce qu'il implique que le gaz bolivien passe par le Chili. Or, si tous les voisins de la Bolivie lui ont pris des territoires, le Chili, pour l'avoir privée de mer, est le plus impardonna-ble. La perte du Littoral date de la guerre du Pacifique (1878-1979). Son souvenir est entretenu en Bolivie chaque 23 mars, déclaré *Dia del mar* (jour de la mer). Cette perte territoriale est, dans la mémoire collective, la plus douloureuse de toutes celles qu'a connu le pays parce qu'elle a fait de la Bolivie un État enclavé. Or, l'enclavement, le plus grave des maux géographiques du pays, sert de principe explicatif à son sous-développement. Comment, dans ces conditions, les hommes politiques boliviens ont-ils pu imaginer que ce projet d'exportation via l'ennemi héréditaire pourrait être accepté ? À cette première critique, les opposants au projet en ont bien vite ajouté d'autres. Le refus d'exporter le gaz en direction du Chili s'est transformé en refus plus caté-

---

1. Source : Vice ministerio de energia y hidrocarburos, 1999, p. 3.

2. *Ibid.*

3. Pacific LNG est un consortium privé fondé par Repsol, British Gas et British Petroleum. Les trois compagnies sont co-exploitantes d'une concession en Bolivie (Caipipendi – 5 TCF de réserves prouvées).

gorique de vendre le gaz. Les Boliviens dans leur majorité demandent l'annulation du projet et un moratoire sur les décisions concernant l'avenir du gaz. Certains d'entre eux vont même jusqu'à exiger une nationalisation immédiate des hydrocarbures. En octobre 2003, la pression populaire et la situation insurrectionnelle dans la capitale poussent le président bolivien à la démission. Son départ en hélicoptère rappelle les pires moments de l'histoire politique du pays. Son vice-président arrive au pouvoir et rétablit un semblant de paix civile contre la promesse d'organiser un référendum sur le destin du gaz. Le référendum est voté en juillet 2004 et la victoire du oui aux cinq questions posées à la population n'a pas vraiment clarifié la situation<sup>1</sup>. Le climat social s'est une nouvelle fois progressivement dégradé. Grèves, routes bloquées, montée des mouvements autonomistes orientaux, le nouveau président confronté au chaos bolivien démissionne en juin 2005. De nouvelles élections devraient avoir lieu en décembre 2005. D'ici là, le pays est dans une impasse politique.

En réalité, l'affaire du gaz a réveillé de sombres souvenirs. Les Boliviens qui sont descendus dans la rue pour défendre « leur gaz » sont d'horizon très divers : mineurs, agriculteurs, indiens des Andes, cultivateurs de coca, maîtres d'école ou membres de la classe moyenne urbaine. Leur seul point commun est d'avoir appris à l'école que toute intervention étrangère sur des ressources naturelles était dangereuse pour le pays. L'argent, l'étain, le guano ou le caoutchouc n'ont servi dans le passé qu'à enrichir les étrangers. Or, au moment où les Boliviens découvrent l'existence du gaz, ils prennent aussi conscience que la présence des grandes compagnies étrangères les menace de dépossession. Repsol (compagnie espagnole), Petrobras (brésilienne), ExxonMobil (états-unienne), Total (française), Pluspetrol (argentine) et British Gaz contrôlent la majeure partie des gisements. Une ressource naturelle importante, une forte présence d'entreprises étrangères, cette équation est un signal d'alerte. Par peur que l'histoire se répète, les Boliviens descendent dans la rue. Seulement en refusant d'exporter leur gaz, ils condamnent aussi tous les projets d'intégration régionale.

### **Guerres du gaz boliviennes, déflagration régionale**

Les deux « guerres du gaz<sup>2</sup> » (octobre 2003, juin 2005) ont eu des répercussions importantes en dehors de la Bolivie. Les projets d'intégra-

---

1. Le référendum se décomposait en cinq questions trop compliquées pour la majorité de la population bolivienne. Les opposants auraient au contraire souhaité une seule question claire qui aurait porté sur la nationalisation des hydrocarbures.

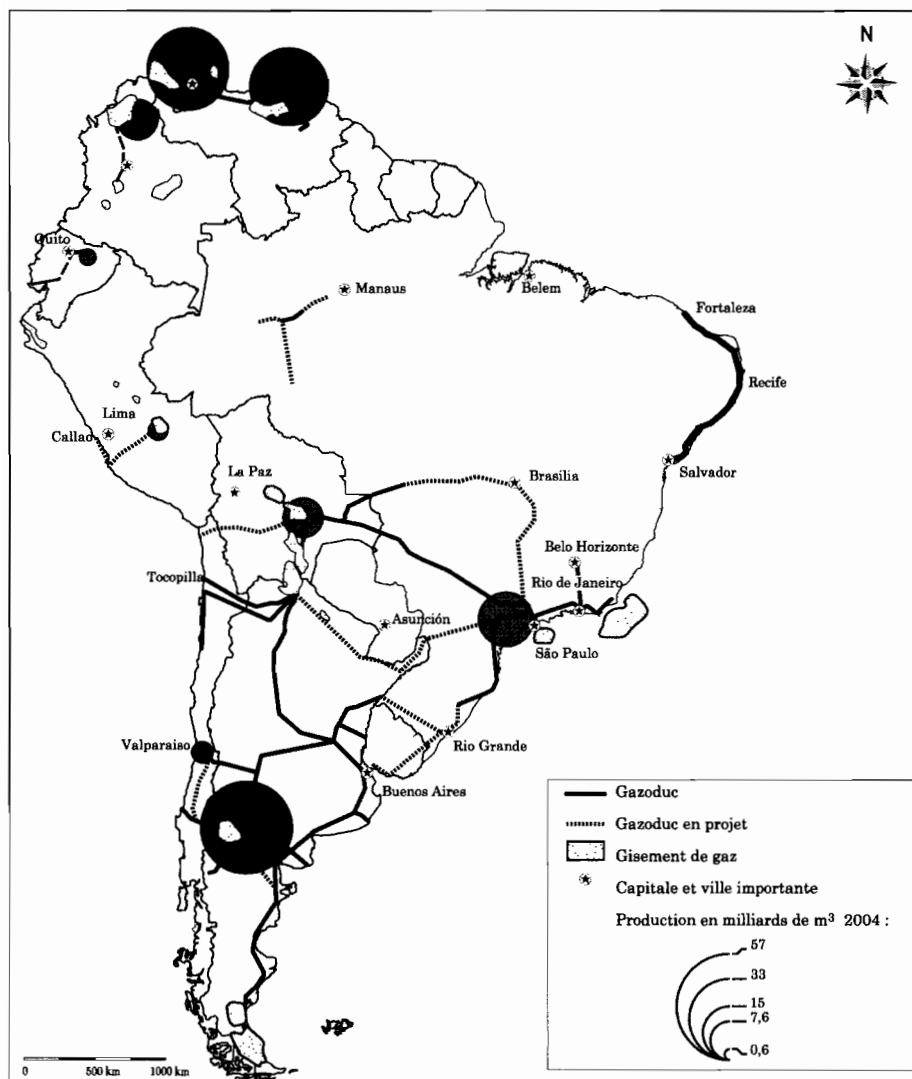
2. Cette expression de « guerre du gaz » est fréquemment utilisée par les médias boliviens.

tion énergétique régionale ont été remis en question. L'insurrection bolivienne a révélé la profondeur du nationalisme économique, en Bolivie comme ailleurs. Le gaz est devenu un des tous premiers problèmes régionaux. Le premier pays victime de ces événements a été la Bolivie elle-même. En mai 2005, en réponse à la pression populaire, une nouvelle loi des hydrocarbures est votée par le Congrès. Les taxes sur les activités gazières passent de 18 % à 50 %<sup>1</sup>. D'Eldorado énergétique, la Bolivie devient le cauchemar des grandes entreprises pétrolières. Repsol, British Gas et Total (qui détiennent à eux trois 63 % des réserves prouvées de gaz) menacent de faire un procès au pays pour rupture de contrat. Petrobras (qui exploite un tiers des réserves du pays) annonce dans la foulée que ces futurs investissements en Bolivie vont être gelés. Ces précautions sont compréhensibles. Malgré le vote d'une nouvelle loi, la situation reste confuse. Les organisations syndicales indigènes et paysannes boliviennes la rejettent et demandent la nationalisation du gaz et l'expulsion des compagnies étrangères<sup>2</sup>. Peut-être réussiront-elles à faire entendre leurs voix lors des élections générales prévues en décembre 2005 ?

Ce climat d'insécurité n'a pas fait que refroidir les grandes compagnies étrangères. Tous les projets d'intégrations énergétiques qui impliquaient la Bolivie ont été suspendus. Petrobras avait construit deux gazoducs en Bolivie (l'un en direction du Brésil et l'autre en direction de l'Argentine) (figure n°5). La compagnie souhaitait renforcer ses activités dans le pays en construisant un pôle gaz-chimie à la frontière Bolivie-Brésil, ainsi qu'un gazoduc de l'Argentine au sud du Brésil (gazoduc de l'intégration). Mais « l'enthousiasme initial s'est transformé en scepticisme total quant aux bénéfices possibles d'une intégration énergétique<sup>3</sup> », affirme un analyste brésilien. Au Brésil, ils sont nombreux à partager son scepticisme. Toute une partie de la classe politique et des médias ont appelé à l'abandon définitif de toute politique énergétique régionale. La ministre de l'Énergie elle-même, Dilma Rousseff, a affirmé, en juin 2005 que le gouvernement « fera un grand effort pour *internaliser* la production de gaz<sup>4</sup> ».

- 
1. La loi maintient les 18 % de royalties sur le gaz payées par les compagnies étrangères, mais élève la taxe non déductible sur leur activité de 10 à 32 %, ce qui représente au total une imposition de l'ordre de 50 %.
  2. Gualdoni, 2005, in *El Pais*, édition du 20 juin 2005, *Los bolivianos luchan por su petróleo*.
  3. De Oliveira, 2005, in *O Estado de São Paulo*, édition du 6 juillet 2005, « Energia – autarquia ou integração? » De Oliveira, 2005.
  4. Voir : *Valor São Paulo*, édition du 19 juin 2005. « Governo brasileiro recebe mal a nova legislação ». Rittner, 2005.

Figure n°5 : Réseau de gazoduc et projet d'intégration

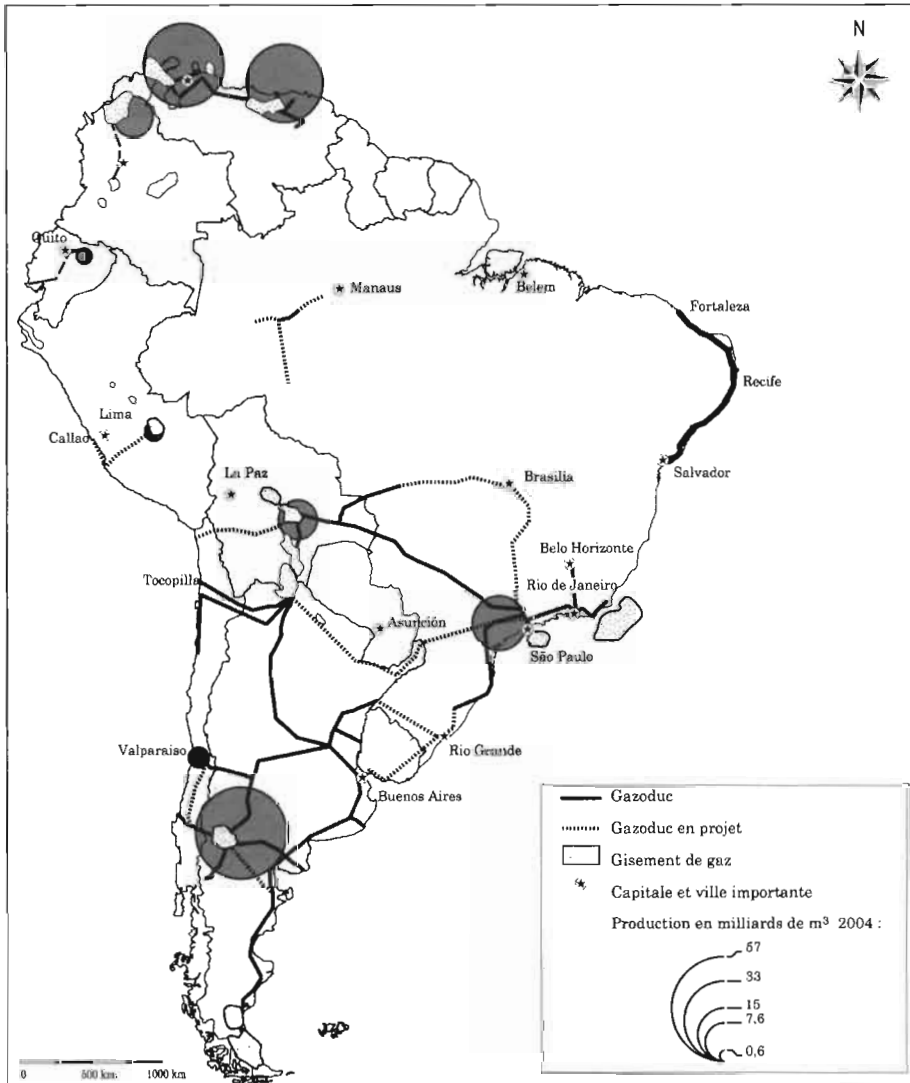


Laetitia Perrier Bruslé 2005

Sans doute les découvertes dans la baie de Santos ont rassuré les Brésiliens quant à leur avenir énergétique, tandis que les premières exportations boliviennes ne les avaient pas complètement satisfaits<sup>1</sup>.

1. Le désintérêt brésilien est lié au coût trop élevé du gaz bolivien (payé en dollar, son prix a été négocié avant la dévaluation du real de janvier 1999). Il est en moyenne 30 % plus cher que le gaz argentin ou brésilien. En 2004 la Bolivie signe un contrat de vente de gaz avec l'Argentine. Le prix du gaz est fixé à 0,98 dollar par million de BTU (unité thermique britannique) contre

Figure n°5 : Réseau de gazoduc et projet d'intégration



Laetitia Perrier Bruslé 2005

Sans doute les découvertes dans la baie de Santos ont rassuré les Brésiliens quant à leur avenir énergétique, tandis que les premières exportations boliviennes ne les avaient pas complètement satisfaits<sup>1</sup>.

1. Le désintérêt brésilien est lié au coût trop élevé du gaz bolivien (payé en dollar, son prix a été négocié avant la dévaluation du réal de janvier 1999). Il est en moyenne 30 % plus cher que le gaz argentin ou brésilien. En 2004 la Bolivie signe un contrat de vente de gaz avec l'Argentine. Le prix du gaz est fixé à 0,98 dollar par million de BTU (unité thermique britannique) contre

Mais, le président de Petrobras a rappelé que l'indépendance énergétique n'était pas un objectif réalisable et qu'il n'était pas dans l'intérêt du pays de rompre toutes les relations énergétiques avec la Bolivie<sup>1</sup>. Du côté argentin, la crise bolivienne a eu des retentissements similaires à ceux observés au Brésil. La pénurie qu'a traversée le pays en 2004 les a même aggravés, rendant les Argentins fort sceptiques quant aux possibles bienfaits d'une intégration énergétique. Les exportations de gaz argentin en direction du Chili ont été revues à la baisse (malgré le protocole d'intégration gazier qui lie les deux pays). Pour les Argentins, soumis à des restrictions, ces exportations étaient devenues intolérables. La solution du problème résidait dans une augmentation des volumes importés depuis la Bolivie<sup>2</sup>. En avril 2004, le président bolivien signe un contrat avec son homologue argentin. La Bolivie s'y engage à livrer 4,5 millions de m<sup>3</sup> de gaz par jour. Cet accord est violemment dénoncé par les organisations syndicales et les partis politiques boliviens qui craignent que ce surplus ne soit utilisé par l'Argentine pour assurer ses exportations au Chili. Dans le même temps, l'Argentine a relancé son projet de gazoduc entre la Patagonie et le nord du pays dans une tentative désespérée pour garantir son indépendance énergétique.

Partout les programmes d'intégration énergétique ont réveillé les égoïsmes nationaux et le nationalisme pétrolier. La rivalité entre le Chili et la Bolivie n'est pas seule en cause. Les réticences face au développement d'une stratégie énergétique sud-américaine sont puissantes. Elles sont souvent formulées par des acteurs censés la soutenir au nom de la lutte contre l'impérialisme nord-américain. En effet, la création d'un « Petrosur<sup>3</sup> » (capable de coordonner les politiques énergétiques des différents pays d'Amérique du Sud) est la seule alternative crédible aux exportations en direction de l'Amérique du Nord. En son absence, les futurs grands pays producteurs (Pérou, Bolivie, Venezuela) seront tentés de choisir la voie de la facilité, qui n'est pas celle de l'intégration régionale. Le Mexique et les États-Unis vont être, dans un futur proche, deux grands importateurs. Ils seront capables de faire pression sur le marché. Mais, cette intégration énergétique Nord-Sud s'accorderait mal avec la montée du boliviarisme (entendue comme l'alliance des pays sud-américains) et la condamnation de l'interven-

---

1,6 dollar par million de BTU pour le gaz vendu au Brésil. Source : *Los Tiempos*, 2004 (édition du 23 avril 2004).

1. Jose Sergio Gabrielli, directeur financier de Petrobras a ajouté les découvertes de gaz dans la baie de Santos ne remplaceront pas les importations boliviennes. Voir Khalip, 2005.
2. Un accord de coopération énergétique existe entre la Bolivie et l'Argentine depuis 1970.
3. L'expression est de Hugo Chavez, le président du Venezuela.

tionnisme nord-américain dont témoigne l'échec de la zone de libre-échange des Amériques. L'évolution future de la situation gazière nous apprendra donc si l'intégration régionale (Sud-Sud) pourra prendre le pas sur l'intégration continentale (Sud-Nord), longtemps prédominante.

En juin 2005, les membres du MERCOSUR tentent de relancer la dynamique régionale. Ils proposent un plan d'intégration énergétique qui associerait les pays andins et le cône Sud. Un gazoduc partirait du gisement de Camisea (au Pérou) en direction du port chilien de Tocopilla, puis vers les marchés brésiliens, argentins et uruguayens. D'abord conçu pour éviter la Bolivie, ce plan énergétique a finalement démontré qu'elle était devenue incontournable. Le Pérou refuse de participer au Gazoduc sud-américain si la Bolivie n'y prend pas part. Le 25 juillet, le ministre bolivien des Affaires étrangères annonce officiellement que son pays accepte d'y participer. Les différents pays partenaires ont été sans doute rassurés par cette décision, car le Pérou était loin de pouvoir assurer l'approvisionnement énergétique pour tout le cône Sud – surtout depuis qu'il s'apprête à signer un contrat avec le Mexique. Ainsi, la Bolivie qu'on avait souhaité écarter, se révèle être, en raison de ses grandes réserves de gaz, incontournable. Pour la première fois de son histoire, sa vocation continentale semble en passe d'être reconnue par ses voisins... au moment même où elle est contestée de l'intérieur par les tenants d'un développement auto-centré. Ce mouvement de balancier est riche d'enseignements sur les effets contradictoires d'une intégration qui est d'autant plus menaçante qu'elle révèle la nécessaire solidarité des économies nationales.

## **Bibliographie**

- *Los Tiempos*, 2004, « Precio del gas a Argentina abre posible rebaja a Brasil », Sucre, 23/04/2004.
- *Gazeta Mercantil*, 2005, « Gás Natural pode acelerar a integração do Cone Sul », São Paulo, 22/06/2005.
- BEZAT Jean-Michel, *Le Monde*, 2005, « La carte énergétique en Amérique du Sud est en plein bouleversement », 09/06/2005.
- CEPAL, 2003, *Sostenibilidad energética en América Latina y el Caribe: el aporte de las fuentes renovables*, Rapport commandé par Proyecto CEPAL/GTZ « Promoción del Desarrollo Económico en América Latina y el Caribe, por medio de la Integración de Propuestas de Políticas Ambientales y Sociales », 80 p. Disponible sur : <http://www.eclac.cl/publicaciones/RecursosNaturales/6/LCL1966PE/Lcl.1966e.pdf>.
- DE OLIVEIRA Adilson, *O. Estado S. Paulo*, 2005, « Energia autarquia ou integração? », São Paulo, 06/05/2005.

- GROUP MEDIA & PUBLISHING, 2004, *Statistical Review of World Energy*, Rapport commandé par British Petroleum, June 2004, London, Disponible sur : <http://www.bp.com/genericsection.do?categoryId=92&contentId=7005893>.
- GUALDONI Fernando, *El País*, 2005, « Los bolivianos luchan por su petróleo », Madrid, 20/06/2005.
- KHALIP Andrei, *Reuters*, 2005, « Petrobras says Bolivia taxes could hurt investment », Rio de Janeiro, 17/05/2005.
- NATURAL GAS REGULATION, 2004, *Year in Review Summary (2004)*, Focus Report, Rapport commandé par Office of Fossil Energy, Department of Energy, Avril 2005, Washington, Disponible sur : <http://www.fe.doe.gov/programs/gasregulation/analyses/Focus/4th04foc.pdf>
- PERRIER BRUSLÉ Laetitia, 2005, *La dernière frontière, loin des Andes, trop près du Brésil. La frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie*. Thèse de doctorat de géographie (nouveau régime), Institut de Géographie, Université Paris 1, Paris, sous la direction de POURTIER, R. 734 p.
- PERRIER BRUSLÉ Laetitia, et ROUX Jean-Claude, 2003, « Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie : entre mondialisation et souveraineté perdue », in *Les Annales de Géographie* 112 n°630, p. 167-187.
- RITTNER Daniel, *Valor*, 2005, « Governo brasileiro recebe mal a nova legislação », São Paulo, 19/05/2005.
- ROUX Jean-Claude, 2006, In *Territoire et mondialisation dans les pays du Sud*, Édité par Mesclier, E., et Lombard, J. Paris : IRD *La main mise du monde sur le gaz bolivien (à paraître)*.
- SCHENK Christopher J. 2001, *Evaluación de los recursos potenciales del petróleo y gas, en Centro y Suramérica*, 2<sup>e</sup> éd. Denver, Co. USGS. 2 p. (Fact sheet (Geological Survey (U.S.)) ; FS-01-038). Disponible en ligne <http://pubs.usgs.gov/fs/fs-0038-01/>
- SIEE (SISTEMA DE INFORMACIÓN ECONÓMICA-ENERGÉTICA), 2004, *Energía en cifras*, Rapport commandé par OLADE, Quito, 12 p. Disponible sur <http://www.olade.org.ec/documentos/Plegable%20Siee2004.pdf>.
- THÉRY Hervé, et APARECIDA DE MELLO Neli, 2003, *Atlas du Brésil*, Montpellier, CNRS, GDR Libergéo, La Documentation française, 302 p.
- VICE MINISTERIO DE ENERGIA Y HIDROCARBUROS, 1999, *Energy in Bolivia, La Paz*, UPI, 12 p. (Bulletin d'information quadri-annuel du vice-ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures).



# Le tourisme : prisme d'observation de quelques réalités latino- américaines passées et présentes

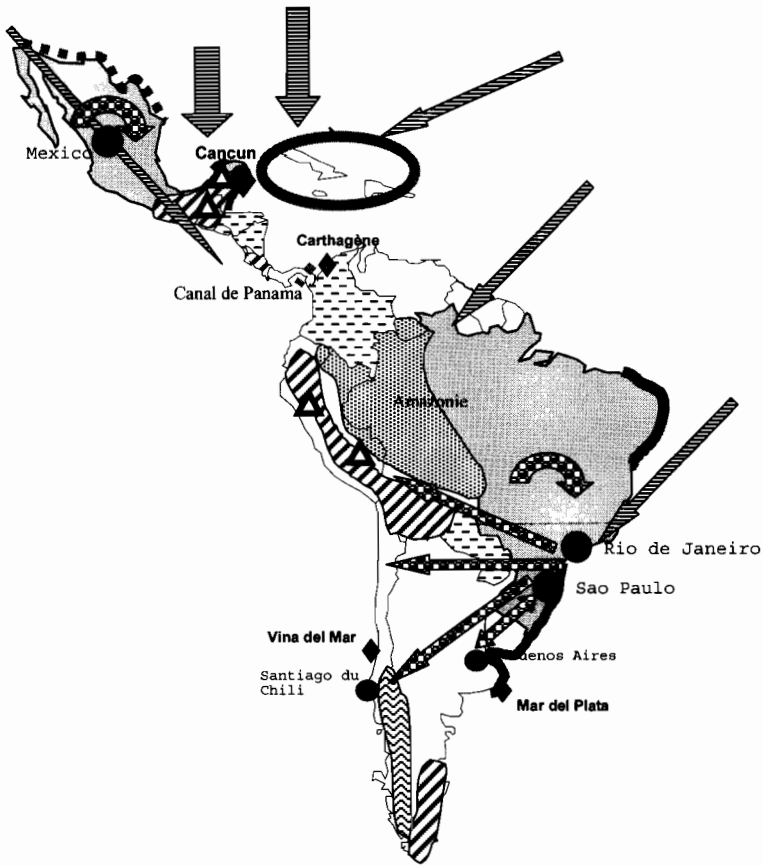
**Nathalie Raymond**

Professeur agrégé de géographie au lycée J. Dautet, La Rochelle

Cette contribution n'a pas pour ambition de faire une synthèse quantitative et typologique du « tourisme en Amérique latine », ni d'en étudier les divers impacts, mais bien davantage d'apporter un éclairage distinct sur les sociétés latino-américaines observées à travers le prisme du tourisme. Ainsi, évoquer les flux touristiques revient, dans cette perspective, à s'intéresser aux touristes eux-mêmes, en particulier les Latino-Américains qui sont bien plus nombreux à se déplacer chez eux que les touristes en provenance du Nord. Revenir sur quelques grandes lignes de l'histoire touristique de certains pays c'est revisiter l'histoire récente du sous-continent et notamment ses liens avec les États-Unis. Voir l'intérêt affiché aujourd'hui pour cette activité par les acteurs locaux, c'est mettre le doigt sur quelques évolutions économiques et sociales très récentes qui font peser de nouvelles contraintes sur les sociétés et par là même, sur le tourisme comme facteur de développement. Enfin, observer les pratiques différenciées des touristes, c'est retrouver quelques éléments constitutifs des sociétés latino-américaines, au premier rang desquels la ségrégation raciale et socio-spatiale.


De nombreux autres thèmes mériteraient d'être abordés. Nous nous limiterons toutefois ici au survol de ces quelques points en espérant ainsi initier une relecture tant des sociétés latino-américaines et de leur histoire récente que de la méthodologie de recherche sur le thème du tourisme. Les exemples sont pris pour l'essentiel en Amérique centrale et andine (figure n°1).

Figure n°1 : Le tourisme en Amérique latine



**Légende.**

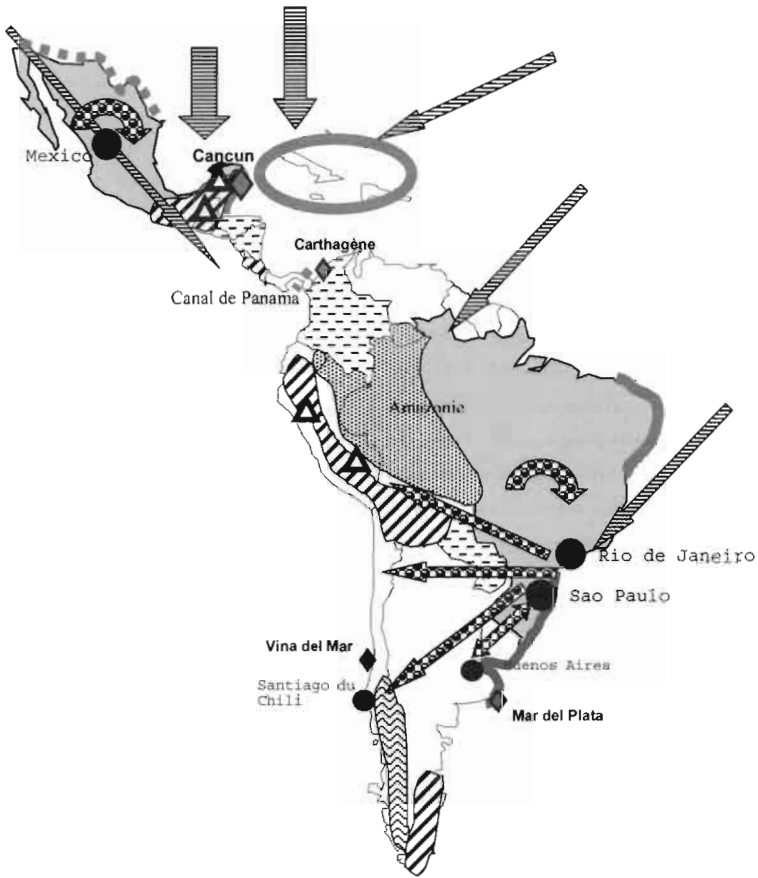
**Une fréquentation touristique distincte.**

-  Flux touristiques en provenance du Nord.
-  Principal pays récepteur de touristes internationaux.
-  Angle mort du tourisme international
-  Principal pôle émetteur de touristes nationaux, régionaux et internationaux
-  Flux de tourisme régional
-  Tourisme interne important

**Différentes pratiques et lieux touristiques.**







-  Tourisme « culturel », ethnique, historique, de nature, surtout international
-  Patrimoine culturel préhispanique important.
-  Réserve d'espace tropical, développement de l'écotourisme
-  Pratiques de sport d'hiver, surtout national et régional.
-  Tourisme balnéaire dominant.
-  Station balnéaire
-  « Tourisme » d'achats, dynamique de zone franche.

Figure n°1 : Le tourisme en Amérique latine



**Légende.**

**Une fréquentation touristique distincte.**

-  Flux touristiques en provenance du Nord.
-  Principal pays récepteur de touristes internationaux.
-  Angle mort du tourisme international
-  Principal pôle émetteur de touristes nationaux, régionaux et internationaux
-  Flux de tourisme régional
-  Tourisme interne important

**Différentes pratiques et lieux touristiques.**

-  Tourisme « culturel », ethnique, historique, de nature, surtout international
-  Patrimoine culturel préhispanique important.
-  Réserve d'espace tropical, développement de l'écotourisme
-  Pratiques de sport d'hiver, surtout national et régional.
-  Tourisme balnéaire dominant.
-  Station balnéaire
-  « Tourisme » d'achats, dynamique de zone franche.

## Le tourisme en Amérique latine : quelques chiffres... et leurs limites

Avant d'aborder une approche un peu plus originale, quelques rappels statistiques « classiques » ne sont pas superflus.

### Un poids économique variable et des flux globalement peu importants

Mesurer le poids économique du tourisme demeure un casse-tête pour la comptabilité nationale. Très peu de pays en Amérique latine ont, à l'image du Mexique, cherché à identifier clairement ses impacts économiques. Généralement, l'activité, fondue dans les services (hébergement, transports, restauration) est impossible à isoler. On se contente alors d'évoquer les entrées de devises apportées par les étrangers. Elles sont souvent essentielles dans les pays faiblement industrialisés de la zone, occupant entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> rang des exportations<sup>1</sup>. Au Mexique, le tourisme représente environ 8 % du PIB et 5 % de la main-d'œuvre employée, le solde positif de la balance touristique compense en partie celui négatif de la balance commerciale. Ce poids économique est fonction des entrées de touristes sur le territoire national. Ces flux de fréquentation peuvent être résumés sous la forme de tableaux statistiques (tableau n°1).

**Tableau n°1 : L'évolution du « tourisme » international dans les Amériques  
1990-2003**

	Arrivées de « touristes » internationaux (millions)						Part (%) 2003	Variation %	
	1990	1995	2000	2001	2002	2003		02/01	03/02
<i>Monde</i>	451	545	686	684	703	691	100	2,8	-1,7
<i>Amériques</i>	91,7	109	128,2	122,2	116,6	113	16,4	-4,5	-3,1
Amérique du Nord (1)	71,7	80,7	91,5	86,4	83,2	77,4	11,2	-3,6	-7
Caraïbes	11,4	14	17,2	16,9	16,1	17,1	2,5	-4,8	6,1
Amérique centrale	1,9	2,6	4,3	4,4	4,7	4,9	0,7	6,5	4,2
Amérique du Sud	6,6	11,7	15,2	14,5	12,6	13,6	2	-12,8	7,9

Source : d'après les données de l'Organisation mondiale du tourisme de septembre 2004.

(1) Le Mexique, en raison de son appartenance à l'ALENA est classé avec les pays d'Amérique du Nord.

1. Pour plus de précisions sur la part du tourisme dans les exportations, se reporter aux statistiques de la CEPAL : ECLAC, *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean*, 2004 p. 172. (<http://www.eclac.cl/publicaciones/Estadisticas>).

Nous pouvons compléter cette approche globale par le détail de quelques pays (tableau n°2). Le lecteur fera lui-même ses commentaires quant à l'évolution récente de ces statistiques et la faible part que représente l'Amérique latine dans l'ensemble des flux touristiques mondiaux. Il nous semble plus important de réfléchir à la signification de ces données et d'émettre quelques réserves quant à leur intérêt réel.

**Tableau n°2 : Flux et revenus touristiques  
dans quelques pays d'Amérique latine**

	Arrivées de « touristes » internationaux (millions)						Part des revenus touristiques dans total exportations (2003)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	
Mexique	17,1	20,2	20,6	19,8	19,7	18,7	5,3 %
Brésil	1,09	1,99	5,3	4,77	3,8	n.d	3 %
Pérou	0,64	0,87	1,41	1,45	1,43	n.d	8,7 %
Costa Rica	0,43	0,78	1,09	1,13	1,11	1,24	15,8 %
Guatemala	0,51	0,54	0,83	0,83	0,86	0,88	15,1 %

Source: ministères ou institutions chargés du tourisme dans chacun des pays. Statistiques de la CEPAL.

### **Des statistiques à prendre avec précaution...**

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) entend par « touriste » toute personne qui va séjourner dans le pays au moins 24 heures et au plus 90 jours et dont les motifs de voyage peuvent être groupés en loisirs (agrément, vacances, santé, études, religion et sports) ou affaires, famille, mission, réunions. Cette définition est très large. Les statistiques officielles du Mexique font la distinction selon les motivations. En 2001, des 19,8 millions de « touristes OMT » entrés dans le pays, 6 millions (seulement) sont entrés avec le motif « loisir » (de « vrais touristes »). Autre exemple permettant de comprendre l'écart qui peut exister entre les données officielles et la réalité du tourisme international dans le pays : en 2002, le Pérou recevait officiellement 1,4 million de « touristes internationaux », mais Machu Picchu, le cœur touristique du Pérou où l'on estime que se dirigent environ 75 % des « vrais touristes », ne recevait que 236 000 visiteurs étrangers. Il convient donc d'être très prudent dans l'utilisation de ces statistiques officielles qui à l'évidence surestiment largement la réalité du tourisme international. D'autre part, on aurait tendance à imaginer que le tourisme en Amérique latine serait essentiellement un tourisme international Nord-Sud ; or, il n'en est rien.

## **L'existence d'un tourisme national et régional plus important que celui en provenance du Nord**

Au Pérou, les 7 % de personnes qui déclarent prendre des vacances représentent bien plus que les 300 000 « vrais touristes » que reçoit annuellement le pays<sup>1</sup>. Depuis la fin des années 1990, environ le tiers des visiteurs de Machu Picchu sont des Péruviens. En 2001, près de 55 % des visiteurs des aires protégées costariciennes étaient des nationaux. Au Mexique, en 2000, sur les 9,5 millions de visiteurs des zones archéologiques que compte le pays, 6,3 millions (soit les 2/3) étaient des nationaux. Les hôtels de ce pays ont accueilli la même année 47 millions de nationaux pour 12 millions d'étrangers.

Ces données nous indiquent un fait majeur : le tourisme en Amérique latine est avant tout le fait des Latino-Américains et le tourisme interne, national ou régional, est plus important que le tourisme international, en termes de flux et de distribution sur le territoire. Toutefois, ses impacts économiques sont très rarement étudiés dans la mesure où la vision dominante sur place associe « touriste » à « étranger ». Ce qui est sûr, c'est que les dépenses faites par les nationaux lors de leurs déplacements de loisirs entretiennent un secteur économique qui est souvent à l'écart du tourisme international. En effet, pour peu qu'on les étudie, on observe que les pratiques touristiques des nationaux diffèrent sur plusieurs points de celles des étrangers.

## **De la nécessité d'introduire des observations de terrain pour comprendre la réalité du tourisme en Amérique latine**

En quelques mots, le tourisme des étrangers en provenance du « Nord », revêt la forme dominante du circuit, organisé ou libre, sur un ou deux pays frontaliers, d'une à trois semaines, et intègre les lieux emblématiques de la culture de ces pays (sites archéologiques, marchés indigènes, lieux de production de l'artisanat, villes coloniales) et/ou des espaces « naturels » remarquables pour leurs paysages et/ou leur faune et leur flore (Andes, forêt tropicale, îles et littoraux particuliers). Il est plus rarement un tourisme de séjour balnéaire à l'exception notable du Mexique (Cancun, Playa del Carmen), des Caraïbes et ponctuellement du Costa Rica ou du Honduras. Existente également d'autres formes plus marginales, de tourisme mystique dans la vague *new age* par exemple ou encore de voyageurs qui restent plusieurs

---

1. Chiffre calculé à partir des entrées de Machu Picchu et d'une estimation, résultat d'une enquête, selon laquelle 75 % des touristes étrangers visitent la cité sacrée des Incas.

mois et « font » plusieurs pays<sup>1</sup>, ce que « font » aussi nombre de Japonais mais, en quelques jours. Les hautes saisons sont décembre-janvier pour les Nord-Américains et juillet-août pour les Européens.

Les Latino-Américains pour leur part, se déplacent pour des périodes plus réduites, dépassant rarement la semaine, lors des périodes festives du calendrier (fin d'année, semaine sainte, fêtes de l'Indépendance et autres jours fériés). Ils choisissent un lieu particulier et n'en bougent guère que pour rayonner éventuellement aux alentours. Ils se déplacent par leurs propres moyens, utilisent lorsque c'est possible, l'hébergement dans la famille ou chez des amis, ou adoptent des solutions d'hébergement adaptées à leur budget et leurs pratiques. Ils recourent éventuellement aux services d'une agence de voyage locale afin de leur faciliter la visite de sites. Les lieux qu'ils choisissent ne sont pas nécessairement ceux promus au niveau international. Ils répondent à des motivations culturelles (lieux emblématiques de l'identité nationale), religieuses (pèlerinages) ou de distraction (parcs, plages) assez distinctes de celles des touristes étrangers. Parfois ces lieux se recoupent, mais même à l'échelle locale, les pratiques divergent souvent (dans les visites réalisées, les hôtels et restaurants fréquentés). Les nationaux sont également amateurs de « paquets » tout inclus dans des « resorts » balnéaires quand l'organisation locale s'y prête comme c'est le cas au Mexique (pour Acapulco et Cancun principalement), au Costa Rica ou encore au Panama. Les « paquets » en Floride (Miami, Orlando) sont également recherchés. Ces formules sont toutefois réservées à une élite économique mais séduisent, par imitation, les classes moyennes.

Ces pratiques distinctes font que les espaces du tourisme international et ceux du tourisme national divergent tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale et que les acteurs économiques et sociaux ne sont pas non plus les mêmes<sup>2</sup>. Le tourisme en Amérique latine est donc une réalité plus complexe que celle engendrée par la seule présence des touristes en provenance du « Nord » et mesurée par les statistiques officielles. Cette fréquentation en provenance du Nord, perçue dans sa réalité historique est toutefois riche d'enseignement sur un autre point : celle de la place de l'Amérique latine au gré des modes touristiques et plus largement sur la scène géopolitique mondiale.

---

1. Ex : de jeunes Israéliens à l'issue de leur service militaire.

2. Raymond, 2001a ; 2002.

## L'Amérique latine entre modes touristiques et réalités géopolitiques

### Une fréquentation d'abord liée à l'accès

Cette brève histoire touristique concerne de manière privilégiée l'Amérique centrale et andine et ne commence guère qu'au XX<sup>e</sup> siècle, les voyageurs des époques précédentes appartenant davantage à la catégorie des aventuriers ou des scientifiques. Jusque dans les années 1950-1960, l'accès au monde latino-américain se fait essentiellement par les voies terrestres et maritimes. Les voyageurs, nord-américains en particulier, utilisent soit les navires des grandes compagnies nationales implantées dans les pays producteurs de fruits tropicaux comme ceux de la United Fruit Company (sa « Grande flotte blanche ») en Amérique centrale, soit les compagnies de transport maritime (Grace Line par exemple) qui desservent l'essentiel des ports d'Amérique latine. Le prix du billet réserve toutefois le voyage à une minorité de privilégiés. Dans les années 1930, dans la logique du panaméricanisme très en vogue, l'accent est mis sur la construction d'une route panaméricaine destinée à relier tous les pays du continent américain entre eux. L'accès terrestre au Mexique en est facilité, il demeure toutefois long et difficile d'aller plus au Sud. Les touristes étrangers sont donc peu nombreux. Le développement de l'aviation commerciale permet l'augmentation des flux, *a fortiori* quand des vols charters se mettent en place. C'est le cas au Pérou par exemple à la fin des années 1960, avec un développement massif entre 1972 et 1975 où l'accès à ces contrées éloignées se démocratise. De nombreux jeunes touristes nord-américains, européens, notamment français, des hippies et intellectuels de gauche, emboîtent le pas à leurs coreligionnaires latino-américains qui, dès les années 1950, ont commencé à parcourir les chemins de l'Amérique du Sud afin de connaître, en les vivant, les réalités sociales du sous-continent<sup>1</sup>. Certains n'en repartiront plus. Souvenons-nous que les années 1970 sont celles de la contestation du modèle de la société de consommation. Les sociétés du Sud, perçues comme primitives, sont alors idéalisées comme autant de paradis perdus. Il s'agit d'expérimenter leurs modes de vie. Plus le voyage est éprouvant, plus il est réaliste et donc authentique. Parfois les promesses de paradis artificiels font également partie du voyage et confirment le succès de destinations telles que Lima ou Katmandou. Des motiva-

---

1. Le plus connu d'entre eux : Ernesto Guevara...



tions d'ordre politique se mêlent ponctuellement aux considérations sociologiques ou anthropologiques. C'est ainsi qu'à la fin des années 1960 au Pérou, suite à la Réforme agraire des Généraux au pouvoir, les coopératives de la région de Cuzco sont au cœur d'une sorte de tourisme politique qui est surtout le fait d'intellectuels de gauche européens, tiers-mondistes, qui cherchent à apprécier une expérience nationaliste, relativement anti-américaine, autoritaire mais sociale, en tout cas originale dans le paysage politique latino-américain de l'époque.

Ces voyageurs qui s'inscrivent dans une vision particulière des relations Nord-Sud côtoient un tourisme plus classique qui est notamment le fait de riches Nord-Américains, se déplaçant en sauts de puce d'un site à un autre, parfois sur plusieurs pays, pour une semaine, ne cherchant ni l'inconfort ni le contact avec les autochtones. Entre ces deux extrêmes, des agences commercialisent des produits intermédiaires associant les aspirations à l'authentique des premiers et la recherche d'un confort minimum. L'agence Nouvelles Frontières en France se positionne fortement sur le marché andin avec des circuits de 3 à 4 semaines orientés vers la découverte des réalités latino-américaines<sup>1</sup>.

### **Les transformations de la décennie 1980**

Durant les années 1980, un changement s'opère qui est à mettre en relation avec la transformation de la situation économique et sociale dans les pays émetteurs de touristes. Les chocs pétroliers et la récession transforment les conditions et les finalités du voyage. Les vols charters disparaissent, les prix augmentent, inversant les tendances à la démocratisation du voyage vers l'Amérique latine constatées dans la décennie précédente. Dans des sociétés en proie à l'angoisse du chômage et au malaise urbain, le voyage doit permettre une « récréation<sup>2</sup> » à travers un changement d'air confortable. Il ne s'agit plus de souffrir pour atteindre l'authentique et encore moins de sentir la souffrance d'autrui, mais plutôt de s'évader vers des lieux atemporels, non contaminés par les vicissitudes du présent, si possible en relation avec un passé mythique ou alors orientés vers la seule décontraction.

Ce dernier point alimente le développement d'un tourisme de type balnéaire (figure n°1) associé aux célèbres 4S (*Sea, Sand, Sex, Sun*) dont vont profiter les plages de l'ensemble caribéen. La station de Can-

---

1. N.F. propose par exemple, en 1980, un circuit Pérou-Colombie avec comme photo illustrative un enfant des rues.

2. EQUIPE MIT, 2002.

cun au Mexique, initiée par l'État à la fin des années 1960, connaît alors un fort développement, détrônant progressivement celle d'Acapulco rendue célèbre quelques décennies auparavant par les stars d'Hollywood. Globalement, ce développement du tourisme balnéaire ne profite guère aux plages du Pacifique. Leur sable noir ou gris, les courants froids (ex : celui de Humboldt) et les vagues souvent fortes ne correspondent en effet pas aux critères des paradis tropicaux avec mer turquoise et sable blanc. Du Mexique au Chili, aucune grande station balnéaire ne s'impose comme Cancun au niveau international. Viña del Mar au Chili ou Mar del Plata en Argentine ne s'appuient que sur un tourisme national, voire régional.

Parallèlement, deux « produits » forts sont confirmés au niveau du système touristique mondial avec des répercussions fortes sur plusieurs pays d'Amérique latine : la Nature et l'Histoire, associés aux notions de Patrimoine mondial de l'humanité, naturel et culturel. La durée des vacances se réduisant, les sites identifiés par l'UNESCO servent de repères à l'élaboration de nouveaux circuits plus courts, plus compacts. Enfin, la recherche de confort implique une meilleure organisation et une qualité accrue dans l'hébergement et les transports dont certains se spécialisent pour le tourisme. Dans le cas précis du Pérou, nous assistons à une transformation nette de l'image touristique du pays. L'Indien n'intéresse plus que dans la mesure où il est le descendant mythique des Incas et s'il vit comme ses illustres ancêtres. Le passé devient plus intéressant que le présent, l'aventure quant à elle se doit maintenant d'être confortable et bien organisée. Une bonne organisation est d'autant plus nécessaire que les conditions de voyage se sont dégradées avec le passage à la lutte armée du Sentier lumineux en 1982 et la crise économique et sociale du pays. Des pans entiers de l'espace touristique péruvien disparaissent. Le « circuit sud » épargné par le terrorisme, s'impose (Lima, Nazca, Arequipa, Puno, Cuzco), autour des sites mis en lumière par l'UNESCO. Très peu de touristes se risquent hors des sentiers battus. Le cas du Pérou illustre que la récupération du patrimoine par le tourisme est marquée par les circonstances politiques et la situation interne du pays. Au moment où se produit cette cristallisation tourisme-patrimoine au niveau mondial, l'Amérique latine entre dans une décennie difficile que de nombreux observateurs qualifieront *a posteriori* de « perdue ». Les destinées différenciées à l'échelle continentale, régionale ou même locale sont à l'origine d'une sélection et d'une réorganisation des espaces touristiques.

La décennie 1980 est en effet politiquement tourmentée dans presque tous les pays d'Amérique latine qui connaissent des dictatures militaires ou des mouvements de guérilla, le tout sur fond de reprise de la guerre froide avec l'arrivée au pouvoir de R. Reagan en 1981 aux États-Unis. La victoire des Sandinistes au Nicaragua en 1979 et l'opposition des *Contras* soutenue par les Américains, les guérillas au Guatemala et au Salvador plongent le nord de l'isthme centraméricain dans la violence. Le Panama est quant à lui soumis à la dictature de Noriega. Seul le Costa Rica est épargné, mais son image est affectée dans un premier temps par la dégradation généralisée de la situation centraméricaine. La situation des pays andins n'est guère plus enviable. La guerre civile se propage en Colombie, les mouvements de guérillas maoïstes se diffusent au Pérou. Une guerre oppose ce dernier à l'Équateur en 1982-1983. La Bolivie et l'Argentine émergent de dictatures militaires sanglantes et sont confrontées à la crise économique, tandis que le Chili est toujours sous la coupe de Pinochet. L'affirmation des sites du Patrimoine mondial de l'humanité comme destinations touristiques se heurte donc aux circonstances et trois cas de figure s'observent.

Le premier, le plus commun, est que la récupération par le tourisme n'a pas lieu. Elle est différée, conditionnée par le retour à la sécurité. La violence politique, la présence de militaires au pouvoir, la situation de guerre civile contribuent à la dégradation de l'image et la présence d'un patrimoine naturel ou historique passe complètement inaperçue. Des pays qui avaient commencé à s'affirmer comme destination touristique disparaissent (la Colombie par exemple), les autres ne parviennent pas et n'essaient même pas vraiment de promouvoir leur potentiel (c'est le cas de l'Amérique centrale à l'exception du Costa Rica). Les priorités sont clairement ailleurs. Dans le deuxième cas, la force du patrimoine est telle que la récupération s'adapte aux circonstances, contournant les zones dangereuses. C'est le cas du Pérou on l'a déjà vu, loin de s'interrompre, le tourisme se réorganise et se simplifie. Les Andes centrales, pourtant connues pour le célèbre « train le plus haut du monde » disparaissent au début des années 1980, du fait de l'extension du mouvement maoïste à partir d'Ayacucho, son foyer initial. Le Parc national Huascarán et le site archéologique de Chavin localisés plus au nord, mais dans le prolongement de cet axe central ne profitent pas de leur classement au patrimoine mondial de l'UNESCO. En revanche, celui-ci contribue à asseoir le circuit sud qui contourne la région touchée. Une coexistence pacifique s'établit entre touristes et

« terroristes », les espaces des uns et des autres ne se superposent plus. Enfin le cas du Costa Rica est intéressant car la récupération par le tourisme du patrimoine naturel profite des circonstances régionales troublées. Pour résumer, le Costa Rica jusqu'au milieu des années 1980 n'avait pas d'identité touristique claire. Il avait été inséré dans des circuits centraméricains pour ses promesses de pêche, ses plages et éventuellement ses volcans actifs. Nul ne pensait que ses parcs, déjà en place pour nombre d'entre eux depuis le début des années 1970 étaient susceptibles d'attirer les foules. Confronté au défi de s'individualiser comme destination touristique unique, alors que les circuits centraméricains disparaissent et que l'image de l'isthme se dégrade, la cristallisation tourisme-patrimoine naturel à travers l'émergence de « l'écotourisme » au milieu des années 1980 offre au Costa Rica l'occasion de se positionner dans ce champ émergent. Jouant sur son image séculaire de petit pays neutre, démocratique, pacifique, éduqué, sans armée et en plus soucieux de la protection de l'environnement, récoltant les fruits de ses efforts antérieurs de promotion aux États-Unis, le Costa Rica va bénéficier des malheurs de ses voisins immédiats à un moment où les Nord-Américains recherchent une nature tropicale proche, facilement accessible et sûre. Les autres pays de l'isthme qui possèdent un patrimoine naturel à peu près équivalent en termes de biodiversité sont infréquentables et orientent irrésistiblement les candidats au voyage vers le Costa Rica, pourtant lancé sur la voie d'une destruction massive de ses forêts<sup>1</sup>. Le décollage écotouristique se produit entre 1985 et 1987 et depuis lors, le Costa Rica, qui a pris conscience qu'il fallait préserver la nouvelle poule aux œufs d'or est devenu une référence mondiale en termes d'écotourisme. Son principal slogan est *no artificial ingredients*. Depuis quelques années, ses voisins immédiats essaient de s'inspirer de l'expérience, avec toutefois certaines difficultés. Il faut dire que depuis quelques années, le tourisme s'inscrit dans un nouveau contexte où les tensions ont changé de nature.

### **Un contexte national et international renouvelé qui fait peser de nouvelles contraintes sur le développement touristique**

La généralisation des systèmes démocratiques, la fin de la guerre froide et des conflits internes (à l'exception de la Colombie) ont ouvert les possibilités d'un développement touristique. Toutefois et contrairement aux vœux des populations locales, l'arrivée des touristes avec

---

1. Molina, 2002 : 108.

le retour à la paix n'est pas automatique. En ce qui concerne les pays centraméricains, l'avance prise par le Costa Rica dans le secteur de l'écotourisme rend difficile leur positionnement, alors que de nouveaux maux ont fait leur apparition. À la violence politique s'est substituée la délinquance commune qui prend souvent pour cible les touristes. Les avis lancés aux voyageurs se rendant dans la plupart des pays d'Amérique latine, que ce soit par le département d'État américain et son fameux « *travel warning*<sup>1</sup> » ou par les autres ministères des Affaires étrangères ont un effet dissuasif certain. De nombreux guides mettent également en garde les voyageurs, s'appuyant sur la réalité d'attaques de touristes (symboles de richesses) en certains endroits bien identifiés. Les centres historiques des grandes villes latino-américaines ont très mauvaise réputation et induisent des pratiques touristiques spécifiques, qui soit contournent ce patrimoine lorsqu'il est faible, soit l'intègrent à une visite rapide au cours de laquelle les touristes s'éloignent peu de leur bus. La délinquance commune est donc un facteur nouveau qui pèse sur le développement touristique, mais ce n'est pas le seul. Ce qui est sous-jacent à cette délinquance commune, à savoir la pauvreté, l'accroissement des inégalités, le retrait de l'État, la crise du prix des produits agricoles (café en particulier) et des matières premières, définissent de nouvelles pressions sur l'activité touristique qui se doit, plus que jamais, d'être rentable. On le voit par exemple au Guatemala. Dans un contexte économique difficile lié à la baisse des prix du café, où l'État est impuissant, miné par la corruption, sans ressources, où il existe une oligarchie arrogante non disposée à abandonner le moindre de ses privilèges, où la ségrégation raciale est un « *élément historico-structurel de la société guatémaltèque*<sup>2</sup> », les populations, encore majoritairement rurales et indigènes vivent difficilement. Elles attendent souvent beaucoup de l'extérieur, que ce soit des multiples coopérations internationales qui quadrillent le pays ou des touristes étrangers. Dans des situations de ce type, le tourisme fait figure d'activité salvatrice. Il est de plus en plus fréquemment une composante attendue par les populations locales des projets de développement, en association avec des efforts de protection du patrimoine, notamment de la biodiversité. Les espoirs sont souvent déçus. Les ambitions affichées sont sans rapport avec la réalité, ayant davantage comme objectif de drainer des financements internationaux susceptibles d'assurer la subsis-

---

1. Il s'agit d'une mise en garde officielle qui vise à dissuader les voyageurs de se rendre dans le pays concerné pour des raisons de sécurité. En septembre 2005, 26 pays figurent sur cette liste, parmi lesquels la Colombie pour le sous-continent latino-américain.

2. Casaus Arzu, 1992.

tance d'une multitude d'acteurs institutionnels que de promouvoir réellement un développement local par le tourisme.

En effet, il faut souligner, qu'en liaison avec la mondialisation et « l'internalisation » du global dans le local<sup>1</sup>, les acteurs impliqués dans ces projets touristiques se multiplient. On y retrouve des acteurs issus des formes locales d'organisations (municipalités, associations, communautés), du secteur privé local ou national, voire transnational (entreprises ou individus), des institutions nationales plus ou moins décentralisées (de gestion des ressources naturelles, de tourisme, de planification, etc.), d'institutions transnationales (ONG, associations de défense variées), d'institutions internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, UE, coopérations diverses) qui sont avec les États derrière de vastes projets régionaux ou continentaux (Plan Puebla-Panama, Corridor biologique mésoaméricain, ALENA, ZLEA). À cette complexité visible s'ajoute la participation des grandes forces plus ou moins occultes que sont traditionnellement l'armée et plus récemment les mafias de la drogue. Une fois de plus, en observant le tourisme, on se retrouve face aux réalités incontournables de l'Amérique latine. En observant les pratiques des touristes, c'est une autre réalité qui apparaît, celle de la ségrégation raciale et socio-spatiale.

## **Le tourisme : prisme d'observation des processus ségrégatifs. Le cas du Guatemala**

Pour peu qu'on sache l'observer, la plage au Guatemala est un microcosme de la société guatémaltèque et de ses blocages. La côte pacifique avec ses plages de sable noir bordées d'un océan tumultueux ne se prête pas à un tourisme balnéaire international. Ce sont donc des visiteurs nationaux et étrangers (résidant dans le pays ou étudiants des nombreuses écoles d'Espagnol) qu'elle accueille pour de courts séjours de fin de semaine et lors des périodes festives et jours fériés. Toutefois cet accueil se fait selon une stricte séparation spatiale, qui fait que les différents types de visiteurs sont rarement appelés à cohabiter. Cette sélection des espaces se fait de manière logique, essentiellement en fonction de leur accessibilité.

---

1. Dollfus, 2001.

### **Une ségrégation sociospatiale déterminée par l'accessibilité**

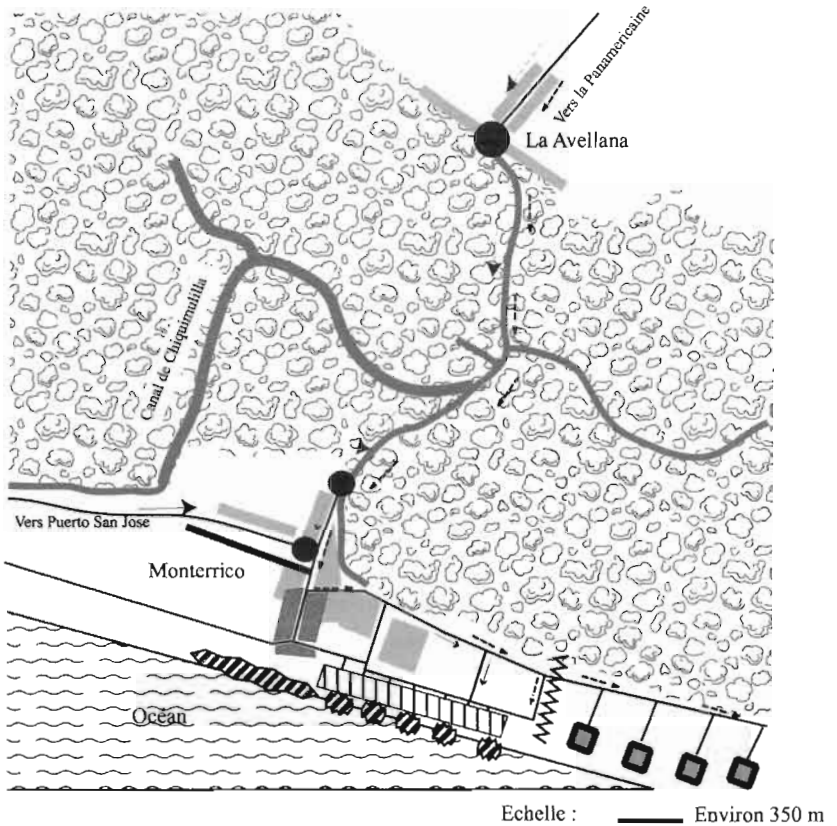
Les lieux destinés aux classes populaires se situent aux points d'arrivée des bus. Ils peuvent correspondre à des lieux anciens de fréquentation balnéaire qui se sont popularisés dans les dernières décennies (ex : les ports de San José et Champerico). De nombreuses personnes âgées aujourd'hui d'une cinquantaine d'années se souviennent, non sans une certaine émotion, de leur jeunesse et de ces sorties en famille au bord de la mer, à bord d'un train animé, rempli d'odeurs de nourriture variée qui faisaient du trajet en lui-même une source de dépaysement<sup>1</sup>. Des vestiges architecturaux tels la jetée (*el malecón*), des vieux hôtels et restaurants témoignent de cette époque passée et du changement opéré en une quarantaine d'années. Les trains ont disparu, les villes ont connu une forte croissance et une dégradation de leur paysage urbain. L'image de ces ports s'est dégradée, faisant fuir les populations aisées dotées d'un véhicule vers d'autres lieux « mieux fréquentés ». Restent alors parmi les visiteurs de ces plages les personnes dépourvues de moyen de transport privé, mais aussi celles qui, dotées de voitures restent attachées à la tradition « d'aller au port » dès qu'il fait beau. Elles se satisfont de l'accessibilité (le port San José n'est qu'à une heure de la capitale), des prix bas et de cette atmosphère populaire. Ici les séjours sont limités par l'absence de moyens économiques et de temps libre. Néanmoins, certains contournent ces obstacles en dormant sur la plage ou dans des petits hôtels pas chers. Ils emportent une partie de leur nourriture, afin de profiter dans les meilleures conditions de leur petit week-end balnéaire, lequel, bien souvent, constitue leur principale distraction de l'année, répétée éventuellement plusieurs fois entre novembre et mai.

En dehors de ces lieux traditionnels de fréquentation balnéaire aujourd'hui popularisés, il existe des lieux plus récents qui se présentent comme des enclaves destinées à une clientèle riche de Guatémaltèques et d'expatriés étrangers. C'est le cas de Las Lisas, à trois heures de route de la capitale en direction du Salvador. Les prix élevés sont un gage non de qualité, mais de tranquillité sociale alors que l'hôtel est lui-même relativement isolé.

---







1. On retrouve le même phénomène dans d'autres pays.

Figure n°2 : Tourisme et ségrégation. Le cas de Monterrico (Guatemala)







LEGENDE






Les éléments du décor

-  Mangrove et marécages
-  Océan, agité, 28°C, plages de sable noir
-  Village d'origine, torpeur tropicale
-  Voie d'eau
-  Route
-  Piste d'atterrissage

Un accès différencié

-  Transport public collectif (bus, bateau)
-  Point d'arrivée des transports en commun
-  Marche à pied (forte chaleur)
-  Acheminement privé, voiture + transbordeur

Une organisation ségréguée du bord de mer

-  Infrastructures populaires, petits restaurants, bars
-  Petits hôtels restaurants de différentes qualités, plutôt pour "routards" étrangers.
-  Propriétés privées de riches Guatémaltèques.
-  Présence sur la plage, différenciée selon les populations.
-  Barrière symbolique entre deux modes de pratiques balnéaires.



Entre ces deux extrêmes, tant socialement que géographiquement, on trouve la petite localité de Monterrico où les infrastructures n'ont cessé de se densifier depuis une quinzaine d'années sans toutefois faire réellement sortir le petit village initial de sa torpeur tropicale. Il faut dire que sa localisation entre l'océan, le canal de Chiquimulila, les marécages et la mangrove (figure n°2) limite de toute façon son expansion et son accès, qui se fait soit par terre depuis Puerto San José en longeant la côte par une petite route, soit en bac depuis La Avellana où arrive la route qui relie le site à la Panaméricaine. Le cas de Monterrico est intéressant car il combine différents types de fréquentations.

### **Sur la plage à Monterrico : chacun sa place... chacun ses activités**

On retrouve une fréquentation populaire comparable à celle de Puerto San José, qui se diffuse sur quelques dizaines de mètres depuis le point d'arrivée des transports collectifs. Des petits bars et restaurants où résonne une musique sonore se sont installés ici, dans une rue perpendiculaire à la plage, pour accueillir une clientèle locale peu fortunée, qui vient passer son samedi ou son dimanche en famille ou entre amis. Les jeux de plage (football ou volley) alternent avec les pauses rafraîchissantes et les bains qui ne se font jamais loin du bord (rares sont ceux qui savent nager) et généralement, habillés au moins d'un tee-shirt et d'un short. Le maillot de bain est assez peu utilisé, en particulier par les femmes. Il est soit considéré comme une dépense inutile, soit il ne satisfait pas les exigences de pudeur encore largement présentes dans la société. Le bain habillé est aussi un moyen de reconnaître les membres de sectes évangélistes. On cherche en outre à se protéger des rayons du soleil qu'on sait nocifs.

En se dirigeant vers le sud, on trouve une série de petits hôtels-restaurants (7 ou 8) dont l'architecture et les prix déterminent le type de clientèle dominant. Certains sont constitués de bungalows destinés plutôt aux familles guatémaltèques qui y accèdent avec leur propre véhicule souvent chargé du nécessaire pour passer un bon week-end sans nécessairement trop dépenser. Les autres établissements sont constitués de petites chambres au confort basique, peu onéreuses, destinées à de jeunes routards étrangers. L'ambiance s'y veut décontractée, voire festive. La baignade et le bronzage sont les activités principales des étrangers, qui tendent naturellement à rentabiliser l'exotisme de la situation. Ces activités se font dans des tenues légères ce qui offre un contraste assez saisissant avec la situation dominante à

quelques dizaines de mètres de distance. Ceci suscite sans doute la curiosité des locaux et motive quelques incursions vers le sud, alors que la chaleur de l'air et du sable (noir) rend assez pénibles les longues promenades sur la plage. Notons que les deux établissements les plus confortables et les plus chers sont également les plus éloignés de toute cette animation. Ils assurent la transition avec une zone plus résidentielle, faite de quelques maisons plus ou moins grandes et confortables qui s'étendent le long de la plage.

Ces maisons sont les résidences secondaires de riches Guatémaltèques qui, possédant d'énormes véhicules souvent 4X4, peuvent se déplacer sur le sable sur de plus longues distances et s'éloigner ainsi de la populace, quand ils ne viennent pas directement en hélicoptère ou en avionnette profitant des nombreuses pistes d'atterrissage des *fincas*<sup>1</sup> des alentours... Ils sont là en famille, avec leur personnel de maison, pour se reposer. Parfois, les hommes en profitent pour régler quelques détails avec leur(s) contremaître(s) quand ils sont propriétaires d'une *finca* (ou de plusieurs) proche. L'une de leurs distractions préférées consiste à arpenter la plage en *quad* entre les baigneurs et les terrasses des restaurants, ce qui leur permet d'être admirés (ou vilipendés pour le bruit qu'ils font) des deux côtés. Ils font parfois des pauses dans certains restaurants pour se rafraîchir. La baignade et le bronzage ne sont pas du tout des activités recherchées. La « démocratie guatémaltèque » étant encore largement une « pigmentocratie », l'oligarchie ne renonce pas aussi facilement à la blancheur de la peau, même s'il y a bien d'autres critères physiques qui leur permettent de se distinguer de l'indigène si méprisé, incompris et redouté<sup>2</sup>. Cet exemple, outre qu'il nous rappelle l'usage distinct des lieux touristiques par les touristes eux-mêmes en fonction de leur origine géographique et sociale et des filtres culturels que celle-ci détermine, nous introduit au cœur d'une thématique clé du tourisme en Amérique latine. Il met en effet en lumière les processus et les discours ségrégatifs qui l'accompagnent, les mêmes qui régissent le fonctionnement de la société dans son ensemble.

Les formes que prend le tourisme dans ces pays sont donc empreintes des situations internes. Cette manière d'utiliser le tourisme et les touristes s'appuie sur l'idée évidente qu'aucune activité humaine n'est déconnectée d'un contexte économique, social, politique particulier. Celui des pays latino-américains est riche et passionnant et on ne peut

---

1. Grande propriété terrienne où l'on pratique, dans cette région, la culture de la canne à sucre ou l'élevage extensif.

2. Casaus Arzu, 1992.

que se sentir frustré de ne pas avoir évoqué la question clé de l'identité, au cœur de nombreuses pratiques touristiques des nationaux, celle de la place des indigènes, marginalisés localement, mais dont l'image est vendue internationalement ; celle de l'image construite, inconsciente, subie de ces pays et l'impact de ses changements sur les flux touristiques ; celle de la violence et de ses liens avec le tourisme ; celle (plus classique) des transformations sociales, économiques, urbaines induites par le tourisme ; et celle (moins classique) des jugements opposés émis sur ces changements ; celle de la récupération politique du tourisme et des discours construits localement par les différents acteurs, etc. On le voit, dans cette contribution, seul un tout petit pan de voile vient d'être levé sur tout ce que l'on peut observer de l'Amérique latine à travers le prisme du tourisme.

## **Bibliographie**

- AISNER P., 1998, « Les effets économiques, sociaux et politiques du tourisme international. Une étude cas régionale : la ville de Cuzco, Pérou ». *Tourisme, Loisir et Société*, vol. 11, n°1 Université du Québec à Trois Rivières.
- CASAUS ARZU M., 1992, *Guatemala: linaje y racismo*, Costa Rica, FLACSO.
- CAZES G., 1989, *Les nouvelles colonies de vacances ? Le tourisme international à la conquête du tiers-monde*, Paris, L'Harmattan.
- CAZES G., 1990, *Tourisme et tiers-monde : un bilan controversé*, Paris, L'Harmattan.
- DOLLFUS O., 2001, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- EQUIPE MIT, 2002, *Tourismes 1. Lieux communs*, Paris, Belin.
- MOLINA I., PALMER, S., 2002, *Historia de Costa Rica. Breve, actualizada y con ilustraciones*, San Jose, Costa Rica, Editorial de la Universidad de Costa Rica.
- MORALES M. R., 1998, *La articulación de las diferencias o el síndrome de Maximón*, Guatemala, FLACSO.
- PASTORIZA E. (coord.), 2002, *Las puertas al mar. Consumo, ocio y política en Mar del Plata, Montevideo y Viña del Mar*, Universidad Nacional de Mar del Plata, Editorial Biblos.
- RAYMOND N., 2001a, *De Machu Picchu à Fujimori : les pays andins observés à travers leurs tourisms. Le cas plus particulier du Pérou 1960-1996*. Presses universitaires du Septentrion.
- RAYMOND N., 2001b, *Le tourisme au Pérou. De Machu Picchu à Fujimori : aléas et paradoxes*, Paris, L'Harmattan.
- RAYMOND N., 2001c, « Cuzco : du « nombril du monde » au cœur touristique du Pérou », *Cahiers des Amériques latines*, n°37, p. 121-139.
- RAYMOND N., 2002, « Tourisme national et international dans les pays andins : quelles relations ? L'exemple du Pérou », *Bull. Inst. Fr. études andines*, 31 (1) : 23-38.
- RAYMOND N., 2004b, « Las interrogantes que plantea América Latina al estudio del fenómeno turístico. » *Trace*, n°45, CEMCA.
- URBAIN J.-D., 1993, *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*, Paris, Petite Bibliothèque Payot.

# Les États-Unis : l'autre Amérique... latine ?

**Sonia Lehman-Frisch**

IUFM de Versailles

La carte politique du monde établit une limite apparemment nette entre les deux aires culturelles majeures qui se partagent le continent américain : l'Amérique latine et le monde anglo-saxon. Cette limite correspond, sur le continent, à la frontière séparant le Mexique des États-Unis, longue de 3 200 kilomètres et matérialisée par une ligne tracée sur le sol, par un mur à certains endroits, et par un fleuve, le Rio Grande. Pourtant, cette démarcation s'avère peu étanche, à l'heure où l'on évoque de plus en plus le processus de « latinisation » qui transforme les États-Unis depuis quelques décennies, et où certains s'en inquiètent ouvertement. Ainsi Samuel Huntington<sup>1</sup> a-t-il récemment décrit le processus d'hispanisation des États-Unis, qu'il assimile à une « mexicanisation », comme l'une des principales menaces grevant l'avenir de la nation et de l'identité nationale. Certes, les thèses provocatrices du célèbre politologue sont contestables et son argumentation apparaît souvent comme partielle et sans nuance<sup>2</sup>. Mais alors que ceux que l'on qualifie alternativement d'Hispaniques et de *Latinos*<sup>3</sup> connaissent une croissance démographique réellement spectaculaire, il semble légitime de s'interroger sur l'impact de cette mutation sur la société et les territoires des États-Unis. Autrement dit, il s'agit d'analyser la façon dont se manifeste l'interpénétration des mondes latins et anglo-saxons sur le sol états-unien, et de se demander dans quelle mesure les États-Unis peuvent être considérés comme l'autre Amérique ... latine.

La latinisation des États-Unis consiste d'abord en un phénomène démographique, dont il est nécessaire de préciser la mesure, la nature

---

1. Huntington, 2004.

2. Voir la réponse intéressante de J. Cohen (2004).

3. Dans cet article, on utilisera indifféremment « Hispaniques » ou « Latinos », ce dernier terme ayant cependant l'avantage de marquer l'expérience singulière des populations hispaniques sur le sol américain (on ne parle pas de *Latinos* en dehors des États-Unis).

et la répartition géographique, avant d'en examiner les fondements historiques et contemporains. Nous analyserons ensuite la façon dont cette tendance démographique marque concrètement la société et les espaces de départ et d'arrivée. Enfin, dans un pays où plus de 90 % de la population est urbaine, nous verrons comment cette nouvelle dimension latine s'inscrit d'abord au cœur des villes.

## **Les *Latinos*, première minorité états-unienne**

### **Une croissance démographique spectaculaire**

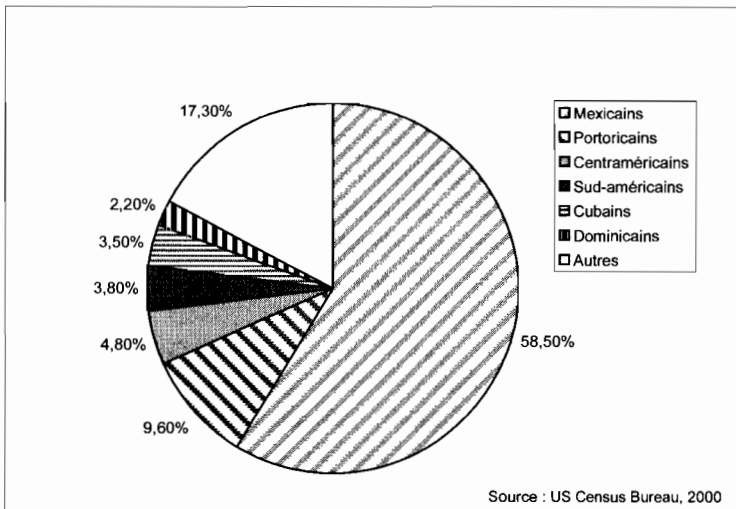
Les estimations de 2004 du Bureau du recensement établissent que 41 millions de personnes résidant aux États-Unis sont « hispaniques », soit 14 % de la population totale. Ils sont aujourd'hui la minorité la plus importante du pays, et représentent la 4<sup>e</sup> plus large concentration de population d'origine hispanique dans le monde (après le Mexique, la Colombie et l'Espagne). Leur croissance se poursuit à un rythme très rapide : ils étaient moins de 7 millions en 1960, et sont passés à plus de 14 millions en 1980, puis à 35 millions en 2000 (d'après les projections de 2004, ils seraient près de 60 millions en 2020).

La dénomination Hispaniques ou « *Latinos* » masque en réalité une grande hétérogénéité (figure n°1). Le sous-groupe ultra-majoritaire (59 %) est constitué par les personnes d'origine mexicaine ce qui alimente la confusion fréquente, dans l'opinion, des termes « Hispaniques » ou de « *Latinos* » avec ceux de « Mexicains » ou de « Chicanos<sup>1</sup> ». Viennent ensuite les *Latinos* originaires de Puerto Rico (10 %), d'Amérique centrale (5 %) et du Sud (4 %), de Cuba (3 %), de la République dominicaine (2 %) et d'ailleurs (17 %). À la variété des origines nationales s'ajoute la diversité de la durée d'installation de ces minorités dans le pays : alors que certains « Mexicains-Américains » sont présents sur le sol américain depuis plusieurs générations, les Dominicains figurent parmi les immigrants les plus récents. Dans ces conditions, on conçoit que la latinisation des États-Unis soit un phénomène bien plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord, ne serait-ce que sur le plan démographique.

---

1. Les *Chicanos* sont les personnes d'origine mexicaine nées aux États-Unis. Ce terme existe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, mais a considérablement gagné en popularité dans le contexte du *Civil Rights Movement* des années 1960. Il exprime la fierté de l'appartenance ethnique et culturelle à la population d'origine mexicaine.

Figure n°1 : Distribution des *Latinos* par origine nationale



### Un peuplement hispanique différencié selon les régions

Spatialement, la latinisation doit être également considérée avec nuance. En effet, à petite échelle, les Hispaniques apparaissent particulièrement représentés dans les régions de l'Ouest et du Sud (respectivement 43 et 33 % de la population hispanique totale). La Californie et le Texas à eux seuls rassemblent plus de la moitié de l'ensemble des *Latinos*, mais cinq autres États possèdent une population latine de plus d'un million : l'État de New York, la Floride, l'Illinois, l'Arizona et le New Jersey. La figure n°2 établissant la part de la population latine dans la population totale à l'échelle des comtés esquisse une géographie plus nuancée : l'importante population latine des États de New York et de l'Illinois ne représentent finalement qu'une petite partie de la population totale de ces comtés. De même, en Floride, les *Latinos* représentent rarement plus de 50 % de la population. Finalement, les fortes concentrations d'Hispaniques suivent essentiellement la frontière mexicaine, le Sud Texas présentant le plus grand nombre de comtés où les *Latinos* constituent plus de la moitié de la population locale.

Comment la croissance récente de la population hispanique affecte-t-elle les différentes régions des États-Unis : la tendance est-elle à la concentration ou à la diffusion de la population latine ? Autrement dit, la « latinisation » est-elle un processus circonscrit à la région du Sud-Ouest, ou va-t-elle concerner l'ensemble du territoire national ? La

comparaison des recensements de 1990 et 2000 montre que la part de la population hispanique gagne respectivement 4 et 5 points dans les régions Sud et Ouest, qui sont les régions les plus peuplées et où la croissance démographique totale est la plus élevée. Dans les régions du Nord-Est et du Centre-Ouest, elle n'augmente que de 2 à 2,5 points, ce qui représente une croissance bien moins forte, quoique non négligeable. La latinisation de la population états-unienne, si elle tend à se diffuser dans tout le pays, continue à se concentrer principalement dans les régions du Sud-Ouest. L'importance numérique, le rythme de croissance des *Latinos* – des Mexicains-Américains en particulier – et leur répartition spatiale sont liés tout autant à l'histoire des relations entre le Mexique et les États-Unis qu'aux flux migratoires qui articulent aujourd'hui les États-Unis à l'ensemble de l'Amérique latine.

### **L'héritage des *colonias* hispaniques et de l'époque mexicaine**

« *I didn't cross the border. The border crossed me* » (« Je n'ai pas traversé la frontière, c'est la frontière qui m'a traversé »), peut-on lire sur les T-Shirts ou sur les murs de Los Angeles<sup>1</sup>. Cette inscription rappelle que la question des frontières « traverse » les *Latinos*, et plus particulièrement les *Chicanos*, de façon plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. Elle fait référence, en effet, à l'expansion territoriale des États-Unis au détriment du Mexique au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Après l'annexion du Texas en 1845, le traité de Guadalupe Hidalgo, en 1848, solde la guerre contre le Mexique par l'annexion de près de la moitié du territoire mexicain au profit des États-Unis, ce qui correspond aux actuels États de l'Utah, du nord de l'Arizona, du Nevada, du Nouveau-Mexique et de Californie (figure n°2).

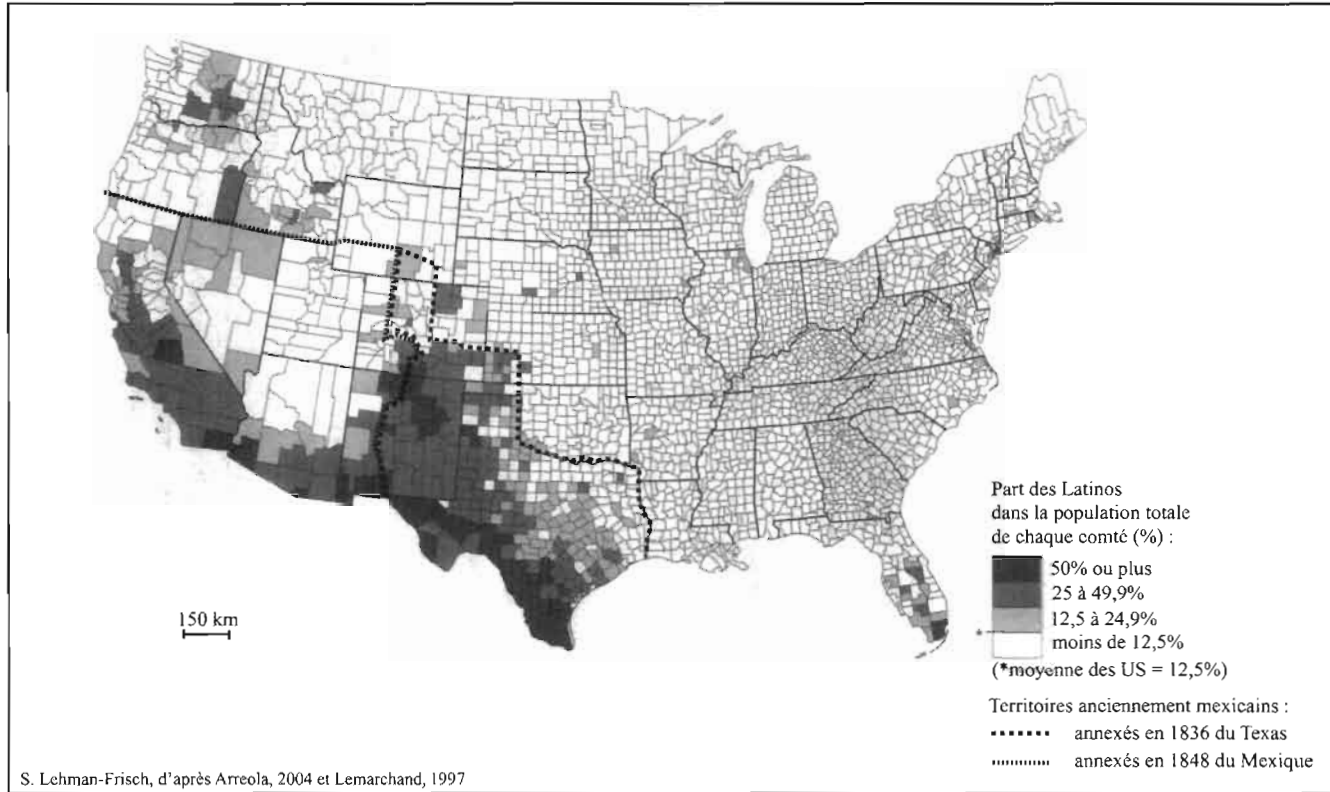
Ainsi, bien avant de passer sous la coupe des États-Unis, le Sud-Ouest (défini ici comme la région comprenant les États de l'Ouest et ceux de la frontière avec le Mexique) était « latin ». Depuis 1610, date de la fondation de la première colonie espagnole à Santa Fe (Nouveau Mexique), la frontière nord du Mexique n'a pas cessé d'attirer des colons pendant plusieurs siècles. Les Mexicains demeurent largement majoritaires dans les territoires proches du Rio Grande par exemple, même si l'afflux de migrants anglo-américains dans les espaces situés plus au nord dilue progressivement leur part dans la population totale locale<sup>2</sup>.

---

1. Monnet, 1998.

2. Camarillo, 1990.

Figure n°2 : Répartition spatiale des *Latinos* aux États-Unis





Le traité de 1848 bouleverse l'histoire de toute la région. Sans se déplacer, tous les Mexicains résidant au nord du Rio Grande se retrouvent brutalement sur le territoire d'un autre pays. D'abord assurées que leurs propriétés foncières ne seraient pas contestées, les élites mexicaines se voient bientôt spoliées de leurs terres. La transition est particulièrement brutale en Californie du Nord, où la ruée vers l'or transforme la démographie et l'organisation sociale, économique et spatiale en quelques années à peine. En Californie du Sud et au Texas, les mutations sont plus lentes mais les structures socio-spatiales sont bientôt transformées au détriment des Mexicains-Américains, avec l'expansion de l'agriculture commerciale irriguée, même lorsque les Mexicains-Américains restent numériquement majoritaires.

La souveraineté états-unienne n'interrompt pas les migrations en provenance du Mexique, bien au contraire. La Révolution mexicaine (1910) provoque un afflux massif de plus d'un million de Mexicains entre les années 1910 et 1930 : venant essentiellement des États mexicains frontaliers, la majorité d'entre eux s'installent durablement au Texas, alors que plusieurs milliers se dirigent vers l'Arizona et la Californie, attirés par la demande en main-d'œuvre d'une agriculture en plein développement<sup>1</sup>.

Ces liens anciens, durables et complexes entre le sud-ouest des États-Unis et le nord du Mexique ont amené certains observateurs à baptiser ce vaste ensemble la « Mexamérique<sup>2</sup> », soulignant ainsi l'interpénétration démographique, mais aussi économique et politique de deux entités culturelles et nationales au sein d'un espace aux limites floues.

## **Immigration et processus de « latinisation » depuis les années 1960**

Après plusieurs décennies de quasi-tarissement de l'immigration aux États-Unis, l'établissement des quotas en 1965 ouvre la porte à de nouveaux flux de migrants, dont la majorité provient désormais non plus d'Europe, mais d'Amérique latine. Selon leur ancienneté, leur origine et leur forme spatiale, on distingue plusieurs types de vagues migratoires.

---

1. Suarez-Orozco, Paez, 2002.

2. Garreau, 1981.

## **Une immigration mexicaine massive**

L'immigration hispanique est d'abord mexicaine. Elle est caractérisée par un flux de grande ampleur, quasiment ininterrompu et qui s'est intensifié à partir de 1980. Quelques données illustrent la massivité du phénomène. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les 7 millions d'immigrants légaux en provenance du seul Mexique surpassent en nombre l'ensemble des immigrants européens. Plus du quart d'entre eux sont arrivés dans la première moitié des années 1990. Ils constituent près de la moitié de la population totale d'origine mexicaine aux États-Unis. À ces chiffres, enfin, il faut ajouter les immigrants mexicains illégaux, dont on estime qu'ils représentent 40 % du total des illégaux<sup>1</sup>.

Les facteurs de ces mouvements migratoires sont bien connus. Outre le poids des relations historiques déjà évoquées entre le Mexique et le Sud-Ouest des États-Unis, le fort différentiel économique de ces deux pays contigus et l'interdépendance entre l'offre et la demande de chacun d'eux sont une explication majeure et persistante de la motivation des migrants à gagner le marché du travail états-unien. De plus, la longueur de la frontière commune et l'existence de modes de transports modernes contribuent à favoriser la circulation d'un pays à l'autre.

Géographiquement, les immigrants mexicains tendent à se concentrer dans les espaces où les Mexicains-Américains nés aux États-Unis sont les plus représentés, c'est-à-dire dans l'Ouest et le Sud, un peu moins des 2/3 des Mexicains s'installent dans deux États seulement – la Californie et le Texas –, mais l'Illinois (essentiellement Chicago), l'Arizona et quelques autres États représentent des pôles de concentration non négligeables. On assiste en effet depuis quelques années à une tendance à la diffusion des immigrants mexicains à partir des États d'installation traditionnelle vers le Sud-Est et, plus généralement, vers l'ensemble du territoire national, à part peut-être les régions les moins dynamiques du Centre-Nord<sup>2</sup>.

## **Les autres vagues migratoires en provenance d'Amérique latine**

L'immigration en provenance d'Amérique centrale et du Sud représente un autre type de courant migratoire, massif aussi, mais plus limité dans le temps<sup>3</sup>. Durant les années 1960 et à nouveau un peu

---

1. Suarez-Orozco, Paez, 2002.

2. Faret, 2003.

3. Suarez-Orozco, Paez, 2002.

durant les années 1980, les Cubains prédominent parmi les réfugiés latino-américains aux États-Unis : tout au long de ces décennies, leur préférence pour la Floride ne se dément pas. Mais au début des années 1980, l'intensification des conflits centraméricains génère d'énormes flux en provenance d'Amérique centrale. En 2000, 1,7 million de personnes fuyant leur pays dévasté par la guerre se réfugient aux États-Unis, originaires essentiellement du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua. Ainsi, près d'un Salvadorien sur six vit aujourd'hui sur le sol états-unien. Comme les immigrants mexicains, ils se dirigent en majorité vers l'Ouest et la Californie, mais, contrairement aux premiers, s'installent également à New York. Quant aux Sud-Américains, les réfugiés de Colombie en particulier sont de plus en plus nombreux à affluer. Géographiquement, ils tendent à être répartis de façon relativement équilibrée sur le territoire, avec une préférence plus marquée cependant pour New York. Ils apparaissent comme le plus grand groupe des « nouveaux *Latinos* » d'Amérique du Sud.

Les Dominicains sont engagés dans un dernier type de migration, que l'on peut qualifier de « transnationale » ou circulatoire : leurs mouvements migratoires sont caractérisés par un intense va-et-vient entre la République dominicaine et Manhattan. Les Portoricains, qui, bien que citoyens états-uniens<sup>1</sup>, peuvent être assimilés à des immigrants *latinos* en raison de leur statut socioculturel et linguistique, attestent également d'un fort transnationalisme. Traditionnellement concentrés dans le Nord-Est (New York), ils tendent aujourd'hui à se diffuser vers d'autres régions. La latinisation de la population états-unienne s'explique donc en grande partie par l'immigration en provenance d'Amérique latine. Reste qu'il serait plus adéquat de parler d'immigrations latines, au pluriel, pour bien rendre compte de la diversité des courants migratoires. Ces mouvements de personnes, qui s'accompagnent de circulation de biens et d'informations, de part et d'autre du Rio Grande, contribuent à brouiller la limite séparant les deux grandes aires culturelles.

### **Les impacts de la latinisation des États-Unis sur les territoires**

Autrement dit, il s'agit maintenant d'examiner comment la latinisation démographique transforme les territoires états-uniens. Rappelons

---

1. Les racines de la communauté portoricaine aux États-Unis remontent à 1898, l'année où l'île de Porto Rico est passée sous la coupe des États-Unis, à la suite de la guerre les opposant à l'Espagne.

avant toute chose que les migrations marquent non seulement l'espace et la société du pays d'accueil mais également ceux des pays de départ. Le pendant de la latinisation des États-Unis, c'est une « états-unisation » de nombreux pays d'Amérique latine : la limite entre l'Amérique du Nord et l'Amérique au sud du Rio Grande subit un brouillage à double sens.

La croissance de la population hispanique s'inscrit sur le territoire. En majorité, les Hispaniques sont installés dans les villes. Mais dans les quatre États frontaliers, on observe également des espaces ruraux fortement marqués par la population latine. Certains espaces ruraux de cette région ont hérité leur latinité de l'époque mexicaine. Si, avec l'annexion états-unienne et la mainmise des *Anglos* (les Blancs de culture anglo-saxonne) sur les propriétés foncières des Mexicains, la plupart des anciens ranchos ont été reconvertis à l'agriculture céréalière, à l'exploitation pétrolière ou à la chasse au cerf, il subsiste encore aujourd'hui quelques *ranchos* restés aux mains des *Tejanos* (Mexicains-Américains du Sud Texas) et qui vivent de l'activité pastorale traditionnelle. Mais au total, l'espace rural a connu une profonde transformation qui a mené, finalement, à la « dé-latinisation » (ou plus précisément, la « dé-mexicanisation ») de ses paysages, de ses structures sociales, sinon de sa population.

Le développement de l'agriculture commerciale d'irrigation au Texas et en Californie dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a constitué un puissant facteur d'attraction pour la main-d'œuvre mexicaine, contribuant paradoxalement à relancer la latinisation de la population. De même, dans les années 1940, le programme *Bracero* organise la migration des travailleurs saisonniers mexicains vers ces mêmes États. Aujourd'hui, les « enclaves mexicaines » rurales se multiplient, non seulement en Californie et au Texas, mais aussi dans des États moins traditionnels : la récolte des fruits et légumes, nécessitant une forte main-d'œuvre, est exécutée principalement par des migrants saisonniers. Avec la diversification des productions et l'extension des activités sur une plus grande période de l'année, ils tendent à s'installer définitivement avec leurs familles. Finalement, les paysages, qui sont ceux des vastes champs géométriques de la grande agriculture, n'ont rien de spécifiquement latin, mais les hommes qui y travaillent sont manifestement d'origine hispanique. Dans les bourgs desservant ces espaces aussi, on peut apercevoir des indices de leur latinité : des groupes de personnes au « type latin » y déambulent, discutent en espagnol au coin d'une rue, font leurs achats dans quelques petits commerces aux enseignes

et produits hispaniques, ou, à défaut, dans les rayons spécialisés de supermarché.

La croissance de la population hispanique, résultant essentiellement de l'immigration, a eu – et continue d'avoir – un impact puissant sur la société. Elle marque les espaces ruraux, plus particulièrement dans la région Sud-Ouest. Mais par-dessus tout, elle a transformé un certain nombre de villes états-uniennes.

## **Des villes états-uniennes latines ?**

Les immigrants latino-américains, en arrivant sur le sol états-unien, choisissent pour la plupart une destination urbaine, et l'ensemble de la population hispanique est caractérisé par une forte concentration urbaine. L'identité de nombre de villes comporte désormais une composante latine que l'on ne peut pas ignorer.

### **La grande majorité des *Latinos* sont des citoyens**

Les *Latinos* sont plus souvent citoyens que le reste de la société états-unienne : en 2002, 9 Hispaniques sur 10 résident en ville (les « aires métropolitaines » définies par le recensement), alors que, à titre de comparaison, seulement 7,5 Blancs non hispaniques sur 10 sont citoyens. À une échelle plus fine, les *Latinos* sont également répartis entre les villes-centre et les banlieues (45 % de la population hispanique totale), alors que les Blancs non hispaniques sont largement moins susceptibles d'habiter les premières que les dernières (20 % et 57 % de la population blanche non hispanique totale). Parmi les *Latinos*, les Portoricains tendent à habiter les centres-villes, alors que les Cubains sont plus souvent en zone suburbaine<sup>1</sup>.

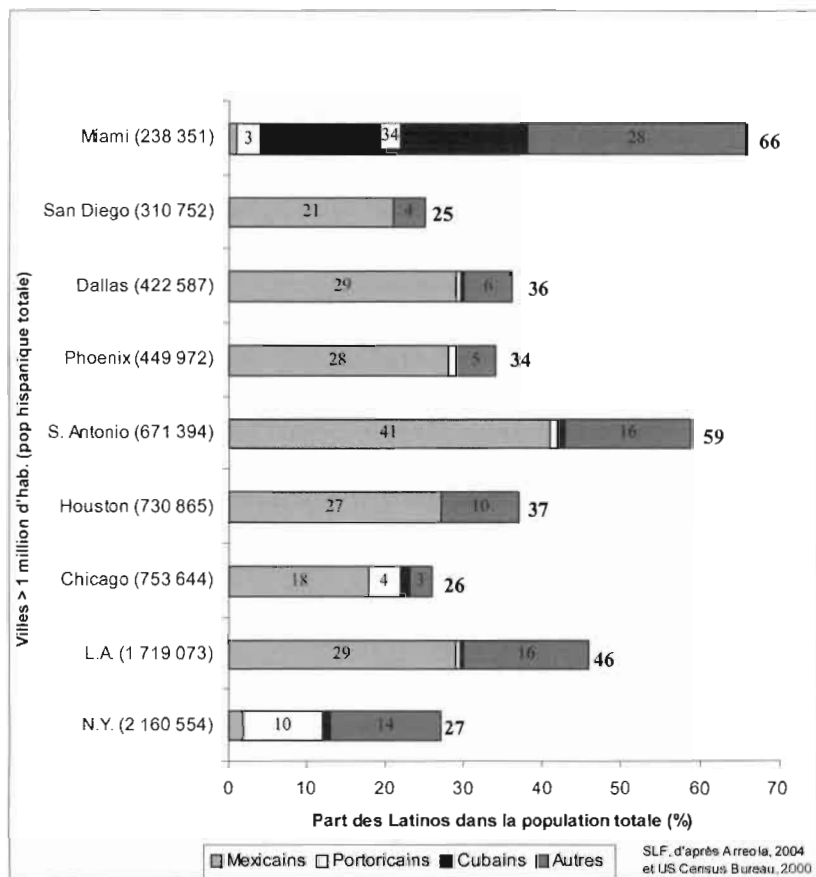
Les *Latinos* tendent en outre à habiter davantage les grandes villes. La figure n°3 permet de mesurer leur présence en 2000 dans certaines métropoles de plus d'un million d'habitants, et affine l'analyse à l'échelle des sous-groupes ethniques. New York et Los Angeles sont de loin les villes où les Hispaniques sont les plus nombreux (respectivement 2 et 1,5 millions), mais Miami et San Antonio sont les seules ayant une population à majorité latine (66 % et 59 %). Dans la plupart de toutes ces grandes villes, les Mexicains constituent le sous-groupe hispanique prédominant, et seules New York et Miami échappent à ce schéma : la première offre un panel varié d'origines hispaniques, la

---

1. Ramirez, 2003.

catégorie « Autres Hispaniques » surpassant désormais les Portoricains ; la seconde atteste également d'une importante pluralité sub-ethnique, les Cubains demeurant le groupe principal. De fait, dans toutes ces villes sauf à New York et Chicago, les « Autres Hispaniques » constituent le deuxième sous-groupe, signalant désormais la remarquable diversité ethnique des populations urbaines latines<sup>1</sup>.

Figure n°3 : Les *Latinos* dans les grandes villes



### Les *barrios* hispaniques des villes états-uniennes

Se demander comment la latinisation de la population urbaine se traduit à l'échelle intra-urbaine revient à s'intéresser d'une part à la

1. Arreola, 2004.

façon dont les *Latinos* se répartissent dans l'espace de la ville et d'autre part à la transformation des paysages et des pratiques urbaines qui en résulte. En fonction de la date du début du processus de latinisation, de sa durée, de sa continuité et de son intensité, en fonction également de la taille de la population hispanique locale, de ses origines nationales, du degré de ségrégation et de la forme et de la surface de l'espace urbain investi, on peut distinguer plusieurs grands types de quartiers hispaniques aux États-Unis, couramment désignés comme *barrios* (« quartiers » en espagnol).

***Des espaces urbains anciennement hispaniques et qui ont conservé toute leur latinité***

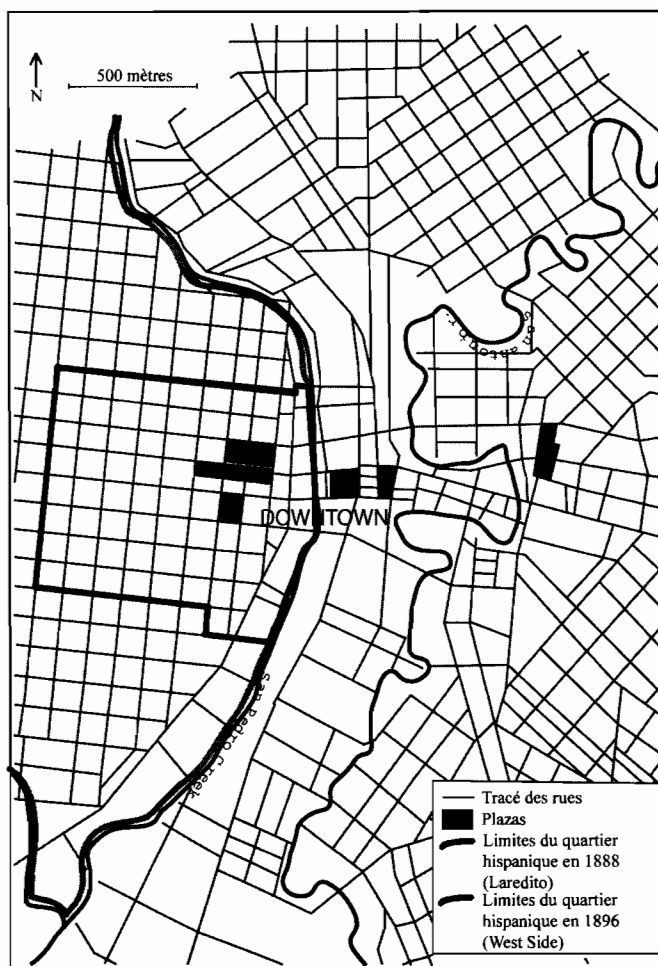
Certaines villes états-uniennes ont été historiquement fondées par des Hispaniques et continuent d'être peuplées par une proportion significative sinon majoritaire de *Latinos*. Il s'agit bien sûr de nombre de villes du Sud-Ouest, notamment au Sud Texas<sup>1</sup>. Leur dualité est caractéristique : dans les villes petites ou grandes, le *barrio*, (ou *Mexican Town*), est spatialement distinct des quartiers *anglos* plus récents. La « ville mexicaine » possède son propre centre-ville, distinct de celui de la ville *anglo*. Caractérisée par un mélange de l'habitat avec les petits commerces familiaux, elle est dotée de parcelles foncières plus petites, d'une *plaza*, et de rues aux noms espagnols. Avec la très forte croissance de la population mexicaine américaine, au *barrio* historique se sont adjoints de nombreux autres *barrios*, qui n'ont cependant pas véritablement remis en cause la ségrégation originelle.

San Antonio (figure n°4) est la plus grande et la plus fameuse de ces villes *tejanos* (« texanes » en espagnol). Ville des États-Unis possédant la plus forte proportion de Mexicains-Américains, elle est qualifiée par certains observateurs de « capitale du Mexique états-unien ». Le San Antonio contemporain a hérité ses *plazas*, un des symboles forts de la latinité, de l'époque coloniale espagnole. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il a conservé la puissante division, de part et d'autre de la rivière San Pedro, entre la ville *anglo* et le *West Side* mexicain, son *downtown* et ses *barrios*. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, traverser la rivière San Pedro, qui séparait la ville mexicaine de la ville *anglo*, revenait presque, à une autre échelle, à traverser le Rio Grande ! Aujourd'hui, si les classes moyennes mexicaines-américaines tendent à quitter le *barrio* pour des quartiers plus mixtes et excentrés, le *West Side* fonctionne toujours comme quartier d'accueil pour les immigrants hispaniques.

---

1. Arreola, 2002.

Figure n°4 : San Antonio, une ville duale



S. Lehman-Frisch d'après Arreola, 2002 (p. 143)

### ***Des espaces urbains transformés par l'immigration latine à partir des années 1960***

Aux États-Unis, la plupart des villes n'ont pas le passé historique des *pueblos* de l'époque mexicaine. Mais à partir des années 1960, nombre d'entre elles accueillent des vagues massives d'immigrants hispaniques, entraînant une mutation rapide de quartiers plus ou moins vastes, et suscitant souvent l'inquiétude des populations *anglos*, dont la prédominance numérique est soudain remise en cause : Los Angeles en est l'exemple emblématique.



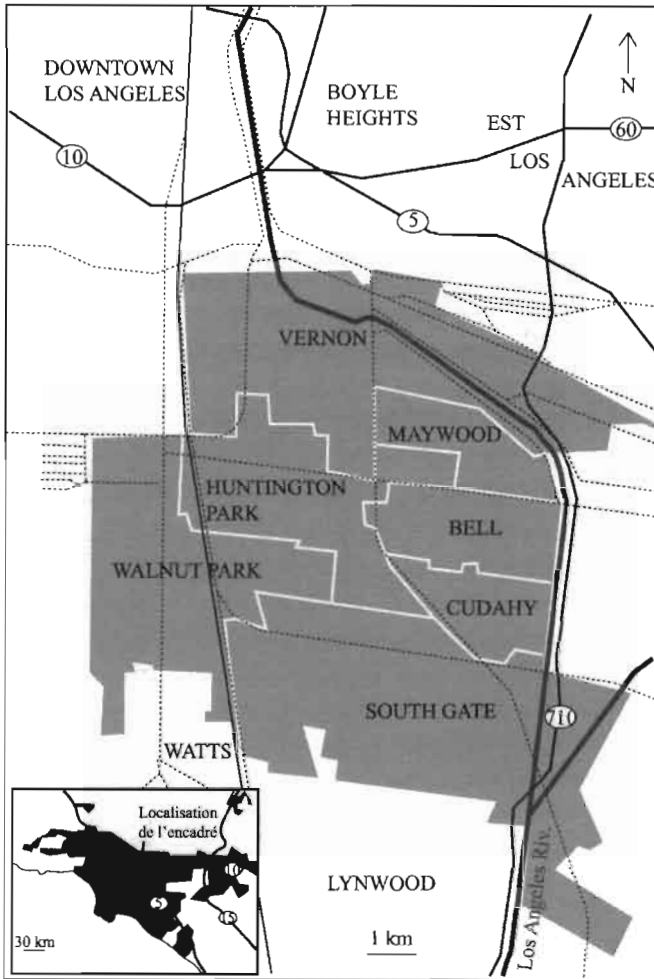
L'agglomération de Los Angeles (figure n°5) compte aujourd'hui plus de 4,5 millions de *Latinos* dans les quatre comtés qui la composent. Or dans les années 1950, malgré la présence de plusieurs *barrios* mexicains, notamment à East Los Angeles, San Gabriel et San Fernando, Los Angeles est encore largement dominée par les *Anglos*. Les années 1960 amorcent un bouleversement démographique sans précédent. Le sud-est du comté de Los Angeles<sup>1</sup> par exemple est alors un solide couloir industriel qui constitue l'alternative locale à Détroit ou Chicago. Les ouvriers, presque tous blancs, résident à proximité de leurs usines, dans des quartiers aux petites maisons modestes mais où ils ont le sentiment de pouvoir mener une vie de famille décente. De l'autre côté de la rue se trouve South Central, un quartier peuplé principalement d'Africains-Américains, et qui est affecté par une crise du logement aiguë, des densités de population très fortes, le chômage, la pauvreté et des tensions sociales croissantes. En 1960, les villes du sud-est de Los Angeles comptent moins de 5 % de *Latinos*. Vingt ans plus tard, leur proportion atteint 50 % à South Gate et 85 % à Huntington Park ! Les premières années, la « transition ethnique » du sud-est de Los Angeles résulte d'un processus de redistribution de la population latine du nord vers le sud, en provenance des quartiers latins surpeuplés de East L.A. vers les espaces les plus pauvres de la région Sud-Est (Huntington Park en l'occurrence). Ensuite, le Sud-Est accueille des *Latinos* venant de toute la métropole, et, de plus en plus, des immigrants fraîchement arrivés d'Amérique latine. En 2000, les Hispaniques excèdent 90 % dans toutes les villes de la région, les Mexicains constituant la majorité de la population (environ 70 %).

Deux facteurs externes contribuent à expliquer l'installation des *Latinos* dans le « rustbelt » de Los Angeles à partir des années 1960. D'une part, la région subit de plein fouet le processus de désindustrialisation : les industries traditionnelles du sud-est L.A. commencent à marquer le pas et des dizaines de milliers d'emplois disparaissent. D'autre part, le quartier afro-américain de Watts, contigu des villes ouvrières blanches du sud-est, s'enflamme en 1965 (bilan de ces émeutes : plus de 30 morts, 1 000 blessés, 4 000 arrestations, 6 000 bâtiments endommagés). Dès lors, la combinaison de la disparition de leurs emplois et de la remise en cause de l'ordre socio-racial auquel elles adhèrent poussent les classes populaires blanches à quitter la région en masse, laissant tout un stock de logements à des prix abordables à la disposition des nouveaux venus hispaniques.

---

1. Curtis, 2004.

Figure n°5 : Le sud-est de Los Angeles



S. Lehman-Frisch d'après Curtis, 2004 (p. 128)

Après plusieurs décennies de dégradation de l'environnement urbain, en parallèle avec la latinisation de la population, le sud-est de Los Angeles connaît cependant un processus de réindustrialisation autour de petites industries variées, qui offrent de nouvelles opportunités d'emploi. La revitalisation économique de cet espace est également liée au dynamisme des activités commerciales. Aujourd'hui, la « barrioisation » du sud-est de Los Angeles a incontestablement transformé ces anciens quartiers ouvriers blancs en quartiers dont l'ambiance et l'identité latine sont reconnaissables. Pourtant l'héritage physique, institutionnel et symbolique des *Anglos* reste présent, à la

fois dans leur paysage et dans leur organisation structurelle : c'est ce qui explique que ces *barrios* sont relativement bien dotés en parcs, écoles, églises et centres médicaux, etc. De même, le paysage urbain offre une synthèse culturelle intéressante, alors que les maisons bâties par les *Anglos* sont entretenues et améliorées par les *Latinos* : grilles d'inspiration hispanique, façades repeintes de couleurs vives, petits autels dans leurs jardins.

Miami<sup>1</sup> est un autre exemple de ville états-unienne « latinisée » à une allure spectaculaire, par des flux migratoires cette fois majoritairement cubains : « Riviera américaine » somnolente à majorité *anglo* dans les années 1950, elle est appelée aujourd'hui la « capitale de l'Amérique latine ». Hispanique à 60 % en 2000, sa latinisation s'est opérée en plusieurs étapes. Ce sont d'abord, dans les années 1960, les élites cubaines fuyant le régime castriste, posant les bases d'une économie ethnique prometteuse dans le quartier de Little Havana. La transformation de la ville s'accélère brusquement en 1980, lorsque des Cubains arrivent par dizaines de milliers (125 000 en moins de 6 mois), en provenance du port de Mariel, que Castro a ouvert aux candidats à l'émigration en démonstration de sa libéralité. Les *Anglos* prennent désormais conscience qu'ils ne constituent plus la société dominante, mais qu'ils doivent désormais partager l'espace et le pouvoir avec une puissante minorité.

Ce sentiment de domination numérique s'accroît encore avec l'arrivée des *boat people* en provenance de Haïti : fuyant l'oppression de Duvalier, ils sont quelques 60 000 Haïtiens à arriver par bateau entre 1977 et 1980, dans des conditions qui choquent l'opinion. Si un Haïtien sur cinq seulement s'installe à Miami (les autres ayant préféré New York), l'empreinte sur l'espace et la société y est bien plus forte que dans la métropole du Nord-Est : l'identité latine du nouveau quartier de Little Haïti s'épanouit dans sa petite rue commerçante aux boutiques peintes de couleurs vives, parcourue par ses taxis illégaux. Beaucoup d'*Anglos*, effrayés par cette transition ethnique soudaine, quittent la ville et fuient vers le nord. D'autres immigrants hispaniques affluent bientôt à nouveau sur Miami : à la fin de 1988, des milliers de Nicaraguayens fuyant la guerre arrivent en Floride du Sud. Le premier quartier nicaraguayen émerge ainsi dès le début des années 1980 à Sweetwater.

Ainsi, l'immigration hispanique à Miami a eu un impact d'une ampleur exceptionnelle sur la ville. Aujourd'hui, Miami est bien la seule

---

1. Portes, Stepick, 1993.

ville des États-Unis attestant d'un véritable biculturalisme, même si d'autres villes comme Los Angeles et New York possèdent également de vastes communautés hispaniques et d'immigrants.

***Des espaces récemment remodelés  
par l'immigration des années 1990-2000***

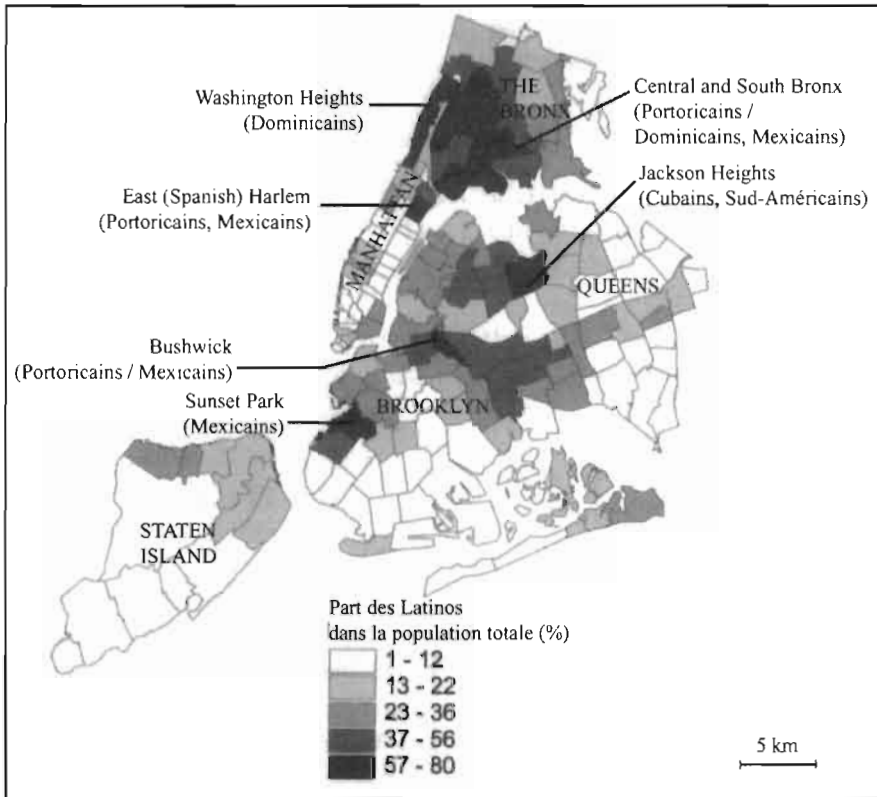
C'est plus tardivement que d'autres villes aux États-Unis accueillent un nombre significatif de *Latinos*. Dans les années 1990-2000, la diffusion de la population hispanique et la diversification de sa provenance a conduit d'une part à la transformation de *barrios* déjà existants d'une subculture hispanique à l'autre, comme à New York, et d'autre part à l'émergence de nouveaux *barrios* dans des villes comme Washington.

New York<sup>1</sup> a connu un processus de latinisation de longue haleine, dont les provenances successives permettent d'observer dans certains quartiers d'intéressants phénomènes de transition d'une minorité *latinos* à l'autre (figure n°6). Les premiers hispaniques, des hommes d'affaires, des entrepreneurs, des artisans ou des commerçants cubains et portoricains, s'installent dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'inverse des Cubains, les Portoricains renforcent leur présence tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et investissent d'abord le quartier de East Harlem, qui depuis cette époque est connu sous le nom de Spanish Harlem, ou El Barrio, avant de s'installer dans d'autres quartiers. Ces enclaves urbaines portoricaines ou « nuyoricaines » (portoricaines de New York) expriment une latinité de tendance caribéenne. À partir du milieu des années 1960, la population hispanique new yorkaise augmente considérablement avec l'afflux massif d'immigrants dominicains. Ceux-ci se concentrent dans le quartier de Washington Heights (Haut Manhattan). Sa « dominicanité » ne fait pas de doute : les enseignes en espagnol sont souvent peintes en rouge, blanc et bleu – les couleurs du drapeau dominicain. L'atmosphère résonne de musiques caribéennes et de conversations en espagnol. Durant la belle saison, les rues sont remplies d'hommes jouant aux dominos. Des vendeurs ambulants proposent des tranches de fruits tropicaux ou des beignets variés.

---

1. Miyares, 2004.

Figure n°6 : Latinisation et origines nationales à New York



S. Lehman-Frisch, d'après Miyares, 2004 (p. 151)

Durant les décennies 1950, et surtout 1960 et 1970, les événements politiques d'Amérique du Sud provoquent l'immigration de nombre de Colombiens, Cubains, Équatoriens et Péruviens, qui tendent à s'installer à Jackson Heights (Queens), établissant la multi-ethnicité du quartier. Au cours des années 1990 cependant, l'immigration hispanique est devenue un phénomène essentiellement mexicain : ces nouveaux venus tendent à s'installer dans tous les districts de la ville, mais leur impact spatial sur le quartier portoricain traditionnel, Spanish Harlem, est particulièrement remarquable. Là, des boutiques anciennement vacantes sont reprises par des commerçants mexicains : elles portent le nom de lieux mexicains, et les couleurs du drapeau mexicain (rouge, blanc et vert) ou la figure de la Vierge de Guadalupe sont des motifs récurrents. Des travailleurs journaliers attendent de se voir assigner de petits jobs aux intersections les plus passantes. En bref, El Barrio tend à devenir un « Little Puebla » (du nom de l'État mexicain

d'où proviennent une grande partie des récents immigrants). Cela suscite l'inquiétude des anciens résidents portoricains : ceux-ci craignent de perdre le contrôle de ce quartier qui a toujours constitué le point d'entrée des Portoricains et le cœur de la culture et de l'identité portoricaine.

Washington<sup>1</sup> illustre le cas de villes états-uniennes tardivement latinisées. C'est en effet dans les années 1980-1990 seulement qu'elle commence à attirer les immigrants. En 1980, les Hispaniques sont quasi-marginaux dans la capitale (3 %). Vingt ans plus tard, ils représentent 9% de la population, soit un total de plus de 400 000 *Latinos*. La composition de la population hispanique est relativement originale parmi les villes états-uniennes : le groupe principal est en effet celui des Salvadoriens (un tiers des *Latinos*), suivis par les Péruviens et Boliviens (9 et 7 %) puis des Jamaïcains, les Mexicains ne représentant que 4 %. Ethniquement variés, les *Latinos* sont en outre géographiquement dispersés dans toute l'agglomération. Il n'est point de *barrios* à l'identité latine marquée. Cette situation est sans doute liée à la crise du marché du logement : les immigrants sont prêts à habiter n'importe où. Dans ce contexte de dispersion spatiale, les terrains de football (*futbol* en espagnol, *soccer* en anglais) sont les seuls lieux où peut s'exprimer l'identité latine des nouveaux immigrants. Les ligues de football, dont les noms évoquent la communauté d'origine de la majorité des joueurs, permettent l'accès à un espace où les immigrants récents peuvent passer du temps avec leurs compatriotes. En somme, l'absence d'enclaves urbaines hispaniques est compensée par ces ligues de football, qui jouent un rôle social fondamental dans les réseaux soutenant les communautés d'immigrants.

### ***Des espaces urbains hispaniques menacés par la gentrification***

Si la tendance, dans les villes états-uniennes, est à la latinisation, certains quartiers hispaniques modestes peuvent, à l'inverse, être potentiellement menacés par l'arrivée de nouvelles catégories de population, et notamment des classes moyennes et supérieures – c'est le phénomène de gentrification. Le quartier de la Mission, à San Francisco<sup>2</sup>, est typique de ces quartiers états-uniens « latinisés » dans les années 1960<sup>3</sup>. Comme la plupart d'entre eux, c'est en 1950 un quartier populaire majoritairement blanc ; en 1970, les *Latinos* représentent plus de la moitié de la population locale. Leur proportion continue d'augmen-

---

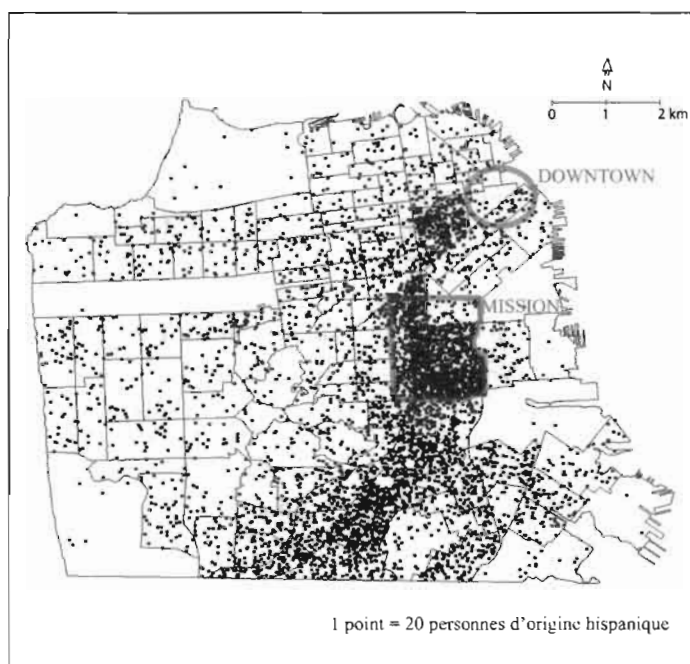
1. Price, Whitworth, 2004.

2. Les frontières de la ville de San Francisco correspondent à celles du comté du même nom.

3. Lehman-Frisch, 2003 ; Godfrey, 2004.

ter fortement jusqu'en 1990 (60 %, composés essentiellement de Mexicains et de Centraméricains) (figure n°7), mais elle se stabilise au cours des années 1990, alors même que la population latine continue de croître dans l'ensemble de l'agglomération. Le quartier traverse en effet les toutes premières phases de la gentrification. L'attrait des *Yuppies* (jeunes cadres urbains) pour la Mission s'explique par la proximité du quartier des affaires, l'accessibilité à la Silicon Valley, son micro-climat (le quartier est relativement abrité du brouillard marin par les collines de Twin Peaks), la qualité de son stock de maisons victoriennes, voire l'ambiance latine qui la caractérise, et surtout des prix locatifs et fonciers qui restent sensiblement en-dessous de ceux pratiqués dans le reste de la ville.

Figure n°7 : Les *Latinos* à San Francisco



S. Lehman-Frisch (sources statistiques = US Census Bureau, 2000).

Malgré les débats largement médiatisés, dans les années 1990, sur la « *yuppification* » et « l'invasion *dot.com* » des entreprises Internet, et même si les expulsions sont une réalité, les *Latinos* de la Mission, en 2000, n'ont pas subi le déclin numérique annoncé. Cette résistance est liée en partie à l'activisme des associations locales – qui ne sont pas nécessairement hispaniques –, qui se sont battues pour freiner l'ascen-

sion vertigineuse des loyers et défendre les locataires contre des expulsions sommaires. Elle est liée également à la mauvaise réputation du quartier : les gangs hispaniques<sup>1</sup> ont traversé une phase de grande violence au début des années 1990. Malgré la retombée des actes violents, le sentiment d'insécurité persistant depuis lors décourage certains gentrificateurs potentiels. Reste que ces tendances ont contribué à stopper la croissance de la population latine locale, qui se faisait jusqu'alors à un rythme soutenu.

La limite entre l'Amérique dite latine et l'Amérique anglo-saxonne ne peut être confondue avec la frontière politique séparant le Mexique des États-Unis. Cette limite en effet est d'abord brouillée par les hommes : la population d'origine hispanique est devenue la première minorité états-unienne, et continue de croître à grande vitesse en raison de puissants courants migratoires. Leur présence croissante a eu comme effet de transformer en partie la société et les territoires où ils se sont installés : la limite entre l'identité anglo-saxonne ou latine de certains territoires est devenue plus floue. C'est particulièrement vrai pour le sud-ouest des États-Unis, dont les liens avec le Mexique sont anciens et multiformes. C'est vrai également bien au-delà de cette vaste bande de territoire, dans la plupart des agglomérations états-uniennes.

L'idée de « latinisation » des États-Unis doit cependant être relativisée, d'abord parce que les *Latinos* sont un groupe très hétérogène et dont l'identité collective ne va pas toujours de soi. De plus, il faut se rappeler que toute une dimension de cette latinité a préexisté à la culture anglo-saxonne dans le Sud-Ouest. En outre, il ne faut pas prendre ces indices de latinisation des États-Unis comme autant de preuves de la concrétisation d'un projet de domination culturelle formulé par les *Latinos* à l'encontre des États-Unis. Malgré ce que semble suggérer Huntington, il n'y a pas d'incompatibilité entre les cultures latine et anglo-saxonne – si tant est qu'on puisse les définir clairement. Et finalement, la latinisation des États-Unis n'est pas moins remarquable que l'états-unisation des autres pays du continent...

## **Bibliographie**

- ARREOLA Daniel D. (éd.), 2004, *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press.

---

1. Lehman-Frisch, 2000.



- ARREOLA Daniel D., 2002, *Tejano South Texas: A Mexican American Cultural Province*, Texas University of Press.
- CAMARILLO Albert, 1990, *Chicanos in California: A History of Mexican Americans in California*, Materials For Today's Learning, Inc.
- COHEN James, 2004, « Les *Latinos*, nouveau "péril" pour les États-Unis ? Critique du déterminisme culturel de choc de Samuel Huntington », in COHEN James et TRÉGUER Annick, *Les Latinos des USA*, IHEAL Editions, pp. 15-27.
- COHEN James et TRÉGUER Annick, 2004, *Les Latinos des USA*, IHEAL Editions.
- CURTIS James R., 2004, « Barrio Space and Place in Southeast Los Angeles », in ARREOLA Daniel D. (éd.), *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, pp. 125-141.
- FARET Laurent, 2003, *Les territoires de la mobilité: Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, CNRS Editions.
- GARREAU Joël, 1981, *The Nine Nations of North America*, Houghton Mifflin Company, Boston.
- GODFREY Brian, 2004, « Barrio Under Siege : Latino Sense of Place in San Francisco, California », in ARREOLA Daniel D. (éd.), *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, pp. 79-102.
- GUZMAN Betsy, *The Hispanic Population: Census 2000 Brief*, US Census Bureau, mai 2001.
- HUNTINGTON Samuel, 2004, *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*, Odile Jacob.
- LEHMAN-FRISCH Sonia, 2000, « Les gangs hispaniques dans le quartier de la Mission (San Francisco, Californie) », *Cahier des Amériques Latines* n°1, vol. 33, pp. 173-200.
- LEHMAN-FRISCH Sonia, 2003, « La Mission, "barrio" de San Francisco : l'hispanisation d'un quartier américain et de sa rue commerçante (1950-2000) », *Espace, Populations, Sociétés*, n°1, pp. 117-135.
- LEMARCHAND Philippe, 1997, *Atlas des États-Unis*, Atlante.
- MIYARES Inès M., 2004, « Changing Latinization of New York City », in ARREOLA Daniel D. (éd.), *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, pp. 145-166.
- MONNET Jérôme, « Du local au global : Quelles territorialités pour les "*Latinos*" de Los Angeles ? », in PRÉVOT-SCHAPIRA Marie-France & RIVIÈRE D'ARC Hélène (dir.), 2001, *Les territoires de l'État-Nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, pp. 243-268.
- MONNET Jérôme, 1994, « Mexamérica et les limites de l'Amérique latine », *L'ordinaire latino-américain*, n°154, pp. 3-26.
- PORTES Alejandro, STEPICK Alex, 1993, *City on The Edge: The Transformation of Miami*, University of California Press.
- PRICE Maria, WHITWORTH Courthney, 2004, « Soccer and Latino Cultural Space: Metropolitan Washington *Futbol* Leagues », in ARREOLA Daniel D. (éd.), *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, pp. 167-186.
- RAMIREZ Roberto R, 2003, *The Hispanic Population in the United States, March 2002: Population Characteristics*, US Census Bureau, juin 2003.
- SUAREZ-OROZCO Marcelo, PAEZ Mariela M. (éd.), 2002, *Latinos: Remaking America*, David Rockefeller Center for Latin American Studies.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en octobre 2005  
dans les ateliers de Normandie Roto Impression s.a.s.

61250 Lonrai

N° d'impression : 05-2705

Dépôt légal : octobre 2005

*Imprimé en France*

Les liens historiques et la proximité culturelle avec l'Europe expliquent la fascination que l'Amérique latine exerce sur nous. Ses lieux, ses sociétés nous parlent : le lac Titicaca, la civilisation des Aztèques, les plages d'Acapulco, Mafalga, etc. Mais, cette apparente familiarité masque pourtant une grande méconnaissance de l'espace latino-américain et de ses sociétés. Combien savent que la plus longue des frontières terrestres françaises nous sépare... des Brésiliens ?

L'Amérique latine nous interroge. Les transformations mondiales font sentir leurs effets sur et dans cet espace. Les indicateurs placent l'Amérique latine dans la catégorie des pays en voie de développement : les Indiens guatémaltèques cultivent de pauvres milpas ; des favelas sont visibles depuis le luxueux front de plage de Copacabana. Pourtant, la plupart des pays d'Amérique latine sont aussi par bien des aspects modernes : laboratoires high-tech pour la crêvetticulture au Honduras, unités de production d'Intel au Costa Rica, productions de Volkswagen au Brésil destinées aussi bien au marché latino-américain qu'européen, etc.

Cet ouvrage collectif d'américanistes tente d'éclairer quelques-unes des multiples dimensions géographiques de l'Amérique latine. Par le biais d'exemples variés, il fournit aux candidats aux concours de l'enseignement secondaire des clés de compréhension de ce qu'est l'Amérique latine aujourd'hui. Il stimule aussi la réflexion des étudiants de géographie de tous niveaux et la curiosité du lecteur désireux de mieux appréhender la réalité actuelle du Nouveau Monde.

---

Anne-Laure Amilhat-Szary – Xavier Arnauld de Sartre  
Denise Douzant-Rosenfeld – Martine Guibert  
Sébastien Hardy – Anne-Peggy Hellequin  
Sonia Lehman-Frisch – Lucile Medina-Nicolas  
Laetitia Perrier-Bruslé – Nathalie Raymond  
Jean-Marie Théodat – Guy Thuillier  
Jean-Christian Tulet



9

782842 743321

23 €

ISBN 2-84274-332-6